AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_068D-DE
Reçu le 09/07/2026

GARÉOULT
83-VAR

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE – ÉGALITE – FRATERNITE

Extrait des registres des délibérations
Du Conseil Municipal du mardi 7 juillet 2026
De la Commune de Garéoult

Date de convocation : 01/07/2026
Date d'affichage de la convocation : 01/07/2026
Date de dépôt en Préfecture :
Date de publication de la délibération :

L'an deux mille vingt-six, le sept juillet à dix-neuf heures et huit minutes,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de séance, sous la présidence de Monsieur Jérôme TESSON Maire.

Nombre de membres :
Composant le conseil : 29 membres
En exercice : 29 membres
Ayant pris part à la délibération : 21 membres présents et 8 membres ayant donné pouvoir.

Étaient présents :
Messieurs Jérôme TESSON, Jean-Marc CAMUS, Luc VAISSIERE, José BONACHE, Thibault MARCHANT, Jean-Michel CROMBEZ, Patrick HENRY-HAYE, Quentin SCANNAPIECO, Pascal THIBAULT, Quentin VALENTE, Nicolas SINTES, Gilles TREMOLIERE, Yann LAFONT, Sébastien TRUC.

Mesdames Anna ALCAZAR, Hélène SAVIGNY, Corinne SLUFCIK, Christelle GALLOU, Marie-Paule BREDOUX, Anne DUPIN, Maria BORRELLI.

Ont donné pouvoir :
Mme Amandine BOURREAU a donné pouvoir à Mme Anna ALCAZAR,
Mme Angélita PAGLIAI a donné pouvoir à Mme Corinne SLUFCIK,
M Luc DE MARIA a donné pouvoir à M Thibault MARCHANT,
Mme Jennifer LAURON a donné pouvoir à M le Maire,
Mme Naïs COURSOL a donné pouvoir à M Jean-Marc CAMUS,
Mme Françoise BEST a donné pouvoir à M Patrick HENRY-HAYE,
Mme Marie-Laure PONCHON a donné pouvoir à Mme Marie-Paule BREDOUX,
Mme Pascale ULRICH a donné pouvoir à M Gilles TREMOLIERE,

Secrétaire de séance : M Jean-Michel CROMBEZ

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_068D-DE
Reçu le 09/07/2026

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N°2026/068

COMPTE RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DÉLÉGATION DE L'ARTICLE L 2122-22 DU C.G.C.T.

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
VU la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 07 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'État et les textes réglementaires pris pour son application,
VU la délibération n°18 de la séance du Conseil Municipal du 8 avril 2026,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-22,

CONSIDÉRANT qu'il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte du compte rendu des décisions prises par Monsieur Le Maire dans le cadre de la délégation qui lui avait été consentie par le Conseil Municipal en sa séance du 8 avril 2026,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur le Maire,
Le Conseil Municipal,

PREND ACTE

Des décisions suivantes :

Prestataire	Type de prestation	Date ou durée de la prestation	Montant
Association « Le Temps des Copains »	Contrat de prestation pour une animation musicale du Groupe « Duo Winelight Music »	21/06/2026	650 euros TTC
Clinique vétérinaire « Familyvets Garéoult » du Docteur Charlotte LACOMBRE	Convention pour le ramassage des cadavres d'animaux entre la Commune et la Clinique vétérinaire	un an à compter du 15/05/2026	75 euros TTC par animal

Le Secrétaire de séance,

Jean-Michel CROMBEZ.

MAIRIE DE GAREOULT
SECRETARIAT GENERAL (83136)
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Maire,

Jérôme TESSON.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

2025

GAREOULT – EAU POTABLE



saur France

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Table des matières

EDITORIAL 3

LA VIE DE VOTRE CONTRAT 5
LES REPRESENTANTS DU CONTRAT 6
LES CHIFFRES CLES DE CETTE ANNEE 8
COMPARATIF DES CHIFFRES CLES AVEC L'ANNEE ANTERIEURE 9
SYNTHESE DU CONTRAT 2025 10
Le patrimoine de votre contrat 10
Le service aux usagers 10
Le bilan de l'activité 11
La qualité de l'eau 12
La consommation d'énergie 12
Les interventions et l'entretien du patrimoine 12
LES TEMPS FORTS DE CETTE ANNEE 13
LES PROPOSITIONS DE TRAVAUX D'AMELIORATION 15
LE CARE 17
METHODES ET ELEMENTS DE CALCUL DU CARE 18

LE DETAIL DE VOTRE CONTRAT 20

LE PATRIMOINE DE SERVICE 22
Les ressources ou ouvrages de prélèvement d'eaux brutes 22
Les installations de production 22
Les ouvrages de stockage 22
Les installations de surpression 22
LE RESEAU 23
DETAIL CARTO 24
Les équipements de réseau 25
LES COMPTEURS 25
LA GESTION CLIENTELE 27
Les branchements par commune : 27
Les clients par commune : 27
Les volumes consommés comptabilisés par commune sur la période de relève : 27
Les volumes par commune ramenés sur 365 jours : 27
Caractéristiques des consommations hors Vente En Gros (VEG) 27
Les consommations par tranche 28
DETAIL RECLAMATION 30
LA FACTURE 120 m^3 31
NOTE DE CALCUL DE REVISION DU PRIX DE L'EAU 35
LES VOLUMES D'EAU 39
Synthèse des volumes sur l'année calendaire 39
Volumes mensuels en (m^3) sur 5 années consécutives 39
Représentation graphique des volumes mensuels sur l'année calendaire de l'exercice 39
Les volumes prélevés mensuels par ressource 40
Les volumes produits mensuels par ressource 40
CONSOMMATION D'ENERGIE 41
L'EAU BRUTE 43
Synthèse des analyses sur l'eau brute 43
L'EAU POINT DE MIS EN DISTRIBUTION 43
Synthèse des analyses sur l'eau point de mise en distribution 43
L'EAU DISTRIBUEE 43
Synthèse des analyses sur l'eau distribuée 43
NOUVELLE DIRECTIVE EUROPEENNE 44
METABOLITES DE PESTICIDES 47
FACE AUX METABOLITES : LE CARBOPLUS© DE SAUR, VERITABLE BARRIERE CONTRE LES MICROPOLLUANTS 52
PFAS 53
NITRATES 54

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

MANGANESE 54
CHLORURE DE VINYL MONOMERE (CVM) 54
LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION 58
LES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE 61
LES OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT 63

RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DE SERVICE 65

NOTRE RAISON D'ETRE, NOTRE BOUSSOLE A LONG TERME 70

ANNEXES COMPLEMENTAIRES 75

ATTESTATIONS D'ASSURANCES 75
Attestation Dommages aux Biens 75
Responsabilité civile 76
Attestation Responsabilité civile décennale obligatoire (bâtiment) 77
Attestation Responsabilité civile Atteinte à l'Environnement 81
Attestation Tous risques chantiers 82
INVENTAIRE 83

LE GLOSSAIRE 95

LES NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES 100

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

EDITORIAL



Monsieur le Maire,

J'ai le plaisir de vous adresser le Rapport Annuel du Délégataire pour l'année 2025. Ce document illustre avec précision l'activité et l'engagement du Groupe Saur sur le territoire que vous administrez, en pointant les actions conduites pour préserver et valoriser la ressource en eau, ce bien commun essentiel qui connaît, dans notre pays, des tensions grandissantes sur sa qualité et sa disponibilité.

Ainsi, cette édition reflète les défis et les transformations auxquels nous sommes confrontés. Si l'année 2022 a été marquée par une sécheresse sans précédent, l'année 2025 a été traversée par de nombreux aléas climatiques, d'une intensité et d'une répétition inédites. Ces désormais réalités imposent aux collectivités comme à leurs délégataires de s'adapter pour assurer une gestion performante et durable de la ressource en eau.

Face à ces défis, le Groupe Saur s'engage aux côtés des collectivités, en mettant à leur disposition les savoir-faire et expertises de ses collaborateurs ainsi que des solutions adaptées, qu'il s'agisse de traiter les micropolluants, de réutiliser les eaux usées traitées (REUT), ou encore de favoriser la gestion circulaire de l'eau et la production d'énergie renouvelable.

Notre organisation décentralisée, soutenue par nos 16 Centres de Pilotage Opérationnels répartis sur tout le territoire hexagonal, est le gage d'une forte proximité et la garantie d'une collaboration étroite et continue avec vos équipes.

Cette gouvernance partagée, dont le Groupe Saur a toujours été promoteur, et qu'entretient une diffusion transparente des données des services d'eau, est un atout pour la déclinaison opérationnelle de la transition hydrique de nos territoires.

En effet, nous avons la conviction que cette dernière repose sur une approche concertée avec l'ensemble des parties prenantes.

À travers ce rapport, nous souhaitons favoriser un moment d'échange privilégié avec vous et vos équipes, pour imaginer ensemble les meilleures perspectives pour votre service public. Nos équipes locales restent pleinement disponibles pour accompagner votre collectivité dans la mise en œuvre des solutions les plus adaptées à vos besoins et à ceux de vos administrés.

Au nom des collaborateurs du Groupe Saur qui interviennent chaque jour à votre service, je vous remercie de la confiance que vous leur accordez, et nous nous engageons à continuer à œuvrer, avec détermination et en partenariat avec vous, pour préserver durablement notre ressource en eau.

Je vous souhaite une excellente lecture.

Avec mes salutations respectueuses.

Estelle Grelier
Présidente de Saur France

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026



1 LE CONTRAT

Le respect des obligations contractuelles, notre principale préoccupation

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

LA VIE DE VOTRE CONTRAT

Le service de l'eau potable du contrat GAREOULT est délégué à SAUR dans le cadre d'une Délégation de service public. Le contrat, signé à la date du 1 juillet 2024, arrivera à échéance le 31 décembre 2028.



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

LES REPRESENTANTS DU CONTRAT

saur France

Vos interlocuteurs privilégiés



Mélanie TEYSSIER

Directrice des Exploitations
Provence Alpes Côte d'Azur
07 65 15 03 27
melanie.teyssier@saur.com



Aurélien THIBAULT

Responsable de Territoire
Côte d'Azur
06 65 84 30 58
aurelien.thibault@saur.com



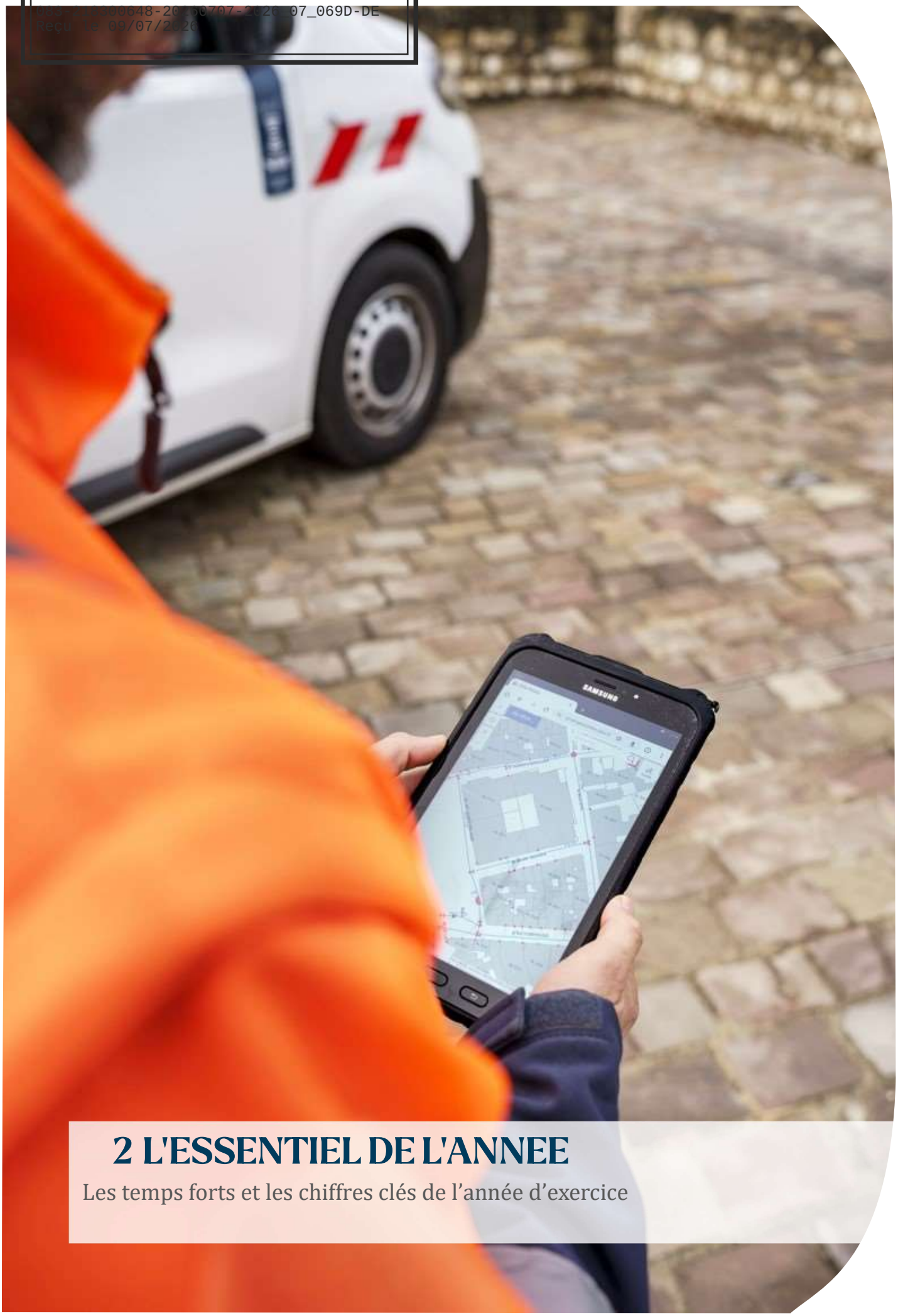
Emmanuel GIMFARRE

Chef de secteurs
Golfe de Saint Tropez - Centre Var
06 45 51 81 84
emmanuel.gimfarre@saur.com

Vos numéros utiles

Service Clientèle	Dépannage
04 83 06 70 01	04 83 06 70 07
de 8h à 18h	24h/24 – 7 j/7
du lundi au vendredi	

AR Prefecture
Reçu le 09/07/2020



2 L'ESSENTIEL DE L'ANNEE

Les temps forts et les chiffres clés de l'année d'exercice

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

LES CHIFFRES CLES DE CETTE ANNEE



2 ouvrages de prélèvement

1 stations de production

683 596 m³ produits sur la période de relève ramenés à 365 jours

3 ouvrages de stockage

1 950 m³ de stockage

1 stations de surpression/reprise

683 596 m³ distribués sur la période de relève ramenés à 365 jours

56,899 kml de réseau

3 089 branchements

dont **12** neufs

100% des analyses bactériologiques conformes

100% des analyses physico-chimiques conformes

2 fuites sur conduites réparées

48 fuites sur branchements réparées

64,07% de rendement de réseau

11,83 m³/km/jour d'Indice linéaire de perte

Rendement réseau et ILP Indicateurs du Maire

419 588 m³ consommés sur la période de relève ramenés à 365 jours

Prix de l'eau : **2,33** € TTC / m³

Au 1er janvier 2026 pour une facture de 120 m³

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

COMPARATIF DES CHIFFRES CLES AVEC L'ANNEE ANTERIEURE

Volumes	2024	2025	Evolution N/N-1
Volumes produits sur la période de relève de ramenés à 365 jours (m^3)	640 624	683 596	6,71%
Volumes importés sur la période de relève ramenés à 365 jours (m^3)	0	0	-
Volumes exportés sur la période de relève ramenés à 365 jours (m^3)	0	0	-
Volumes distribués sur la période de relève ramenés à 365 jours (m^3)	640 624	683 596	6,71%
Volumes consommés sur la période de relève ramenés à 365 jours (m^3)	409 982	419 588	2,34%

Patrimoine	2024	2025	Evolution N/N-1
Linéaire de réseaux (km)	56,899	56,899	0%
Nombre de branchements	3 068	3 089	0,68%

Indices clés	2024	2025	Evolution N/N-1
Rendement de réseau (%)	66,9%	64,07%	-4,23 pts
Indice Linéaire de Consommation (m^3/km/jour)	20,64	21,09	2,18%
Indice Linéaire de Perte (m^3/km/jour)	10,21	11,83	15,77%
Indice Linéaire de Volumes Non Comptés (m^3/km/jour)	11,11	12,71	14,5%

Qualité de l'eau (ARS)	2024	2025	Evolution N/N-1
Nombre d'analyses bactériologiques réalisées	34	21	-38,24%
Taux d'analyses bactériologiques conformes (%)	100%	100%	0%
Nombre d'analyses physico-chimiques réalisées	35	23	-34,29%
Taux d'analyses physico-chimiques conformes (%)	97,1%	100%	2,94%

Interventions	2024	2025	Evolution N/N-1
Nombre de fuites sur conduites réparées	13	2	-84,6%
Nombre de fuites sur branchements réparées	42	48	14,29%

Prix de l'eau	2024	2025	Evolution N/N-1
Prix de l'eau au 1er janvier de l'année suivante pour une facture de 120 m^3 (€ TTC / m^3)	2,28	2,33	2,1%

Avis de confidentialité - Ce document contient des informations confidentielles, toute diffusion ou reproduction relève de la responsabilité de son destinataire.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

SYNTHESE DU CONTRAT 2025

Le patrimoine de votre contrat

Patrimoine	2025
Nombre d'ouvrages de prélèvement	**2**
Nombre de stations de production	**1**
Nombre de stations de surpression	**1**
Nombre d'ouvrages de stockage	**3**
Volume de stockage (en m^3)	**1 950**

Réseau	2024	2025	Evolution
Linéaire de réseaux (en km)	56,899	**56,899**	0%
Longueur des canalisations renouvelées en 2024 (en km)	0	**0**	0%
Total de la longueur des canalisations renouvelées au cours des cinq dernières années (en km)	2,188	**0,803**	-63,30%
Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0,77%	**0,28%**	-63,64%
Linéaire de réseau avec âge renseigné (en km)	51,73	**51,73**	0%
Pourcentage de connaissance de l'âge des canalisations	90,92%	**90,92%**	0%
Linéaire de réseau avec diamètre et matériaux connus (en km)	55,189	**55,189**	0%
Pourcentage de connaissance des informations structurelles	96,99%	**96,99%**	0%
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale (sur 120 points)	109	**109**	0%

Compteurs	2025
Nombre total de compteurs	**3 089**
Nombre de compteurs renouvelés durant l'année	**186**

Le service aux usagers

Vos usagers	2024	2025	Evolution
Nombre de branchements du contrat	3 068	**3089**	0,68%
Nombre de contrats d'abonnés desservis	3 068	**3089**	0,68%
Estimation du nombre d'habitants desservis par le service public d'eau potable	5 696	**5948**	4,42%

Service à l'usager	2024	2025	Evolution
Délai maximal d'ouverture des branchements d'eau potable pour les nouveaux abonnés défini par le service	2 j	**2j**	0%
Nombre total de mise en service de branchement au 31/12	260	**201**	-22,69%
Nombre total de mise en service de branchement dans les délais au 31/12	252	**201**	-20,24%
Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	96,92%	**100%**	3,18%
Nombre d'interruptions de service non programmées	13	**1**	-92,31%
Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées pour 1 000 contrats d'abonnés	4,24	**0,32**	-92,45%
Nombre de réclamations écrites reçues par le délégataire	5	**2**	-60,00%
Taux de réclamations écrites du service d'eau potable pour 1 000 abonnés	1,63	**0,65**	-60,12%

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

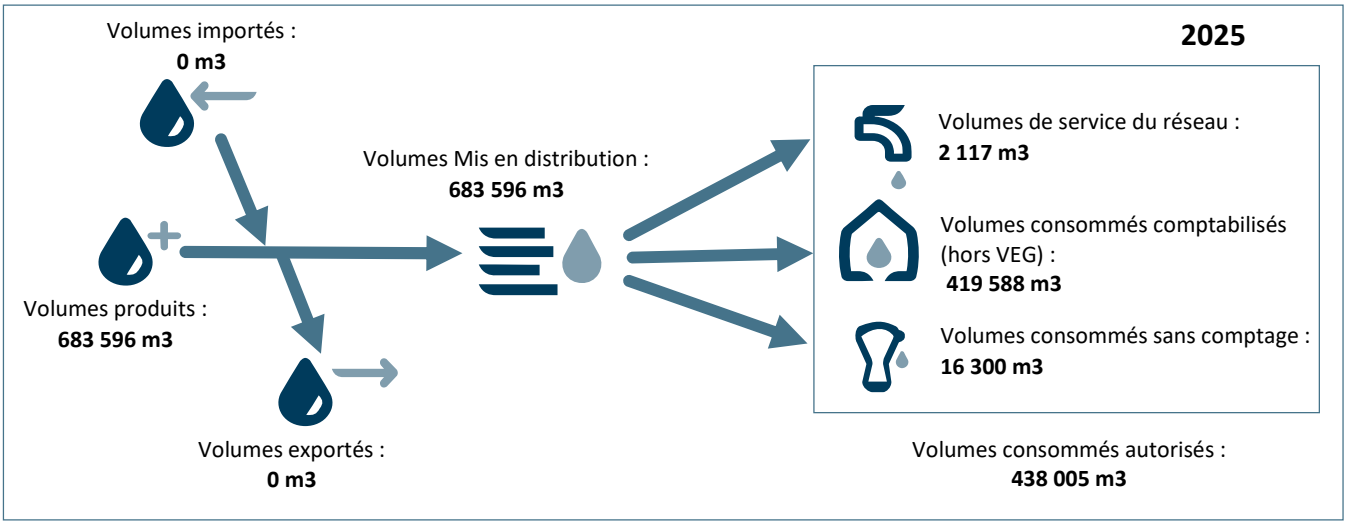
Tarif de l'eau	2024	2025	Evolution
Prix du service d'eau potable (€ TTC/m³)	2,28	**2,33**	**2,19%**
Montant total d'une facture 120 m³ TTC au 1er janvier de l'année N+1 (€ TTC)	273,60	**279,32**	**2,09%**

Gestion financière	2024	2025	Evolution
Montant hors taxes restant impayé au 31/12/ 2025 sur les factures émises au titre de l'année 2024 (€ HT)	18 773,47	**26 833,29**	42,93%
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année 2024 au 31/12/2025 (€ TTC)	931 030	**826 636**	-11,21%
Taux d'impayés sur les factures d'eau	2,02 %	**3,25**	60,89%
Somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue) (€ HT)	0	**0**	0%

Le bilan de l'activité

Volumes produits	2025
Nombre d'ouvrages de prélèvement	**2**
Volumes prélevés (en m³)	**647 553**
Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	**NR**
Nombre de stations de production	**2**

Performance	2024	2025	Evolution
Volumes produits (en m³)	640 624	**683 596**	**6,71%**
Volumes importés (achat d'eau) (en m³)	0	**0**	0%
Volumes exportés (vente d'eau) (en m³)	0	**0**	0%
Volumes consommés (hors vente en gros) (en m³)	409 982	**419 588**	2,34%
Volumes mis en distribution (en m³)	640 624	**683 596**	6,71%
Rendement de réseau IDM (en point)	66,9%	**64,07%**	-4,23%
Indice Linéaire de Consommation (m³/km/jour)	20,64	**21,09**	2,18%
Indice Linéaire de Pertes (m³/km/jour)	10,21	**11,83**	15,87%
Indice Linéaire de Volumes Non Comptés (m³/km/jour)	11,11	**12,71**	14,40%



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

La qualité de l'eau

Qualité de l'eau pour tous les types d'eau analysés par l'ARS (hors eau brute)	2024	2025	Evolution
Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques	34	**21**	-38,24%
Nombre d'analyses microbiologiques non conformes	0	**0**	0%
Taux de conformité des analyses bactériologiques	100%	**100%**	0%
Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques	35	**23**	-34,29%
Nombre d'analyses physico-chimiques non conformes	1	**0**	-100%
Taux de conformité des analyses physico-chimiques	97,14%	**100%**	2,94%

La consommation d'énergie

Consommation électrique	2024	2025	Evolution
Consommation (en kWh)	333 789	**366 951**	9,93%

Les interventions et l'entretien du patrimoine

Synthèse du nombre d'interventions par type	2024	**2025**	Evolution
Nombre de nettoyages des réservoirs	3	**3**	0%
Nombre de campagnes de recherche de fuites	14	**11**	-21,43%
Nombre de réparations de fuites ou de casses sur conduites	13	**2**	-84,62%
Nombre de réparations de fuites ou de casses sur branchements	42	**48**	14,29%
Nombre d'interventions d'entretien	5	**8**	60,00%

Nombre d'interventions de maintenance selon leur type	2024	2025	Evolution
Nombre d'entretiens de niveau 2 (entretien avec habilitation électrique et mise en conformité : électrique, levage, pression, ouvrants...)	12	**11**	-8,33%
Nombre de contrôles réglementaires (électrique, levage, pression, ouvrants...)	9	**4**	-55,6%

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

LES TEMPS FORTS DE CETTE ANNEE

- Plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) : COPIL 1 le 16 octobre 2025
- Restitution de l'étude DECI
- Pose d'une vanne sur la conduite face à la nouvelle crèche
- Réalisation de travaux pour la connexion de la pompe n°2 sur le forage
- Campagne de recherche de fuite durant le mois de novembre

- Campagne de recherche de fuites, gain de 1000m3 directe en débit de nuit durant 3 mois
- Pose de logger pour écoute de nuit
- Campagne de réparation branchement et canalisation suite recherche de fuite
- Suite campagne de relève 20 compteurs changés (bloqué)
- Sortie de la pompe n°2 Forage Clastre mise en place d'un secours mise en place d'un 2 -ème variateur sur la pompe
- Amélioration cuve du surpresseur chevrier déposé avec en lieux et place, l'alimentation directement sur la canalisation
- Purge à la suite de la campagne d'analyses des CVM
- Amélioration changement des canalisations antérieures à 1970
- Zone sur le réseau en partie privative, branchements de 3 abonnés avant compteur (Allée Léo déblib)

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026



3 LES PROPOSITIONS D'AMELIORATION

Améliorer votre patrimoine, une priorité

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

LES PROPOSITIONS DE TRAVAUX D'AMELIORATION

Désignation	Demande amélioration
Qualité d'eau	Nécessité de prolonger la dérogation sur le paramètre Atrazine avant le 19/10/2020
Station de pompage Les Clastres	Mise en service P2 à l'identique de P1
Chemin Victor Hugo (point haut)	Pose d'une ventouse sur conduite PVC 110 (poches d'air fréquentes)
« Les Esclarpeyredes », n°1116 chemin des Chaberts	Renouvellement réseau en PEHD 50 (fuites fréquentes)
Boulevard de la libération (entre le village et la ZAC)	Suppression de la conduite PVC 110 en doublon posée sur du rocher à 30 cm de profondeur
Lotissement les Chaberts 2	Création d'une antenne en PEHD 63 pour supprimer tous les branchements longs et fuyards
Réseau	Intégration de vannes de maillage, impasse Charles Gounod
Réseau	Pose d'un stabilisateur de pression allée Rossini, pour l'alimentation du quartier des Chaberts en cas de maintenance de l'hydro-stabilisateur
Réseau	Changement d'une partie de la conduite entrée du chemin Saint Pierre ainsi que le changement des vannes
Réseau	Changement des filtres, stabilisateurs et compteurs du CS Cimetière et CS Clastre passer du diam 65 en diam 80 minimum
Boulevard de la Libération	Renouvellement de la canalisation à risque CVM
Chemin de Précauvet, chemin Jean Mermoz et chemin des Clos	Campagne de renouvellement des branchements PE DN 25 noir basse pression sur l'ensemble du réseau (très nombreuses fuites)

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026



4 LE CARE

Le compte rendu financier sur l'année d'exercice

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

LE CARE

SAUR SAS

Compte annuel de résultat de l'exploitation

En Application du décret du 14 mars 2005

ANNEE 2025

COLLECTIVITE	CNE GAREOULT EAU
ACTIVITE	Eau Potable

En milliers d'euros	2024	2025	Ecart en %
PRODUITS	**833,9**	**887,9**	**6,5**
Exploitation du service	246,6	289,0	
Collectivités et autres organismes publics (estimations)	503,7	556,8	
Travaux attribués à titre exclusif	54,4	27,6	
Produits accessoires	29,2	14,5	
CHARGES	**878,8**	**1 043,9**	**18,8**
Personnel	88,8	105,7	
Energie électrique	67,9	50,1	
Produits de traitement	1,4	1,7	
Analyses	4,2	4,9	
Sous-traitance, matières et fournitures	70,4	111,6	
Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles (1)	1,0	2,1	
Autres dépenses d'exploitation	42,1	117,5	
Télécommunications, poste et télégestion	*1,1*	*1,0*	
Engins et véhicules	*19,8*	*25,1*	
Informatique	*17,8*	*10,2*	
Assurances	*1,2*	*0,6*	
Locaux	*6,7*	*1,1*	
Divers	*-4,5*	*79,5*	
Frais de contrôle	8,6	9,0	
Contribution des services centraux et recherche	27,0	16,6	
Collectivités et autres organismes publics (estimations)	503,7	556,8	
Part collectivité	*351,3*	*383,8*	
Autres organismes publics	*152,4*	*173,0*	
Charges relatives aux renouvellements	50,4	47,5	
Pour garantie de continuité du service	*3,4*	*4,9*	
Programme contractuel	*36,5*	*42,6*	
Fonds contractuel	*10,6*		
Charges relatives aux investissements contractuels	5,7	10,1	
Charges relatives investissements du domaine privé	4,1	3,8	
Pertes sur créances irrécouvrables & contentieux	3,3	6,7	
RESULTAT AVANT IMPOT	**-45,0**	**-156,0**	**246,7**
RESULTAT	**-45,0**	**-156,0**	**246,7**

Conforme à la circulaire FP2E du 31/01/2006
Réf : 01835900

Validé le 22/05/2026

(1) Si impôts locaux, taxes et redevances contractuelles :
y compris redevance domaniale : département, région, Etat et redevance d'occupation du domaine public de la collectivité.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

METHODES ET ELEMENTS DE CALCUL DU CARE

Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) ci-joint est préparé conformément à l'article 2 de la loi du 08/02/1995, qui impose au délégataire de service public l'obligation de publier un rapport annuel. Ce rapport a pour objectif d'informer le délégant sur les comptes financiers, la qualité de service et l'exécution du service public délégué.

La présentation du CARE est en conformité avec les directives de la circulaire n° 740 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau, et elle tient compte des recommandations formulées par le Comité "Secteur public" de l'Ordre des experts-comptables, telles que présentées dans ses ouvrages "Le rapport annuel du délégataire de service public" et "L'eau et l'assainissement, déclinaison sectorielle du rapport annuel du délégataire de service public", publiés dans la collection "Maîtrise de la gestion locale".

En plus de cette circulaire, celle du 31/01/2006, en application du décret 2005-236 du 14/03/2005, a été ajoutée. Cette circulaire inclut les chiffres de l'année en cours, et à partir de l'exercice 2006, ceux de l'année précédente sont également mentionnés. La variation constatée (en pourcentage) entre l'année en cours et l'année précédente est systématiquement indiquée.

L'annexe au Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation a pour objectif d'expliquer les méthodes de préparation de la partie financière du rapport annuel, y compris ses composantes. Elle commence par présenter les différents niveaux d'organisation du rapport.

Modalités d'établissement du compte annuel du résultat de l'exploitation et composantes des rubriques :

Le CARE regroupe, par nature, l'ensemble des produits et des charges imputables au contrat de délégation de service public permettant de déterminer l'économie du contrat.

1) **PRODUITS** • la rubrique "Produits" comprend :

Exploitation du Service : le montant total, hors TVA, des produits d'exploitation (part fermière) se rapportant à l'exercice.

Collectivités et autres organismes publics : le montant total, hors TVA, des produits collectés pour le compte de la Collectivité ainsi que les diverses taxes et redevances perçues pour le compte des organismes publics.

Travaux attribués à titre exclusif : le montant total, hors TVA, des travaux réalisés dans le cadre du contrat, par application d'un bordereau de prix annexé à ce contrat.

Produits accessoires : les montants hors TVA facturés, conformément aux dispositions du contrat de délégation, aux clients abonnés au service, dans le cadre de prestations ponctuelles.

2) **CHARGES** • les charges relatives au contrat, reprises dans le CARE, conformément à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006 peuvent être classifiées de la manière suivante

Des charges directement affectées au contrat : il s'agit essentiellement des charges du Secteur, ainsi que celles des services mutualisés du Territoire. Elles comprennent :

- Des charges directes faisant l'objet d'une comptabilisation immédiate sur le contrat,
- Des charges réparties dont une quote-part est imputée au contrat en fonction de clés de répartition techniques, différentes selon la nature des charges afin de tenir compte de la clé économiquement la mieux adaptée (gestion technique, gestion clientèle, engins et véhicules…).
    - La gestion technique (ingénieurs et techniciens d'exploitation, chimistes, logiciels techniques, télégestion, cartographie…) est répartie sur chaque contrat en fonction du Chiffre d'Affaires du contrat par rapport au Chiffre d'Affaires du Territoire.
    - La gestion clientèle (frais de personnel du service clientèle, plateforme téléphonique, frais de facturation, frais d'affranchissement, frais de relance…) est imputée sur chaque contrat proportionnellement au nombre de clients du contrat.
    - Les frais « engins et véhicules » sont imputés sur chaque contrat du Territoire proportionnellement au coût de personnel d'exploitation du contrat par rapport au coût total du personnel d'exploitation du Territoire.
- Des Charges réparties entre les contrats : ces charges sont réparties au prorata de la Valeur Ajoutée Analytique (VAA) du contrat. Il s'agit notamment :
    - Des « Frais de Territoire et de secteur » représentant des frais d'encadrement du contrat répartis par nature de charge,
    - Des "Frais de structure centraux" représentant la contribution du contrat aux services Centraux et à la Recherche et Développement.
- Des Charges économiques calculées : il s'agit de charges (investissements réalisés par le délégataire) dont les paiements sont effectués à une périodicité différente de l'exercice. Afin de faire ressortir de façon régulière l'économie du contrat, ces charges sont lissées sur toute la durée de celui-ci.

CHARGES • La rubrique "charges" comprend :

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Personnel : Cette rubrique correspond au coût du personnel de la société, incluant les salaires et charges sociales et les frais annexes de personnel (frais de déplacement, vêtements de travail et de sécurité, plan d'épargne entreprise…) ainsi qu'au coût du personnel intérimaire intervenant sur le contrat.
L'imputation des frais de personnel d'exploitation est réalisée sur la base de fiches de pointage. Cela intègre également une quote-part d'encadrement, de personnel technique et clientèle.
Cette rubrique comprend également la « Participation légale des salariés aux résultats de l'entreprise ».

Énergie électrique : Cette rubrique comprend la fourniture d'énergie électrique exclusivement dédiée au fonctionnement des installations du service.

Achats d'Eau : Cette rubrique comprend les Achats d'eau en gros auprès de tiers ou auprès d'autres contrats gérés par l'entreprise effectués exclusivement pour la fourniture d'eau potable dans le cadre du contrat.

Produits de traitement : Cette rubrique comprend exclusivement les produits entrant dans le process de production.

Analyses : Cette rubrique comprend les analyses réglementaires ARS et celles réalisées par le Délégataire dans le cadre de son autocontrôle.

Sous-traitance, Matières et Fournitures : Cette rubrique comprend :

- Sous-traitance : les prestations de sous-traitance comprennent les interventions d'entreprises extérieures (terrassement, hydrocurage, espaces verts, cartographie …) ainsi que des prestations réalisées par des services communs de l'entreprise telles que des prestations d'hydrocurage, de lavage de réservoir, de recherche de fuites par corrélation acoustique.
- Matières et Fournitures : ce poste comprend :
    - Les charges relatives au remplacement de compteurs qui ne sont pas la propriété de l'entreprise ;
    - La location de courte durée de matériel sans chauffeur ;
    - Les fournitures nécessaires à l'entretien et à la réparation du réseau ;
    - Les fournitures nécessaires à l'entretien du matériel électromécanique ;
    - Le matériel de sécurité ;
    - Les consommables divers.

Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles : Cette rubrique comprend :

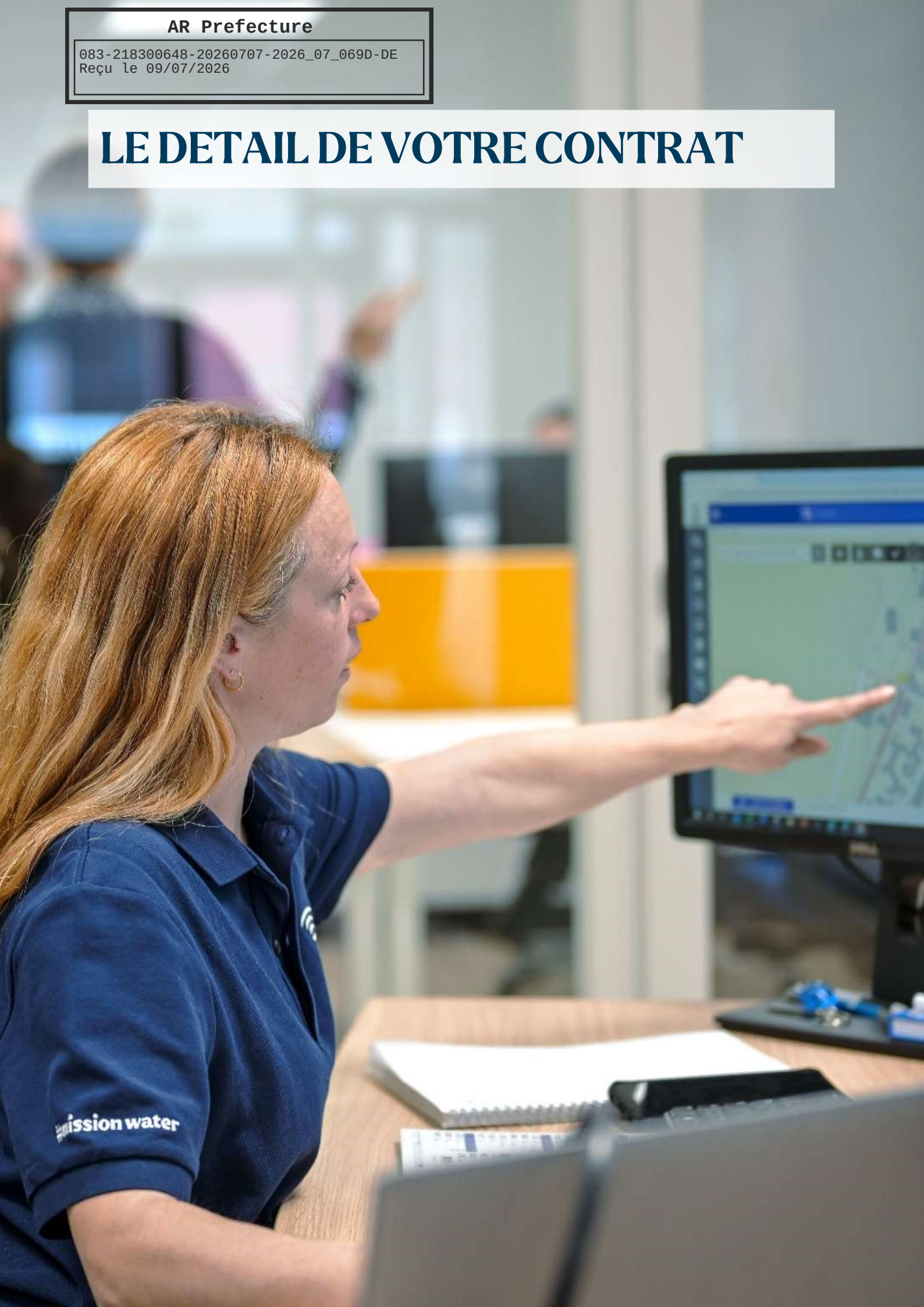
- La contribution économique territoriale (CET) ;
- La contribution sociale de solidarité ;
- La taxe foncière ;
- Les redevances d'occupation du domaine public.

Autres dépenses d'exploitation :

- "Télécommunications, poste et télégestion" : ce poste comprend les frais de lignes téléphoniques dont ceux relatifs à la télésurveillance ainsi que les dépenses d'affranchissement (hors facturation).
- "Engins et véhicules" : ce poste comprend les charges de location longue durée des véhicules, consommation de carburant, entretien et réparations, assurances. Le total des charges de la section "Engins et véhicules" fait l'objet d'une imputation sur chacun des contrats du Territoire proportionnellement au coût de personnel d'exploitation du contrat par rapport au coût total du personnel d'exploitation du Territoire.
- "Informatique" : ce poste comprend les frais liés au matériel et logiciels des personnels intervenant sur le contrat. Il comprend également les frais liés aux logiciels métier, nécessaires à la réalisation du contrat ainsi que les frais de facturation :
    - SAPHIR et NAÏA, logiciel de gestion de la relation clientèle ;
    - QUALITE-PRODUIT, logiciel de suivi de la qualité ;
    - GAM&EAU et NEO, logiciel de suivi de la production, suivi de la force motrice et de planification ;
    - J@DE, logiciel de gestion et des achats ;
    - eSigis, logiciel de cartographie ;
    - GEREMI, logiciel de télésurveillance.
- "Assurances" : ce poste comprend :
    - La prime d'assurance responsabilité civile relative au contrat. Cette assurance a pour objet de garantir les tiers des dommages matériels, corporels et incorporels dont la responsabilité incomberait au délégataire ;
    - Les primes dommages ouvrages ;
    - Les autres primes particulières d'assurance s'il y a lieu ;
    - Les franchises appliquées en cas de sinistre.
- "Locaux" : ce poste comprend les charges relatives à l'utilisation des locaux.
- "Divers" : autres charges.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

LE DETAIL DE VOTRE CONTRAT



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026



5 LE PATRIMOINE DE SERVICE

Votre patrimoine sous surveillance

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

LE PATRIMOINE DE SERVICE

Les ressources ou ouvrages de prélèvement d'eaux brutes

Nom de l'ouvrage de prélèvement	Année de mise en service	Installation alimentée par l'ouvrage
LES CLASTRES	1970	GAREOULT - POMPAGE LES CLASTRES
LES CLOS	2019	GAREOULT - PRODUCTION DES CLOS

Les installations de production

Libellé	Année de mise en service	Capacité nominale	Télésurveillance	Groupe électrogène	Commune
GAREOULT - Pompage Les Clastres	1970	200 m³/h	Oui	Non	GAREOULT
GAREOULT - Production des Clos	2019	-	Oui	Non	

Les ouvrages de stockage

Châteaux d'eau et réservoirs :

Libellé	Capacité stockage	Télésurveillance	Commune
Réservoir Les Clos - cuve 1 - 750 M3	750 m³	Oui	GAREOULT
Réservoir Les Clos - cuve 2 - 1000 M3	1000 m³	Oui	
Réservoir semi enterré St Martin 200 m3	200 m³	Oui	

Les installations de surpression

Désignation	Commune	Année de mise en service	Débit nominal	Télésurveillance	Groupe électrogène
Surpresseur sur Chevrillet (3m3/h)	GAREOULT	1980	3 m3/h	Oui	Non

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

LE RESEAU

Le réseau se constitue d'équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant, soit de façon gravitaire ou sous pression, l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (bornes d'incendie, d'arrosage etc.) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué d'équipements hydrauliques, de conduites de transport appelés feeders et de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

Matériau	Diamètre (mm)	Longueur (ml)
Fonte	100	14845,29
Fonte	110	719,28
Fonte	125	22,14
Fonte	150	11029,39
Fonte	200	1224,49
Fonte	300	1403,58
Fonte	50	82,04
Fonte	60	1080,37
Fonte	80	478,47
Inconnu	100	13,7
Inconnu	125	216,7
Inconnu	150	81,12
Inconnu	20	117,37
Inconnu	50	739,07
Inconnu	60	36,35
Inconnu	63	343,18
Inconnu	NC	161,88
Polyéthylène	110	207,62
Polyéthylène	125	1911,9
Polyéthylène	160	67,1
Polyéthylène	32	1,6
Polyéthylène	50	610,94
Polyéthylène	63	2672,07
Polyéthylène	75	3,33
Polyéthylène	90	112,49
Pvc	110	15025,88
Pvc	160	236,14
Pvc	200	84,84
Pvc	50	327,81
Pvc	60	96,47
Pvc	63	1064,66
Pvc	75	1383,18
Pvc	90	498,13
Total		**56 898,58**

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

DETAIL CARTO

Matériau	Diamètre	Inconnu	1950-1959	1960-1969	1970-1979	1980-1989	1990-1999	2000-2009	2010-2019	2020-2024	Linéaire Total (ml)
Fonte	50	0	0	82	0	0	0	0	0	0	82
Fonte	60	200	0	866	0	0	0	15	0	0	1 080
Fonte	80	0	0	331	0	144	0	3	0	0	478
Fonte	100	8	0	0	0	0	0	0	12	22	42
Fonte	100	2 849	0	890	124	3 349	1 286	1 138	4 143	1 024	14 803
Fonte	110	0	0	0	9	0	0	0	710	0	719
Fonte	110	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Fonte	125	22	0	0	0	0	0	0	0	0	22
Fonte	150	1 006	0	2 468	1 597	1 070	324	2 162	1 336	1 051	11 013
Fonte	150	0	0	0	0	0	9	0	0	0	9
Fonte	150	7	0	0	0	0	0	0	0	0	7
Fonte	200	14	0	0	1 209	0	0	0	2	0	1 224
Fonte	300	0	0	0	0	0	1 404	0	0	0	1 404
NC	20	117	0	0	0	0	0	0	0	0	117
NC	50	282	0	0	89	222	146	0	0	0	739
NC	60	36	0	0	0	0	0	0	0	0	36
NC	63	343	0	0	0	0	0	0	0	0	343
NC	100	12	0	0	0	0	0	0	0	0	12
NC	100	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2
NC	125	217	0	0	0	0	0	0	0	0	217
NC	150	81	0	0	0	0	0	0	0	0	81
NC	NC	153	0	0	0	0	0	0	0	8	161
Polyéthylène	32	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2
Polyéthylène	50	329	0	0	0	259	0	0	0	13	601
Polyéthylène	50	0	0	0	0	0	0	0	10	0	10
Polyéthylène	63	343	0	0	0	351	68	1 439	430	42	2 672
Polyéthylène	75	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3
Polyéthylène	90	0	0	0	0	0	112	0	0	0	112
Polyéthylène	110	0	0	0	0	0	0	0	0	4	4
Polyéthylène	110	0	0	0	0	0	0	176	6	22	204
Polyéthylène	125	27	0	0	0	0	1 075	734	76	0	1 912
Polyéthylène	160	0	0	0	0	0	67	0	0	0	67
Pvc	50	65	0	0	105	158	0	0	0	0	328
Pvc	60	0	0	0	96	0	0	0	0	0	96
Pvc	63	364	0	0	377	323	0	0	0	0	1 065
Pvc	75	257	0	0	0	1 126	0	0	0	0	1 383
Pvc	90	494	0	0	0	0	0	0	0	4	498
Pvc	110	4 489	0	0	1 667	7 491	1 380	0	0	0	15 026
Pvc	160	236	0	0	0	0	0	0	0	0	236
Pvc	200	0	0	0	0	0	0	40	0	0	40
Pvc	200	0	0	0	0	0	0	45	0	0	45

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Les équipements de réseau

Type équipement	Nombre
Boite à boues	4
Borne de puisage monétique	1
Compteur	12
Défense incendie	136
Régulateur / Réducteur	2
Vanne / Robinet	468
Ventouse	32
Vidange / Purge	51

LES COMPTEURS

Diamètre Age	<=15mm	20mm	25mm	30mm	40mm	50mm	>50mm	Total
1	111	0	0	0	0	0	0	111
2	159	0	0	0	0	0	0	159
3	296	3	0	7	5	0	0	311
4	410	0	0	1	0	0	2	413
5	350	1	0	0	0	3	1	355
6	60	0	0	0	0	0	0	60
7	278	4	0	0	0	0	0	282
8	128	0	0	1	1	0	1	131
9	107	0	0	0	0	0	0	107
10	127	4	0	0	0	0	0	131
11	119	0	0	0	0	0	0	119
12	133	0	0	2	1	0	0	136
13	186	2	0	0	0	0	0	188
14	184	1	0	2	0	0	0	187
15	159	0	0	0	0	0	0	159
16	136	0	0	0	0	0	0	136
17	15	0	0	1	0	0	0	16
18	13	0	0	0	0	0	0	13
19	11	0	0	1	0	0	0	12
20	22	0	0	0	0	0	0	22
21	22	0	0	0	0	0	0	22
22	19	0	0	0	0	0	0	19
Total	**3045**	**15**	**0**	**15**	**7**	**3**	**4**	**3089**

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026



6 LE SERVICE AUX USAGERS

Leur satisfaction au cœur de nos préoccupations

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

LA GESTION CLIENTELE

Les branchements par commune :

Le Branchement : Il s'agit de l'ensemble de canalisations et d'équipements qui relient la partie publique du réseau de distribution d'eau au réseau de distribution privé d'un client. Les équipements installés comprennent au minimum un robinet d'arrêt d'eau et un compteur.

Le Compteur : C'est un équipement intégré au branchement qui permet de mesurer le volume d'eau consommé par le branchement.

Commune	2021	2022	2023	2024	2025	Evolution n/n-1
GAREOULT	2 917	2 969	3 015	3 068	3 089	0,7%

Les clients par commune :

Le Client : C'est une personne physique ou morale qui consomme de l'eau et qui a au moins un contrat-client le liant avec le service de distribution de l'eau.

Commune	2021	2022	2023	2024	2025	Evolution n/n-1
GAREOULT	2 906	2 959	3 003	3 055	3 079	0,8%

Les volumes consommés comptabilisés par commune sur la période de relève :

Commune	2021	2022	2023	2024	2025	Evolution n/n-1
GAREOULT	385 266	473 616	398 498	412 228	414 990	0,7%

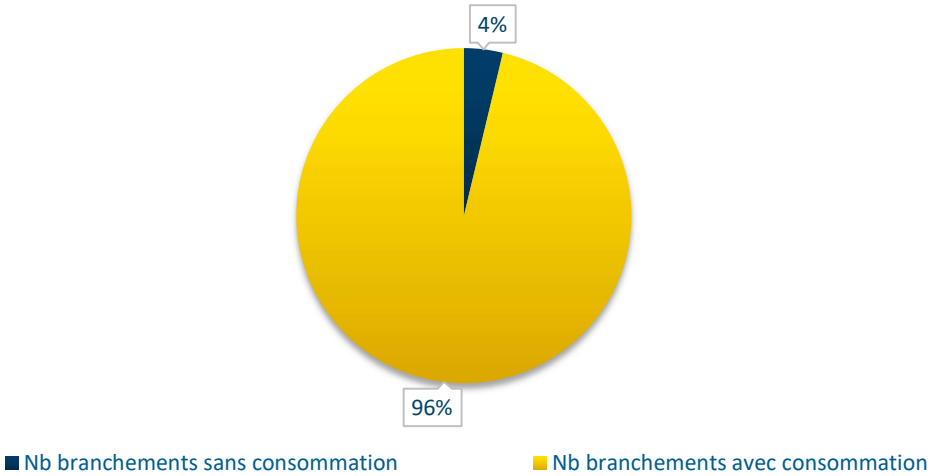
Les volumes par commune ramenés sur 365 jours :

Attention : Dans le calcul du rendement de réseau, en application du décret de décembre 2013, les volumes au niveau de la synthèse et ceux présentés ci-dessous sont ramenés sur 365 jours.

	2021	2022	2023	2024	2025	Evolution
GAREOULT	386 324	468 482	384 793	409 982	419 588	2,3%

Caractéristiques des consommations hors Vente En Gros (VEG)

Commune	Nb branchements sans consommation	Nb branchements avec consommation
GAREOULT	116	2973



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Les consommations par tranche

Les branchements par tranche

Nombre de branchements		Particuliers et autres			Communaux
Commune	2025	Dont < 200 m³ / an (tranche 1)	Dont 200 < conso < 6000 m³/an (tranche 2)	Dont > 6000 m³/an (tranche 3)	Communaux
GAREOULT	3 089	2 576	470	1	42
Répartition (%)	-	83,39	15,22	0,03	1,36
Total	3 089	2 576	470	1	42

Les volumes consommés comptabilisés par tranche

Volumes consommés comptabilisés		Particuliers et autres			Communaux
Commune	2025	Dont < 200 m³ / an (tranche 1)	Dont 200 < conso < 6000 m³/an (tranche 2)	Dont > 6000 m³/an (tranche 3)	Communaux
GAREOULT	414 990	216 967	177 598	10 286	10 139
Total de la collectivité	414 990	216 967	177 598	10 286	10 139
Consommation moyenne par TYPE de branchement	134,34	84,23	377,87	10 286	241,4

Les consommations de plus de 6 000 m³/an

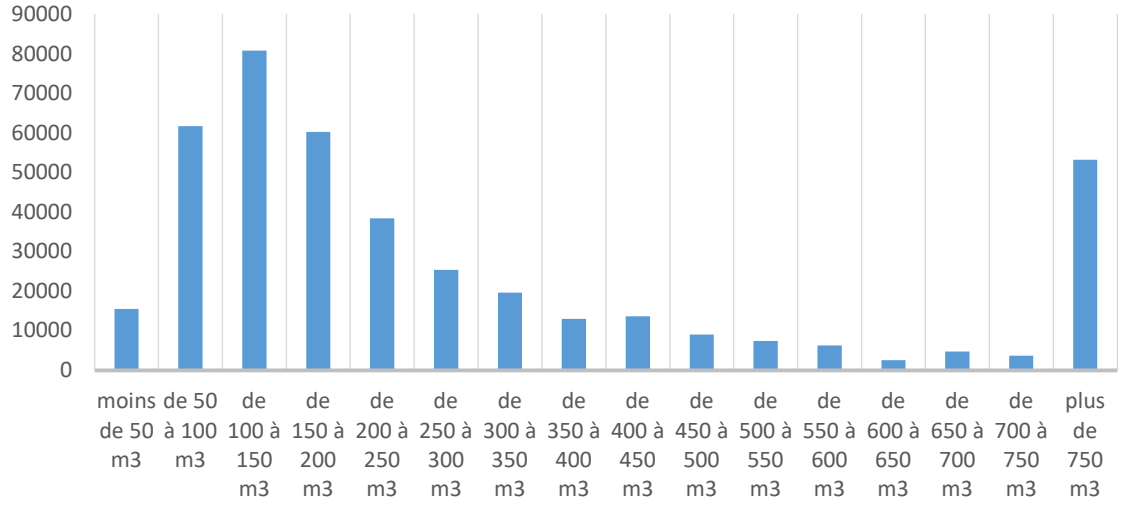
Commune	Client	2024	2025	Evolution
GAREOULT	FEMENIA	8 338	10 286	23,4%

Spectre des consommations

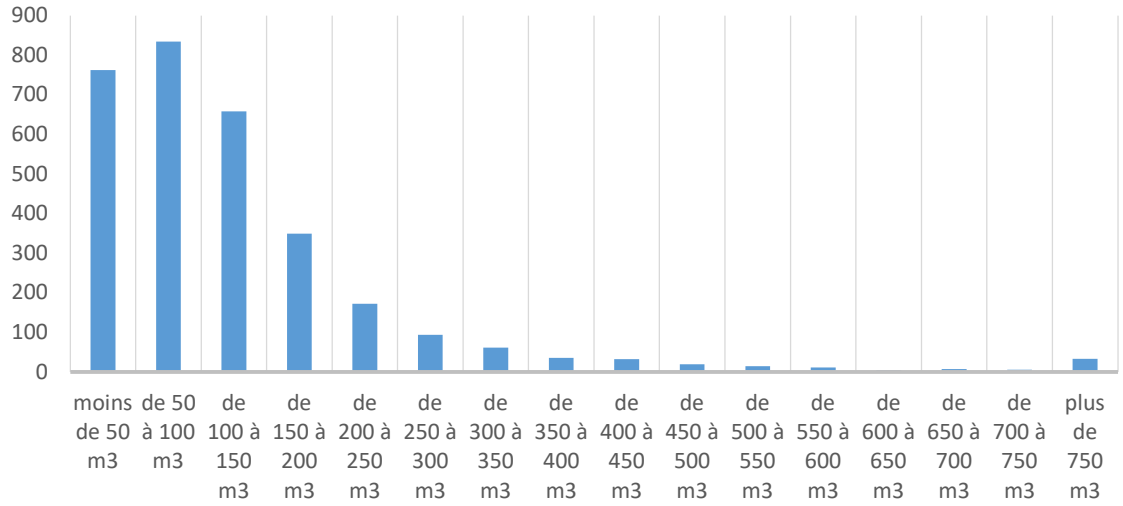
Tranche	Volumes Consommés comptabilisés par tranche en m³	Nombre de branchements
moins de 50 m3	15463	762
de 50 à 100 m3	61679	834
de 100 à 150 m3	80755	658
de 150 à 200 m3	60210	349
de 200 à 250 m3	38385	172
de 250 à 300 m3	25388	93
de 300 à 350 m3	19654	61
de 350 à 400 m3	12990	35
de 400 à 450 m3	13613	32
de 450 à 500 m3	9032	19
de 500 à 550 m3	7396	14
de 550 à 600 m3	6291	11
de 600 à 650 m3	2550	4
de 650 à 700 m3	4735	7
de 700 à 750 m3	3673	5
plus de 750 m3	53176	33

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Répartition des consommations par tranche



Répartition du nombre de branchement par tranche



DETAIL RECLAMATION

Commune	Type	Nature	Nb réclamations	Nb Ecrites
GAREOULT	Facturation Encaissement	Prélèvement Encaissement	1	0
	Facturation Encaissement	Réclamation sur Réclamation	3	0
	Facturation Encaissement	Redevance et Tarif	6	2
	Facturation Encaissement	Relance	2	0
	Facturation Encaissement	Volume consommation Comptage	5	0
	Produit	Eau Potable	1	0
	Qualité de service	Dommage Causé	2	0
	Qualité de service	Erreur administrative	1	0
	Qualité de service	Réclamation sur Réclamation	1	0
	Qualité de service	Respect des engagements	5	0
	Qualité de service	Travaux	1	0

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

LA FACTURE 120 M³

Vos Contacts :

Accueil : 14 AV GABRIEL BARBAROUX
83340 LE LUC
Du Lundi au Vendredi 9h-12h/14h-16h30

Téléphone : 04 83 06 70 01
Du Lundi au Vendredi 8h à 18h

Dépannage 24h/24 : 04 83 06 70 07

SPECIMEN
01 Janvier 2026

Courrier : TSA 32608
92894 NANTERRE CEDEX 09

Référence à rappeler
******

66

DESTINATAIRE
DE LA FACTURE

******
******
******

NOM DU CLIENT
****** ******

Distribution de l'eau :

PROVENCE AGGLOMERATION-COMMUNE DE GAREOULT

Ce document est une simulation de facture.

Cette simulation a été menée pour une consommation de 120 m3.

Abonnement TTC	64,27 €	
Consommation TTC	215,05 €	soit 0,0018 €/Litre
Total facture TTC	**279,32 €**	
	279,32 €	

SAUR SAS au capital de 1015290000€ RCS Nanterre 339379884 Siège Social 11 CHEMIN DE BRETAGNE 92130 ISSY LES MOULINEAUX TVA Intracommunautaire n° FR28339379884
Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de votre dossier client. Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès et le cas échéant d'un droit de rectification ou suppression des informations vous concernant en vous adressant à SAUR, 1 rue Antoine Lavoisier, Guyancourt. Toute information communiquée à SAUR dans le cadre d'un courrier ou par le site internet sera conservée.

A NE PAS PAYER

SPECIMEN

A NE PAS PAYER

AR Prefecture

083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

BRANCHEMENT	COMPTEUR					Consommation m3	Information
	Numéro	Diamètre					
GAREOULT	H19UA310983X	015 mm				**120**	Conso. simulée
TOTAL CONSOMMATION						**120**	

SPECIMEN — **FACTURE N° Simulation**

Distribution de l'eau 213,16 € HT — **224,89 € TTC**	Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
	m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Abonnement Part Communale — Année 2026					26,36	5,50
Abonnement Part SAUR — Année 2026					34,56	5,50
Consommation Part Communale — Année 2026	1 à 60	60	0,6762	40,57		5,50
	61 à 120	60	0,7803	46,82		5,50
Consommation Part SAUR — Année 2026		120	0,3604	43,25		5,50
Consommation part Bassin de prélèvement - Rhône Méditerranée Corse R3590001 COMMUNE DE GAREOULT — Année 2026		120	0,1800	21,60		5,50

Organismes publics 51,60 € HT — **54,43 € TTC**	Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
	m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Consommation part Performance EP - Rhône Méditerranée Corse R3590001 PROVENCE AGGLOMERATION — Année 2026		120	0,0400	4,80		5,50
Consommation part Consommation EP - Rhône Méditerranée Corse GAREOULT — Année 2026		120	0,3900	46,80		5,50

Total Facture	**279,32 € TTC**

HT soumis à TVA : 264,76 €
TVA sur les débits : 14,56 €

ABONNEMENT
Montant indépendant de la consommation correspondant à la mise à disposition des services et destiné à couvrir des charges fixes.

CONSOMMATION
Volume en m³ enregistré par le compteur entre deux relevés. Lorsqu'il n'a pas été possible de relever le compteur, la consommation peut être estimée. La consommation eau constitue la base de calcul de la collecte et du traitement des eaux usées.

ORGANISMES PUBLICS
Les Agences De l'Eau sont des établissements publics de l'Etat et ont pour mission de lutter contre les pollutions, gérer les ressources en eau et préserver les milieux aquatiques.
La taxe intitulée **Voies navigables de France** concerne les communes qui prélèvent ou rejettent de l'eau dans une voie navigable.

Conformément à l'article L 441-3 du Code de Commerce, il sera appliqué à tout professionnel en situation de retard de paiement une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

AR Prefecture

083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Vos Contacts :

Accueil : 14 AV GABRIEL BARBAROUX
83340 LE LUC
Du Lundi au Vendredi 9h-12h/14h-16h30

Téléphone : 04 83 06 70 01
Du Lundi au Vendredi 8h à 18h

Dépannage 24h/24 : 04 83 06 70 07

SPECIMEN
01 Janvier 2025

Courrier : TSA 32608
92894 NANTERRE CEDEX 09

Référence à rappeler
******

66

DESTINATAIRE
DE LA FACTURE

******
******
******

NOM DU CLIENT
****** ******

Distribution de l'eau :

PROVENCE AGGLOMERATION-COMMUNE DE GAREOULT

Ce document est une simulation de facture.

Cette simulation a été menée pour une consommation de 120 m3.

Abonnement TTC	63,84 €	
Consommation TTC	209,76 €	soit 0,0017 €/Litre
Total facture TTC	**273,60 €**	
	273,60 €	

SAUR SAS au capital de 10152900DE RCS Nanterre 338379684 Siège Social 11 CHEMIN DE BRETAGNE 92130 ISSY LES MOULINEAUX TVA Intracommunautaire n° FR28338379684
Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de votre dossier client. Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès et le cas échéant d'un droit de rectification ou suppression des informations vous concernant en vous adressant à SAUR, 1 rue Antoine Lavoisier, Guyancourt. Toute information communiquée à SAUR dans le cadre d'un courrier ou par le site internet sera conservée.

A NE PAS PAYER

SPECIMEN

A NE PAS PAYER

AR Prefecture

083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

BRANCHEMENT	COMPTEUR					Consommation m3	Information
	Numéro	Diamètre					
GAREOULT	H19UA310983X	015 mm				120	Conso. simulée
TOTAL CONSOMMATION						120	

SPECIMEN — **FACTURE N° Simulation**

Distribution de l'eau	206,53 € HT	217,89 € TTC	Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
			m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Abonnement Part Communale		Année 2025					25,84	5,50
Abonnement Part SAUR		Année 2025					34,67	5,50
Consommation Part Communale		Année 2025	1 à 75	75	0,6630	49,73		5,50
			76 à 120	45	0,9089	40,90		5,50
Consommation Part SAUR		Année 2025		120	0,3616	43,39		5,50
Consommation part Bassin de prélèvement - Rhône Méditerranée Corse 83590001 COMMUNE DE GAREOULT		Année 2025		120	0,1000	12,00		5,50

Organismes publics	52,80 € HT	55,71 € TTC	Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
			m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Consommation part Performance EP - Rhône Méditerranée Corse 83590001 REGIE/AFE AGGLOMERATION		Année 2025		120	0,0100	1,20		5,50
Consommation part Consommation EP - Rhône Méditerranée Corse GAREOULT		Année 2025		120	0,4300	51,60		5,50

Total Facture	273,60 € TTC

HT soumis à TVA : 259,33 €
TVA sur les débits : 14,27 €

ABONNEMENT
Montant indépendant de la consommation correspondant à la mise à disposition des services et destiné à couvrir des charges fixes.

CONSOMMATION
Volume en m³ enregistré par le compteur entre deux relevés. Lorsqu'il n'a pas été possible de relever le compteur, la consommation peut être estimée. La consommation eau constitue la base de calcul de la collecte et du traitement des eaux usées.

ORGANISMES PUBLICS
Les Agences De l'Eau sont des établissements publics de l'Etat et ont pour mission de lutter contre les pollutions, gérer les ressources en eau et préserver les milieux aquatiques.
La taxe intitulée **Voies navigables de France** concerne les communes qui prélèvent ou rejettent de l'eau dans une voie navigable.

Conformément à l'article L 441-3 du Code de Commerce, il sera appliqué à tout professionnel en situation de retard de paiement une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

AR Prefecture

083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

NOTE DE CALCUL DE REVISION DU PRIX DE L'EAU

Date : 21/02/2026

SAUR

Partenaire : PROVENCE AGGLOMERATION-COMMUNE DE GAREOULT

Référence contrat : 835900/01

Produit : Eau Potable **Type de contrat :** Affermage **Type d'encaissement :** Société

Part SAUR

Prix (HT) à compter du 01/01/2026
Devise : Euro
Prix révisé = [K=0,987304] * Prix de base

Redevance : Abonnement - Part SAUR
Date d'actualisation : 06/01/2026 **K :** 0,987304

Détermination du coefficient résultant de la formule de variation des prix

Formule de révision : 0,15+0,41x(ICHTE/ICHTEo)+0,14x(010534766/010534766o)+0,29x(FD2010/FD2010o)+0,01x(TP10A2010/TP10A2010o)

Applications des indices : Valeur connue

K intermédiaire : 0,987304

Valeurs de base des paramètres utilisés — Valeurs actualisées au 01/01/2026

Indice		Valeur de base	Date application	Date publication	Réf. publication	Durée	Racc.	Valeur actualisée
ICHTE	COUT HORAIRE DU TRAVAIL - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	132,10000	01/09/2025	17/12/2025	Site Internet LE MONITEUR			139,10000
010534766	ELECTRICITE VENDUE AUX ENTREPRISES CAPACITE >36Kva BASE 2015	170,00000						122,89314
	Substitué avec coeff. 1,2426 par 010764288	010764288	01/08/2025	19/12/2025	SITE INTERNET INSEE		1,2426	98,90000
TP10A2010	CANALISATIONS, EGOUTS,ASST, ADDUCT.EAU AVEC TUYAUX - 2010	128,10000						130,50000
	Substitué avec coeff. 1 par TP10F	TP10F	01/10/2025	12/12/2025	Site Internet LE MONITEUR		1	130,50000
FD2010	FRAIS DIVERS - BASE 100 EN 2010	117,80000	01/10/2025	12/12/2025	Site Internet LE MONITEUR			119,50000

Détail du calcul du coefficient de variation

Résultat=0,15+0,41x(ICHTE/ICHTEo)+0,14x(010534766/010534766o)+0,29x(FD2010/FD2010o)+0,01x(TP10A2010/TP10A2010o)

```
.          0,15                                          0,150000000
.     +    0,41     x     (139,1/132,1)            +     0,431725965
.     +    0,14     x     (122,89314/170)          +     0,101206115
.     +    0,29     x     (119,5/117,8)            +     0,294185059
.     +    0,01     x     (130,5/128,1)            +     0,010187354
.                                                   ================
.                                                     0,987304493
```

K définitif : 0,987304

CRITERES TARIFAIRES

n.r.= non assujetti à la redevance

	Tranches							
Critère	**Prix de base**	**Prix actualisé**	**Prix de base**	**Prix actualisé**	**Prix de base**	**Prix actualisé**	**Prix de base**	**Prix actualisé**
Valeur	35,00	34,56						

AR Prefecture

083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Date : 21/02/2026

SAUR

Partenaire : PROVENCE AGGLOMERATION-COMMUNE DE GAREOULT

Référence contrat : 835900/01

Produit : Eau Potable | **Type de contrat :** Affermage | **Type d'encaissement :** Société

Action Sociale CCAS

Prix (HT) à compter du 01/07/2019
Devise : Euro
Redevance : Action Sociale CCAS - Action Sociale CCAS
Date d'actualisation : 30/04/2021

CRITERES TARIFAIRES

n.r.= non assujetti à la redevance

	Tranches							
Critère	**Prix de base**	**Prix actualisé**	**Prix de base**	**Prix actualisé**	**Prix de base**	**Prix actualisé**	**Prix de base**	**Prix actualisé**
Valeur	n.r.							

Date : 21/02/2026

SAUR

Partenaire : PROVENCE AGGLOMERATION-COMMUNE DE GAREOULT

Référence contrat : 835900/01

Produit : Eau Potable | **Type de contrat :** Affermage | **Type d'encaissement :** Société

Part SAUR

Prix (HT) à compter du 01/01/2026
Devise : Euro
Prix révisé = [K=0,987304] * Prix de base
Redevance : Consommation - Part SAUR
Date d'actualisation : 06/01/2026 **K :** 0,987304

Détermination du coefficient résultant de la formule de variation des prix

Formule de révision : 0,15+0,41x(ICHTE/ICHTEo)+0,14x(010534766/010534766o)+0,29x(FD2010/FD2010o)+0,01x(TP10A2010/TP10A2010o)

Applications des indices : Valeur connue

K intermédiaire : 0,987304

Valeurs de base des paramètres utilisés | Valeurs actualisées au 01/01/2026

Indice		**Valeur de base**	**Date application**	**Date publication**	**Réf. publication**	**Durée**	**Racc.**	**Valeur actualisée**
ICHTE	COUT HORAIRE DU TRAVAIL - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	132,10000	01/09/2025	17/12/2025	Site Internet LE MONITEUR			139,10000
010534766	ELECTRICITE VENDUE AUX ENTREPRISES CAPACITE >36Kva BASE 2015	170,00000						122,89314
	Substitué avec coeff. 1,2426 par 010764288	010764288	01/08/2025	19/12/2025	SITE INTERNET INSEE		1,2426	98,90000
TP10A2010	CANALISATIONS, EGOUTS,ASST, ADDUCT.EAU AVEC TUYAUX - 2010	128,10000						130,50000
	Substitué avec coeff. 1 par TP10F	TP10F	01/10/2025	12/12/2025	Site Internet LE MONITEUR		1	130,50000
FD2010	FRAIS DIVERS - BASE 100 EN 2010	117,80000	01/10/2025	12/12/2025	Site Internet LE MONITEUR			119,50000

AR Prefecture

083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Détail du calcul du coefficient de variation					
Résultat=0,15+0,41x(ICHTE/ICHTEo)+0,14x(010534766/010534766o)+0,29x(FD2010/FD2010o)+0,01x(TP10A2010/TP10A2010o)					
.	0,15				0,150000000
. +	0,41	x	(139,1/132,1)	+	0,431725965
. +	0,14	x	(122,89314/170)	+	0,101206115
. +	0,29	x	(119,5/117,8)	+	0,294185059
. +	0,01	x	(130,5/128,1)	+	0,010187354
.					==========
.					0,987304493

K définitif : 0,987304
CRITERES TARIFAIRES
Tranche (m3/an)

n.r.= non assujetti à la redevance

	Tranches							
	[1 , 120]		121 - Maximum					
Critère	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
Valeur	0,3650	0,3604	0,6387	0,6306	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026



7 BILAN DE L'ACTIVITE DE CETTE ANNEE

Un regard sur notre activité

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

LES VOLUMES D'EAU

Attention : Les données présentées ci-dessous sont exprimées sur des années calendaires, comme l'indiquent les tableaux de détails mensuels.

Les volumes produits *sont les volumes issus des ouvrages du service et introduits dans le réseau de distribution.*
Les volumes importés *sont les volumes d'eau en provenance d'un service d'eau extérieur.*
Les volumes exportés *sont les volumes d'eau livrés à un service d'eau extérieur.*

Synthèse des volumes sur l'année calendaire

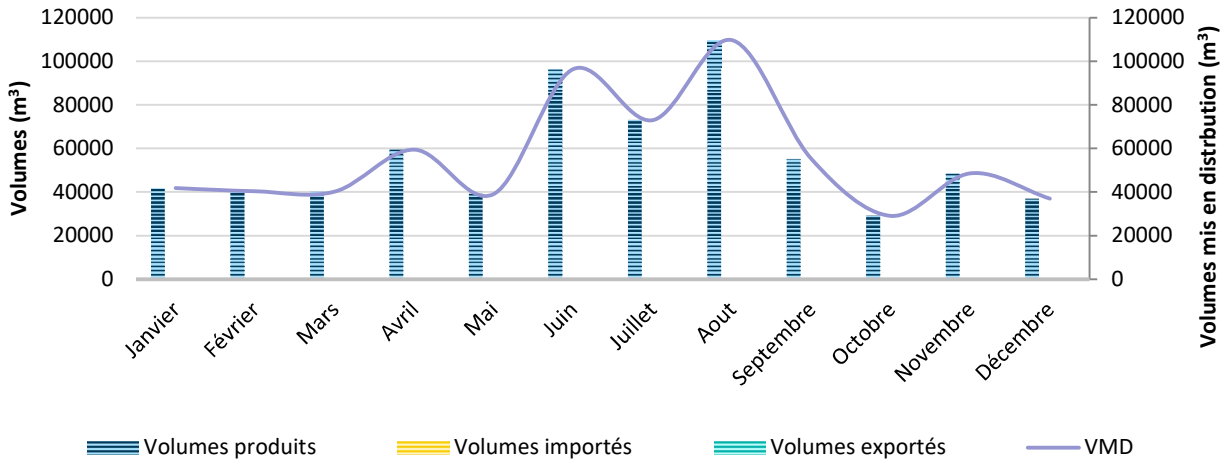
$$\text{Volumes mis en distribution} = \text{Volumes produits} + \text{Volumes importés} - \text{Volumes exportés}$$

Volumes en (m³)	2021	2022	2023	2024	2025	Evolution N/N-1
Volume produit	689 024	714 236	647 013	647 553	670 329	3,5%
Volume importé	0	0	0	0	0	0%
Volume exporté	0	0	0	0	0	0%
Volume mis en distribution	689 024	714 236	647 013	647 553	670 329	3,5%

Volumes mensuels en (m³) sur 5 années consécutives

Mois	2021	2022	2023	2024	2025	Evolution N/N-1
Janvier	59 653	46 329	54 544	41 713	41 820	0,3%
Février	46 045	47 487	16 808	42 833	40 406	-5,7%
Mars	42 817	42 804	48 301	41 714	40 206	-3,6%
Avril	51 756	53 277	51 681	50 210	59 543	18,6%
Mai	48 255	41 428	51 354	43 358	39 164	-9,7%
Juin	67 699	54 818	53 483	48 712	96 389	97,9%
Juillet	80 406	79 832	53 161	73 542	73 027	-0,7%
Aout	87 379	88 827	80 804	85 257	109 712	28,7%
Septembre	68 420	78 718	72 721	63 022	55 231	-12,4%
Octobre	28 316	44 384	60 446	58 330	29 190	-50%
Novembre	61 506	82 759	55 722	41 409	48 620	17,4%
Décembre	46 772	53 573	47 988	57 453	37 021	-35,6%
Total	**689 024**	**714 236**	**647 013**	**647 553**	**670 329**	**3,52%**

Représentation graphique des volumes mensuels sur l'année calendaire de l'exercice



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Les volumes prélevés mensuels par ressource

Les volumes prélevés *sont les volumes issus des exhaures des ouvrages de prélèvement d'eaux brutes (captage, puits etc…).*

GAREOULT - Pompage Les Clastres - 8359PT001 - P1/ P2 Haut Service

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2024	41 713	42 833	41 714	50 210	43 358	48 712	73 542	85 257	63 022	58 330	41 409	57 453	647 553
2025	41 820	40 406	40 206	59 543	39 164	96 389	73 027	109 712	55 231	29 190	48 620	37 021	670 329

GAREOULT - Pompage Les Clastres - 8359PT002 - P3 Bas Service

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2024	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2025	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Les volumes produits mensuels par ressource

Les volumes produits *sont les volumes générés par les installations de production du service en vue d'être injectés dans le réseau de distribution. Les volumes de service au sein de l'unité de production ne sont pas inclus dans les volumes produits. En fonction des circonstances, ces volumes sont enregistrés à l'une des étapes suivantes :*

- *A la sortie de l'usine de traitement,*
- *A la sortie de la station de pompage en cas de désinfection simple,*
- *A la sortie du réservoir en cas d'alimentation gravitaire avec désinfection simple.*

Par conséquent, ces volumes peuvent différer de ceux prélevés dans l'environnement naturel.

GAREOULT - Pompage Les Clastres - 8359PT001 - P1/ P2 Haut Service

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2024	41 713	42 833	41 714	50 210	43 358	48 712	73 542	85 257	63 022	58 330	41 409	57 453	647 553
2025	41 820	40 406	40 206	59 543	39 164	96 389	73 027	109 712	55 231	29 190	48 620	37 021	670 329

GAREOULT - Pompage Les Clastres - 8359PT002 - P3 Bas Service

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2024	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2025	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

CONSOMMATION D'ENERGIE

	2021	2022	2023	2024	2025
GAREOULT - Pompage Les Clastres	354 343	406 918	363 808	333 046	366 138
GAREOULT - Réservoir Saint Martin E.B. (200 m3)	191	223	229	224	258
GAREOULT_Réservoir Les Clos 1000+750m3 + Surpres. Chevrillet	458	502	471	519	555
Total	**354 992**	**407 643**	**364 508**	**333 789**	**366 951**

Les consommations présentées ci-dessus sont basées sur la facturation du distributeur d'énergie. Elles prennent en compte toutes les corrections de facturation : avoirs et rattrapages.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026



8 LA QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE

La qualité de l'eau, notre priorité

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

L'EAU BRUTE

Synthèse des analyses sur l'eau brute

Nature de l'analyse	Nombre d'échantillons analysés (ARS)	Nombre d'échantillons analysés (Exploitant)
Bactériologique	1	0
Physico-chimique	1	13
Nombre total d'échantillons	1	13

L'EAU POINT DE MIS EN DISTRIBUTION

Synthèse des analyses sur l'eau point de mise en distribution

Nature de l'analyse	Nombre d'échantillons analysés (ARS)	Nombre d'échantillons conformes (ARS)	% Conformité (ARS)	Nombre d'échantillons analysés (Exploitant)	Nombre d'échantillons conformes (Exploitant)	% Conformité (Exploitant)
Bactériologique	6	6	100	0	0	0
Physico-chimique	6	6	100	13	13	100
Nombre total d'échantillons	6	6	100	13	13	100

L'EAU DISTRIBUEE

Synthèse des analyses sur l'eau distribuée

Nature de l'analyse	Nombre d'échantillons analysés (ARS)	Nombre d'échantillons conformes (ARS)	% Conformité (ARS)	Nombre d'échantillons analysés (Exploitant)	Nombre d'échantillons conformes (Exploitant)	% Conformité (Exploitant)
Bactériologique	15	15	100	0	0	0
Physico-chimique	17	17	100	13	13	100
Nombre total d'échantillons	17	17	100	13	13	100

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

NOUVELLE DIRECTIVE EUROPEENNE

La nouvelle Directive Européenne (UE) 2020/2184, relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, est parue au Journal Officiel de l'Union Européenne le 23 décembre 2020.

Le nouveau texte a pour objectif de promouvoir l'eau du robinet et suit cinq axes d'évolution :

- l'accès à l'eau potable pour tous, en réponse à la 1ère initiative citoyenne européenne « L'eau, un droit humain ».
- l'évaluation de la sécurité sanitaire de l'eau, du captage au robinet, fondée sur une analyse des risques, pour repérer et traiter ces derniers de façon proactive.
- l'actualisation de la liste des critères à suivre pour déterminer la qualité de l'eau, basé sur un partenariat avec l'OMS pour la mise à jour des paramètres et des valeurs paramétriques.
- l'harmonisation entre les Etats membres des dispositions des matériaux en contact avec l'eau potable.
- le renforcement de la transparence pour les consommateurs en ce qui concerne la qualité et la fourniture de l'eau potable, afin d'améliorer la confiance dans l'eau du robinet.

Les 14 premiers arrêtés de la directive eau potable ont été publiés

Après sa traduction en droit français, et la publication de l'ordonnance du 22 décembre 2022 (n°2022-1611) et de deux décrets (2022-1720 et N°2022-1721) du 29 décembre 2022, le nouveau cadre de la directive eau potable 2020/2184 s'est mis en place en 2023. De nombreux arrêtés se rapportant à cette directive ont été publiés dès le mois de janvier sans que ne soient toutefois précisé les moyens financiers alloués aux collectivités pour la mise en place de ces nouvelles dispositions.

- L'arrêté du 3 janvier relatif au plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau est également paru au JO du 11 janvier



2023.

- Il précise les modalités de sa mise en place par les personnes responsables de la production et de la distribution d'eau (PRPDE)
- Sa mise en place devra être effective avant le 12 juillet 2027 pour les zones de captage et avant le 12 janvier 2029 pour la production et la distribution d'eau.
- Il devra faire l'objet d'une mise à jour tous les 6 ans et d'une évaluation obligatoire de sa mise en œuvre avant chaque mise à jour.
- Le texte rappelle les finalités des plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau d'identifier les dangers et évènements dangereux susceptibles de détériorer la qualité de l'eau prélevée, les acteurs , d'évaluer les risques associés (ces risques sont soit qualitatif soit quantitatif si ils agissent indirectement sur la qualité de l'eau) et de mettre en place des mesures de gestion des risques, dont la faisabilité technique et financière aura été éprouvée, afin de permette d'éviter ou de diminuer ces risques à un niveau acceptable.
- En annexe l'arrêté précise le contenu de l'évaluation des risques appliquée aux zones de captage et à la production et à la distribution d'eau.
- SAUR anticipe d'ores et déjà les futures évolutions réglementaires. En particulier, SAUR pourra être votre partenaire et vous accompagner pour la mise en place de votre Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire de l'Eau (PGSSE).

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

13 arrêtés d'application sont également parus début 2023 :

- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées au articles R.1321-2, R .1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique
  - Principales dispositions transposées :
    - Intégration de nouveaux paramètres et des exigences de qualité associées : sous-produits de la désinfection, chlorates, chlorites, acides haloacétiques, composés perfluorés, bisphénol A, uranium chimique, microcystines.
    - Normes de qualité relevées pour : antimoine, bore, sélénium.
    - Normes de qualité abaissées pour : plomb, chrome.
    - Normes précisées pour : métabolites de pesticides.
    - Introduction des valeurs indicatives → utilisation pour les métabolites de pesticides non pertinents
    - Introduction des valeurs de vigilance
- Principales évolutions pour les exigences de qualité en eaux distribuées

Évolutions par rapport à la réglementation antérieure	Paramètres	Limites de qualité	Commentaires	Dates pour la mise en conformité
Nouveaux paramètres				Janvier 2023
	Chlorates	0,25 mg/L	0,7 mg/L si traitement de désinfection pouvant générer des chlorates	
	Chlorites	0,25 mg/L	0,7 mg/L si traitement de désinfection pouvant générer des chlorites	
	Bisphénol A	2,5 µg/L	Mise à jour possible par la CE au regard des travaux EFSA	
	AHA (somme de 5)	60 µg/L	Si traitement de désinfection pouvant générer des AHA. Somme : acide chloroacétique, dichloroacétique et trichloroacétique, acide bromoacétique et dibromoacétique	
	Uranium chimique	30 µg/L		
	Microcystines Total	1 µg/L	À analyser en fonction de la situation	
	PFAS (somme de 20)	0,1 µg/L	Somme de 20 molécules définies dans l'arrêté	
	Chrome VI	6 µg/L		
Relèvement de la limite de qualité				Janvier 2023
	Antimoine	10 µg/L		
	Bore	1,5 mg/L	2,4 mg/L si eau de mer dessalée ou conditions géologiques particulières	
	Sélénium	20 µg/L	30 µg/L si conditions géologiques particulières	
Abaissement de la limite de qualité				Janvier 2036
	Chrome	25 µg/L		
	Plomb	5 µg/L	En amont des installations privées de distribution	
Autre				Janvier 2023
	Pesticides	Pas de changement	Précision sur la notion de pertinence d'un métabolite dans les EDCH. Les métabolites de pesticides non pertinents sont exclus du calcul pour la somme des pesticides. Définition d'une valeur de gestion (valeur indicative) pour les métabolites non pertinents = 0,9 µg/L.	

- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 25 novembre 2003 relatif aux modalités de demande de dérogation aux limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles pris en application des articles R.1321-31 à R.1321-36 du code de la santé publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 relatif au programme de tests et d'analyses à réaliser dans le cadre de la surveillance exercée par la personne responsable de la production et de la distribution d'eau et aux conditions auxquelles doivent satisfaire les laboratoires réalisant ce programme, en application des articles R.1321-23 et R.1321-24 du code de la santé publique
  - Le programme de tests et d'analyses de la surveillance est défini sur la base d'une analyse des dangers que peuvent présenter les installations du système de production et de distribution d'eau, réalisée dans le cadre du PGSSE.
  - Réévaluation a minima tous les 6 ans.
  - Il doit comprendre la surveillance des paramètres :
    - turbidité, notamment afin de vérifier l'efficacité de l'élimination physique au moyen de procédés de filtration ;

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

- coliphages somatiques, afin de vérifier, si nécessaire, l'efficacité des procédés de traitement des eaux brutes contre les virus pathogènes ;
- chlore et sous-produits de désinfection, afin d'évaluer l'efficacité du traitement de désinfection, ainsi que la rémanence du chlore et la présence de sous-produits de la désinfection en tout point et jusqu'au bout du réseau de distribution, lorsqu'untraitement de désinfection est mis en oeuvre ;
- équilibre calco-carbonique, afin de prévenir ou d'anticiper les phénomènes de corrosion ou d'entartrage des réseaux dedistribution et une éventuelle dégradation de la qualité de l'eau dans le réseau ;
- tout autre paramètre caractéristique d'une dégradation de la qualité de l'eau prélevée ou d'une dégradation de la qualité de l'eau au cours de sa distribution tel que le chlorure de vinyle monomère, au regard des limites de qualité fixées dans l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié susvisé et relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.

- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R.1321-24 du code de la santé publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'exploiter une eau de source ou une eau rendue potable par traitement à des fins de conditionnement
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvement et d'analyse du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R.1321-10, R.1321-15 et R.1321-16 du code de la santé publique
  - Ce texte établit le programme du contrôle sanitaire assuré par les agences régionales de santé pour les eaux brutes utilisées pour la production d'eau destinées à la consommation humaine et pour les eaux destinées à la consommation humaine.
  - Il détermine le contenu des analyses types à effectuer sur la ressource (eaux d'origine souterraine ou superficielle), sur les points de mise en distribution, et au robinet du consommateur.
  - Il détermine les fréquences minimales annuelles des prélèvements d'échantillons d'eau et d'analyses en fonction du débit (en m3/jour).
  - Il entrera en vigueur le 1er janvier 2026.
- Arrêté du 30 décembre 2022 relatif à l'évaluation des risques liés aux installations intérieures de distribution d'eau destinée à la consommation humaine
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux utilisées dans une entreprise alimentaire ne provenant pas d'une distribution publique, pris en application des articles R.1321-10, R.1321-15 et R.1321-16 du code de la santé publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 19 octobre 2017 relatif aux méthodes d'analyses utilisées dans le cadre de la réalisation du contrôle sanitaire des eaux
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2013 relatif aux analyses de contrôle sanitaire et de surveillance des eaux conditionnées et des eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou distribuées en buvette publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les laboratoires réalisant les prélèvements et les analyses de surveillance des eaux conditionnées et des eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou distribuées en buvette publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2016 relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 1er février 2010 relatif à la surveillance des légionnelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire

D'autres arrêtés d'application complémentaires viendront transposer des exigences de la Directive Européenne (UE) 2020/2184, en particulier les articles suivants :

- L'article 4.3, dédié à la maîtrise des pertes en eau, demande aux Etats membres d'évaluer les niveaux de fuite d'eau sur leur territoire, pour les services >10 000 m3/j ou >50 000 habitants. D'ici 2028, la Commission européenne fixera un seuil au-delà duquel un plan d'actions de réduction des fuites sera nécessaire.
- L'article 11 fixe et uniformise à l'échelle européenne, les principes applicables et les exigences minimales pour les matériaux en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine.
- L'article 16 a pour objectif de réduire les inégalités sociales et territoriales. Les Etats membres sont ainsi enjoints à prendre des mesures pour garantir l'accès à l'eau, en particulier pour les populations vulnérables,
- L'article 17 vise améliorer la confiance du consommateur en l'eau du robinet et sa connaissance de ses consommations avec la diffusion régulière d'une information complète de l'eau potable distribuée (qualité, prix, volume, méthode de production …)

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

METABOLITES DE PESTICIDES

L'EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION

Comment définit-on la liste des pesticides et métabolites recherchés ?

- La liste des pesticides à rechercher dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux n'est pas arrêtée au niveau national.
- Compte-tenu du nombre élevé de molécules de pesticides étant ou ayant été autorisées/utilisées et de la diversité des contextes régionaux, le choix des molécules est effectué par chaque ARS et est révisé régulièrement.
- Il est ainsi tenu compte des activités et usages agricoles, des surfaces cultivées, de la probabilité de les retrouver dans les eaux et de leur toxicité sur la santé humaine.

Comment surveille-t-on les pesticides et leurs métabolites ?

Les exigences de qualité de l'eau distribuée sont précisées dans le Code de la santé publique en application de la Directive européenne 2020/2184. La surveillance mise en œuvre par les ARS dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux compare les concentrations retrouvées dans les eaux distribuées à ces limites ainsi qu'à des valeurs de gestion introduites par l'instruction N°DGS/EA4/2020/177 du 18 décembre 2020 :

Pour les métabolites PERTINENTS et les pesticides :

- La limite de qualité (LQ) :
  - 0,1 µg/l par molécule (sauf pour l'aldrine, la dieldrine, l'heptachlore et l'heptachlorépoxyde : 0,03 µg/l) et 0,5 µg/l pour la somme des molécules mises en évidence.
  - L'eau est conforme lorsqu'elle répond à la limite de qualité.
  - Ces valeurs réglementaires ont été établies dans un objectif de lutte contre la pollution de la ressource et non sur la base d'une approche toxicologique d'impact sur la santé.
- La valeur sanitaire maximale (Vmax) :
  - C'est une valeur de gestion, établie par l'ANSES, propre à chaque molécule, en deçà de laquelle l'eau peut être consommée sans entraîner d'effet néfaste pour la santé.
  - A vocation à n'être utilisée que pour une durée limitée (période de dérogation), pendant laquelle des actions de remédiation doivent être mises en place.

Pour les métabolites NON-PERTINENTS :

- Ne sont pas soumis aux limites de qualité. Cependant leur concentration dans l'eau doit rester inférieure à la valeur guide de gestion sanitaire (Vguide) définie pour chaque substance par l'ANSES, ou à défaut, à une valeur indicative unique fixée à 0,9 µg/l.

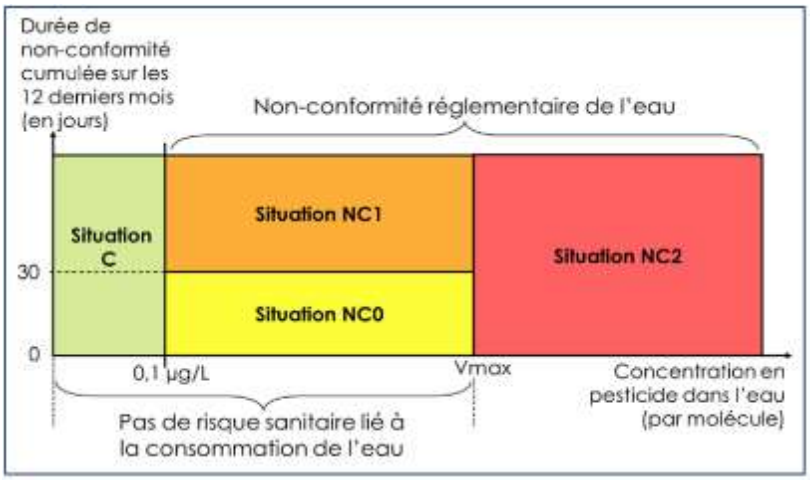
Comment sont déterminées les Vmax ?

- Les valeurs sanitaires maximale sont déterminées par l'ANSES à partir des valeurs toxicologiques de référence (VTR) s'appliquant aux substances actives ou métabolites, en considérant que l'exposition d'une personne par l'eau qu'elle consomme ne doit pas dépasser 10 % de la VTR.
- Pour assurer la plus grande sécurité possible, la Vmax est construite pour protéger les forts consommateurs d'eau du robinet et tient compte de la consommation d'eau tout au long de la vie.
- Ces valeurs sanitaires maximales sont susceptibles d'être actualisées en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques, en particulier quand des VTR sont actualisées, ou encore quand les méthodes de calculs sont revues. La méthode d'élaboration des Vmax, mise en place à l'Agence en 2007, a ainsi été réactualisée dans un avis de 2019 en utilisant des données nationales récentes.
- Depuis 2007, ce sont un peu moins de 200 molécules qui ont fait l'objet d'une détermination de Vmax, dont environ 20 ont fait l'objet d'une réévaluation. A ce jour, les Vmax déterminées sont presque toutes supérieures à la limite de qualité de 0,1 µg/L (rares exceptions pour certains chlorés)
- En l'absence d'évaluation disponible de la Vmax par l'ANSES, l'instruction de la DGS du 24 mai 2022 prévoit la possibilité d'utiliser une Valeur Sanitaire Transitoire (VST) établie par l'Agence fédérale de l'environnement allemande (Umweltbundesamt, UBA).

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Mesures de gestion en cas de dépassement de la LQ

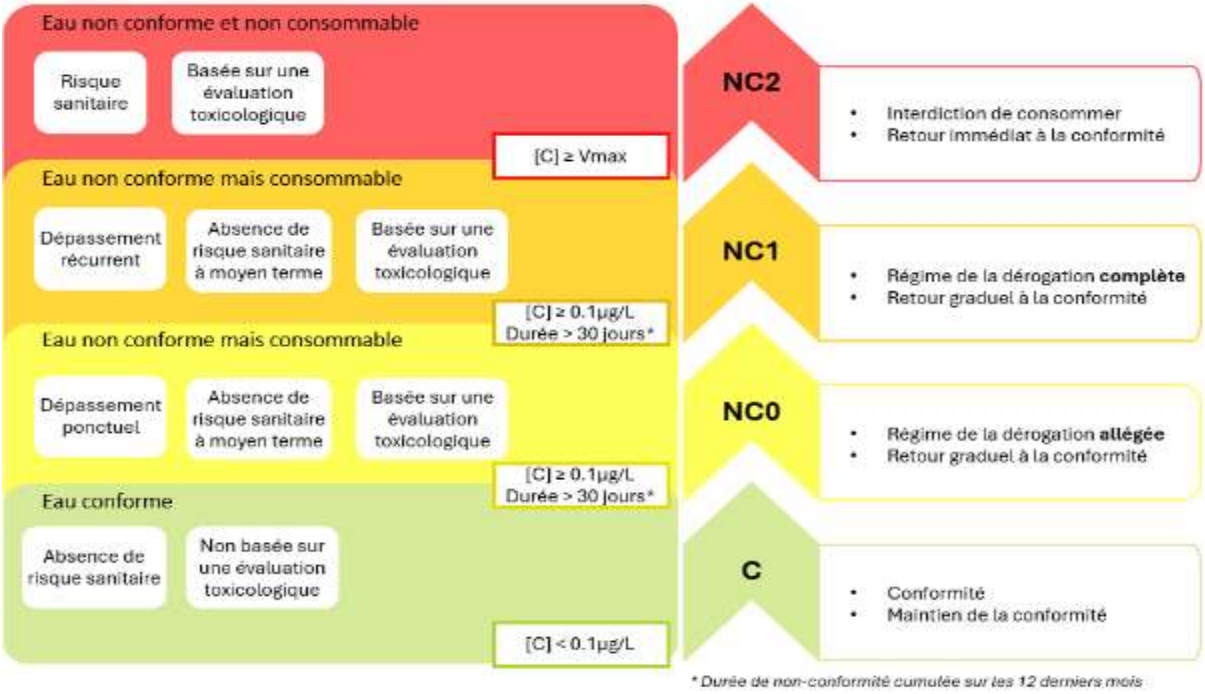
L'instruction de la DGS du 18/12/2020 distingue 4 types de situations selon la concentration et la durée du dépassement :



Situation		Risque sanitaire pour la population	Qualification	Actions à engager par l'ARS	Actions à engager par la PRPDE
C	<LQ en permanence	Non	Eau conforme	RAS	RAS
NC0	>LQ mais <Vmax pendant <30j/an cumulés	Non	Eau non conforme mais consommable	Programme renforcé de suivi, distribution eau encadrée par une dérogation selon une procédure "allégée"	• Information de la population, • demande de dérogation auprès du préfet avec plan d'action retour à la conformité sous 3 ans maxi. Renouvelable 1 fois.
NC1	>LQ mais <Vmax pendant >30j/an cumulés	Non	Eau non conforme mais consommable	Programme renforcé de suivi, distribution eau encadrée par une dérogation selon une procédure "complète"	• Information de la population • demande de dérogation auprès du préfet avec plan d'action retour à la conformité sous 3 ans maxi. Renouvelable 1 fois.
NC2	> Vmax quelle que soit la durée du dépassement	Oui	Eau non conforme et non consommable	Pas de dérogation possible	• Réaliser une enquête afin de déterminer l'origine de la contamination. • Informer la population de ne pas utiliser l'eau du réseau public pour les usages alimentaires (boisson, préparation des aliments, cuisson, hormis le lavage des aliments). • Informer les centres de dialyse, professions médicales et responsables d'entreprise du secteur alimentaire. • Informer les propriétaires ou utilisateurs de puits privés.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Principes de gestion des non-conformités



Instruction DGS du 20 octobre 2023

- Parution d'une instruction interministérielle de la DGS à destination des ARS : Instruction N° DGS/EA/2023/160 du 20 octobre 2023 relative à « la gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et métabolites de pesticides dans les EDCH, à l'exclusion des eaux conditionnées. »
- Fait suite aux difficultés d'application des mesures de gestion sanitaire par certaines ARS sur des territoires qui font face à des valeurs particulièrement élevées de certaines molécules sans V max.
- Les métabolites du Chloridazone et du Chlorothalonil sont particulièrement ciblés, car concernés par des dépassements des valeurs transitoires (VST) définies dans l'instruction du 24 mai 2022. L'application littérale des mesures de gestion impliquerait des restrictions d'usages pour plusieurs centaines de milliers de personnes sur le territoire national.
- Compte tenu de :
  - la difficulté de mise en œuvre des restrictions sur un tel périmètre,
  - le risque subséquent de difficulté d'accès à l'eau potable,
  - les différences d'application des règles sanitaires issues de la même Directive au sein des pays de l'UE,
  - la prise en compte du rapport bénéfice/risque.
- La DGS recommande donc à ses ARS de surseoir temporairement à l'application de ces restrictions d'usage.
  ➔ « approche de gestion proportionnée » de l'action publique.

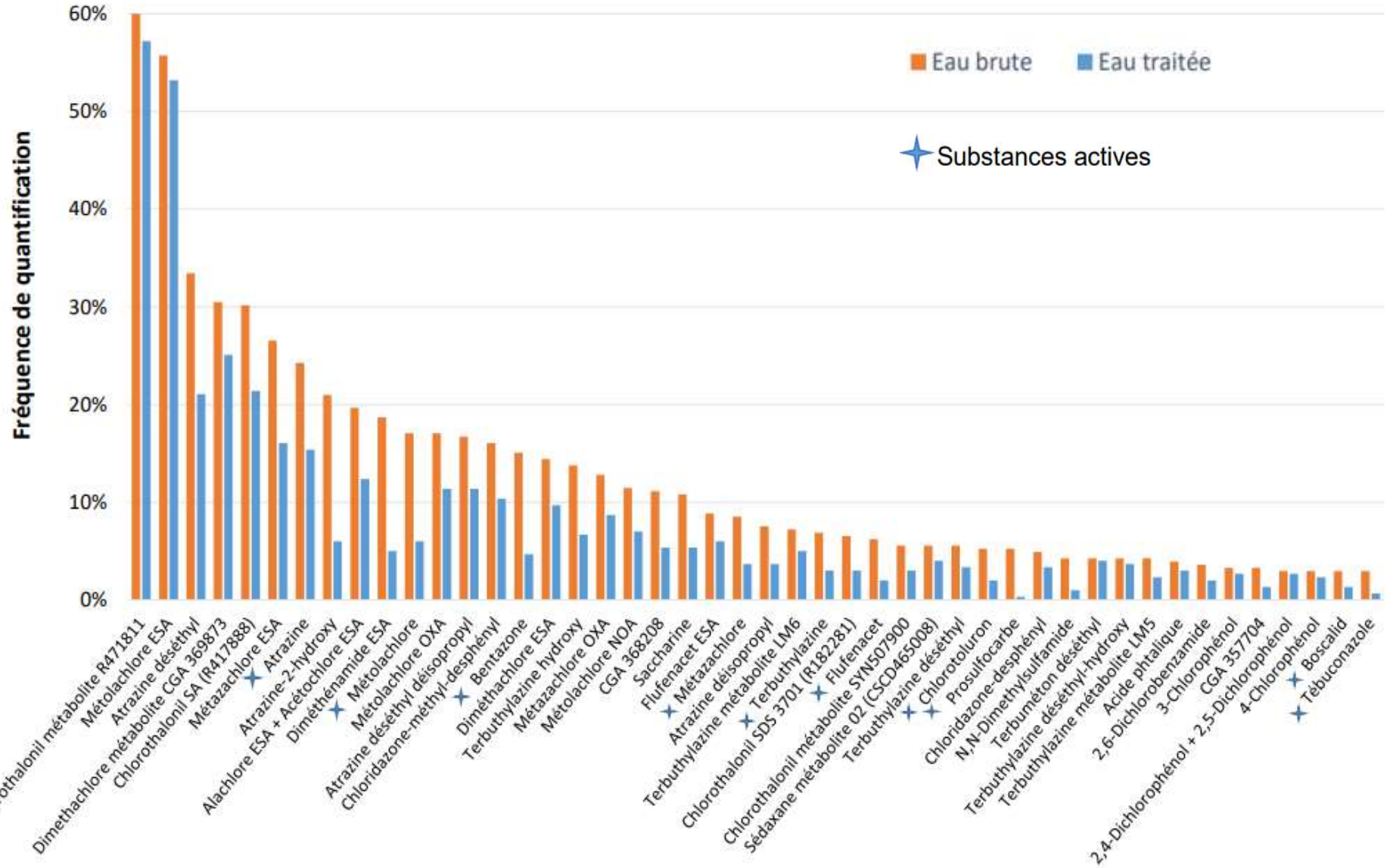
  ➔ concerne également le cumul des substances
- Un plan d'action interministériel découle immédiatement de cette décision.

Les métabolites du Chlorothalonil

Le Chlorothalonil est un fongicide qui a été utilisé en France depuis les années 70 sur de nombreuses grandes cultures : la vigne, le blé-orge, le pois, la betterave, le tournesol, la pomme de terre, l'avoine, seigle, triticale, gazon, cultures de pleins champs type ail, oignon, melon… 39 préparations commerciales en contenant ont obtenu une autorisation de mise sur le marché. Il a été interdit à la vente en France en 2019 avec une fin d'utilisation en mai 2020. Ses produits de dégradation sont très persistants.

Parmi les métabolites du chlorothalonil, le R471811 est particulièrement résistant à la dégradation (forme d'acide sulfonique – la famille phénolique se dégrade beaucoup plus vite).

La campagne nationale menée à grande échelle par l'ANSES entre 2020 et 2022 sur les eaux brutes et eaux traitées représentant 20 % de la population consommatrice d'EDCH (136 000 résultats d'analyses) a montré la présence du R471811 dans plus d'un prélèvement sur 2 et un dépassement de 0.1 µg/l dans un tiers des échantillons



Fréquence de quantification des pesticides et métabolites en eau brute (EB) et eau traitée (ET) dans les eaux destinées à la consommation humaine - Campagne ANSES 2020-2022

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Le chlorothalonil R471811, métabolite pertinent, a été déclassé le 29/04/2024 en métabolite non pertinent alors qu'une nouvelle molécule issue de la dégradation de la même substance active dans l'environnement, le chlorothalonil R417888 (ou chlorothalonil SA) a été déclaré pertinent à la même date.

Dans la campagne nationale de l'ANSES, ce nouveau métabolite pertinent est détecté 2 voire 3 fois moins souvent que le chlorothalonil R471811 et à des concentrations 4 à 5 fois plus faibles.

Les métabolites du Chloridazone

Le Chloridazone un herbicide de la famille des diazines qui a été utilisé principalement dans la culture des betteraves depuis les années 1960 jusqu'en décembre 2020.

Il n'a pas été prouvé de potentiel cancérigène ou mutagène pour l'homme. L'arrêt de sa commercialisation est lié à l'absence de demande de renouvellement d'autorisation par le producteur.

Le desphényl-chloridazone (DPC) et le méthyl-desphényl-chloridazone (MDPC) sont deux produits de dégradation du chloridazone dans le sol ou dans l'eau (métabolites).

En 2007, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) écarte un risque pour la santé humaine associé à ces deux métabolites → toxicité comparable ou inférieure à celle de la chloridazone qui ne présente aucun potentiel cancérigène ou mutagène.

En 2020, l'ANSES identifie des faiblesses dans les protocoles toxicologiques disponibles → elle classe ces 2 métabolites PERTINENTS, par défaut (principe de précaution).

Pas de Valeur Sanitaire Maximum (Vmax) établie par l'ANSES à date, en l'absence de données d'études suffisantes concernant le potentiel génotoxique du DPC et le MDPC.

Certaines ARS intègrent le suivi de ces 2 molécules au contrôle sanitaire, notamment l'ARS HDF à partir de mai 2021. En l'absence de Vmax disponible, elles utilisent une valeur de gestion provisoire (VGP) de 44 µg/l, c'est-à-dire 5 fois plus protective que la Vmax établie par l'ANSES pour la molécule mère de chloridazone (222µg/l).

Cette valeur de gestion provisoire n'est plus appliquée depuis juin 2022, date à laquelle le ministère de la santé a fixé une valeur commune à toutes les régions.

En juin 2022, en attendant que l'ANSES établisse la Vmax de ces 2 métabolites, le ministère de la santé fixe une « valeur sanitaire transitoire » à 3 µg/L, applicable dans toutes les régions.

Elle correspond à celle établie par l'UBA (Umweltbundesamt, agence fédérale pour l'environnement) en Allemagne. A noter qu'un dépassement de cette valeur en Allemagne n'entraîne pas de restriction de la consommation de l'eau, comme en France, mais uniquement des actions de surveillance des concentrations dans l'eau et de réduction des apports en pesticides.

Le 04 mai 2023, ces deux molécules sont déclarées métabolites pertinents par l'ANSES et le 25 juillet 2024 des Valeurs Sanitaires Maximum (Vmax) ont été déterminées permettant une gestion sanitaire classique de ces deux molécules en cas de dépassement des limites de qualité.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

FACE AUX METABOLITES : LE CARBOPLUS© DE SAUR, VERITABLE BARRIERE CONTRE LES MICROPOLLUANTS





AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

PFAS

Les PFAS ou composés perfluorés

- Les substances per- et polyfluoroalkylées, également connues sous le nom de PFAS, sont une large famille de plus de 4 000 composés chimiques aux propriétés très diverses.
- Antiadhésives, imperméabilisantes, résistantes aux fortes chaleurs, les substances PFAS sont largement utilisées depuis les années 1950 dans de très nombreux domaines industriels et produits de consommation courante : textiles, emballages alimentaires, mousses anti-incendie, revêtements antiadhésifs, cosmétiques, produits phytosanitaires, produits utilisés pour la photographie, isolant de câbles électriques, etc.

Les sources d'exposition aux PFAS

- Les PFAS se dégradent très peu, c'est pourquoi il est possible d'en retrouver des traces dans l'environnement, y compris des substances qui ont été interdites depuis plusieurs années (d'où l'appellation de « polluants éternels »).
- La présence de PFAS dans l'environnement a une origine uniquement anthropique, c'est-à-dire due à l'activité humaine.
- Du fait de l'utilisation variée de ces composés chimiques et de leur persistance, tous les milieux peuvent être concernés par des contaminations : l'eau, l'air, les sols, et la chaîne alimentaire.
- Toute la population est exposée, à des niveaux variables.
- La principale source d'exposition est l'alimentation, en particulier la consommation de produits de la mer, de viande, de fruits, d'œufs et la consommation d'eau de boisson.
- L'air intérieur et extérieur est aussi une voie d'exposition possible mais moins importante, ainsi que l'ingestion de poussières contaminées.
- Une campagne exploratoire est lancée en 2024 sur tout le territoire national par la Direction Générale de la Santé. Le rapport sera publié à une date prévisionnelle à mi année 2025.

Réglementation relative aux eaux de consommation en France

- Les PFAS font partie des nouveaux paramètres introduits à l'occasion de la refonte de la directive cadre sur l'eau, par la directive européenne 2020/2184 du 16/12/2020 relative à la qualité des Eaux destinées à la consommation humaine (EDCH).
- Ainsi, 20 PFAS sont ciblés et une limite de qualité réglementaire (0,10 µg/L ou 100 ng/L) est fixée pour la somme de ces 20 molécules dans les EDCH. Un autre paramètre plus global, intitulé « PFAS (total) », est également introduit avec une limite de qualité associée de 0,50 µg/L.
    - En décembre 2022, la directive européenne a été transposée en droit français (ordonnance n°2022-1611 du 22.12.2022 relative à l'accès et à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine)
    - A partir du 1er janvier 2023, la France a décidé de faire appliquer, en anticipation, la directive européenne pour les points où la présence de PFAS a déjà été identifiée par l'administration.
    - A partir du 1er janvier 2026, les PFAS seront intégrés dans le contrôle sanitaire de routine de l'eau de consommation.

Procédés de traitement

- SAUR mène depuis plusieurs années des programmes de recherche et de développement afin d'analyser l'occurrence et le traitement de ces composés dans l'eau.
- Plusieurs technologies sont en cours de développement, présentant des niveaux de maturités différents, et des niveaux de performances technico-économiques variés.
- Il convient de préciser qu'il n'existe pas de traitement « universel » pour éliminer les PFAS, compte tenu de la très grande variété de molécules que cette dénomination recouvre.
- Plusieurs paramètres intrinsèques à chaque molécule influent sur leur facilité à être éliminée : la longue de la chaine carbonée, le groupe fonctionnel (carboxylique ou sulfonique), polarité, hydrophilie, etc.

SAUR dispose de solutions de traitement adaptées, avec de nombreux retours d'expérience permettant de vous guider au mieux vers la solution la plus pertinente en fonction de votre problématique locale :

- Traitements au charbon actif (charbon en grain ou micrograin)
    - Le choix du charbon actif doit être adapté aux molécules à éliminer : longueur de la chaîne carbonée et du groupe fonctionnel (acides sulfoniques = OK, carboxyliques = KO).
    - Peut se montrer inefficace sur composés à chaîne courte.
    - Impact important de la matière organique dissoute sur les capacités d'adsorption.
- Filtration membranaire par osmose inverse et nanofiltration
    - Adaptée à l'ensemble des composés perfluoroalkylés
    - Mais génère des volumes de concentrats importants qui doivent être éliminés : pas de filière économique à date pour le devenir de ces rejets.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

- Résines échangeuses d'ions
  - Choix de résine polystyrénique anionique sélective, exploitation du filtre jusqu'à saturation du média filtrant – durée de vie avancée > durée de vie du CAG
  - Efficacité limitée sur les acides carboxyliques
- Solutions eaux souterraines :
  - à court terme = location d'unité mobile CAG
  - à moyen/long terme = mis en place d'unité fixe à CAG ou d'une unité CarboPlus micrograin.

Par ailleurs, SAUR dispose de pilotes-démonstrateurs « CarboPlus », spécialement conçus pour permettre une mise en place rapide sur une filière de traitement. Un protocole de 6 mois est alors mis en place, sous pilotage par notre Direction Technique, afin de tester différentes configurations opérationnelles et vous proposer la solution technique la plus performante (validation du type de charbon actif utilisé, prise en compte des variations de qualité de l'eau à traiter, validation des paramètres de pilotage du CarboPlus, validation des hypothèses de consommation et de couts d'exploitation, etc.).



NITRATES

La Commission Européenne a récemment mis en demeure la France en raison des quantités excessives de nitrates dans l'eau potable distribuée (> 50 mg/l). La présence des nitrates dans les eaux est due :

- à leur présence naturelle dans l'environnement.
- à une contamination de la ressource en eau par des activités humaines .

En cas de pollution de votre ressource par les nitrates, SAUR peut vous accompagner pour trouver la solution technique la mieux adaptée à votre situation :

- filtration biologique, avec le **Bionitracycle©.**
- résines échangeuses d'ions, avec le **Nitracylce©.**

MANGANESE

Le manganèse ne présente pas de risques sanitaires mais peut être à l'origine des nuisances suivantes :

- la dégradation des propriétés organoleptiques de l'eau : goût « métallique » et coloration de l'eau.
- le développement de micro-organismes dans les réseaux de distribution.
- la formation de dépôt dans les réseaux de distribution avec risque de relargage ultérieur et remise en suspension de manganèse particulaire dans l'eau (taches noires sur le linge).

Dans son avis du 7 septembre 2020 relatif à la présence de manganèse dans l'EDCH, l'ANSES rappelle les conclusions et recommandations formulées dans son avis du 20 avril 2018 :

- une valeur sanitaire maximale de 60 µg/l pour le manganèse dans l'EDCH est proposée.
- la référence de qualité actuelle de 50 µg/l pallie le risque des nuisances évoquées ci-dessus.

En cas de présence excessive de manganèse dans votre ressource, nos experts sauront être force de proposition : mise en œuvre d'une oxydation au permanganate de potassium, filtration sur dioxyde de manganèse.

CHLORURE DE VINYL MONOMERE (CVM)

Valeur de référence dans l'eau destine à la consommation humaine (EDCH) : < 0,5 µg/L

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Description générale :

Le chlorure de vinyle monomère est un produit chimique strictement synthétique, dont la présence dans l'eau de consommation est principalement liée à sa migration à partir de conduites en PVC posées avant 1980 sur les réseaux de distribution.

Outre la nature et l'ancienneté de la conduite, deux facteurs favorisent son relargage dans l'eau : le temps de contact de l'eau dans la conduite et sa température.

En avril 2020, la DGS a modifié l'instruction du 18 Octobre 2012 en lien avec le CVM dans l'EDCH. Une **nouvelle instruction** est parue avec une échéance de respect de cette dernière pour **le 29 avril 2023**. Les évolutions majeures étaient :

- **Votre collectivité,** en tant que Personne Responsable de la Production et de la Distribution d'Eau (PRPDE) et Maître d'ouvrage, est responsable de la gestion de la problématique CVM, en raison de votre connaissance du réseau et vos obligations de moyen et de résultats, à veiller à la qualité sanitaire de l'eau distribuée.
- Un repérage des canalisations à risques devait être finalisé **pour le 29 avril 2023**, avec identification **des conduites PVC ou matériau inconnu posées avant 1980**. Un **diagnostic CVM** devait être transmis à la Délégation Départementale de l'ARS (DDARS) à la date prévue sur l'ensemble des conduites à risque (selon la nature de la conduite, sa date de pose et le temps de contact de l'eau) avec la mise en place d'un plan pluriannuel de réalisation des campagnes d'analyses (effectués dans un laboratoire accrédité COFRAC et agréé par le ministère de la santé)
- **Pour les conduites à risques**, une mesure initiale devait être programmée pour confirmer le risque, avec une priorisation des sites selon le risque, dans le cas où plusieurs tronçons devaient faire l'objet d'un prélèvement. Ce programme d'investigation devait être transmis à l'ARS dans un délai court et toute analyse non-conforme, devait faire l'objet d'une communication à la DDARS. Par la suite, une campagne de prélèvement est à organiser annuellement pour suivre les évolutions de concentration de CVM, avec 4 prélèvements au minimum dont 2 lors des périodes estivales (température de l'eau pouvant être supérieure à 15°C).
- En cas de non-conformité confirmée (> 0,5 µg/l), le délai de mise en œuvre d'actions correctives **pérennes** dépend de la concentration en CVM : entre 3 mois (cas les plus critiques) et 2 ans.

Comme évoqué plus haut, l'arrêté du 30 décembre 2022 exige que le programme d'autocontrôle de la PRPDE intègre des actions de surveillance sur tout paramètre caractéristique d'une dégradation de la qualité de l'eau prélevée ou distribuée, tel que le chlorure de vinyle monomère. Les plans d'actions doivent être transmis à la DDARS ainsi que les plannings des travaux qui seront entrepris pour limiter le risque CVM, avec leurs chiffrages, les échéanciers, et le suivi des réalisations.

Le PRPDE et les maîtres d'ouvrage risquent une mise en demeure en cas de non mise en œuvre de programmes de travaux permettant la fin des non-conformités CVM de manière pérenne (la DDARS ne considère pas les purges de réseau une méthode pérenne pour limiter le contact CVM).

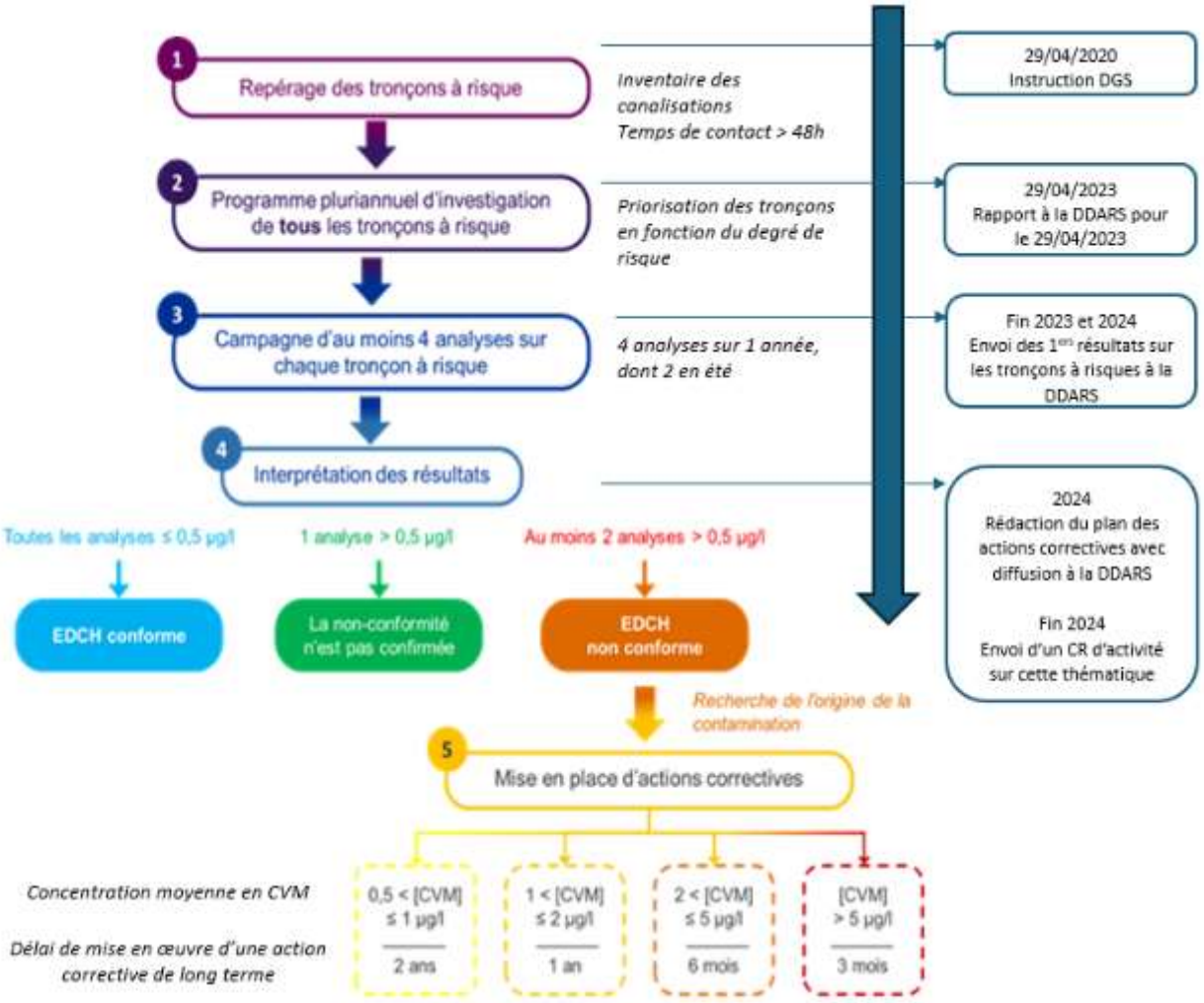
De plus, avec l'établissement du Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE), qui est une obligation réglementaire à l'horizon de janvier 2029, l'analyse des dangers permettra de déterminer le programme de surveillance en fonction du niveau de risque identifié.

SAUR se tient à votre disposition pour vous accompagner dans cette démarche :

- **modélisation hydraulique** des réseaux pour connaître les temps de contact.
- mise en place d'un **programme pluriannuel** d'échantillonnage et réalisation des campagnes d'analyses
- **proposition** d'actions correctives.

Le logigramme ci-dessous reprend les grandes étapes et les dates clés définies pour transmettre les informations aux autorités compétentes.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026



9 LES INTERVENTIONS REALISEES

Préserver et moderniser votre patrimoine

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION

Les nettoyages de réservoirs

Commune	Site	Ouvrage	Date de lavage
GAREOULT	Réservoir Saint Martin E.B. (200 m3)	Réservoir semi enterré St Martin 200 m3	17/01/25
	Réservoir Les Clos 1000+750m3 + Surpres. Chevrillet	Réservoir Les Clos - cuve 1 - 750 M3	13/01/25
	Réservoir Les Clos 1000+750m3 + Surpres. Chevrillet	Réservoir Les Clos - cuve 2 - 1000 M3	24/01/25

Les recherches de fuites

Commune	Date	Adresse	Linéaire inspecté (ml)	Nombre de fuites
GAREOULT	20/01/25	Impasse du Rouge Gorge	100	0
	18/02/25	4 chemin Henri Guillaumet	1	1
	27/02/25	29 Rue Font de Clastre	8	1
	11/03/25	Rue des Farayettes 83136 Garéoult France	20	1
	20/06/25	26 RUE DE LA REPUBLIQUE	1	1
	08/09/25	18 IMPASSE PAUL CEZANNE	6	1
	23/09/25	83136 GAREOULT France	500	0
	26/09/25	49 Avenue Etienne Gueit	3	1
	01/10/25	2 place placette	0	0
	16/10/25	Chemin de saint exupery	500	0
	27/11/25	Rue des farayettes	300	1

Synthèse des fuites/casses réparées sur conduites

Commune	Nombre de casse/fuites réparées
GAREOULT	2

Détails des fuites/casses réparées sur conduites

Commune	Nature	Diamètre	Date	Adresse
GAREOULT	Pvc	160	04/03/25	Rue Font de Clastre 83136 Garéoult France
	Fonte	100	01/12/25	Rue du réal 83136 GAREOULT France

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Synthèse des fuites/casses réparées sur branchements

Commune	Nombre de casse/fuites réparées
GAREOULT	48

Détails des fuites/casses réparées sur branchements

Commune	Date	Adresse
GAREOULT	09/01/25	4 Impasse des Mésanges 83136 Garéoult France
	10/02/25	Avenue Edouard le Bellegou 83136 Garéoult France
	14/02/25	Avenue Edouard le Bellegou 83136 Garéoult France
	20/03/25	205 Impasse Blaise Pascal 83136 Garéoult France
	23/04/25	7 Chemin Antonio Vivaldi 83136 Garéoult France
	29/04/25	9 chemin de Dieudonné Costes 83136 GAREOULT France
	09/05/25	allée Paul Verlaine 83136 GAREOULT France
	12/05/25	5 Allée Paul Claudel 83136 Garéoult France
	19/05/25	11 Impasse des Chênes 83136 Garéoult France
	22/05/25	7 Impasse des Genets 83136 Garéoult France
	27/05/25	19 capitaine jean audibert 83136 GAREOULT France
	28/05/25	532 chemin fernand fabre 83136 GAREOULT France
	03/06/25	0 83136 GAREOULT France
	10/06/25	7 QUARTIER LES CROS 83136 GAREOULT France
	19/06/25	80 Chemin Maurice Bellonte 83136 Garéoult France
	23/06/25	2 CHEMIN GEORGES BIZET 83136 GAREOULT France
	24/06/25	700e Chemin des Chaberts 83136 Garéoult France
	25/06/25	0 83136 GAREOULT France
	26/06/25	10 Impasse Blaise Pascal 83136 Garéoult France
	30/06/25	Rue de la Russie 83136 Garéoult France
	01/07/25	97 Impasse des Oeillets 83136 Garéoult France
	07/07/25	505 Chemin des Souquiers 83136 Garéoult France
	17/07/25	2 Place de la Mairie 83136 Garéoult France
	18/07/25	1 Impasse François Coli 83136 Garéoult France
	28/07/25	813 Chemin Clément Ader 83136 Garéoult France
	30/07/25	2a Allée Léo Delibes 83136 Garéoult France
	01/08/25	18 Rue Victor Ascheri 83136 Garéoult France
	26/08/25	2 Impasse Pierre de Ronsard 83136 Garéoult France
	27/08/25	1570 Chemin des Clos 83136 Garéoult France
	05/09/25	Impasse Paul Cézanne 83136 Garéoult France
	05/09/25	Chemin Hélène Boucher 83136 Garéoult France
	09/09/25	311 Chemin Maryse Bastié 83136 Garéoult France
	15/09/25	11 CHEMIN GEORGES BIZET 83136 GAREOULT France
	15/09/25	9 Chemin Georges Bizet 83136 Garéoult France
	25/09/25	36 Boulevard de la Libération 83136 Garéoult France
	26/09/25	49 Avenue Etienne Gueit 83136 Garéoult France
	29/09/25	9 Boulevard de la Libération 83136 Garéoult France
	06/10/25	1658 Chemin des Clos 83136 Garéoult France
	06/10/25	Allee des Clos Fleuris 83136 Garéoult France
	06/10/25	6 Chemin Dieudonné Costes 83136 Garéoult France
	08/10/25	18a Rue du Père Popiéluszko 83136 Garéoult France
	21/10/25	83136 GAREOULT France
	27/10/25	147 Chemin des Cadenieres 83136 Garéoult France
	17/11/25	1116e Chemin des Chaberts 83136 Garéoult France
	08/12/25	Chemin des Serrets 83136 GAREOULT France
	16/12/25	15 Impasse des Chênes 83136 Garéoult France
	17/12/25	655 Avenue Edouard le Bellegou 83136 Garéoult France

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Commune	Date	Adresse
GAREOULT	29/12/25	481 Chemin Hélène Boucher 83136 Garéoult France

Synthèse des interventions d'entretien des équipements et accessoires sur le réseau

Commune	Nature	Nombre d'intervention d'entretien
GAREOULT	Manoeuvre de vannes	2
	Purge de réseau	6
Total		**8**

Détail des interventions d'entretien des équipements et accessoires sur le réseau

Commune	Nature	Date	Adresse
GAREOULT	Manoeuvre de vannes	23/01/2025	Réseau communal
	Purge de réseau	12/02/2025	184 Chemin des Lilas
	Purge de réseau	01/10/2025	Chemin Helene Boucher
	Purge de réseau	01/10/2025	Boulevard de la libération
	Purge de réseau	06/10/2025	Boulevard de la libération
	Purge de réseau	13/10/2025	Chemin Helene Boucher
	Purge de réseau	27/11/2025	Réseau communal
	Manoeuvre de vannes	16/12/2025	Réseau communal

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

LES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE

Les opérations de maintenance ont pour but de maintenir ou de rétablir un groupe fonctionnel, un équipement ou du matériel dans un état spécifié, ou de leur restituer les caractéristiques de fonctionnement requises.

Les **opérations d'entretien de niveau 2**, correspondent à des travaux de maintenance préventive ou corrective de complexité moyenne. Ces travaux peuvent inclure des réparations effectuées dans des ateliers spécialisés ou le remplacement d'équipements. L'entretien de deuxième niveau ne couvre pas les opérations de renouvellement prévues dans le cadre des comptes de renouvellement ou des programmes de renouvellement. Ces opérations de maintenance peuvent être soit :

- Curatives : réalisées en réponse à un dysfonctionnement ou une panne.
- Préventives : effectuées pendant le fonctionnement normal de l'équipement pour maintenir ses performances et éviter les pannes.

Quant aux **contrôles réglementaires,** ils ont pour objectif de vérifier la conformité des installations électriques et des équipements de type systèmes de levage ou ballons anti-béliers, garantissant ainsi la sécurité du personnel.

Synthèse des interventions de maintenance 2ème niveau

Commune	Curatif	Préventif	Total
GAREOULT	11	0	11

Détail des interventions de maintenance 2ème niveau

Commune	Installation	Equipement	Date	Type
GAREOULT	GAREOULT - Pompage Les Clastres	Pompe verticale	20/03/25	Curatif
	GAREOULT - Réservoir Saint Martin E.B. (200 m3)	8359RE014_Garéoult_Débitmètre distribution RE ST MARTIN	08/04/25	Curatif
	GAREOULT - CS Victor Hugo (concessif)	8359CS017_Garéoult_Débitm. secto Victor Hugo (concessif)	08/04/25	Curatif
	GAREOULT - CS Les Souquiers	8359CS006_Garéoult_Débim.secto les Souquiers	08/04/25	Curatif
	GAREOULT_Réservoir Les Clos 1000+750m3 + Surpres. Chevrillet	Détecteur d'ouverture	05/08/25	Curatif
	GAREOULT - Réservoir Saint Martin E.B. (200 m3)	Détecteur d'ouverture	05/08/25	Curatif
	GAREOULT - Pompage Les Clastres	Détecteur d'ouverture	05/08/25	Curatif
	GAREOULT - Pompage Les Clastres	Canalisation INOX	18/08/25	Curatif
	GAREOULT - Pompage Les Clastres	Canalisation INOX	29/10/25	Curatif
	GAREOULT - Pompage Les Clastres	Pompe verticale	30/10/25	Curatif
	GAREOULT - CS 02 - Chemin des Clos (Cimetière) - ZO vers ZB	8359CS002_Garéoult_Cpt secto ch. des Clos ZO vers ZB	03/12/25	Curatif

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Les interventions de contrôle réglementaire sur les installations électriques

Aucunes interventions en 2025.

Les interventions de contrôle réglementaire sur les appareils de levage

Aucunes interventions en 2025.

Les interventions de contrôle réglementaire pression

Aucunes interventions en 2025.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

LES OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT

Les Opérations de renouvellement dans le Cadre du programme contractuel : Un **Programme Contractuel du Renouvellement** correspond à un engagement du Délégataire à réaliser un programme prédéterminé d'opérations de renouvellement. Une dotation annuelle lissée a été établie à partir d'un planning prévisionnel détaillé des opérations de renouvellement.
Le montant des opérations réalisées correspond à l'affectation de la dépense au Programme Contractuel. Le tableau de suivi comprend l'ensemble des années depuis l'origine du contrat jusqu'à l'exercice actuel, et notamment le solde du Programme à date.

Dotations non actualisées en Programme au : 31/12/2025	2024	2025	2026	2027	2028	Total (€)
Dotations (€)	5 519	10 978	10 978	10 978	10 978	**49 431**

Coefficients en Programme au : 31/12/2025	2024	2025
Coefficient de la dotation	1,000000	1,007484
Coefficient de report de solde	1,000000	1,000000

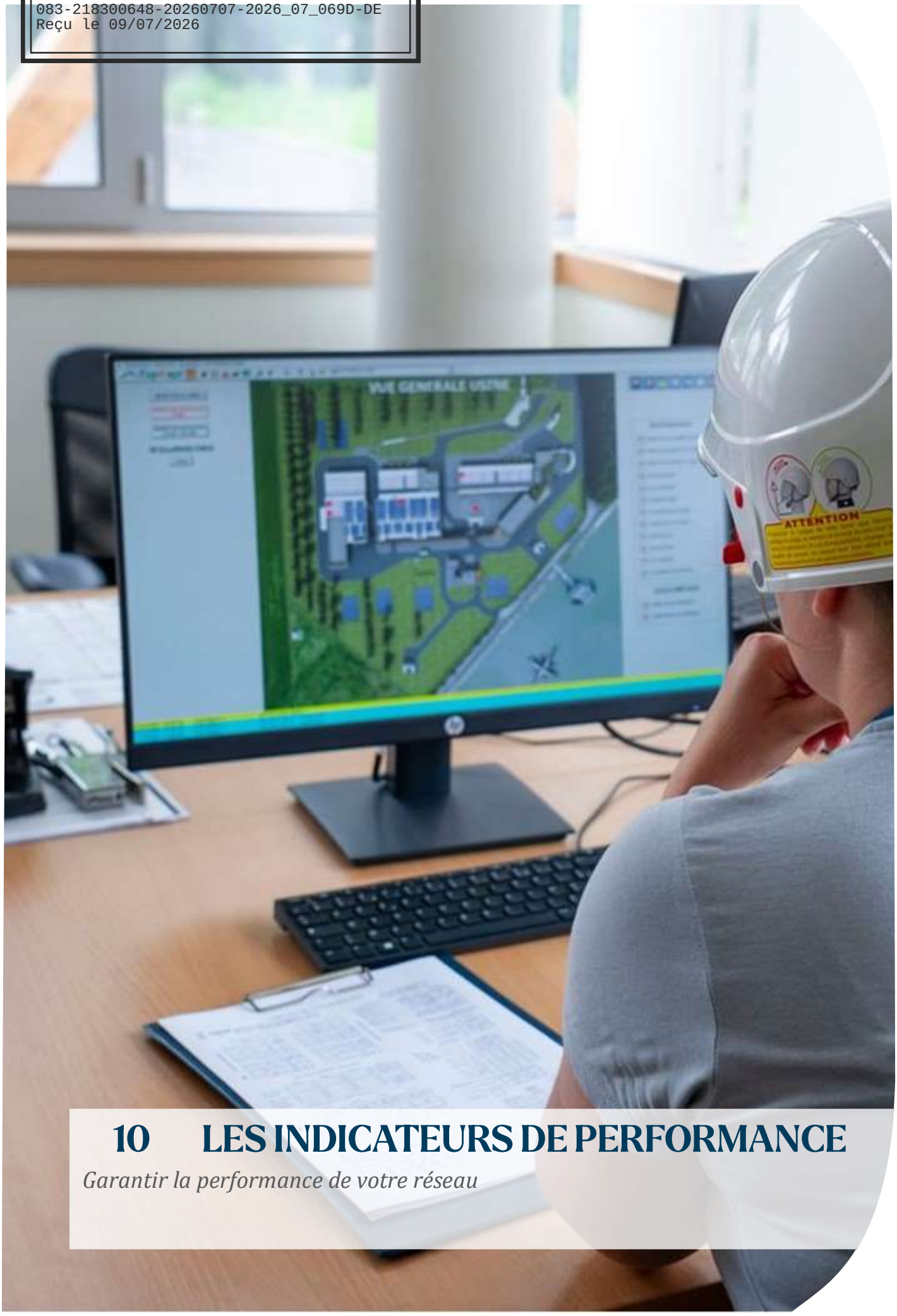
Bilan financier en Programme au : 31/12/2025		2024	2025	Total (€)
Dotation actualisée (€)		5 519	11 060	**16 579**
Report de solde actualisé (€)		0	- 4 381	
Programmé au contrat	TOTAL	9 900	15 364	**25 264**
Total renouvellement (€)		**9 900**	**15 364**	**25 264**
Solde (€)		**- 4 381**	**- 8 685**	

Renouvellement Réalisé en Programme année : 2025	Libellé Matériel	Type Renouvellement	Date réalisation	Montant
GAREOULT - Pompage Les Clastres	Sonde mono-paramètre (Chlore)	Renouvellement complet du matériel	13/01/2025	2 519
GAREOULT - Pompage Les Clastres	Transmetteur (mono-paramètre)	Renouvellement complet du matériel	13/01/2025	2 771
GAREOULT - Pompage Les Clastres	Variateur	Renouvellement complet du matériel	17/10/2025	10 075
Total				**15 364**

La garantie pour la continuité de service : Une **garantie** est un renouvellement fonctionnel qui se traduit par un engagement contractuel de garantie de bon fonctionnement des installations. Elle s'applique sans programme contractuel et sans restitution des montants non dépensés en fin de contrat. C'est une « assurance » de bon fonctionnement pour la collectivité.

Renouvellement Réalisé en Garantie année : 2025	Libellé Matériel	Type Renouvellement	Date réalisation	Montant
GAREOULT - CS Les Souquiers	8359CS006_Garéoult_Débim.secto les Souquiers	Renouvellement complet du matériel	05/06/2025	
Total				**982**

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026



10 LES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Garantir la performance de votre réseau

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DE SERVICE

Description du contrat
CNE GAREOULT AEP DSP
Délégation de service public
début contrat : 1 juillet 2024 fin contrat : 31 décembre 2028

Tarification de l'eau potable			
D102.0 Tarification de l'eau potable au m3 pour 120m3 au 01/01/N+1 pour l'année 2025			
Part communale et intercommunale			
VP.191	Montant de la part fixe (Abonnement) revenant à la collectivité	**26,36**	€HT/an
	Montant de la part variable (Consommation) revenant à la collectivité : Prix unitaire de 0 à 120 m³	**0,7282**	€HT/m³
VP.178	**Montant total HT de la facture 120m³ revenant à la collectivité** *(abonnement + consommation x 120)*	**113,74**	**€HT/120m³**
Part distributeur (délégataire)			
VP.190	Montant de la part fixe (Abonnement) revenant au délégataire	**34,56**	€HT/an
	Montant de la part variable (Consommation) revenant au délégataire : Prix unitaire de 0 à 120 m³	**0,3604**	€HT/m³
VP.177	**Montant total HT de la facture 120m³ revenant au délégataire** *(abonnement + consommation x 120)*	**77,81**	**€HT/120m³**
Taxes des organismes publics			
VP.215	Redevance Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau)	**0,1000**	€HT/m³
VP.345	Redevance Consommation part Consommation (Agence de l'eau)	**0,0400**	€HT/m³
VP.346	Redevance Consommation part Performance (Agence de l'eau)	**0,3900**	€HT/m³
VP.219	Autres taxes et redevances applicables sur le tarif (hors TVA)	**0,0000**	€HT/m³
VP.213	Taux de TVA applicable sur l'ensemble de la facture	**5,5%**	%
VP.179	**Montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³** *(VP.215+VP.346+VP.345+VP.219) x 120 x (1+VP.213/100) + (VP.177+VP.178) x VP.213/100*	**77,63**	**€TTC/120m³**
	Montant total d'une facture 120m³ TTC au 1er janvier de l'année N+1	**279,32**	**€TTC/120m³**
D102.0	**Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 au 1er janvier de l'année N+1**	**2,33**	**€TTC/m³**
VP.185	Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année 2024 au 31/12/2025	**826 636**	€TTC
DC.184	Montant HT des recettes liées à la facturation pour 2025 (hors travaux)	**0**	€HT

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Qualité de l'eau Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité		
P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les paramètres microbiologiques		
P101.1a	Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques	**21**
P101.1b	Nombre de prélèvements non conformes microbiologiquement	**0**
P101.1	**Conformité microbiologique de l'eau distribuée (La donnée est fournie à titre indicatif. La valeur communiquée par l'ARS prévaut.)**	**100%**
P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les paramètres physico-chimiques		
P102.1a	Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques	**23**
P102.1b	Nombre de prélèvements non conformes physico-chimiquement	**0**
P102.1	**Conformité physico-chimique de l'eau distribuée (La donnée est fournie à titre indicatif. La valeur communiquée par l'ARS prévaut.)**	**100%**
DC.192	Nature des ressources utilisées (part des eaux souterraines) *Rapport en pourcentage entre les volumes prélevés par pompage sur volumes prélevés total moins les imports*	Voir les données Agence de l'EAU

Réseau			
P104.3 Rendement du réseau de distribution			
Production propre du service (Volumes sur la période de relève ramenés sur 365 jours)			
VP.059	Total des Volumes produits	**683 596**	m^3
VP.060	Total des Volumes importés	**0**	m^3
VP.061	Total des Volumes exportés	**0**	m^3
VP.232	Total des Volumes consommés comptabilisés	**419 588**	m^3
VP.063	- Volumes consommés comptabilisés domestique	**415 928**	m^3
VP.201	- Volumes consommés comptabilisés non domestique	**3 660**	m^3
VP.221	Volumes consommés sans comptage	**16 300**	m^3
VP.220	Volumes de service du réseau	**2 117**	m^3
Rendement du réseau de distribution			
VP.077	Linéaire de réseau hors branchement	**56,899**	Km
VP.235	Y a-t-il eu une variation importante des ventes d'eau de votre service par rapport aux années précédentes ?	-	Oui si + de 5% Non si – de 5%
VP.056	Nombre total d'abonnés (abonnements)	**3 089**	ab
VP.228	**Densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnements au kilomètre)**	**54**	**ab/Km**
P104.3	**Rendement du réseau de distribution**	**64,07%**	
P105.3	**Indice linéaire des volumes non comptés**	**12,71**	**m^3/Km /j**
P106.3	**Indice linéaire de pertes en réseau**	**11,83**	**m^3/Km/j**
Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable			
VP.141	Linéaire de réseaux renouvelés au cours de l'année (quel que soit le financeur)	**0**	Km
VP.140	Linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur) sous réserve des informations en notre possession	**0,803**	Km
VP.077	Linéaire de réseau hors branchement	**56,899**	Km
DC.195	Montant financier HT des travaux engagés pour l'année	**Voir le CARE**	€HT
P107.2	**Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable**	**0,28**	**%**

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

P103.2B : Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux				
Condition d'acquisition	**Code SISPEA**	**Descriptif**	**Résultats**	**Note**
PARTIE A : Plan des réseaux				
Sur 10 points	VP.236	Existence d'un plan du réseau d'eau potable pour l'année 2025	**OUI**	10 points
Sur 5 points	VP.237	Mise à jour au moins annuelle des plans du réseau d'eau potable	**OUI**	5 points
		Total Partie A : (Sur 15 points)	**15 points / 15 points**	
PARTIE B : Inventaire des réseaux				
	VP.238	Inventaire avec mention de la catégorie de l'ouvrage	**OUI**	
	VP.240	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux d'eau potable à partir d'une procédure formalisée pour les informations relatives aux tronçons de réseaux.	**OUI**	
Si les 2 conditions précédentes sont « Oui » alors les indicateurs suivants ont 10 points chacun. Les 5 points restants sont répartis ainsi : <60%=0 ; >60%=1 ; >70%=2 ; >80%=3 ; >90%=4 ;>95%=5 points				
Sur 15 points	VP.239	**Pourcentage de connaissance des informations structurelles**	**96,99%**	15 points
	-	Linéaire de réseau d'eau potable avec diamètre / matériau renseigné pour l'année 2025	**55,189**	Km
Sur 15 points	VP.241	**Pourcentage de connaissance de l'âge des canalisations**	**90,92%**	14 points
	-	Linéaire de réseau d'eau potable avec période de pose renseignée pour l'année 2025	**51,73**	Km
Pour évaluer :	-	Linéaire total de réseau d'eau potable pour l'année 2025	**56,899**	Km
		Total Partie B : (Sur 30 points)	**29 points / 30 points**	
Pour comptabiliser le total de la partie B, la partie A doit être à 15 points				
PARTIE C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux				
Sur 10 points	VP.242	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes du réseau d'eau potable	**OUI**	10 points
Sur 10 points	VP.243	Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques	**OUI**	10 points
Sur 10 points	VP.244	Localisation des branchements du réseau d'eau potable	**NON**	0 points
Sur 10 points	VP.245	Un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau	**OUI**	10 points
Sur 10 points	VP.246	Un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau	**OUI**	10 points
Sur 10 points	VP.247	Localisation et identification complète des interventions sur le réseau d'eau potable	**OUI**	10 points
Sur 10 points (conditionnel)	VP.248	**Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations**	Si les 2 conditions suivantes sont « Oui »	0 points
	-	Existence d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations en eau potable	**OUI**	
	-	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations en eau potable	**OUI**	
Sur 5 points	VP.249	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux.	**OUI**	5 points
		Total Partie C : (Sur 75 points)	**65 points / 75 points**	
Pour comptabiliser le total de la partie C, la somme des parties A+B doit être à minima de 40 points				
	P103.2B	**VALEUR DE L'INDICE**	**109 points / 120 points**	

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Abonnés			
VP.056	Nombre d'abonnés (abonnements) total	**3 089**	Ab
	- Dont nombre d'abonnés (abonnements) domestiques	**3 069**	Ab
	- Dont nombre d'abonnés (abonnements) non domestiques	**20**	Ab
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis (selon données INSEE N-2)	**5 948**	Hab
VP.229	Ratio du nombre d'habitants par abonnement	**1,93**	Habitants/abonnements
VP.020	Nombre d'interruptions de service non programmées	**1**	
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées pour 1000 abonnements	**0,32**	‰
P152.1	Taux de respect du délai d'ouverture	**100**	%
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini par le service	**2**	jours
VP.003	Nombre de réclamations écrites reçues par le délégataire	**2**	
VP.152	*Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité*	*Cette donnée relève de la responsabilité de la collectivité*	
P155.1	**Taux de réclamations pour 1000 abonnements**	**0,65**	**°/₀₀**

Gestion financière			
VP.119	Somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)	**0**	€HTVA
VP.232	Volumes consommés comptabilisés (sur la période de relève ramenés sur 365 jours)	**419 588**	m³
VP.063	- Volumes consommés comptabilisés domestique (sur la période de relève ramenés sur 365 jours)	**415 928**	m³
VP.201	- Volumes consommés comptabilisés non domestique (sur la période de relève ramenés sur 365 jours)	**3 660**	m³
Les données suivantes relèvent de la responsabilité de la collectivité :			
VP.182	*Encours total de la dette*		*€*
VP.183	*Epargne brute annuelle*		*€*
P153.2	*Durée d'extinction de la dette de la collectivité*		
VP.268	Montant restant impayés au 31/12/2025 sur les factures émises au titre de l'année 2024	**26 833,29**	€TTC
VP.185	Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année 2024 au 31/12/2025	**826 636**	€TTC
P154.0	**Taux d'impayés sur les factures d'eau**	**3,25**	**%**

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026



11 PRESENTATION DE L'ENTREPRISE

Préserver la ressource la plus précieuse de notre planète

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

NOTRE RAISON D'ETRE, NOTRE BOUSSOLE A LONG TERME

La raison d'être de notre entreprise est de militer pour que tous les acteurs (municipalités, industriels, citoyens, agriculteurs, associations, société civile dans son ensemble) accordent à l'eau la valeur qu'elle mérite. Au-delà de notre métier d'origine, gérer l'eau de façon responsable, en qualité et en quantité suffisantes, nous nous engageons à agir et à convaincre, afin qu'ensemble, nous investissions pour économiser l'eau et que nous inventions de nouveaux modèles pour préserver la ressource la plus précieuse de notre planète. »

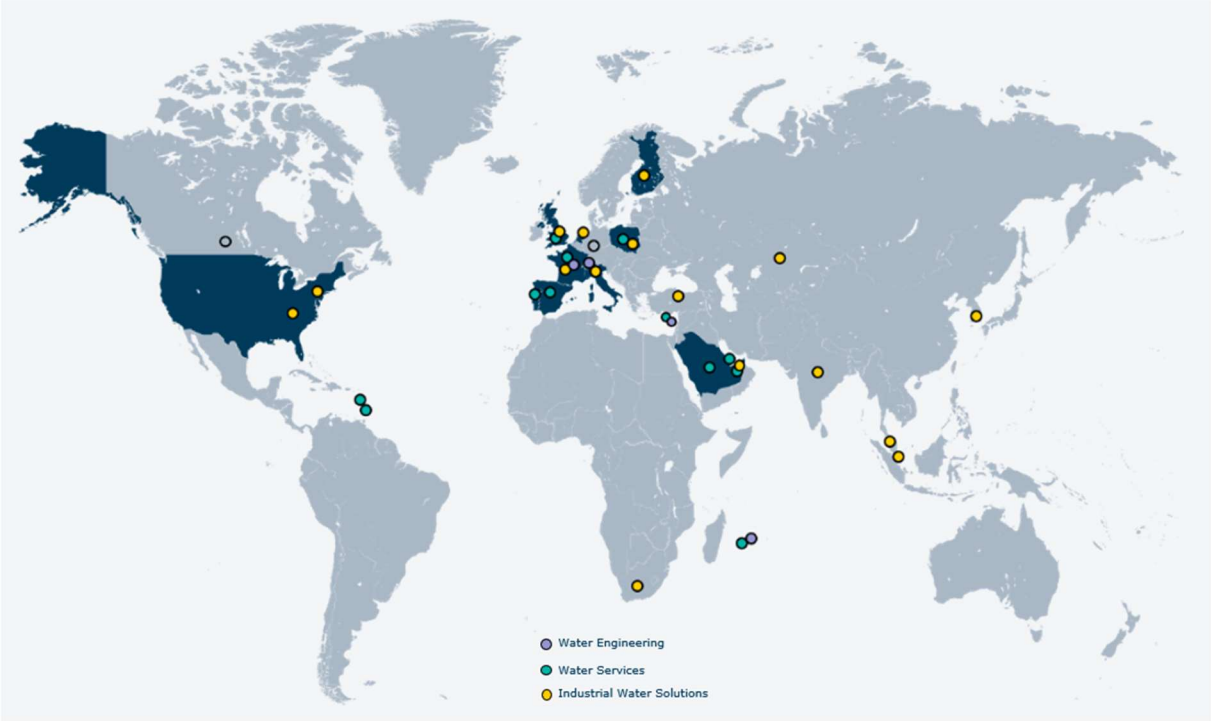
Lutter contre le stress hydrique mondial grâce à une approche client personnalisée

Les fortes précipitations, les cyclones, les sécheresses, les inondations, ou encore les variations de qualité de l'eau constituent autant de défis qui appellent des solutions adaptées.

Le Groupe Saur, acteur exclusif du secteur de l'eau en France et à l'international met son expertise au service de territoires très divers et contribue, sur plusieurs continents, à relever les défis du stress hydrique.

Doté d'une présence forte en **Péninsule ibérique, à Chypre, aux Antilles, au Moyen-Orient** et dans d'autres régions, Saur est un opérateur de pointe en infrastructures et en technologies hydriques**. En France**, Saur est le premier fournisseur d'eau des zones rurales confrontées à des enjeux majeurs de disponibilité et de qualité de la ressource.

En **Amérique du Nord comme en Europe,** le Groupe est un leader reconnu en solutions technologiques de pointe pour ses clients industriels.



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

4 POLES POUR AGIR SUR CHAQUE ETAPE DU CYCLE DE L'EAU :

Municipal Water Services

- Gestion complète du service public de l'eau et/ou de l'assainissement, selon différents modèles contractuels (délégation, affermage, régie intéressée, PPP).
- Conception, entretien et modernisation des installations et systèmes de traitement de l'eau potable et des eaux usées.
- Prise en charge de la relation avec les usagers et du suivi des abonnements, de la qualité de service et de la satisfaction client.

Water Engineering

- Conception et réalisation d'ouvrages de traitement de l'eau potable et des eaux usées, en France et à l'international.
- Ingénierie technique, études, maîtrise d'œuvre et pilotage de projets clés en main.
- Développement de solutions innovantes et durables répondant aux enjeux climatiques et aux besoins locaux.

Industrial Water Solutions

- Solutions sur mesure pour la gestion et le traitement des eaux industrielles, adaptées aux spécificités de chaque secteur (agroalimentaire, chimie, énergie, etc.).
- Conception, exploitation et optimisation d'installations visant à améliorer la performance environnementale et opérationnelle des sites.
- Services contractuels flexibles (BOT, BOOT, O&M, etc.) intégrant innovation, conformité réglementaire et économie circulaire.

Saur Services

- Offre complémentaire aux activités cœur de métier, pour renforcer chaque étape du cycle de l'eau.
- Services spécialisés pour les collectivités, les industriels et les promoteurs : hydrocurage, valorisation des boues, réutilisation des eaux grises, gestion et traitement des déchets, etc.
- Solutions ciblées pour renforcer la résilience des territoires et accompagner la transition écologique.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

saur France

ACCELERATEUR DE LA TRANSITION HYDRIQUE

Nous travaillons quotidiennement pour faire en sorte que ceux que nous desservons disposent de l'eau dont ils ont besoin, en quantité et en qualité adéquates.

Nous nous engageons pour la sobriété en amont et l'optimisation en aval, où chaque goutte d'eau prélevée est une goutte d'eau utile.



Nos forces pour une performance durable

Nos Centres de Pilotage Opérationnel (CPO) sont présents sur tout le territoire pour faciliter, optimiser et moderniser la gestion de l'eau par les collectivités.

Le CPO, c'est tout d'abord des milliers de capteurs judicieusement installés qui vont récolter, qualifier et détecter la moindre anomalie ou défaillance sur les installations.

Toutes ces données sont alors centralisées au CPO, véritable cerveau garant de chaque opération menée sur les installations.



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

LA RESPONSABILITE SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE (RSE)

Pour un impact positif sur la société et l'environnement

Si notre raison d'être, #MissionWater, est la boussole qui guide nos choix stratégiques, notre feuille de route RSE - Responsabilité Sociétale de l'Entreprise - en est son incarnation opérationnelle. Guidés par des engagements RSE concrets, nous accélérons notre transformation pour vous proposer des modèles plus durables et plus résilients de gestion et d'usage de la ressource en eau.

Preuve de son engagement Saur a **lié sa performance financière à sa performance RSE** : en réalisant l'émission d'obligations durables, via notamment l'émission des premières Obligations Bleues du marché privé tricolore qui lient le coût de financement de notre dette à l'atteinte d'objectifs RSE sur le climat, la diversité et la transition hydrique.

Auditée chaque année, notre expertise RSE est garantie par **nos certifications ISO sur les 4 volets Qualité - Sécurité – Environnement - Énergie** et par **Ecovadis,** Agence référente pour l'évaluation de la performance de la **Responsabilité Sociétale de l'Entreprise.**

Des enjeux environnementaux

Le cœur de notre savoir-faire

Améliorer les rendements et optimiser l'assainissement : deux priorités pour conjuguer performance opérationnelle et respect de l'environnement.

Agir pour le climat

Nous accompagnons la transition énergétique et climatique des territoires. Notre objectif : réduire de 15 % nos émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation d'électricité (scopes 1 et 2) d'ici 2032. Pour atteindre cette ambition, nous activons neuf leviers majeurs, dont la décarbonation de la mobilité, le développement et l'approvisionnement à 100 % en énergies renouvelables, l'amélioration des rendements des usines et réseaux, l'optimisation des processus d'assainissement et la décarbonation de notre chaîne d'approvisionnement. À horizon 2050, nous visons le "net zero".

Décarboner la mobilité

Saur France a par exemple engagé une politique d'électrification de sa flotte de véhicules légers, avec l'objectif d'atteindre un taux de 40% du parc en véhicules électriques, d'ici 2030.

Décarboner la consommation d'électricité

En complément d'actions d'efficacité énergétique, depuis 2023, SAUR a déployé une stratégie de décarbonation de sa consommation d'électricité. Ainsi, 100% de la consommation du Groupe est couverte par l'achat de certificats de garantie d'origine renouvelable.

SAUR accélère également la mise en place de projets de production d'électricité in-situ, avec par exemple l'inauguration de 25 nouvelles centrales solaires en 2025, soutenue par la création d'une cellule interne dédiée. Ces solutions permettent de produire de l'électricité verte, locale, et de limiter l'impact de potentielles futures crises énergétiques.

Notre enjeu est de consommer moins mais également mieux. Grâce à l'effacement électrique et à la tarification en « spot », SAUR peut ajuster ses usages pour soutenir le réseau national en période de tension. En été, consommer en journée est plus avantageux, car l'électricité solaire y est plus abondante, moins chère et moins carbonée qu'en heures creuses nocturnes.

Des enjeux sociaux

Assurer la sécurité des collaborateurs



La santé et la sécurité sont des valeurs fondamentales chez Saur, avec un objectif unique : zéro accident. L'entreprise déploie une politique proactive incluant :

- Formations et tests sur les 10 règles vitales pour les équipes terrain.
- Formation continue et vigilance partagée : chaque collaborateur est acteur de sa sécurité et celle des autres.
- Événements annuels (*Safety Event*) et journées sécurité pour sensibiliser à la prévention, aux risques métiers, au bien-être et aux gestes de secours.
- Intégration sécurisée des nouveaux arrivants via un accompagnement structuré par des mentors pendant 6 mois.
- Engagement fort : respect strict des procédures, management impliqué, traitement des presqu'accidents et promotion d'une culture sécurité.

Contribuer à l'insertion et l'emploi local

Chez Saur, nous plaçons le développement et l'épanouissement de nos talents au cœur de nos priorités. Former, accompagner et faire grandir les jeunes générations, c'est aussi contribuer à l'ancrage territorial de notre entreprise. Nous facilitons l'accès à l'emploi pour tous, via le recrutement sans période d'essai, des partenariats avec des acteurs locaux, des missions auprès d'ESAT, et la participation régulière à des événements emploi.

Saur s'engage aussi pour la formation locale, en accueillant des jeunes en stage ou alternance, organisant des visites de sites et menant des actions de

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

sensibilisation scolaire pour mieux faire connaître les métiers et les enjeux de l'eau.

Favoriser la mixité et l'égalité

Depuis 2009, Saur est signataire de la charte de la diversité de l'IMS. La Charte de la diversité contribue à développer un management respectueux des différences et fondé sur la confiance. Elle améliore la cohésion des équipes, source d'un meilleur vivre ensemble et donc de performances.
Saur favorise la diversité et la parité via des politiques actives et une démarche continue pour l'égalité professionnelle. Depuis plusieurs année, Saur obtient la note globale de **99/100** pour **l'index de l'égalité professionnelle Femmes-Hommes** défini par le ministère du travail.

Favoriser l'inclusion

Le Groupe SAUR a signé en 2025 une convention de partenariat avec l'Agefiph (Association chargée de soutenir le développement de l'emploi des personnes en situation de handicap), afin de renforcer son accompagnement en matière de recrutement, de maintien dans l'emploi et de sensibilisation au handicap. Ainsi, par exemple, 100 % des recruteurs de Saur ont été sensibilisés au handicap.

Valoriser l'engagement professionnel

Un partenariat national avec le SDIS permet à nos collaborateurs de concilier leurs missions chez Saur et leur engagement comme sapeurs-pompiers volontaires, renforçant ainsi la sécurité des territoires et la solidarité au sein de nos équipes

Sensibiliser à la RSE

À l'occasion de la semaine du développement durable, plus de 1 700 collaborateurs ont participé à un challenge RSE collectif, via une application dédiée favorisant les éco-gestes, la mobilité douce et la sensibilisation aux enjeux environnementaux.

Des enjeux sociétaux

Accompagner les clients fragiles et donner un accès équitable à l'eau

Nous veillons à garantir l'accès au service pour tous, en adaptant nos modalités d'accompagnement aux situations de fragilité, notamment par la possibilité de plans de paiement personnalisés et la généralisation de prélèvements mensuels pour mieux gérer le budget. Nous multiplions également les actions de sensibilisation à la maîtrise des consommations d'eau.
Les conseillers clientèle sont également formés à l'accueil des personnes en situation de handicap, par notamment l'application des pratiques recommandées dans le guide élaboré par le ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires « Bien accueillir les personnes handicapées ».

Réaliser des achats durables

Nous privilégions les achats locaux et responsables, en intégrant systématiquement des critères de développement durable et en favorisant les acteurs de l'économie sociale et solidaire dans nos partenariats.

Solidarité & Engagement



Notre fonds Saur Solidarités soutient, via l'engagement de nos collaborateurs, des projets favorisant l'accès à l'eau, l'insertion et l'aide aux personnes en situation de handicap, en partenariat avec les associations locales.

Éthique et conformité

Saur garantit la transparence et l'intégrité de ses pratiques via sa certification ISO 37 001 et des programmes de formation à l'éthique et à la lutte contre la corruption. Un dispositif de signalement sécurisé est mis à disposition de tous les collaborateurs et partenaires.

Neutralité & Service public

Conformément aux dispositions de la Loi n°2021-1109 du 24 août 2021, nous sommes tenus d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. A cette fin, nos collaborateurs sont tenus lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, de s'abstenir notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, de traiter de façon égale toutes les personnes et de respecter leur liberté de conscience et leur dignité.
Dans le cadre du dispositif de signalement public de Saur, un processus spécifique a été ajouté pour remonter les manquements éventuels concernant la neutralité du service public.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

ANNEXES COMPLEMENTAIRES

ATTESTATIONS D'ASSURANCES

Attestation Dommages aux Biens

Docusign Envelope ID: 6D7AF395-DF16-8677-8040-81E75E80023C

XL Insurance

ATTESTATION D'ASSURANCE

XL Insurance Company SE, Tour Majunga – La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 PUTEAUX, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 6416866, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), en sa qualité d'Apériteur ou de Société apéritrice, agissant tant pour son compte que pour celui des autres sociétés ayant la qualité d'Assureur du contrat d'assurance visé ci-dessous atteste que la société :

SAUR SAS
11 Chemin de Bretagne
CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

A souscrit auprès de notre Société un contrat d'assurance Dommages et Pertes d'exploitation portant le n° **FR00046587PR** (LCI : 19.900.000 EUR).

Ce contrat garantit l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers :

- En propriété ou loués,
- Vendus avec une clause de réserve de propriété,
- Appartenant à autrui, lorsque l'assuré en est, à titre onéreux ou gratuit, utilisateur, occupant, gardien ou détenteur à quelque titre que ce soit,
- Appartenant au personnel de l'Assuré, lorsque que lesdits biens sont situés dans les établissements assurés,
- Tous titres de paiement désignés sous le titre générique de valeurs,

Ainsi que les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les évènements suivants :

Incendie, Foudre, Explosions, Implosions et électricité, Chute d'appareils de navigation aérienne et franchissement du mur du son, Tempêtes, ouragans, cyclones, tornades, Grêle, chute et/ou poids de la neige et/ou de la glace, Ruissellement d'eau, de boue ou de lave, Glissements et effondrements de terrains, Inondation, Séismes, Eruption volcanique, Raz-de-marée, Chocs de véhicules terrestres à moteur, Fumées, Bris de glaces, Dégâts des eaux, Emeutes, Mouvements populaires, Vandalisme, Malveillance, Sabotage, Terrorisme et Attentats en France (art.L126-2 et L126-3 du Code des Assurances), Vol, Détériorations immobilières consécutives à un vol ou une tentative de vol, Gel (dommages aux installations), Bris de Machines, Catastrophes naturelles (art.L125-1 et suivants du Code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions du contrat cité en référence ci-dessus.

La présente attestation d'assurance, valable du 1er Avril 2026 au 31 Mars 2027 inclus, *sous réserve du paiement de la prime, est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager les assureurs au-delà des limites de garanties de la police à laquelle elle se réfère*

Fait à Puteaux, le 1 avril 2026

Signed by:
XL CATLIN SERVICES SE
066E1026E8D64F9...

XL Insurance Company SE
Tour Majunga – La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 PUTEAUX
Telephone: +33 1 56 92 80 00 **axaxl.com**

XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 6416686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie)
XL Insurance Company SE, Succursale française : Tour Majunga – La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 PUTEAUX , enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927.
Directors: X. Veyry (FR), D. Guest, D. Palici-Chehab (FR), J. O'Neill, H. Browne, P.H. Rastoul (FR)

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Responsabilité civile

Allianz

Attestation d'Assurance

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

SAUR SAS
11, Chemin de Bretagne - CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL002815** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Responsabilité Civile Exploitation			
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)	20 000 000	EUR	Par sinistre et par année d'assurance
Responsabilité Civile Après Livraison			
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)	20 000 000	EUR	Par sinistre et par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.
Période d'assurance du 01/04/2026 au 31/03/2027

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 31/03/2026

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :

S. PERREAU
Allianz
Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet
CS 30051
92076 Paris La Défense
487 424 608 RCS Nanterre

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Attestation Responsabilité civile décennale obligatoire (bâtiment)

GENERALI

ATTESTATION D'ASSURANCE

L'entreprise d'assurance GENERALI Iard, dont le siège social est situé89 rue Taitbout - 75009 Paris, atteste que :

STE SAUR
11, CHEMIN DE BRETAGNE
CS40082
92442 ISSY MOULINEAUX CEDEX
SIREN 339.379.984

est titulaire d'un contrat d'assurance de responsabilité de nature décennale n° **AP392620** pour la période de validité **du 01/01/2026 au 31/12/2026** couvrant les activités professionnelles suivantes :

ENTREPRISE GÉNÉRALE
Réalisation de la totalité des travaux d'une opération de construction réalisés en tout ou partie par le personnel d'exécution de l'entreprise.

TERRASSEMENT
Défrichement, remise à niveau des terres, réalisation à ciel ouvert de creusement et de blindage de fouilles provisoire dans des sols, ainsi que des travaux de rabattement de nappes nécessaires à l'exécution des travaux, de remblai, d'enrochement non lié et de comblement (sauf des carrières) ayant pour objet soit de constituer par eux-mêmes un ouvrage soit de permettre la réalisation d'ouvrages. Cette activité comprend les sondages et forages.

VOIRIES RÉSEAUX DIVERS (V.R.D.)
Réalisation de réseaux de canalisations, de tous types de réseaux enterrés ou aériens, de systèmes d'assainissement autonome, de voiries, de poteaux et clôtures.
Réalisation d'espaces verts, y compris les travaux complémentaires de maçonnerie.
Cette activité comprend les travaux accessoires ou complémentaires de terrassement et de fouilles.

CONTRACTANT GENERAL
Réalisation d'une opération de construction portant sur la maitrise d'oeuvre et l'exécution des travaux tous corps d'état, cette exécution étant donnée intégralement en sous-traitance.
Ces marchés sont pris uniquement dans le cadre de réalisation d'ouvrage de :
Voiries Réseaux Divers:
- réseaux et canalisation d'eau potable ou incendie,
- réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales,
- les ouvrages de voiries y compris fondations et terrassements

Ouvrages d'hygiène publique :
- stations de pompage, réservoirs et château d'eau,
- stations d'épuration des eaux usées et résiduaires,
- Usines de traitement de résidus ou d'effluents urbains,
- Collecteurs d'eaux usées ou pluviales,
- Usines de traitement d'eau potable,
- ouvrages liés à des opérations de traitement et de valorisation des déchets dont la construction d'unité de tri, compostage, incinération, plateforme de traitement de boues.

1.PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

GENERALI
Generali Iard, Société anonyme au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_01NBYI
Generali Vie, Société anonyme au capital de 341 059 488 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_01NBYI
Generali Retraite, Société anonyme au capital de 213 541 820 euros - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des assurances - 880 265 418 RCS Paris - UDI ADEME FR232327_01NBYI
Siège social : 89 rue Taitbout - 75009 Paris - Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

• aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.

• aux travaux réalisés en France Métropolitaine ou dans les Départements d'Outre-Mer.

• aux chantiers dont le coût total de construction TTC tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 15.000.000 €.

• aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P[1] ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P[2],

pour des procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
- d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Évaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P[3] ,
- d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEx) avec avis favorable,
- d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

([1]) Les Règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en oeuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).
([2]) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 ») sont consultables sur le site internet du programme RAGE (www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr) et les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).
([3]) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

2.ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie

Generali Iard, Société anonyme au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_01NBYI
Generali Vie, Société anonyme au capital de 341 059 488 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_01NBYI
Generali Retraite, Société anonyme au capital de 213 541 820 euros - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des assurances - 880 265 418 RCS Paris - UDI ADEME FR232327_01NBYI
Siège social : 89 rue Taitbout - 75009 Paris - Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code. La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires. Elle est gérée en capitalisation.	○ **En Habitation :** Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage. ○ **Hors habitation :** Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances. ○ **En présence d'un CCRD :** Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.
Durée et maintien de la garantie	
La garantie couvre, pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3.GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.	6.000.000 € par sinistre
Durée et maintien de la garantie	
Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.	

Fait pour servir et valoir ce que de droit à PARIS, le 02/01/2026

Generali Iard, Société anonyme au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_01NBYI
Generali Vie, Société anonyme au capital de 341 059 488 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_01NBYI
Generali Retraite, Société anonyme au capital de 213 541 820 euros - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des assurances - 880 265 418 RCS Paris - UDI ADEME FR232327_01NBYI
Siège social : 89 rue Taitbout - 75009 Paris - Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

GENERALI

Generali Iard
89 rue Taitbout
75009 Paris
Entreprise régie par le Code des Assurances
RCS PARIS B 552 062 663

GENERALI

Generali Iard, Société anonyme au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_01NBYI
Generali Vie, Société anonyme au capital de 341 059 488 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_01NBYI
Generali Retraite, Société anonyme au capital de 213 541 820 euros - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des assurances - 880 265 418 RCS Paris - UDI ADEME FR232327_01NBYI
Siège social : 89 rue Taitbout - 75009 Paris - Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Attestation Responsabilité civile Atteinte à l'Environnement

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, AIG Europe SA - Succursale pour la France – Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets,92913 Paris La Défense Cedex, attestons par la présente que

SAUR SAS
11 Chemin de Bretagne - CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales, sont assurés par la police n° **7 201 983**, souscrite par SAUR SAS contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant leur incomber en raison d'atteintes à l'environnement soudaines et accidentelles et/ou graduelles, de nuisances, de préjudice écologique ou de dommages environnementaux imputables à l'exercice de leurs activités et sites visés au contrat.

Garanties et limites :

Garanties	Limites par sinistre	Limites pour la période de garantie *
Tous dommages confondus :	**25.000.000 €**	**25.000.000 €**
- **dont Garantie Responsabilité Civile (A)** *y compris au titre du* ***préjudice écologique***	25.000.000 €	25.000.000 €
- *dont dommages matériels et immatériels*	*25.000.000 €*	*25.000.000 €*
- *dont dommages aux biens confiés et biens des préposés*	*5.000.000 €*	*15.000.000 €*
- *dont préjudice écologique du fait des produits, ouvrages ou déchets livrés*	*10.000.000 €*	*25.000.000 €*
- **dont Garantie Responsabilité Environnementale (B)**	15.000.000 €	15.000.000 €
- *dont dommages environnementaux en l'absence de pollution*	*15.000.000 €*	*15.000.000 €*
- **dont Garantie Frais de dépollution du Site (C)**	15.000.000 €	15.000.000 €
- *dont frais de décontamination et reconstruction y compris suite à une pollution subie*	*5.000.000 €*	*15.000.000 €*
- *dont frais relatifs à une pollution subie*	*15.000.000 €*	*15.000.000 €*
- **dont Garantie Frais de Prévention de dommages garantis (D)**	25.000.000 €	25.000.000 €
- **dont pour tout dommage ou tout frais généré par les substances perfluoroalkylées et/ou polyfluoroalkylées (PFAS) ou par tout produit qui résulterait de leur dégradation.**	2.500.000 €	2.500.000 €
- **dont garanties relevant de l'annexe « Etudes et travaux »**	25.000.000 €	25.000.000 €
- **dont garantie du fait des activités d'épandage de boue**	5.000.000 €	15.000.000 €
- **dont dommages causés par l'amiante** selon les dispositions de l'article 12.1. ci-après	2.500.000 €	5.000.000 €
- **dont extension communication de crise en cas de fait de pollution ou de dommages environnementaux garantis**	150.000 €	500.000 €

** il est rappelé que la capacité est accordée en une seule enveloppe pour la* ***période d'assurance*** *sans renouvellement annuel des capacités.*

Il est rappelé que sont inclus pour chaque garantie les Frais de défense associés (sans préjudice des dispositions de l'article 3.1.6. des Conditions générales relatif aux frais de défense lors de la mise en cause de la Responsabilité des dirigeants).

Territorialité : Monde hors Etats-Unis et Canada

Cette attestation est délivrée pour la période du **1er avril 2026** au **1er avril 2029 à zéro heure** pour servir et valoir ce que de droit. Elle est valable dans la seule limite des montants et conditions de garantie, franchises et exclusions du contrat précité et n'implique qu'une présomption de garanties à la charge de l'assureur sous réserve des règlementations locales applicables.

En cas de sinistre, les sommes dues par l'assureur au titre de la police citée ci-dessus seront payées au souscripteur du contrat.

Fait à Paris La Défense le 30 mars 2026

AIG Europe SA
Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets,
CS 60234 - 92913 Paris La Défense Cedex
Tel : 01 49 02 42 22
Facsimile: 01 49 02 44 04

AIG Europe S.A. – compagnie d'assurance au capital de 47 176 225 euros, immatriculée au Luxembourg (RCS n° B 218806).
Siège social : 35 D Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg.
Succursale pour la France : Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets, 92400 Courbevoie - RCS Nanterre 838 136 463
Adresse Postale : Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets, CS 60234, 92913 Paris La Défense Cedex - Téléphone : +33 1.49.02.42.22 - Facsimile : +33 1.49.02.44.04.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Attestation Tous risques chantiers

GENERALI Iard

Police Tous Risques Chantier / Tous Risques Montage Essais

Police N° AH 116929 - Attestation

Assuré :
SAUR SAS
11 Chemin de Bretagne - CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

Police n° AH 116929

Période de validité :	Du 1er avril 2026 au 31 mars 2027
Fonctionnement de la garantie :	L'assurance s'applique aux marchés qui, au 1er avril 2026, sont en cours d'exécution ou de maintenance et/ou aux marchés dont l'exécution commencera après cette date, dès lors que, pour chaque chantier : • le coût estimé est inférieur à 40 000 000 euros. • la durée des travaux est inférieure à 40 mois • la durée des essais n'excède pas 12 mois Après réception (période de maintenance), les garanties se poursuivent sur une période de 12 mois.
Biens Assurés :	Tous travaux de construction, extension, réhabilitation, etc. de stations d'épuration, installations de traitement des eaux, usines de traitement de déchets, installations de traitement des résidus d'épuration, y compris par incinération.
Etendue de la garantie :	La prise en charge des frais de remplacement et/ou de remise en état des biens assurés et/ou de tout ou partie de ceux-ci qui seraient physiquement endommagés, détruits ou perdus de quelque manière et pour quelque cause que ce soit, sous réserve des exclusions spécifiques dans le contrat.
Territorialité :	Site du chantier ou abords immédiats pour les aires d'entreposage, pour des chantiers situés dans le monde entier, à l'exception : • des ETATS-UNIS D'AMERIQUE, CANADA et AUSTRALIE • des pays sous embargo, et notamment des pays suivants : CORÉE DU NORD, SYRIE, CRIMÉE, IRAN et VENEZUELA

La présente attestation est valable pour la période du 1er avril 2026 au 31 mars 2027.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager **GENERALI Iard** au-delà des clauses, conditions et limites du contrat d'assurance auquel elle se réfère.

Fait à Paris, le 24 mars 2026

GENERALI Iard
SA au capital de 91 331 300 Euros
Entreprise régie par le Code des Assurances
Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris
RCS Paris B 552 062 663

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

INVENTAIRE

83064CO00001 - GAREOULT -CS+STAB 01 rue fontaine de Clastres - ZV vers ZB

83064CO00001-9000-15 - ELECTRICITE BASSE TENSION

Code	Libellé	Marque
GPR00000344	Coffret de protection	-
KST00066881	Equipement télégestion	SOFREL

83064CO00001-9500-25 - EQUIPEMENTS DE MESURE

Code	Libellé	Marque
GRC02207694	Tampon plein	-
ICA00032007	Capteur de pression	-
IQE00037531	8359CS001_Garéoult_Cpt secto rue Fontaine de Clastres	ACTARIS
VAN02746327	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
XTU00073034	Canalisation INOX	-
XTU00073035	Canalisation INOX	-

83064CO00001-9500-28 - EQUIPEMENTS DES REGULATION HYDRAULIQUE

Code	Libellé	Marque
VAN02746326	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VDA00046783	Vanne de stabilisation de pression	-
XTU00073032	Canalisation INOX	-
XTU00073033	Canalisation INOX	-

83064CO00002 - GAREOULT - CS 02 - chemin des Clos - ZO vers ZB

83064CO00002-9000-01 - ELECTRICITE BASSE TENSION

Code	Libellé	Marque
GPR00000345	Coffret de protection	-
KST00066882	Equipement télégestion	SOFREL

83064CO00002-9500-01 - EQUIPEMENTS DE MESURE

Code	Libellé	Marque
GRC02207695	Tampon plein	-
ICA00032008	Capteur de pression	-
IQE00037530	8359CS002_Garéoult_Cpt secto ch. des Clos ZO vers ZB	ACTARIS
VAN02746329	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
XTU00073038	Canalisation INOX	-
XTU00073039	Canalisation INOX	-

83064CO00002-9500-18 - EQUIPEMENTS DES REGULATION HYDRAULIQUE

Code	Libellé	Marque
VAN02746328	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VDA00046784	Boîte à crépine	BAYARD
VDR00029996	Vanne de stabilisation de pression	BAYARD
XTU00073036	Canalisation INOX	-
XTU00073037	Canalisation INOX	-

83064CO00003 - GAREOULT - CS 03 - ch. des Chaberts - ZO vers ZV

83064CO00003-9000-01 - ELECTRICITE BASSE TENSION

Code	Libellé	Marque
GPR00000346	Coffret de protection	-
KST00066883	Equipement télégestion	SOFREL

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

83064CO00003-9500-01 - EQUIPEMENTS DE MESURE

Code	Libellé	Marque
GRC02207696	Tampon plein	-
ICA00032009	Capteur de pression	-
IQE00037529	8359CS003_Garéoult_Cpt secto ch. des Chaberts ZO vers ZV	ITRON
XTU00073044	Canalisation INOX	-
XTU00073045	Canalisation INOX	-

83064CO00003-9500-10 - EQUIPEMENTS DES REGULATION HYDRAULIQUE

Code	Libellé	Marque
VAN02746330	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	PAM
VAN02746331	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VDA00046786	Vanne de stabilisation de pression	BAYARD
VDA00049589	Filtre	BAYARD
XTU00073040	Canalisation INOX	-
XTU00073041	Canalisation INOX	-
XTU00073042	Canalisation INOX	-
XTU00073043	Canalisation INOX	-

83064CO00004 - GAREOULT - CS 05 - Louis Bleriot - ZO vers ZO

83064CO00004-9000-01 - ELECTRICITE BASSE TENSION

Code	Libellé	Marque
GPR00000347	Coffret de protection	-
KST00066884	Equipement télégestion	SOFREL

83064CO00004-9500-01 - EQUIPEMENTS DE MESURE

Code	Libellé	Marque
GRC02207697	Tampon plein	-
IFE00026217	8359CS005_Garéoult_Débitm. secto Louis Bleriot ZO vers ZO	-
VAN02746332	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746333	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
XTU00073046	Canalisation INOX	-
XTU00073047	Canalisation INOX	-

83064CO00005 - GAREOULT - CS 04 - Saint Martin - ZV vers ZV

83064CO00005-9000-01 - ELECTRICITE BASSE TENSION

Code	Libellé	Marque
GPR00000348	Coffret de protection	-
KST00066885	Equipement télégestion	-

83064CO00005-9500-01 - EQUIPEMENTS DE MESURE

Code	Libellé	Marque
GRC02207698	Tampon plein	-
IFE00026218	8359CS004_Garéoult_Débitm. secto Saint Martin ZV vers ZV	SIEMENS
VAN02746334	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746335	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
XTU00073048	Canalisation INOX	-
XTU00073049	Canalisation INOX	-

83064CO00006 - GAREOULT - CS Les Souquiers

Code	Libellé	Marque
GRC03177089	Plaque couverture	-

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

IFE00032881	8359CS006_Garéoult_Débim.secto les Souquiers	SIEMENS
VAN03569131	Vannes isolement DN 125	-
XTU00093022	Tuyauterie	-

83064CO00007 - GAREOULT - CS Chemin des Violettes

Code	Libellé	Marque
GRC03177090	Plaque couverture	-
IFE00032882	8359CS015_Garéoult_Débim.secto Chemin des Viiolettes	SIEMENS
VAN03569132	Vannes isolement DN 125	-
XTU00093023	Tuyauterie	-

83064CO00008 - GAREOULT - CS Victor Hugo (concessif)

Code	Libellé	Marque
GRC03337556	Plaque couverture	-
IFE00035641	8359CS017_Garéoult_Débitm. secto Victor Hugo (concessif)	SIEMENS
KST00101046	Télétransmission	SOFREL
VAN03783538	Vanne avale DN 100	-
XTU00101113	Tuyauterie	-

83064PT00001 - GAREOULT - Production des Clos

Code	Libellé	Marque
IQW00031788	Compteur électrique Production des Clos	-

83064PT00001-1000-09 - PRELEVEMENT

Code	Libellé	Marque
DAM00011638	Ballon sous-pression (hs)	-
GRC02207686	Trappe de visite	-
GSB00014264	Support	-
GSB00014265	Support	-
ICA00032002	Capteur de pression	-
ICA00032003	Sonde de niveau (piézo)	-
ICT00028135	Détecteur de niveau (poire de niveau)	-
NPA00002701	Câbles aériens ou enterrés	-
PIM00008494	Pompe immergée	-
VAN02746294	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746295	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746296	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VCL00054733	Clapet anti-retour à battant	-
VVE00191820	Ventouse	-
XTU00072967	Canalisation INOX	-
XTU00072968	Tête de forage	-
XTU00072969	Cheminée d'aération	-
XTU00072970	Canalisation INOX	-
XTU00072971	Canalisation INOX	-
XTU00072972	Canalisation INOX	-
XTU00072973	Canalisation INOX	-
XTU00072974	Canalisation INOX	-

83064PT00001-4000-05 - TRAITEMENT DE DESINFECTION

Code	Libellé	Marque

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

BCL00006976	Chloro détendeur	-
BCL00006977	Chloro détendeur	-
BCL00006978	Inverseur mécanique chloration	-
BCL00006979	Circuit hydraulique chloration	-
BCL00006980	Circuit hydraulique chloration	-
BCL00006981	Hydro-éjecteur chloration	-
BCL00006982	Canne injection chloration	-
GPR00000341	Armoire de protection	-
GSB00014266	Support	-
GSB00014267	Support	-
ICT00028136	Pressostat	-
IME00004167	Rotamètre	-
RGB00000309	Bouteille de gaz	-
RGB00000310	Bouteille de gaz	-
VAN02746297	Robinet-vanne à boisseau	-
VAN02746298	Robinet-vanne à boisseau	-
VCL00054734	Clapet anti-retour à battant	-

83064PT00001-9000-12 - ELECTRICITE BASSE TENSION

Code	Libellé	Marque
JCC00006991	Radiateur	-
KAA00002845	Clavier	-
KAA00002846	Détecteur d'ouverture	-
NEP00006906	Néon double	-
USG00000025	Eclairage de sécurité	-
USG00000026	Sirène - Alarme	-
KST00066878	Equipement télégestion (hs)	-
NCA00060707	Armoire électrique	-
NPA00002703	Câbles aériens ou enterrés	-
NPA00002704	Câbles aériens ou enterrés	-
NPA00002705	Câbles aériens ou enterrés	-
NPA00002706	Câbles aériens ou enterrés	-
NPV00014879	Variateur pompe 1	-

83064PT00001-9000-16 - ELECTRICITE IMPORTEE

Code	Libellé	Marque
NPA00002702	Câbles aériens ou enterrés	-
NPD00008523	Sectionneur à coupure visible	-
NPD00008524	Disjoncteur	-
NRC00005128	Protection cathodique - Piquet - Connecteur terre	-

83064PT00001-9500-06 - EQUIPEMENTS DE MESURE

Code	Libellé	Marque
IAN00019579	Sonde mono-paramètre (Chlore)	-
IRE00004352	Transmetteur (mono-paramètre)	-
GRC02207687	Tampon plein	-
IFE00026212	8359PT010_Garéoult_Débitmétre production des Clos	-
XTU00072975	Canalisation Inox	-
XTU00072976	Canalisation Inox	-

83064PT00001-9700-06 - EQUIPEMENTS COMMUNS AU SITE

Code	Libellé	Marque

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

GBT00057657	Clôture	-
GOU00012976	Portail à battant	-
GOU00012975	Porte	-

83064PT00001-9700-13 - EQUIPEMENTS DE SECURITE

Code	Libellé	Marque
UPI00001161	Appareil respiratoire	-
UEI00001084	Extincteur	-

83064PT00002 - GAREOULT - Pompage Les Clastres

Code	Libellé	Marque
IQW00031787	Compteur d'électricité principal	-

83064FO00002 - Les Clastres

Code	Libellé	Marque
DAM00011637	Ballon sous-pression	CHARLATTE
GBT00076001	Echelle accès toiture station de pompage	-
GBT00076002	Portillon accès toiture	-
GBT00076003	Garde-corps périphérique toiture	-
GRC02207683	Trappe de visite	-
GRC02207684	Caillebotis	-
GSB00014260	Support	-
GSB00014261	Support	-
ICA00032000	Détecteur de niveau (inter résistif)	-
ICA00032001	Sonde de niveau (piézo)	-
NEP00010533	Eclairage extérieur	-
PCS00025483	Pompe verticale	KSB
VAN02746291	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746292	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc (motorisée)	-
VAN02746293	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VCL00054732	Clapet anti-retour à battant	SOCLA
VDA00046779	Crépine	SOCLA
XTU00072956	Canalisation INOX	-
XTU00072957	Canalisation INOX	-
XTU00072958	Canalisation INOX	-
XTU00072959	Canalisation INOX	-
XTU00072960	Canalisation INOX	-
XTU00072961	Canalisation INOX	-
XTU00072962	Canalisation INOX	-
DAM00011636	Ballon sous-pression	CHARLATTE
GRC02207679	Trappe de visite	-
GRC02207680	Grille antichute	-
GRC02207681	Trappe de visite	-
GRC02207682	Caillebotis	-
ICT00028132	Détecteur de niveau (Inter à flotteur)	-
PCS00025481	Pompe horizontale	INGERSOLL DRESSER
PCS00025482	Pompe verticale	ESSA MICO
VAN02746288	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746289	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	BAYARD
VAN02746290	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VCL00054730	Clapet anti-retour à battant	-

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

VCL00054731	Clapet anti-retour à battant	SOCLA
VDA00046777	Crépine	-
VDA00046778	Crépine	-
XTU00072945	Canalisation INOX	-
XTU00072946	Canalisation INOX	-
XTU00072947	Canalisation INOX	-
XTU00072948	Canalisation INOX	-
XTU00072949	Canalisation INOX	-
XTU00072950	Canalisation INOX	-
XTU00072951	Canalisation INOX	-
XTU00072952	Canalisation INOX	-
XTU00072953	Canalisation INOX	-
XTU00072954	Canalisation INOX	-
XTU00072955	Canalisation INOX	-

83064PT00002-4000-07 - TRAITEMENT DE DESINFECTION

Code	Libellé	Marque
BCL00006964	Chloro détendeur	CIR
BCL00006965	Chloro détendeur	CIR
BCL00006966	Inverseur électrique chloration	CIR
BCL00006967	Circuit hydraulique chloration	-
BCL00006968	Hydro-éjecteur chloration	-
BCL00006969	Canne injection chloration	-
BCL00006970	Circuit hydraulique chloration	-
BCL00006971	Hydro-éjecteur chloration	-
BCL00006972	Canne injection chloration	-
BCL00006973	Circuit hydraulique chloration	-
BCL00006974	Hydro-éjecteur chloration	-
BCL00006975	Canne injection chloration	-
BCL00010139	Clapet HP complet en raccord 3/8	-
FAS00000784	filtre dessicant raccord 3/8	-
GSB00014262	Support	-
GSB00014263	Support	-
ICT00028133	Vacuostat	CIR
ICT00028134	Vacuostat	CIR
IME00004164	Rotamètre	CIR
IME00004165	Rotamètre	CIR
IME00004166	Rotamètre	CIR
RGB00000307	Bouteille de gaz	-
RGB00000308	Bouteille de gaz	-
XTU00107111	Tubing chlore	-

83064PT00002-9000-12 - ELECTRICITE BASSE TENSION

Code	Libellé	Marque
JCC00006990	Radiateur	-
KAA00002843	Clavier	-
KAA00002844	Détecteur d'ouverture	-
NEP00006905	Néon double	-
USG00000023	Sirène - Alarme	-
KST00066875	Equipement télégestion LP (moyen service)	PARATRONIC
KST00066876	Equipement télégestion LP (haut service)	PARATRONIC
KST00066877	Poste Local 8359 SR LA CLASTRE	SOFREL

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

NCA00060706	Armoire électrique	-
NPA00002696	Câbles aériens ou enterrés	-
NPA00002697	Câbles aériens ou enterrés	-
NPA00002698	Câbles aériens ou enterrés	-
NPA00002699	Câbles aériens ou enterrés	-
NPA00002700	Câbles aériens ou enterrés	-
NPV00014876	Démarreur	SCHNEIDER ELECTRIC
NPV00014877	Démarreur	SCHNEIDER ELECTRIC
NPV00014878	Variateur	LEROY SOMER
NPV00020393	Variateur de vitesse de secours	SCHNEIDER ELECTRIC
NPV00022999	Variateur	-

83064PT00002-9000-17 - ELECTRICITE IMPORTEE

Code	Libellé	Marque
NPD00008521	Disjoncteur différentiel	-
NPD00008522	Réarmement automatique	-
NPH00001534	Cellule Haute Tension de Coupure (hs)	-
NPH00001535	Cellule Haute Tension à Fusibles (hs)	-
NPT00002482	Transformateur de tension (hs)	-

83064PT00002-9500-10 - EQUIPEMENTS DE MESURE

Code	Libellé	Marque
IAN00028667	Sonde mono-paramètre (turbidité)	CIR
IAN00028669	Transmetteur (mono-paramètre)	CIR
IAN00019577	Sonde mono-paramètre (Chlore)	-
IAN00019578	Sonde mono-paramètre (Chlore)	CIR
IRE00004350	Transmetteur (mono-paramètre)	WALLACE & TIERNAN
IRE00004351	Transmetteur (mono-paramètre)	CIR
GRC02207685	Tampon plein	-
IQA00004505	8359PT012_Garéoult_Compteur production les Clastres P3 BS	SAPPEL
IQA00004879	8359PT011_Garéoult_Compteur production les Clastres P1/P2 HS	SAPPEL
XTU00072963	Canalisation Inox	-
XTU00072964	Canalisation Inox	-
XTU00072965	Canalisation Inox	-
XTU00072966	Canalisation Inox	-

83064PT00002-9700-12 - EQUIPEMENTS COMMUNS AU SITE

Code	Libellé	Marque
GBT00057656	Clôture	-
GOU00012974	Portail à battant	-
GOU00012969	Porte	-
GOU00012970	Fenêtre	-
GOU00012971	Porte	-
GOU00012972	Porte	-
GOU00012973	Porte	-

83064PT00002-9700-20 - EQUIPEMENTS DE SECURITE

Code	Libellé	Marque
UPI00001160	Appareil respiratoire	-
UEI00001083	Extincteur	-
USG00000024	Sirène - Alarme	-

83064SG00001 - GAREOULT - Réservoir Saint Martin E.B. (200 m3)

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Code	Libellé	Marque
IQW00031790	Compteur d'électricité principal	-

83064SG00001-0000-11 - STOCKAGE OU RÉGULATION EAU POTABLE

Code	Libellé	Marque
GBT00057661	Garde-corps	-
GBT00057662	Echelle intérieur accès cuve avec crinoline	-
GBT00057663	Echelle externe	-
GOU00012980	Portillon	-
GRC02207692	Trappe de visite	-
GSB00014272	Support	-
GSB00014273	Support	-
ICA00032006	Sonde de niveau (piézo)	SIEMENS
ICT00028143	Robinet à flotteur	-
ICT00028144	Détecteur de niveau (poire de niveau)	-
ICT00028145	Détecteur de niveau (Inter à flotteur)	-
JCJ00001939	Grille d'aération	-
VAN02746317	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746318	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746319	Robinet à papillon (motorisée)	-
VAN02746320	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746321	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746322	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746323	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746324	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VCL00054737	Clapet anti-retour à battant	-
VDA00046782	Crépine	-
XTU00073010	Canalisation FONTE	-
XTU00073011	Canalisation INOX	-
XTU00073012	Canalisation INOX	-
XTU00073013	Canalisation INOX	-
XTU00073014	Canalisation INOX	-
XTU00073015	Canalisation INOX	-
XTU00073016	Canalisation INOX	-
XTU00073017	Canalisation INOX	-
XTU00073018	Canalisation INOX	-
XTU00073019	Canalisation INOX	-
XTU00073020	Canalisation INOX	-
XTU00073021	Canalisation INOX	-
XTU00073022	Canalisation INOX	-
XTU00073023	Canalisation INOX	-
XTU00073024	Canalisation INOX	-
XTU00073025	Canalisation INOX	-
XTU00073026	Canalisation INOX	-
XTU00073027	Canalisation INOX	-

83064SG00001-9000-11 - ELECTRICITE BASSE TENSION

Code	Libellé	Marque
KAA00002849	Clavier	-
KAA00002850	Détecteur d'ouverture	-
NEP00006908	Néon double	-

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

USG00000028	Sirène - Alarme	-
GPR00000343	Coffret de protection	-
KST00066880	Poste Local 8359 RE SAINT MARTIN	SOFREL
NCA00060709	Armoire électrique	-
NPA00002712	Câbles aériens ou enterrés	-
NPA00002713	Câbles aériens ou enterrés	-
NPA00002714	Câbles aériens ou enterrés	-

83064SG00001-9000-15 - ELECTRICITE IMPORTEE

Code	Libellé	Marque
NPA00002711	Câbles aériens ou enterrés	-
NPD00008526	Disjoncteur	-
NRC00005130	Protection cathodique - Piquet - Connecteur terre	-

83064SG00001-9500-05 - EQUIPEMENTS DE MESURE

Code	Libellé	Marque
IFE00032883	8359RE014_Garéoult_Débitmètre distribution RE ST MARTIN	SIEMENS
XTU00073030	Canalisation INOX	-
XTU00073031	Canalisation INOX	-
IQE00036615	8359RE013_Garéoult_Compeur alimentation RE St Martin	SENSUS
VAN02746325	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
XTU00073028	Canalisation INOX	-
XTU00073029	Canalisation INOX	-

83064SG00001-9700-06 - EQUIPEMENTS COMMUNS AU SITE

Code	Libellé	Marque
GOU00012981	Porte	-
GRC02207693	Barreaudage seul	-

83064SG00002 - GAREOULT_Réservoir Les Clos 1000+750m3 + Surpres. Chevrillet

Code	Libellé	Marque
IQW00031789	Compteur d'électricité principal	-

83064BE00002 - Réservoir Les Clos - cuve 2 - 1000 M3

Code	Libellé	Marque
GBT00057659	Echelle	-
GRC02207690	Trappe de visite	-
JCJ00001938	Grille d'aération	-
GSB00014270	Support	-
GSB00014271	Support	-
ICA00032005	Sonde de niveau (piézo)	-
ICT00028139	Détecteur de niveau (poire de niveau)	-
ICT00028140	Détecteur de niveau (Inter à flotteur)	-
VAN02746305	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
XTU00072996	Canalisation INOX	-
XTU00072997	Canalisation INOX	-
VAN02746304	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VDA00046781	Crépine	-
XTU00072995	Canalisation INOX	-
VAN02746303	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
XTU00072990	Canalisation INOX	-
XTU00072991	Canalisation INOX	-

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

XTU00072992	Canalisation INOX	-
XTU00072993	Canalisation INOX	-
XTU00072994	Canalisation INOX	-
VAN02746302	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
XTU00072987	Canalisation INOX	-
XTU00072988	Canalisation INOX	-
XTU00072989	Canalisation INOX	-

83064BE00003 - Réservoir Les Clos - cuve 1 - 750 M3

Code	Libellé	Marque
GBT00057658	Echelle	-
GRC02207688	Trappe de visite	-
GRC02207689	Trappe de visite	-
GSB00014268	Support	-
GSB00014269	Support	-
ICA00032004	Sonde de niveau (piézo)	SIEMENS
ICT00028137	Détecteur de niveau (poire de niveau)	-
ICT00028138	Détecteur de niveau (Inter à flotteur)	-
VAN02746301	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VDA00046780	Crépine	-
XTU00072986	Canalisation INOX	-
VAN02746300	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
XTU00072981	Canalisation INOX	-
XTU00072982	Canalisation INOX	-
XTU00072983	Canalisation INOX	-
XTU00072984	Canalisation INOX	-
XTU00072985	Canalisation INOX	-
VAN02746299	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
XTU00072978	Canalisation INOX	-
XTU00072979	Canalisation INOX	-
XTU00072980	Canalisation INOX	-
XTU00072977	Canalisation FONTE	-

83064SG00002-9000-11 - ELECTRICITE BASSE TENSION

Code	Libellé	Marque
KAA00002847	Clavier	-
KAA00002848	Détecteur d'ouverture	-
NEP00006907	Néon double	-
USG00000027	Sirène - Alarme	-
GPR00000342	Coffret de protection	-
KST00066879	Poste Local 8359 RE LES CLOS	SOFREL
NCA00060708	Armoire électrique	-
NPA00002708	Câbles aériens ou enterrés	-
NPA00002709	Câbles aériens ou enterrés	-
NPA00002710	Câbles aériens ou enterrés	-

83064SG00002-9000-15 - ELECTRICITE IMPORTEE

Code	Libellé	Marque
NPA00002707	Câbles aériens ou enterrés	-
NPD00008525	Disjoncteur	-
NRC00005129	Protection cathodique - Piquet - Connecteur terre	-

83064SG00002-9500-07 - EQUIPEMENTS DE MESURE

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Code	Libellé	Marque
IAN00019580	Sonde mono-paramètre (Turbidité)	-
IFE00032961	8359RE007_Garéoult_Débimétre distribution DN 150	SIEMENS
IQE00036612	Compteur d'eau	-
IRE00004353	Transmetteur (mono-paramètre)	-
VAN02746313	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746314	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746315	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746316	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VCL00054736	Clapet anti-retour à battant	-
XTU00073006	Canalisation INOX	-
XTU00073007	Canalisation INOX	-
XTU00073008	Canalisation INOX	-
XTU00073009	Canalisation INOX	-
IFE00026213	8359RE009_Garéoult_Débimétre adduction DN 200	KROHNE
VAN02746311	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746312	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
XTU00073004	Canalisation INOX	-
XTU00073005	Canalisation INOX	-

83064SG00002-9700-06 - EQUIPEMENTS COMMUNS AU SITE

Code	Libellé	Marque
GBT00057660	Clôture	-
GOU00012979	Portail à battant	-
GOU00012977	Porte	-
GOU00012978	Fenêtre	-
GRC02207691	Barreaudage seul	-

83064SS00001 - Surpresseur sur Chevrillet (3m3/h)

Code	Libellé	Marque
DAM00011639	Ballon sous-pression	CHARLATTE
ICT00028141	Pressostat	-
ICT00028142	Pressostat	-
PCS00025485	Pompe verticale	-
VAN02746306	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746307	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746308	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746309	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746310	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VCL00054735	Clapet anti-retour à disque axial	-
XTU00072998	Canalisation INOX	-
XTU00072999	Canalisation INOX	-
XTU00073000	Canalisation INOX	-
XTU00073001	Canalisation INOX	-
XTU00073002	Canalisation INOX	-
XTU00073003	Canalisation INOX	-

83064VA00001 - GAREOULT - Réduct. de pres. - ch. de Souquiers - ZO vers ZV

83064VA00001-9500-03 - EQUIPEMENTS DES REGULATION HYDRAULIQUE

Code	Libellé	Marque
GRC02207700	Tampon plein	-
VAN02746338	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

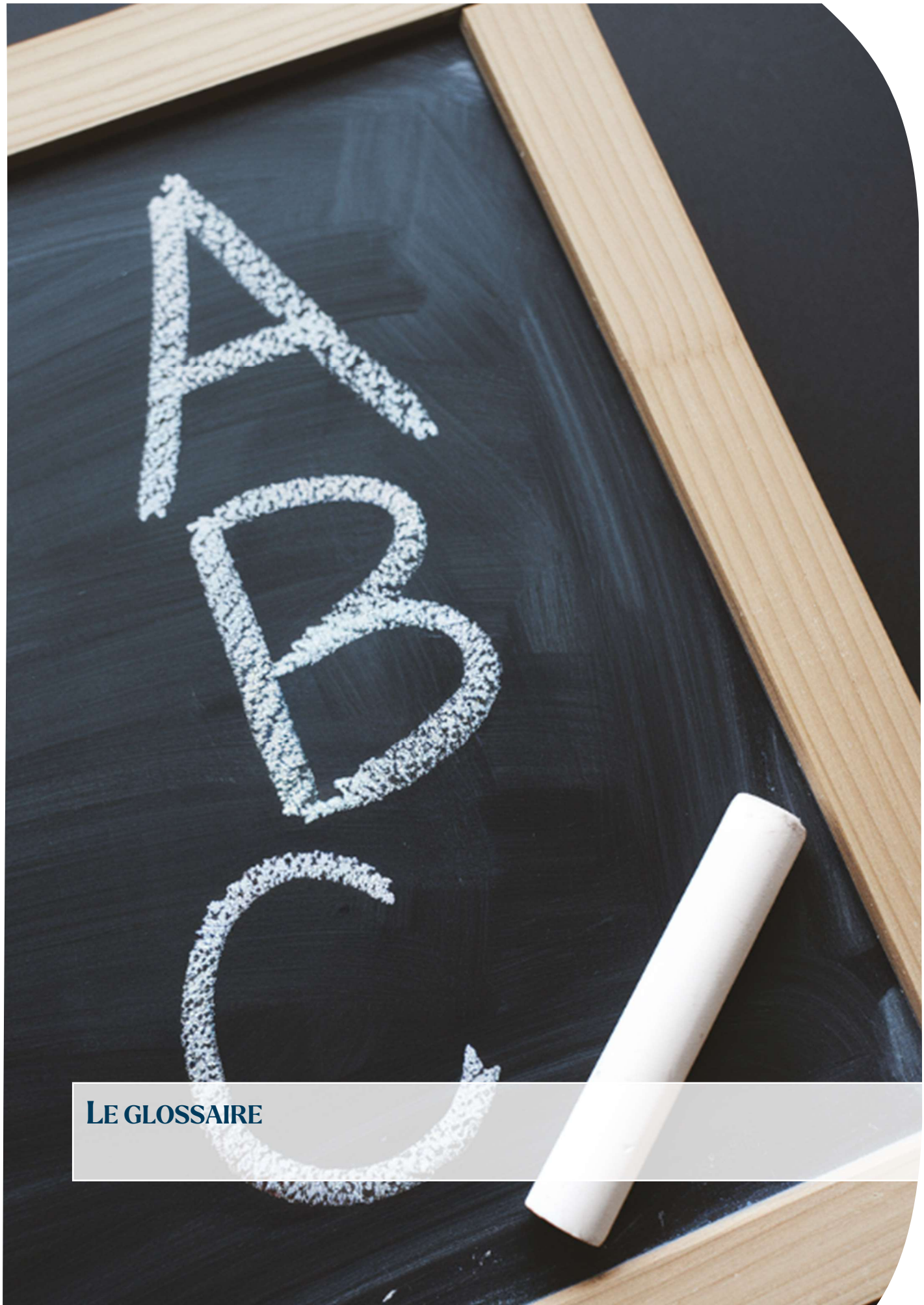
VAN02746339	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VDA00046788	Boîte à crépine	-
VDB00022285	Réducteur de pression	-
XTU00073052	Canalisation INOX	-
XTU00073053	Canalisation INOX	-

83064VA00002 - GAREOULT - Réduct. de pres. av. E. Bellegou - ZV vers ZB

83064VA00002-9500-01 - Stabilisateur de pression

Code	Libellé	Marque
GRC02207699	Tampon plein	-
VAN02746336	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VAN02746337	Robinet-vanne à opturateur caoutchouc	-
VDA00046787	Boîte à crépine	-
VDB00022284	Réducteur de pression	-
XTU00073050	Canalisation INOX	-
XTU00073051	Canalisation INOX	-

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026



LE GLOSSAIRE

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Ce glossaire récapitule pour les principaux termes utilisés dans les métiers de l'eau, et plus particulièrement dans ce rapport annuel du délégataire, la définition et éventuellement le mode de calcul des informations transmises :

Analyse de pilotage AEP : c'est un ensemble d'analyses effectuées par l'exploitant avec pour objectif d'améliorer et d'optimiser la configuration des installations liées à l'Approvisionnement en Eau Potable (AEP). Ces données peuvent être obtenues à partir de diverses sources, notamment :

- des instruments portables ou appareils installés en des emplacements fixes dédiés à la mesure de la qualité de l'eau.
- des analyses de la qualité de l'eau réalisées en utilisant des méthodes rapides adaptées aux conditions sur le terrain ou effectuées dans des laboratoires d'analyses spécialisés.

Autosurveillance EU : elle correspond à toutes les actions entreprises par l'exploitant sur la station de traitement et sur le réseau pour garantir le bon fonctionnement de l'épuration. Cela consiste notamment à effectuer des analyses sur une période de 24h selon un calendrier défini à l'avance et à transmettre les résultats d'analyse à la police et à l'agence de l'eau.

Biens financés par la collectivité : il s'agit de biens qui sont la propriété de la collectivité et qui sont mis à la disposition du délégataire dans le cadre d'un contrat. À la fin de ce contrat, ces biens reviennent automatiquement et gratuitement à la collectivité.

Biens de retour : ce sont des biens qui ont été financés par le délégataire, qui sont affectés au service et qui sont essentiels à son bon fonctionnement. À la fin du contrat, ces biens reviennent automatiquement et sans frais à la collectivité.

Biens de reprise : ce sont des biens financés par le délégataire, qui sont utilisés pour le service. À la fin du contrat, la collectivité a la possibilité de les racheter selon les modalités financières préalablement établies dans le contrat, sans que le délégataire puisse s'y opposer.

Bilan journalier EU : ce rapport évalue l'efficacité du traitement d'une installation d'épuration des eaux usées en se basant sur des échantillons prélevés à l'entrée et à la sortie de l'installation sur une période de 24 heures, en fonction du débit. Différents paramètres sont analysés et comparés, notamment les concentrations de certains composants et/ou le rendement de l'épuration, par rapport aux performances que l'installation doit atteindre conformément aux normes établies.

Bilan annuel EU : ce rapport résume l'efficacité de traitement sur une année donnée en se basant sur des échantillons prélevés à l'entrée et à la sortie de l'installation tout au long de l'année. Il évalue la conformité de certains paramètres en utilisant les bilans journaliers, en prenant en compte une marge de tolérance établie par la réglementation. Pour d'autres paramètres, la conformité est évaluée en calculant la moyenne des mesures effectuées. En fin de compte, l'exploitant évalue la conformité de l'installation sur l'année, paramètre par paramètre, puis pour l'ensemble de l'installation. La police de l'eau a pour mission de donner son avis officiel sur la conformité de l'installation en se basant sur les données fournies par l'exploitant.

Branchement AEP : il s'agit de l'ensemble de canalisations et d'équipements qui relient la partie publique du réseau de distribution d'eau au réseau de distribution intérieur d'un client. Les équipements installés comprennent au minimum un robinet d'arrêt d'eau situé avant le compteur, ainsi qu'un compteur général.

Branchements EU : Il s'agit de canalisations distinctes pour les eaux usées et les eaux pluviales, qui se connectent au réseau public d'assainissement collectif. Ces canalisations partent des regards de branchement ou boîtes de branchement situés en limite de propriété, auxquels les installations privatives de l'usager sont raccordées.

CARE : compte Annuel de Résultat de l'Exploitation. Pour un contrat déterminé, les chiffres de l'année en cours sont indiqués, et ceux de l'année précédente sont rappelés. Le cadre de ce CARE a été établi par la FP2E, dans le respect strict du décret 2005-236 du 18 mars 2005.

Client : personne physique ou morale consommant de l'eau et ayant au moins un contrat abonné le liant avec le service de distribution de l'eau.

Compte (ou fonds contractuel) de renouvellement : il s'agit des opérations de renouvellement réalisées sans programmation contractuelle, imputées sur un compte de tiers qui correspond à la mise en place de fonds prélevés sur les produits du délégataire, pour couvrir les aléas de fonctionnement des équipements.

Compteur : équipement faisant partie intégrante du branchement et qui permet de comptabiliser les volumes consommés par le branchement.

Contrat abonnés AEP : contrat associé à un branchement liant un client au service de distribution de l'eau.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Contrôle sanitaire AEP : ensemble des analyses réalisées par les ARS afin de contrôler la qualité des eaux. Ces analyses sont effectuées dans des laboratoires agréés à partir d'échantillons prélevés sur différents points de contrôle (captage, installations de production/traitement, réseaux de distribution, points de consommation).

Echantillon AEP : volume d'eau prélevé dans le but d'analyser les caractéristiques de l'eau à l'endroit et au moment précis du prélèvement. Les caractéristiques de l'eau sont décomposées et quantifiées/évaluées par paramètre lors de leur analyse.

Garantie pour continuité de service (dite de renouvellement) : il s'agit d'un renouvellement, où le Délégataire prend à sa charge, et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation ou de renouvellement des équipements, nécessaires à la continuité du service.

Indice linéaire de pertes en réseau AEP : l'indice linéaire de pertes en réseau correspond aux volumes perdus dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors branchements) et est exprimé en m^3/km/jour. Les volumes perdus sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Cet indicateur, qui rapporte les volumes des pertes en eau à une grandeur caractéristique du réseau, traduit directement l'état physique de ce réseau.

Indice linéaire des volumes non comptés AEP : l'indice linéaire des volumes non comptés correspond aux volumes non comptés dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors branchements) et est exprimé en m^3/km/jour. Les volumes non comptés est égal à la différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés comptabilisés.

Paramètre d'une analyse AEP : un paramètre correspond à une caractéristique précise ou à un composé spécifique dont la teneur dans l'échantillon d'eau est quantifiée/évaluée. Certains paramètres font l'objet d'une réglementation. Un paramètre réglementé peut donc pour un échantillon donné être conforme ou non-conforme.

Paramètre d'une analyse EU : un paramètre correspond à une caractéristique précise ou à un composé spécifique dont la teneur dans l'échantillon d'eau est quantifiée/évaluée. Certains paramètres font l'objet d'une réglementation. Un paramètre réglementé peut donc pour un échantillon donné être conforme ou non-conforme. Si un jour donné, la station reçoit plus d'effluent à traiter que prévu, la conformité du paramètre ne peut pas être établie et la donnée est exclue des calculs.

Patrimoine immobilier : il s'agit du patrimoine immobilier nécessaire à la réalisation du service. Le Délégataire fournit un état de variation de ce patrimoine en intégrant trois types de mouvements :

- les investissements concessifs (achat de terrain, mise en service d'un ouvrage financé par le Délégataire, destruction d'un ouvrage…).
- les opérations de renouvellement d'une telle importance qu'elles s'assimilent à la construction d'un bâtiment neuf.
- les investissements immobiliers du Délégataire (bureaux) entièrement dédiés au service.

Période de relève des compteurs AEP : les compteurs permettant de connaître la consommation de chaque branchement d'un client sont relevés régulièrement. La relève pour une année donnée de tous les compteurs de tous les clients s'étale sur plusieurs jours ou plusieurs semaines en fonction du nombre de compteurs concernés. Pour une relève donnée, la date moyenne de la campagne de relève peut ainsi être calculée. C'est cette date moyenne qui est utilisée année après année pour calculer la consommation moyenne d'une commune ou d'un contrat sur une période correspondant sensiblement à une année.

Point de mise en distribution AEP : point de prélèvement d'échantillon pour lequel la qualité de l'eau en ce point est considérée comme représentative de la qualité de l'eau sur le réseau de distribution d'une zone géographique déterminée (en sortie d'installations de traitement dans la plupart des cas). A ce point, les eaux peuvent provenir d'une ou plusieurs sources mais leur qualité peut être considérée comme uniforme en distribution.

Programme contractuel de renouvellement : il s'agit de l'ensemble des opérations de renouvellement, effectuées par le Délégataire dans le cadre d'un programme technique contractuel, évalué financièrement sur la durée du contrat.

Programme d'investissement : il s'agit des engagements pris par le Délégataire de réaliser certains investissements sur le patrimoine, afin d'améliorer la qualité du service, ou le fonctionnement des installations. Ce programme est défini dans un inventaire contractuel.

Qualité eau au point de mise en distribution AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau au point de mise en distribution. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Qualité eau brute AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau brute prélevée dans le milieu naturel avant tout traitement visant à la rendre potable. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

Qualité eau distribuée AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau au point de consommation (robinet) par le client. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Qualité eau traitée AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau en sortie des installations de production/traitement avant admission sur le réseau de distribution. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Rapport bactériologique AEP : ensemble des paramètres de type bactériologique qui caractérisent un échantillon d'eau analysé. Un rapport bactériologique est déclaré conforme si tous les paramètres unitaires qui le composent sont en conformité avec la réglementation.

Rapport physico-chimique AEP : ensemble des paramètres de type physico-chimique qui caractérisent un échantillon d'eau analysé. Un rapport physico-chimique est déclaré conforme si tous les paramètres unitaires qui le composent sont en conformité avec la réglementation.

Rendements hydrauliques d'une installation AEP : correspondent au rapport entre les volumes d'eau produite et les volumes d'eau brute admis dans l'installation. Ils traduisent le rendement de conversion de l'eau potable à partir de l'eau brute.

Rendements du réseau de distribution AEP : correspondent au rapport entre, d'une part, les volumes consommés autorisés, augmentés des volumes exportés ou vendus en gros, et d'autre part, les volumes produits, augmentés des volumes importés ou achetés en gros. Les rendements constituent de bons indicateurs environnementaux, mais ils ne traduisent que de manière indirecte l'état du réseau, car ils dépendent de la consommation et des volumes exportés ou vendus en gros.

Réseau de distribution public AEP : ensemble de canalisations transportant l'eau produite par les installations de production jusqu'au compteur général des clients, partie publique des branchements inclus.

Réseau de distribution intérieur AEP : ensemble de canalisations et d'équipements placés sous la responsabilité d'un client. Le réseau intérieur d'un client commence après le compteur général permettant d'évaluer la consommation du branchement associé à ce client.

Réseau de collecte des eaux usées EU : ensemble des canalisations et ouvrages annexes acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées issues des branchements publics des usagers ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution.

Réseau de collecte privatif EU: ensemble de canalisations et d'équipements placés sous la responsabilité d'un client permettant de collecter ses effluents. Le réseau intérieur d'un client est raccordé au branchement (généralement situé en limite de propriété).

Surveillance de l'exploitant AEP : elle comprend un examen régulier des installations, un programme de tests ou d'analyses et la tenue par l'exploitant d'un fichier sanitaire. Ces analyses viennent en complément de celles réalisées par les ARS et contribue à la surveillance de la qualité des eaux.

Taux de mobilisation d'une installation AEP : rapport exprimé en % entre le volume de pointe journalier constaté et la capacité nominale d'une installation. Un rapport proche de 100% est le signe d'une installation dont les réserves de capacité sont minimes, voire insuffisantes.

Taux d'eaux parasites EU: il représente la part d'eaux claires parasites véhiculée par le réseau de collecte d'eaux usées par rapport à l'eau potable consommée par l'ensemble des clients, qui est rejetée dans ce même réseau. Ces eaux claires parasites peuvent être classées selon diverses typologies, la plus simple opposant les eaux parasites d'infiltration (EPI) aux eaux parasites de captage (EPC). Les EPI résultent d'une mauvaise étanchéité du réseau tandis que les EPC sont le signe de mauvais raccordements.

Terre de décantation AEP : ensemble des résidus de traitement collectés sur certains ouvrages (décanteurs, filtres, …) des installations de production. Ces résidus, bien souvent connus sous le terme de boues d'eau potable, sont régulièrement évacués des installations.

Volumes consommés comptabilisés AEP : volumes d'eau potable consommés par des clients du périmètre du contrat et résultant des relevés des appareils de comptage . Ces volumes n'incluent pas les volumes exportés ou vendus en gros (VEG).

Volumes consommateurs sans comptage AEP : correspondent aux volumes utilisés sans comptage par des usagers connus, avec autorisation ; ces volumes estimés incluent notamment :

- l'eau nécessaire à la défense incendie (Essais des PI/BI et manœuvres incendie),

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

- l’eau utilisée pour les espaces verts et le lavage de la voirie,
- l’eau utilisée par les fontaines (non équipées de compteurs)

Volumes de service du réseau AEP : correspondent aux volumes utilisés pour l’exploitation du réseau de distribution ; ces volumes estimés incluent notamment :

- l’eau utilisée pour le nettoyage des réservoirs,
- l’eau utilisée lors d’opérations de purge ou de nettoyage des conduites
- l’eau utilisée pour la désinfection et le rinçage des conduites après travaux

Volumes consommés autorisés AEP : il s'agit des volumes d'eau potable consommés tels qu'enregistrés par les compteurs, auxquels on ajoute les volumes nécessaires au fonctionnement du réseau (appelés volumes de service) consommés par les usagers. Ces volumes autorisés reflètent la quantité totale d'eau potable qui peut être consommée dans le périmètre couvert par le contrat, y compris l'eau nécessaire au bon fonctionnement du réseau.

Volumes consommés hors Vente En Gros AEP : font référence aux quantités d'eau potable consommées par les clients situés dans la zone couverte par le contrat, à l'exclusion des ventes d'eau en gros (VEG) et des volumes d'eau exportés. Ces volumes correspondent uniquement à la consommation d'eau potable par les usagers locaux du réseau, à l'exclusion de toute distribution d'eau à des tiers ou d'exportation.

Volume de pointe AEP : volume maximum journalier mesuré pendant l’année sur l’installation concernée.

Volumes d'eaux brutes AEP : font référence à l'eau prélevée directement dans des sources naturelles telles que des rivières, des lacs, des barrages, des nappes phréatiques, etc. L'eau est qualifiée de "brute" pour indiquer qu'elle n'a subi aucun traitement visant à la rendre potable. En plus des volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel à l'intérieur du périmètre du contrat, les volumes d'eaux brutes incluent également les éventuels achats d'eau brute en dehors du périmètre du contrat, auxquels on soustrait les éventuels volumes d'eau brute vendus en dehors du périmètre du contrat. En résumé, il s'agit du volume global d'eau non traitée prélevée, achetée, vendue, ou transférée dans le contexte de l'approvisionnement en eau potable.

Volumes exportés (ou vendus en gros) AEP : font référence aux quantités d'eau produites livrées à un client extérieur au périmètre du contrat. Ce client peut être une autre collectivité, un syndicat, ou une commune distincte de celle couverte par le contrat.

Volumes importés (ou achetés en gros) AEP : correspondent aux quantités d'eau achetées à un client extérieur au périmètre du contrat. Le client peut être une autre collectivité, un syndicat ou une commune distincte de celle couverte par le contrat.

Volumes produits AEP : correspondent à la quantité d'eau provenant des installations de production d'eau potable. Il s'agit des volumes d'eau qui ont été traités et préparés pour la distribution aux usagers. Il est possible de soustraire de ces volumes les besoins de l'usine (s'ils sont mesurés après le compteur de production) pour obtenir la quantité nette d'eau potable produite et disponible pour la distribution.

Volumes besoin usine AEP : correspondent à la quantité d'eau traitée au sein des installations de production d'eau potable, mais qui est utilisée à l'intérieur de ces mêmes usines pour divers usages, tels que la préparation de réactifs chimiques, le nettoyage, et d'autres processus internes.

Volumes mis en distribution AEP : représentent l'eau potable qui est introduite dans le réseau de distribution d'eau en vue d'être consommée par les clients situés à l'intérieur du périmètre du contrat. Les volumes mis en distribution résultent de la somme des volumes produits auxquels on ajoute les volumes importés ou achetés en gros, puis duquel on soustrait les volumes exportés ou vendus en gros.

Volumes d'eau traitée AEP : ce sont les volumes d'eau fournis par les installations grâce à des traitements plus ou moins complexes en fonction de la nature des eaux brutes que l'on souhaite rendre potables.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

LES NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES EAU POTABLE 2025

Cette veille réglementaire vous est présentée sous la forme d'une liste des textes parus en 2025 accompagnée d'un bref commentaire de leur objet.

Cette liste n'a pas pour ambition d'être exhaustive, il s'agit avant tout d'attirer votre attention sur les évolutions réglementaires de l'année qui, notamment, pourraient avoir des incidences sur le service.

ENVIRONNEMENT

➔ **Décret n° 2025-239 du 14 mars 2025 relatif à l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement et des installations nucléaires de base et modifiant les dispositions relatives à l'utilisation des eaux usées traitées et des eaux de pluie pour des usages non domestiques**

Le décret du 14 mars 2025 permet l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour certains usages domestiques, en remplacement de l'eau potable, lorsque la qualité de ces eaux n'a aucune influence, directe ou indirecte, sur la santé des usagers. Le décret annonce l'arrêté du même jour. Il prévoit également des modifications des dispositions du code de l'Environnement relatives à l'utilisation d'eaux de pluie et d'eaux usées traitées pouvant être utilisées pour des usages non domestiques afin de clarifier son champ d'application.

➔ **Arrêté du 14 mars 2025 relatif à l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement**

L'arrêté définit les critères de qualité et les conditions techniques à respecter pour l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine, dans les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), pour des usages dits « domestiques », tels que le lavage du linge, le lavage des sols intérieurs, l'évacuation des excreta ou l'arrosage des espaces verts à l'échelle des bâtiments. Cet arrêté détaille également les utilisations d'eaux impropres à la consommation humaine qui peuvent être librement mises en œuvre et celles dont les critères de qualité et les conditions techniques sont préalablement fixées.

En définissant ces règles, son objectif est de favoriser la sobriété hydrique des installations classées pour la protection de l'environnement par la réutilisation d'eau non potable afin de préserver la ressource en eau provenant du réseau d'alimentation en eau potable ou du milieu naturel.

➔ **Décret n° 2025-804 du 11 août 2025 portant diverses dispositions de simplification du droit de l'environnement**

Le décret met notamment en place une procédure dématérialisée pour la transmission de la déclaration et des rapports accident/incident à l'inspection des installations classées (R.512-69) avec une entrée en vigueur différée au 1er janvier 2026

Une autre mesure concerne les inventaires faune-flore réalisés pour l'évaluation environnementale des projets (ajout d'un article R.411-21-4 au code de l'environnement). Le texte fixe à cinq ans la durée de validité de ces inventaires réalisés dans le cadre de la description de l'état initial et de l'évaluation des incidences notables directes et indirectes d'un projet sur la biodiversité. Le cas échéant, l'autorité compétente peut solliciter des compléments ou actualisations nécessaires.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

PFAS

➔ **Loi du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS)**

Depuis le 1er janvier 2026, sont interdits à la fabrication, à l'importation, à l'exportation et à la mise sur le marché des produits suivants contenant des PFAS : cosmétiques,farts (revêtement sous les skis),

-vêtements, chaussures et leurs imperméabilisants (excepté les vêtements et chaussures de protection, comme ceux des militaires ou des pompiers).

Cette interdiction sera étendue au 1er janvier 2030 à tous les textiles (d'ameublement, par exemple) contenant des PFAS (sauf exceptions, comme les textiles techniques à usage industriel, qui seront listés par décret).

Ces interdictions ne concerneront pas les produits contenant seulement des traces de PFAS. Des seuils de concentration résiduelle seront définis par décret.

➔ **RÈGLEMENT (UE) 2025/1988 DE LA COMMISSION du 2 octobre 2025 – Substances per- et polyfluoroalkylées dans les mousses anti-incendie**

La réglementation européenne et française (UE 2025/1988) entrée en vigueur fin 2025 va **interdire progressivement l'usage et la mise sur le marché des extincteurs contenant des agents fluorés (PFAS).** Le calendrier prévoit des dates clés : à partir de 2026 pour la mise sur le marché et une interdiction générale d'utilisation à partir de 2030.

EXPLOITATION DES OUVRAGES

➔ **DICT**

Rappel :

À partir du 1er janvier 2026, la réglementation dite « anti-endommagement » évolue et franchit une nouvelle étape à travers l'entrée en vigueur de nouvelles exigences en matière de cartographie des réseaux, visant à renforcer la sécurité des chantiers et la fiabilité des données de localisation des ouvrages.

Cartographie en classe A : réseaux sensibles : classe A obligatoire sur tout le territoire/ Réseaux non sensibles : au 1er janvier 2026 pour les exploitants de réseaux non sensibles en unité urbaine ; au 1er janvier 2032 pour les exploitants de réseaux non sensibles hors unité urbaine

Généralisation de l'usage du PCRS (Plan Corps de Rue Simplifié) : Dès qu'il existe dans la zone géographique concernée, les réponses aux DT/DICT devront s'appuyer sur ce référentiel cartographique.

➔ **Évolutions apportées par l'arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du Code de la santé publique**

Rappel :

- De nouvelles limites de qualité dans l'eau potable sont introduites permettant ainsi une meilleure protection de la santé du consommateur vis-à-vis de certains paramètres d'intérêt, notamment les sous-produits de la désinfection – chlorates, chlorites, acides haloacétiques – les composés perfluorés, le bisphénol A, l'uranium chimique, les microcystines. Le suivi de ces nouveaux paramètres en eaux distribuées, et pour certains également en eaux brutes utilisées pour la production d'eau potable, est attendu au plus tard pour le 1er janvier 2026

- Mise en place du mécanisme de vigilance pour les paramètres de la liste de vigilance (nonylphénol, 17-béta-estradiol) à compter du 1er janvier 2026

- Mise à jour des modalités d'adaptation du suivi de la qualité de l'eau (simplification) à compter du 1e janvier 2026

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

➔ **LOI n° 2025-327 du 11 avril 2025 visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement »**

La loi abroge le transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et d'agglomération. Ce transfert redevient facultatif, comme c'était le cas avant l'entrée en vigueur de la loi "NOTRe", pour l'ensemble des communes qui n'avaient pas encore transféré leurs compétences au 23 avril 2025, date d'entrée en vigueur de la loi. En revanche, les transferts déjà réalisés à cette date ne pourront pas être remis en cause.

Les communes n'ayant pas encore transféré ces compétences auront désormais le choix de les confier ou non, en tout ou partie, à un syndicat, quelle que soit sa date de création (suppression de l'obligation d'une création antérieure au 1er janvier 2019), ou à leur communauté de communes ou d'agglomération.

➔ **Décret n° 2025-431 du 14 mai 2025 d'application de l'article L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales relatif à la transmission des informations sur les services publics d'eau et d'assainissement et de l'article L. 1321-9 du code de la santé publique**

Ce texte vise à adapter les obligations relatives à la mise en ligne d'informations relatives aux services publics d'eau et d'assainissement. Il fait suite à l'ordonnance de transposition de la nouvelle directive "eau potable" (ordonnance n°2022-1611 du 22 décembre 2022 relative à l'accès et à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine) qui prévoit notamment une meilleure information des usagers sur la production d'eau, l'organisation du service public de distribution de l'eau, la qualité de l'eau et la facture d'eau. Ce texte apporte ainsi des précisions sur les informations à faire figurer dans le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable. Et renvoie au décret le soin de préciser les indicateurs qui doivent y figurer et sont transmis au système d'information dédié (mentionné au 1° du I de l'article R.131-34 du code de l'environnement), ainsi que les modalités de transmission de ces données.

➔ **Accise électricité : nouveaux tarifs réduits 2026 (PLF)** :

Fin de l'ARENH. L'article Article L336-8 - Code de l'énergie - **Article L336-8 - Code de l'énergie - Légifrance** dispose que : *« Le dispositif transitoire d'accès régulé à l'électricité nucléaire historique est mis en place à compter de l'entrée en vigueur du décret mentionné à l'article L. 336-10 et jusqu'au 31 décembre 2025. (...) »*

L'accise électricité du PLF précise en son article 18 précise :

Le tarif réduit à 0,5 €/MWh tel qu'il existe aujourd'hui prend fin au 31 décembre 2025.

Dès le 1er janvier 2026, quatre catégories fiscales sont introduites, avec des seuils d'intensité énergétique plus structurés.

Le Conseil constitutionnel a été saisi du projet de loi de finances les 4, 5 et 6 février 2026. La loi de finances n'a donc pas encore été promulguée à date d'élaboration de cette veille.

DROIT DE LA COMMANDE PUBLIQUE

➔ **Décret n° 2025-1386 du 29 décembre 2025 modifiant certains seuils relatifs aux marchés publics**

Le décret modifie les seuils prévus par les articles R. 2122-8 et R. 2132-2 du code de la commande publique. Plus précisément, le décret rehausse le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de faible montant, de 40 000 euros à 60 000 euros hors taxes (HT) pour les marchés de fournitures ou de services et de 40 000 euros à 100 000 euros pour les marchés de travaux

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE – ÉGALITE – FRATERNITE

Extrait des registres des délibérations
Du Conseil Municipal du mardi 7 juillet 2026
De la Commune de Garéoult

Date de convocation : 01/07/2026
Date d'affichage de la convocation : 01/07/2026
Date de dépôt en Préfecture :
Date de publication de la délibération :

L'an deux mille vingt-six, le sept juillet à dix-neuf heures et huit minutes,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de séance, sous la présidence de Monsieur Jérôme TESSON Maire.

Nombre de membres :
Composant le conseil : 29 membres
En exercice : 29 membres
Ayant pris part à la délibération : 21 membres présents et 8 membres ayant donné pouvoir.

Étaient présents :
Messieurs Jérôme TESSON, Jean-Marc CAMUS, Luc VAISSIERE, José BONACHE, Thibault MARCHANT, Jean-Michel CROMBEZ, Patrick HENRY-HAYE, Quentin SCANNAPIECO, Pascal THIBAULT, Quentin VALENTE, Nicolas SINTES, Gilles TREMOLIERE, Yann LAFONT, Sébastien TRUC.

Mesdames Anna ALCAZAR, Hélène SAVIGNY, Corinne SLUFCIK, Christelle GALLOU, Marie-Paule BREDOUX, Anne DUPIN, Maria BORRELLI.

Ont donné pouvoir :
Mme Amandine BOURREAU a donné pouvoir à Mme Anna ALCAZAR,
Mme Angélita PAGLIAI a donné pouvoir à Mme Corinne SLUFCIK,
M Luc DE MARIA a donné pouvoir à M Thibault MARCHANT,
Mme Jennifer LAURON a donné pouvoir à M le Maire,
Mme Naïs COURSOL a donné pouvoir à M Jean-Marc CAMUS,
Mme Françoise BEST a donné pouvoir à M Patrick HENRY-HAYE,
Mme Marie-Laure PONCHON a donné pouvoir à Mme Marie-Paule BREDOUX,
Mme Pascale ULRICH a donné pouvoir à M Gilles TREMOLIERE,

Secrétaire de séance : M Jean-Michel CROMBEZ

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N°2026/069

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_069D-DE
Reçu le 09/07/2026

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N°2026/069

SAUR – SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE – PRÉSENTATION DU RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE 2025

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
VU la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 07 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'État et les textes réglementaires pris pour son application,
VU le rapport annuel du délégataire pour l'année 2025 sur le service public de l'eau potable confié à la SAUR,

CONSIDÉRANT que la SAUR, doit produire chaque année à la Commune de Garéoult un rapport annuel de contrôle du service public de l'eau potable, retraçant les actions et les temps forts pour l'année 2025,

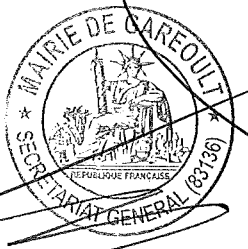
Après avoir entendu le rapport de Monsieur José BONACHE,
Adjoint délégué aux travaux, à la voirie et aux bâtiments communaux,
Le Conseil Municipal,

PREND ACTE

Du rapport du contrôle de service public de l'eau potable 2025 de la SAUR.

Le Secrétaire de séance,

Jean-Michel CROMBEZ.



Le Maire,

Jérôme TESSON.

AR Prefecture
093-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

2025

GAREOULT ASSAINISSEMENT



saur France

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Table des matières

EDITORIAL **4**

LA VIE DE VOTRE CONTRAT 6
LES REPRESENTANTS DU CONTRAT 7
LES CHIFFRES CLES 10

COMPARATIF DES CHIFFRES CLES AVEC L'ANNEE ANTERIEURE **11**

SYNTHESE DU CONTRAT 2025 ..... **12**

Le patrimoine de votre contrat 12
Le service aux usagers 12
Le bilan de l'activité 13
La qualité du traitement 13
La consommation d'énergie 13
Les interventions et l'entretien du patrimoine 13
Les obligations sur les interventions et l'entretien du patrimoine 13
LES TEMPS FORTS DE CETTE ANNEE 14

LE DETAIL DE VOTRE CONTRAT **17**

LES INSTALLATIONS 19
Les stations d'épuration 19
Les postes de relevage 19
LE RESEAU 19
Répartition par diamètre et matériau 19
Détail cartographique 20
LA GESTION CLIENTELE 22
Les branchements par commune 22
Les clients par commune 22
Les volumes consommés assujettis à l'assainissement par commune 22
Les consommations par tranche 22
LA FACTURE 120 M^3 23
LE CARE 25
METHODES ET ELEMENTS DE CALCUL DU CARE 26
QUALITE DU TRAITEMENT 30
La charge hydraulique annuelle 30
La charge polluante annuelle 30
Les volumes d'effluents épurés dans l'année 31
LES CONSOMMATIONS ENERGETIQUES 31
Les consommations d'énergie calculées à partir de la facturation 31
CONSOMMATION D'ENERGIE 31
LES BOUES ET LES SOUS-PRODUITS 32
Production de boues 32
Evacuation des boues 32
Les sous-produits : Refus de Dégrillage 32
Les sous-produits : Graisses 32
DETAIL DE LA CONFORMITE PAR SYSTEME DE TRAITEMENT 33
Nombre de bilans 24h acceptables par système de traitement durant l'année 33
Taux de conformité par système de traitement 33
LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION 35
Les opérations d'hydrocurage du réseau 35
LES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE 37
Les interventions de maintenance 2ème niveau 37
Les interventions de contrôle réglementaire sur les installations électriques 38
Les interventions de contrôle réglementaire sur les appareils de levage 38
Les interventions de contrôle réglementaire de la pression 38
Les interventions de contrôle réglementaire des ouvrants automatiques 38
LES OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT 39

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DE SERVICE : 41

NOTRE RAISON D'ETRE, NOTRE BOUSSOLE A LONG TERME 46

ANNEXES COMPLEMENTAIRES 55

ATTESTATIONS D'ASSURANCES 55
Attestation Dommages aux Biens 55
Responsabilité civile 56
Attestation Responsabilité civile décennale obligatoire (bâtiment) 57
Attestation Responsabilité civile Atteinte à l'Environnement 61
Attestation Tous risques chantiers 62

INVENTAIRE 63

BILAN DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT 72

A. INFORMATION GÉNÉRALES 72

B. IDENTIFICATION ET DESCRIPTION SUCCINCTE 72
C. RAPPEL DES EXIGENCES REGLEMENTAIRES 73
D. Le diagnostic permanent des systèmes d'assainissement 73
E. Diagnostic permanent 75
F. ETUDES GENERALES ET DOCUMENTS ADMINISTRATIFS RELATIFS AU SYSTEME DE COLLECTE 77

G. BILAN ANNUEL SUR LE SYSTEME DE COLLECTE 78

H. LES RACCORDEMENTS 78
I. Les raccordements domestiques 78
J. Les raccordements non domestiques : liste des établissements 78
K. LES TRAVAUX REALISES SUR LE SYSTEME DE COLLECTE 78
L. LE CONTROLE ET LA SURVEILLANCE DU SYSTEME DE COLLECTE 78
M. Les contrôles de raccordements 78
N. Surveillance de l'état du réseau : Passage caméra 78
O. Diagnostics eaux claires parasites 79
P. Les ouvrages de gestions des eaux pluviales 88
Q. L'ENTRETIEN DU SYSTEME DE COLLECTE 89
R. Les postes de relèvement 89
S. Récapitulatif des opérations d'entretien 89
T. Quantité et destination des sous-produits évacués au cours de l'année 90
U. BILAN DES DEVERSEMENTS AU MILIEU PAR LE SYSTEME DE COLLECTE 90
V. SYNTHESE DU SUIVI METROLOGIQUE DU DISPOSITIF D'AUTOSURVEILLANCE DU SYSTEME DE COLLECTE 90
W. CONCLUSION DU BILAN ANNUEL SUR LE SYSTEME DE COLLECTE 90

X. BILAN ANNUEL SUR LE SYSTEME DE TRAITEMENT 91

Y. BILAN SUR LES VOLUMES 91
Z. Volume entrant dans le système de traitement 91
AA. Volume sortant du système de traitement 95
BB. Evolutions des volumes totaux annuels entrant et sortant 96
CC. BILAN SUR LA POLLUTION TRAITEE ET REJETEE 98
DD. Evolutions des charges entrantes annuelles 99
EE. La pollution entrante dans le système de traitement 100
FF. La pollution déversée en tête de station 102
GG. La pollution sortante du système de traitement 102
HH. Le calcul des rendements 106
II. Le suivi bactériologique 107
JJ. Le suivi du milieu récepteur 107
KK. BILAN SUR LES BOUES, LES AUTRES SOUS-PRODUITS ET LES APPORTS EXTERIEURS 108
LL. Les boues 108
MM. Les autres sous-produits 110
NN. Les apports extérieurs sur la file EAU 111
OO. BILAN DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE ET DE REACTIFS 112

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

PP. Quantités d'énergie consommée au cours de l'année 112
QQ. Quantités de réactifs consommés sur l'année 113
RR. LES FAITS MARQUANTS SUR LE SYSTEME DE TRAITEMENT, Y COMPRIS LES FAITS RELATIFS A L'AUTO-SURVEILLANCE 114
SS. Liste des faits marquants sur le système de traitement 114
TT. Déversements dans le milieu consécutifs aux faits marquants sur le système de traitement 116
UU. Bilan des alertes du protocole de protection des usages sensibles en aval du rejet 116
VV. RECAPITULATIF ANNUEL DU FONCTIONNEMENT DU SYSTEME DE TRAITEMENT ET EVALUATION DE LA CONFORMITE 117
WW. Paramètres physicochimiques 117
XX. SYNTHESE DU SUIVI METROLOGIQUE DU DISPOSITIF D'AUTOSURVEILLANCE 118
YY. BILAN ANNUEL SUR LE SYSTEME DE TRAITEMENT.....123

LE GLOSSAIRE 124

LES NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES..... 129

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

EDITORIAL



Monsieur le Maire,

J'ai le plaisir de vous adresser le Rapport Annuel du Délégataire pour l'année 2025. Ce document illustre avec précision l'activité et l'engagement du Groupe Saur sur le territoire que vous administrez, en pointant les actions conduites pour préserver et valoriser la ressource en eau, ce bien commun essentiel qui connaît, dans notre pays, des tensions grandissantes sur sa qualité et sa disponibilité.

Ainsi, cette édition reflète les défis et les transformations auxquels nous sommes confrontés. Si l'année 2022 a été marquée par une sécheresse sans précédent, l'année 2025 a été traversée par de nombreux aléas climatiques, d'une intensité et d'une répétition inédites. Ces désormais réalités imposent aux collectivités comme à leurs délégataires de s'adapter pour assurer une gestion performante et durable de la ressource en eau.

Face à ces défis, le Groupe Saur s'engage aux côtés des collectivités, en mettant à leur disposition les savoir-faire et expertises de ses collaborateurs ainsi que des solutions adaptées, qu'il s'agisse de traiter les micropolluants, de réutiliser les eaux usées traitées (REUT), ou encore de favoriser la gestion circulaire de l'eau et la production d'énergie renouvelable.

Notre organisation décentralisée, soutenue par nos 16 Centres de Pilotage Opérationnels répartis sur tout le territoire hexagonal, est le gage d'une forte proximité et la garantie d'une collaboration étroite et continue avec vos équipes.

Cette gouvernance partagée, dont le Groupe Saur a toujours été promoteur, et qu'entretient une diffusion transparente des données des services d'eau, est un atout pour la déclinaison opérationnelle de la transition hydrique de nos territoires.

En effet, nous avons la conviction que cette dernière repose sur une approche concertée avec l'ensemble des parties prenantes.

À travers ce rapport, nous souhaitons favoriser un moment d'échange privilégié avec vous et vos équipes, pour imaginer ensemble les meilleures perspectives pour votre service public. Nos équipes locales restent pleinement disponibles pour accompagner votre collectivité dans la mise en œuvre des solutions les plus adaptées à vos besoins et à ceux de vos administrés.

Au nom des collaborateurs du Groupe Saur qui interviennent chaque jour à votre service, je vous remercie de la confiance que vous leur accordez, et nous nous engageons à continuer à œuvrer, avec détermination et en partenariat avec vous, pour préserver durablement notre ressource en eau.

Je vous souhaite une excellente lecture.

Avec mes salutations respectueuses.

Estelle Grelier
Présidente de Saur France

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026



1 LE CONTRAT

Le respect des obligations contractuelles, notre principale préoccupation

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

LA VIE DE VOTRE CONTRAT

Le service de l'assainissement du contrat GAREOULT ASSAINISSEMENT est délégué à SAUR dans le cadre d'une Délégation de service public. Le contrat, signé à la date du 1 juillet 2024, arrivera à échéance le 31 décembre 2028.



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

LES REPRESENTANTS DU CONTRAT

saur France

Vos interlocuteurs privilégiés



Mélanie TEYSSIER

Directrice des Exploitations
Provence Alpes Côte d'Azur
07 65 15 03 27
melanie.teyssier@saur.com



Aurélien THIBAULT

Responsable de Territoire
Côte d'Azur
06 65 84 30 58
aurelien.thibault@saur.com



Emmanuel GIMFARRE

Chef de secteurs
Golfe de Saint Tropez - Centre Var
06 45 51 81 84
emmanuel.gimfarre@saur.com

Vos *numéros utiles*

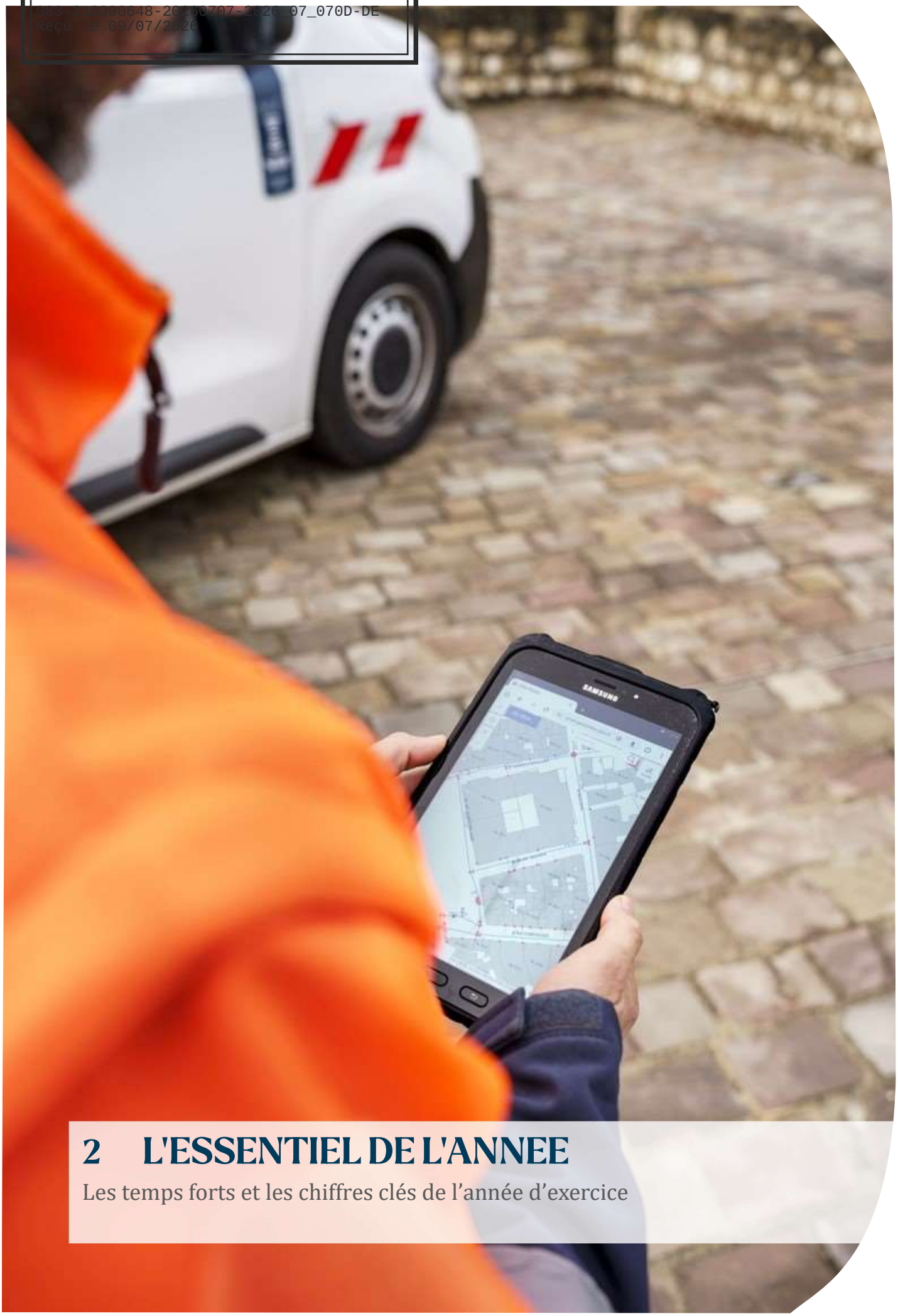
Service Clientèle	Dépannage
04 83 06 70 01	04 83 06 70 07
de 8h à 18h	24h/24 – 7 j/7
du lundi au vendredi	

AR Préfecture
083-218300648-20260709-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

LA SYNTHESE DE VOTRE CONTRAT



AR Prefecture
[illegible]-20200707-2020_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2020



2 L'ESSENTIEL DE L'ANNEE

Les temps forts et les chiffres clés de l'année d'exercice

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

LES CHIFFRES CLES

101 870 m³ assujettis à l'assainissement après coefficient correcteur

926 branchements raccordés

2,33 €TTC/m³ Au 1er janvier 2026 pour une facture de 120 m³

6,213 kml de réseau

1 986 ml hydrocurés avec moyens lourds

16 interventions de débouchage



1 station d'épuration

3 000 équivalent habitants (EH)

4 postes de relèvement

100% des bilans réalisés sont conformes

148 773 m³ d'effluents épurés

34,86 tMS de boues évacuées

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

COMPARATIF DES CHIFFRES CLES AVEC L'ANNEE ANTERIEURE

Volumes	2024	2025	Evolution N/N-1
Volumes assujettis à l'assainissement après coefficient correcteur (m³)	92 606	101 870	10,0%
Volumes épurés (m³)	133 008	148 773	11,86%

Patrimoine	2024	2025	Evolution N/N-1
Nombre de stations	1	1	-
Nombre de branchements raccordés	887	926	4,40%
Linéaire de réseau total (kml)	6,213	6,213	-

Interventions	2024	2025	Evolution N/N-1
Nombre d'interventions de débouchage	25	16	-36,0%
Linéaires total hydrocurés sur le réseau (ml)	2 188	1 986	-9,23%

Qualité du traitement	2024	2025	Evolution N/N-1
Quantité de boues évacuées (tMS)	36,153 tMS	34,86	-3,58%
Nombre de bilans 24h réalisés	12	12	-
Nombre de bilans 24h conformes	12	12	-
Taux de conformité du contrat	100%	100%	-

Prix de la facture	2024	2025	Evolution N/N-1
Prix de l'eau (€ TTC / m3)	2.39	2,33	-2,51%

Avis de confidentialité - Ce document contient des informations confidentielles, toute diffusion ou reproduction relève de la responsabilité de son destinataire.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

SYNTHESE DU CONTRAT 2025

Le patrimoine de votre contrat

Patrimoine	2025
Nombre de station(s) d'épuration	**1**
Capacité épuratoire totale en équivalents-habitants	**3 000**
Nombre de poste(s) de relevage	**4**
Nombre d'arrêtés d'autorisation de déversement du contrat	**0**

Réseau hors réseau pluvial	2024	2025	Evolution
Linéaire de réseau de collecte total (en km)	6,213	**6,213**	0%
- Linéaire de réseau de collecte unitaire total (en km)	0	**0,000**	-
- Linéaire de réseau de collecte séparatif total (en km)	6,213	**6,213**	0%
Linéaire de réseaux renouvelés au cours de l'année 2025 (en km)	0	**0**	-
Total des linéaires de réseaux renouvelés au cours des 5 dernières années (en km)	0	**0**	-
Taux de renouvellement des réseaux de collecte sur 5 ans	0%	**0%**	-
Linéaire de réseau eaux usées avec diamètre/matériau renseigné pour l'année 2025 (en km)	6,168	**6,168**	0%
Linéaire de réseau eaux usées avec période de pose renseignée pour l'année 2025 (en km)	5,128	**5,128**	0%

Le service aux usagers

Vos usagers	2024	2025	Evolution
Nombre de branchements	887	926	4,4%
Nombre de contrats d'abonnés	887	926	4,4%
Estimation de la population desservie par le service public dans le périmètre du contrat	2 218	5 948	168,23%

Service à l'usager	2024	2025	Evolution
Densité linéaire d'abonnés (abonnements) au kilomètre	143	149	4,39%
Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur	0	0	-
Taux de réclamations pour 1 000 abonnements	0	0	-

Tarif de l'eau	2024	2025	Evolution
Prix du traitement de l'eau au mètre cube (€ TTC/m³)	**2,39**	**2,33**	-2,51%
Montant total d'une facture 120 m³ au 1er janvier de l'année N+1 (€ TTC)	**286,40**	**279,32**	-2,51%

Gestion Financière	2024	2025	Evolution
Montant restant impayé au 31/12/2025 sur les factures émises au titre de l'année 2024 (€ TTC)	0	**0**	-
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) au 31/12/2025 sur les factures émises au titre de l'année 2024 (€ TTC)	209 973	**277 880**	32,34%
Taux d'impayés sur les factures d'assainissement	0	**0**	-
Montant des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité, TVA exclue, pour l'année N (€ HT)	0	**0**	-

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Le bilan de l'activité

Volumes	2024	2025	Evolution
Volumes assujettis à l'assainissement après coefficient correcteur (en m³)	92 606	**101 870**	10%
Volumes épurés (en m³)	133 008	**148 773**	11,85%
Quantité totale des boues issues des ouvrages d'épuration (en tonnes de matière sèche)	36,15	**34,86**	-3,58%
Quantité de boues évacuées (en tonnes de matière sèche)	36,15 tMS	**34,86 tMS**	-3,58%

La qualité du traitement

Qualité du traitement	2024	2025	Evolution
Pollution collectée estimée en DBO5 (en kg/j)	133,05	**357,00**	168,32%
Charge totale entrante en DBO5 (en kg/j)	79,22	**78,85**	-0,47%
Nombre de bilans 24 h acceptables	12	**12**	0%
Nombre de bilans 24 h conformes et acceptables	12	**12**	0%
Taux de conformité du contrat	100%	**100%**	0%

La consommation d'énergie

Consommation électrique	2024	2025	Evolution
Consommation (en kWh)	126 470	**139 866**	10,59%

Les interventions et l'entretien du patrimoine

Interventions de débouchage	2024	2025	Evolution
Nombre d'interventions de débouchage	25	**16**	-36%
Nombre de points noirs (points du réseau nécessitant des interventions fréquentes)	2	**3**	50%
Linéaire total de réseau eaux usées y compris le réseau d'eaux pluviales (en km)	6,213	**6,213**	0%
Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau (y compris réseau d'eaux pluviales)	32,19	**48,285**	50%

Interventions de nettoyage	2024	2025	Evolution
Linéaire total hydrocuré sur le réseau (en ml)	2 188	**1 986**	-23,26%
Hydrocurage préventif programmé sur réseau (en ml)	1 995	**1 531**	-23,26%
Hydrocurage préventif non programmé sur réseau (en ml)	193	**455**	-23,27%
Linéaire contrôlé par passage caméra (en ml)	1 721	**1 117**	-35,10%
Nombre de nettoyages des postes de relevage	15	**12**	-20%

Les obligations sur les interventions et l'entretien du patrimoine

Interventions de nettoyage	Situation à fin 2025
Linéaire total hydrocuré sur le réseau (en ml)	**3 476**
Linéaire contrôlé par passage caméra (en ml)	2 838
Nombre de nettoyages des postes de relevage	21

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

LES TEMPS FORTS DE CETTE ANNEE

Pannes et dysfonctionnements – STEP Gareoult

Désignation	Date	Résolu
Clapet polymère bloqué	06/01	
idem	07/01	Le 21/01 remplacé
Pompe 1 extraction boue variateur hs	21/01	
Pompe 2 extraction boue axe	21/01	Le 21/01 remplacement goupille
Pompe M.V bouchée	06/02	06/02
Pompe M.V bouchée	24/02	24/02
Pompe M.V bouchée	04/03	04/03
Débitmètre Rec	06/03	Réinitialisé 06/03
Pompe M.V bouchée	12/03	12/03
Pompe M.V bouchée	21/03	25/03
Pompe M.V bouchée	04/04	04/04
Pompe M.V bouchée	09/05	09/05
Pompe M.V bouchée	22/05	22/05
Pompe M.V bouchée	11/06	11/06
Pompe M.V bouchée	19/06	19/06
Pompe à mousse désamorcée	30/06	30/06
Pompe M.V bouchée	30/06	30/06
Pompe M.V bouchée	07/07	07/07
Conduite rejet bouchée	17/07	17/07
Préleveur ENT groupe froid HS	29/07	13/08
Pompe extraction boue M.V bouchée	31/07	31/07
Tuyau injection chlorure ferrique percé	01/08	01/08
Pompe M.V bouchée	04/08	04/08
Pompe à mousse bouchée	06/08	06/08
PR des CLASTRES S4w HS	22/09	23/09
Pompe chlorure HS	29/09	03/10
Pompe M.V bouchée	14/10	14/10
Rampe 3 AER BA défectueuse	18/11	

Travaux réalisés - STEP Gareoult

Désignation	Date
Remplacement ballon surpresseur eaux industriel	20/03
Remplacement potentiomètre P2 Rec	05/08
Remplacement vanne douche sécurité chlorure ferrique	06/08
Remplacement groupe froid ENT préleveur	13/08
Remplacement s4w	23/09
Remplacement Super Vision	16/06
Remplacement pompe 1 extraction boue	14/11
Remplacement pompe 2 chlorure ferrique	17/11
Installation d'un variateur déporté dans armoire électrique pour P1 extraction boue	17/11

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026



3 LES PROPOSITIONS D'AMELIORATION

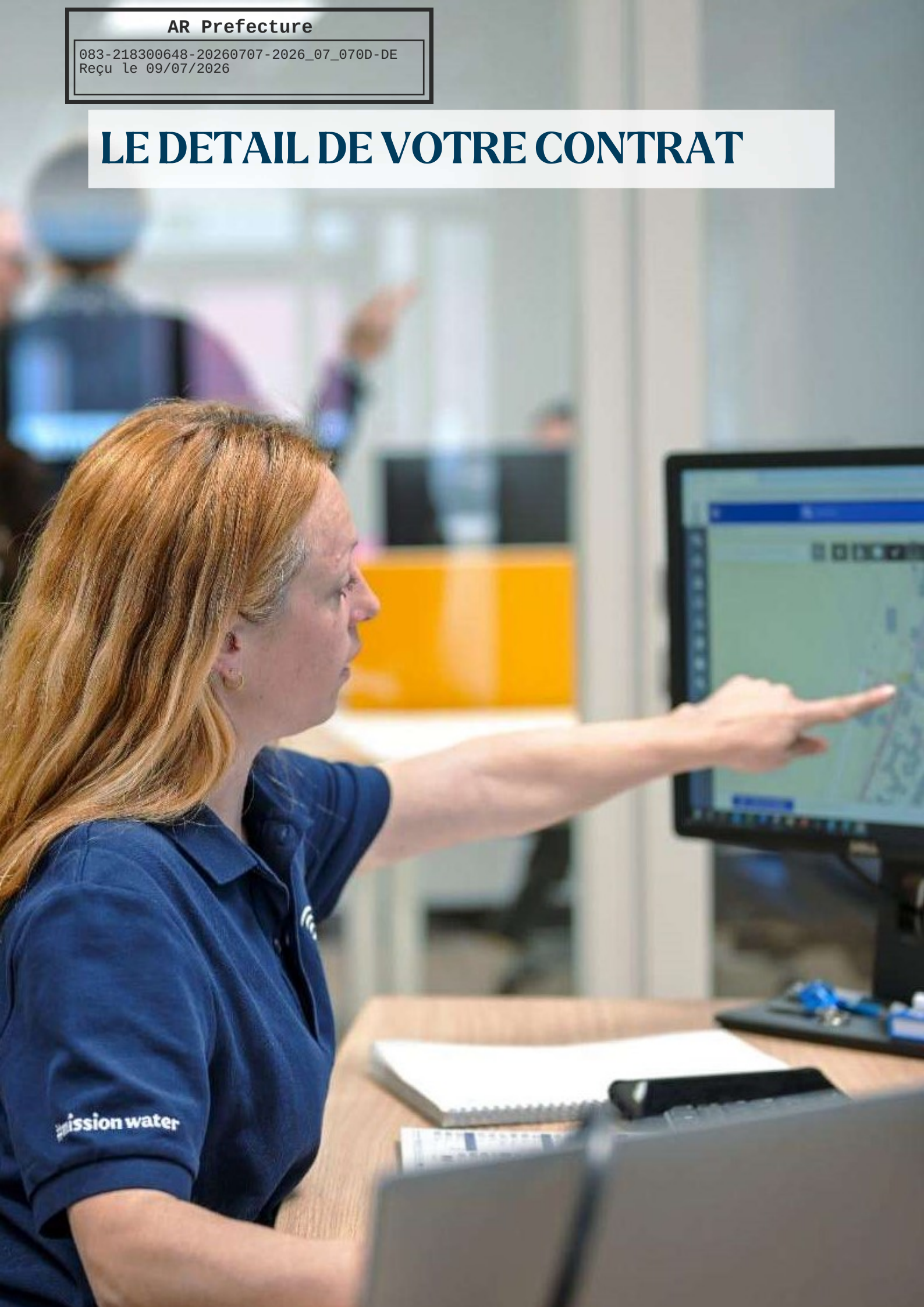
Améliorer votre patrimoine, une priorité

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

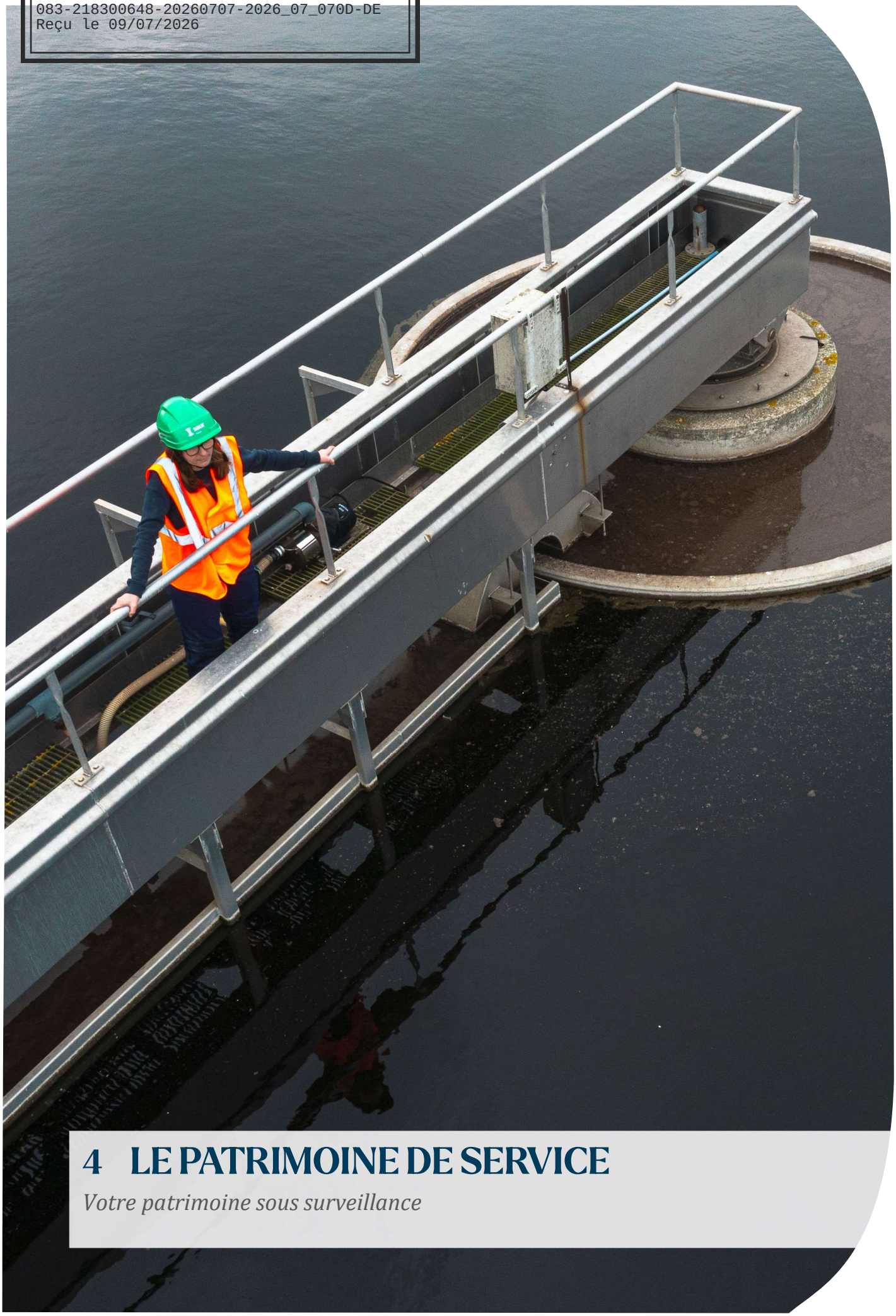
Désignation	Demande amélioration
Chlorure ferrique	- Remplacement de 3 pompes - Reprise de l'installation - Pose de porte protection éclaboussure
Local M.V	- Remplacement pompe extraction M.V - Remplacement pompe extraction boues M.V
Liste de criticité	Une liste des équipements importants sera proposée à la collectivité afin d'assurer un stock minimum des pièces qui pourraient, en cas de panne ou casse nuire au bon fonctionnement de l'installation.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

LE DETAIL DE VOTRE CONTRAT



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026



4 LE PATRIMOINE DE SERVICE

Votre patrimoine sous surveillance

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

LES INSTALLATIONS

Les stations d'épuration

Libellé	Date de mise en service	Capacité nominale (en eq.Hab)	Nature de l'effluent	Description	Télésurveillance	Groupe électrogène	Commune
STEP Garéoult - 3000 EH	2009	3 000	Domestique Séparatif	Eaux usées_Boue activées puis Traitement secondaire. Boues_Déshydratation par centrifugeuse puis compostage.	Oui	Non	GAREOULT

Les postes de relevage

Commune	Libellé	Capacité nominale	Année de mise en service	Télésurveillance	Groupe électrogène
GAREOULT	PR Aire des Dames	-	1986	Oui	Non
	PR Alfred Tilleul	-	2009	Oui	Non
	PR CES	-	1988	Oui	Non
	PR de Clastre	-	2009	Oui	Non

LE RESEAU

Le réseau comprend des équipements publics, tels que des canalisations et des ouvrages annexes, qui acheminent de manière gravitaire ou sous pression, les eaux usées issues des habitations jusqu'aux stations de traitement, et les eaux pluviales jusqu'au milieu récepteur. Il ne comprend pas les branchements.

Le réseau de collecte des eaux usées se compose de conduites à écoulement gravitaire et de conduites de refoulement. En 2025, le linéaire total des canalisations eaux usées, hors pluvial, est de 6,213 km.

Répartition par diamètre et matériau

Matériau	Diamètre (mm)	Longueur (ml)	Type	Fonction
Amiante ciment	Circulaire 200	147,36	Gravitaire	Eaux usées
Autres	Circulaire NC	44,98	Gravitaire	Eaux usées
Fonte	Circulaire 200	345,11	Gravitaire	Eaux usées
Fonte	Circulaire 300	450,21	Gravitaire	Eaux usées
PRV	Circulaire 200	19,06	Gravitaire	Eaux usées
Pvc	Circulaire 150	33,43	Gravitaire	Eaux usées
Pvc	Circulaire 160	682,3	Gravitaire	Eaux usées
Pvc	Circulaire 200	3754,66	Gravitaire	Eaux usées
Autres	Circulaire 160	438,75	Refoulement	Eaux usées
Autres	Circulaire 63	62,22	Refoulement	Eaux usées
Autres	Circulaire 75	9,02	Refoulement	Eaux usées
Fonte	Circulaire 150	225,73	Refoulement	Eaux usées
Total		6212,83		

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Détail cartographique

Matériau	Diamètre	Inconnu	1950 - 1959	1960 - 1969	1970 - 1979	1980 - 1989	1990 - 1999	2000 - 2009	2010 - 2019	2020 - 2024	Linéaire Total (ml)
Amiante ciment	Circulaire 200	147	0	0	0	0	0	0	0	0	147
Autres	Circulaire 160	439	0	0	0	0	0	0	0	0	439
Autres	Circulaire 63	62	0	0	0	0	0	0	0	0	62
Autres	Circulaire 75	9	0	0	0	0	0	0	0	0	9
Autres	Circulaire NC	45	0	0	0	0	0	0	0	0	45
Fonte	Circulaire 150	226	0	0	0	0	0	0	0	0	226
Fonte	Circulaire 200	345	0	0	0	0	0	0	0	0	345
Fonte	Circulaire 300	450	0	0	0	0	0	0	0	0	450
PRV	Circulaire 200	19	0	0	0	0	0	0	0	0	19
Pvc	Circulaire 150	33	0	0	0	0	0	0	0	0	33
Pvc	Circulaire 160	682	0	0	0	0	0	0	0	0	682
Pvc	Circulaire 200	3 755	0	0	0	0	0	0	0	0	3 755

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026



5 LE SERVICE AUX USAGERS

Leur satisfaction au cœur de nos préoccupations

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

LA GESTION CLIENTELE

La répartition présentée ci-après prend en compte les branchements en service (actifs, en cours de modification, en cours de résiliation ou en attente de mise en service).

Pour une meilleure compréhension :

Le **Branchement** correspond à l'ensemble des canalisations et d'équipements qui connectent la partie publique du réseau de collecte d'eaux usées (et éventuellement pluviales) au réseau de collecte intérieur d'un client.

Le **Client** désigne une personne physique ou morale qui utilise de l'eau et a au moins un contrat d'abonnement avec le service de distribution d'eau. Un client peut posséder plusieurs branchements. C'est le cas notamment des mairies qui possèdent une salle des fêtes, un stade, un cimetière, etc.

Les **volumes consommés assujettis à l'assainissement** : La redevance d'assainissement est calculée en fonction de tous les volumes d'eau prélevés par les usagers, que ce soit à partir du réseau public de distribution ou d'autres sources privées telles que des puits. Les volumes suivants représentent les volumes soumis à l'assainissement après l'application des coefficients correcteurs.

Les branchements par commune

	2024	2025	Evolution
GAREOULT	887	926	4,4%

Les clients par commune

	2024	2025	Evolution
GAREOULT	880	921	4,7%

Les volumes consommés assujettis à l'assainissement par commune

	2024	2025	Evolution
GAREOULT	92 606	101 870	10%

Les consommations par tranche

Les branchements par tranche

		Particuliers et autres			Communaux
Commune	**2025**	**Dont < 200 m³ / an (tranche 1)**	**Dont 200 < conso < 6000 m³/an (tranche 2)**	**Dont > 6000 m3/an (tranche 3)**	**Communaux**
GAREOULT	926	848	58	1	19
Repartition (%)	-	91,58	6,26	0,11	2,05
Total	926	848	58	1	19

Les volumes consommés par tranche

		Particuliers et autres			Communaux
Commune	**2025**	**Dont < 200 m³ / an (tranche 1)**	**Dont 200 < conso < 6000 m³/an (tranche 2)**	**Dont > 6000 m3/an (tranche 3)**	**Communaux**
GAREOULT	101 870	58 589	26 625	10 286	6 370
Total de la collectivité	101 870	58 589	26 625	10 286	6 370
Consommation moyenne par TYPE de branchement	110,01	69,09	459,05	10 286	335,26

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

LA FACTURE 120 M³

Vos Contacts :

Accueil : 14 AV GABRIEL BARBAROUX
83340 LE LUC
Du Lundi au Vendredi 9h-12h/14h-16h30

Téléphone : 04 83 06 70 01
Du Lundi au Vendredi 8h à 18h

Dépannage 24h/24 : 04 83 06 70 07

SPECIMEN
01 Janvier 2026

Courrier : TSA 32608
92894 NANTERRE CEDEX 09

Référence à rappeler
******

66

DESTINATAIRE
DE LA FACTURE

******
******
******

NOM DU CLIENT
****** ******

Distribution de l'eau :

PROVENCE AGGLOMERATION-COMMUNE DE GAREOULT

Ce document est une simulation de facture.

Cette simulation a été menée pour une consommation de 120 m3.

Abonnement TTC	64,27 €	
Consommation TTC	215,05 €	soit 0,0018 €/Litre
Total facture TTC	**279,32 €**	
	279,32 €	

BRANCHEMENT	COMPTEUR Numéro	COMPTEUR Diamètre				Consommation m3	Information
GAREOULT	H19UA310983X	015 mm				**120**	Conso. simulée
TOTAL CONSOMMATION						**120**	

SPECIMEN — **FACTURE N° Simulation**

			Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
Distribution de l'eau	213,16 € HT	**224,89 € TTC**	m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Abonnement Part Communale		Année 2026					26,36	5,50
Abonnement Part SAUR		Année 2026					34,56	5,50
Consommation Part Communale		Année 2026	1 à 60	60	0,6762	40,57		5,50
			61 à 120	60	0,7803	46,82		5,50
Consommation Part SAUR		Année 2026		120	0,3604	43,25		5,50
Consommation part Bassin de prélèvement - Rhône Méditerranée Corse 835900/01 COMMUNE DE GAREOULT		Année 2026		120	0,1800	21,60		5,50

			Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
Organismes publics	51,60 € HT	**54,43 € TTC**	m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Consommation part Performance EP - Rhône Méditerranée Corse 835900/01 PROVENCE AGGLOMERATION		Année 2026		120	0,0400	4,80		5,50
Consommation part Consommation EP - Rhône Méditerranée Corse GAREOULT		Année 2026		120	0,3900	46,80		5,50

Total Facture	**279,32 € TTC**

HT soumis à TVA : 264,76 €
TVA sur les débits : 14,56 €

ABONNEMENT
Montant indépendant de la consommation correspondant à la mise à disposition des services et destiné à couvrir des charges fixes.

CONSOMMATION
Volume en m³ enregistré par le compteur entre deux relevés. Lorsqu'il n'a pas été possible de relever le compteur, la consommation peut être estimée. La consommation eau constitue la base de calcul de la collecte et du traitement des eaux usées.

ORGANISMES PUBLICS
Les Agences De l'Eau sont des établissements publics de l'Etat et ont pour mission de lutter contre les pollutions, gérer les ressources en eau et préserver les milieux aquatiques.
La taxe intitulée **Voies navigables de France** concerne les communes qui prélèvent ou rejettent de l'eau dans une voie navigable.

Conformément à l'article L 441-3 du Code de Commerce, il sera appliqué à tout professionnel en situation de retard de paiement une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026



6 LE CARE

Le compte rendu financier sur l'année d'exercice

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

LE CARE

SAUR SAS

ANNEE 2025

COLLECTIVITE CNE GAREOULT EU
ACTIVITE Assainissement

Compte annuel de résultat de l'exploitation

En Application du décret du 14 mars 2005

En milliers d'euros	2024	2025	Ecart en %
PRODUITS	**252,6**	**267,9**	**6,1**
Exploitation du service	183,6	198,0	
Collectivités et autres organismes publics (estimations)	69,0	67,5	
Travaux attribués à titre exclusif		2,3	
CHARGES	**316,3**	**317,4**	**0,3**
Personnel	70,2	66,6	
Energie électrique	29,4	23,3	
Produits de traitement	3,2	6,8	
Analyses	4,4	-5,9	
Sous-traitance, matières et fournitures	42,6	52,6	
Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles (1)	0,8	1,4	
Autres dépenses d'exploitation	26,9	33,3	
Télécommunications, poste et télégestion	*0,8*	*1,0*	
Engins et véhicules	*11,1*	*17,5*	
Informatique	*7,9*	*7,2*	
Assurances	*0,6*	*0,4*	
Locaux	*5,2*	*4,0*	
Divers	*1,5*	*3,1*	
Contribution des services centraux et recherche	20,9	22,1	
Collectivités et autres organismes publics (estimations)	69,0	67,5	
Part collectivité	*69,0*	*67,5*	
Charges relatives aux renouvellements	46,0	44,1	
Pour garantie de continuité du service	*23,9*	*17,6*	
Programme contractuel	*13,8*	*26,4*	
Fonds contractuel	*8,3*		
Charges relatives aux investissements contractuels		0,8	
Charges relatives investissements du domaine privé	2,3	2,9	
Pertes sur créances irrécouvrables & contentieux	0,5	2,0	
RESULTAT AVANT IMPOT	**-63,7**	**-49,5**	**-22,3**
RESULTAT	**-63,7**	**-49,5**	**-22,3**

Conforme à la circulaire FP2E du 31/01/2006
Réf : 02835901

Validé le 22/05/2026

(1) Si impôts locaux, taxes et redevances contractuelles :
y compris redevance domaniale : département, région, État et redevance d'occupation du domaine public de la collectivité.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

METHODES ET ELEMENTS DE CALCUL DU CARE

Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) ci-joint est préparé conformément à l'article 2 de la loi du 08/02/1995, qui impose au délégataire de service public l'obligation de publier un rapport annuel. Ce rapport a pour objectif d'informer le délégant sur les comptes financiers, la qualité de service et l'exécution du service public délégué.

La présentation du CARE est en conformité avec les directives de la circulaire n° 740 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau, et elle tient compte des recommandations formulées par le Comité "Secteur public" de l'Ordre des experts-comptables, telles que présentées dans ses ouvrages "Le rapport annuel du délégataire de service public" et "L'eau et l'assainissement, déclinaison sectorielle du rapport annuel du délégataire de service public", publiés dans la collection "Maîtrise de la gestion locale".

En plus de cette circulaire, celle du 31/01/2006, en application du décret 2005-236 du 14/03/2005, a été ajoutée. Cette circulaire inclut les chiffres de l'année en cours, et à partir de l'exercice 2006, ceux de l'année précédente sont également mentionnés. La variation constatée (en pourcentage) entre l'année en cours et l'année précédente est systématiquement indiquée.

L'annexe au Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation a pour objectif d'expliquer les méthodes de préparation de la partie financière du rapport annuel, y compris ses composantes. Elle commence par présenter les différents niveaux d'organisation du rapport.

Modalités d'établissement du compte annuel du résultat de l'exploitation et composantes des rubriques :

Le CARE regroupe, par nature, l'ensemble des produits et des charges imputables au contrat de délégation de service public permettant de déterminer l'économie du contrat.

1) **PRODUITS** • la rubrique "Produits" comprend :

Exploitation du Service : le montant total, hors TVA, des produits d'exploitation (part fermière) se rapportant à l'exercice.

Collectivités et autres organismes publics : le montant total, hors TVA, des produits collectés pour le compte de la Collectivité ainsi que les diverses taxes et redevances perçues pour le compte des organismes publics.

Travaux attribués à titre exclusif : le montant total, hors TVA, des travaux réalisés dans le cadre du contrat, par application d'un bordereau de prix annexé à ce contrat.

Produits accessoires : les montants hors TVA facturés, conformément aux dispositions du contrat de délégation, aux clients abonnés au service, dans le cadre de prestations ponctuelles.

2) **CHARGES** • les charges relatives au contrat, reprises dans le CARE, conformément à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006 peuvent être classifiées de la manière suivante

Des charges directement affectées au contrat : il s'agit essentiellement des charges du Secteur, ainsi que celles des services mutualisés du Territoire. Elles comprennent :

- Des charges directes faisant l'objet d'une comptabilisation immédiate sur le contrat,
- Des charges réparties dont une quote-part est imputée au contrat en fonction de clés de répartition techniques, différentes selon la nature des charges afin de tenir compte de la clé économiquement la mieux adaptée (gestion technique, gestion clientèle, engins et véhicules…).
    - La gestion technique (ingénieurs et techniciens d'exploitation, chimistes, logiciels techniques, télégestion, cartographie…) est répartie sur chaque contrat en fonction du Chiffre d'Affaires du contrat par rapport au Chiffre d'Affaires du Territoire.
    - La gestion clientèle (frais de personnel du service clientèle, plateforme téléphonique, frais de facturation, frais d'affranchissement, frais de relance…) est imputée sur chaque contrat proportionnellement au nombre de clients du contrat.
    - Les frais « engins et véhicules » sont imputés sur chaque contrat du Territoire proportionnellement au coût de personnel d'exploitation du contrat par rapport au coût total du personnel d'exploitation du Territoire.
- Des Charges réparties entre les contrats : ces charges sont réparties au prorata de la Valeur Ajoutée Analytique (VAA) du contrat. Il s'agit notamment :
    - Des « Frais de Territoire et de secteur » représentant des frais d'encadrement du contrat répartis par nature de charge,
    - Des "Frais de structure centraux" représentant la contribution du contrat aux services Centraux et à la Recherche et Développement.
- Des Charges économiques calculées : il s'agit de charges (investissements réalisés par le délégataire) dont les paiements sont effectués à une périodicité différente de l'exercice. Afin de faire ressortir de façon régulière l'économie du contrat, ces charges sont lissées sur toute la durée de celui-ci.

CHARGES • La rubrique "charges" comprend :

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Personnel : Cette rubrique correspond au coût du personnel de la société, incluant les salaires et charges sociales et les frais annexes de personnel (frais de déplacement, vêtements de travail et de sécurité, plan d'épargne entreprise…) ainsi qu'au coût du personnel intérimaire intervenant sur le contrat.
L'imputation des frais de personnel d'exploitation est réalisée sur la base de fiches de pointage. Cela intègre également une quote-part d'encadrement, de personnel technique et clientèle.
Cette rubrique comprend également la « Participation légale des salariés aux résultats de l'entreprise ».

Énergie électrique : Cette rubrique comprend la fourniture d'énergie électrique exclusivement dédiée au fonctionnement des installations du service.

Achats d'Eau : Cette rubrique comprend les Achats d'eau en gros auprès de tiers ou auprès d'autres contrats gérés par l'entreprise effectués exclusivement pour la fourniture d'eau potable dans le cadre du contrat.

Produits de traitement : Cette rubrique comprend exclusivement les produits entrant dans le process de production.

Analyses : Cette rubrique comprend les analyses réglementaires ARS et celles réalisées par le Délégataire dans le cadre de son autocontrôle.

Sous-traitance, Matières et Fournitures : Cette rubrique comprend :

- Sous-traitance : les prestations de sous-traitance comprennent les interventions d'entreprises extérieures (terrassement, hydrocurage, espaces verts, cartographie …) ainsi que des prestations réalisées par des services communs de l'entreprise telles que des prestations d'hydrocurage, de lavage de réservoir, de recherche de fuites par corrélation acoustique.
- Matières et Fournitures : ce poste comprend :
    - Les charges relatives au remplacement de compteurs qui ne sont pas la propriété de l'entreprise ;
    - La location de courte durée de matériel sans chauffeur ;
    - Les fournitures nécessaires à l'entretien et à la réparation du réseau ;
    - Les fournitures nécessaires à l'entretien du matériel électromécanique ;
    - Le matériel de sécurité ;
    - Les consommables divers.

Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles : Cette rubrique comprend :

- La contribution économique territoriale (CET) ;
- La contribution sociale de solidarité ;
- La taxe foncière ;
- Les redevances d'occupation du domaine public.

Autres dépenses d'exploitation :

- "Télécommunications, poste et télégestion" : ce poste comprend les frais de lignes téléphoniques dont ceux relatifs à la télésurveillance ainsi que les dépenses d'affranchissement (hors facturation).
- "Engins et véhicules" : ce poste comprend les charges de location longue durée des véhicules, consommation de carburant, entretien et réparations, assurances. Le total des charges de la section "Engins et véhicules" fait l'objet d'une imputation sur chacun des contrats du Territoire proportionnellement au coût de personnel d'exploitation du contrat par rapport au coût total du personnel d'exploitation du Territoire.
- "Informatique" : ce poste comprend les frais liés au matériel et logiciels des personnels intervenant sur le contrat. Il comprend également les frais liés aux logiciels métier, nécessaires à la réalisation du contrat ainsi que les frais de facturation :
    - SAPHIR et NAÏA, logiciel de gestion de la relation clientèle ;
    - QUALITE-PRODUIT, logiciel de suivi de la qualité ;
    - GAM&EAU et NEO, logiciel de suivi de la production, suivi de la force motrice et de planification ;
    - J@DE, logiciel de gestion et des achats ;
    - eSigis, logiciel de cartographie ;
    - GEREMI, logiciel de télésurveillance.
- "Assurances" : ce poste comprend :
    - La prime d'assurance responsabilité civile relative au contrat. Cette assurance a pour objet de garantir les tiers des dommages matériels, corporels et incorporels dont la responsabilité incomberait au délégataire ;
    - Les primes dommages ouvrages ;
    - Les autres primes particulières d'assurance s'il y a lieu ;
    - Les franchises appliquées en cas de sinistre.
- "Locaux" : ce poste comprend les charges relatives à l'utilisation des locaux.
- "Divers" : autres charges.

Frais de contrôle : Ces frais concernent le contrôle contractuel du service, lorsque sa charge incombe au délégataire.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Contribution aux Services Centraux et Recherche : Une quote-part de frais de structures nationale et régionale, telle que décrite au chapitre 1, est imputée sur chaque contrat.

Collectivités et autres organismes publics : Ce poste comprend :

- La part communale ou intercommunale ;
- Les taxes (TVA) ;
- Les redevances (Agence de l'eau, voies navigables de France, etc).

Charges relatives aux Renouvellements : ce poste comprend plusieurs notions compatibles :

- « Garantie pour continuité de service » implique que le délégataire assume entièrement et à ses risques tous les coûts d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires pour maintenir la continuité du service. Ces dépenses doivent être couvertes par le délégataire sans qu'il y ait d'ajustement (à la hausse ou à la baisse) de sa rémunération contractuelle. Le montant indiqué dans cette rubrique comprend la somme des dépenses réelles pour le renouvellement non planifié et l'entretien électromécanique.
- "Programme contractuel de renouvellement" : cette rubrique correspond aux engagements contractuels du délégataire, sur un programme prédéterminé de travaux. Il s'agit généralement d'un lissage économique sur la durée du contrat.
- "Compte (ou Fonds contractuel) de renouvellement" : le délégataire est tenu de prélever régulièrement sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans la mesure où l'obligation du délégataire au titre d'un exercice donné est strictement égale à la dotation au compte (ou fonds contractuel), c'est le montant de cette dotation qui doit alors figurer sur le CARE.

Charges relatives aux Investissements : Elles comprennent les différents types d'obligations existant dans le contrat :

- Programme contractuel d'investissements ;
- Fonds contractuel d'investissements ;
- Annuité d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire ;
- Investissements incorporels.

Les montants engagés par le délégataire au titre des investissements réalisés sur le contrat font l'objet d'un amortissement financier présenté sur le CARE sous forme d'une annuité constante.

Les charges relatives au remboursement d'annuités d'emprunts contractés par la collectivité et que le délégataire s'est engagé contractuellement à rembourser font l'objet d'un calcul actuariel consistant à ramener chaque annuité en investissement début de période et à définir le montant de l'annuité constante sur toute la durée du contrat permettant d'obtenir une Valeur Actuelle Nette (VAN) égale à zéro.

Charges relatives aux Investissements du domaine privé : Le montant de cette rubrique comprend l'amortissement du matériel, des engins et véhicules, du gros outillage et des compteurs propriété de l'entreprise affectés au contrat ainsi que les frais financiers relatifs au financement de ces immobilisations calculés sur la base de la valeur nette comptable moyenne de celles-ci.

Perte sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement : Ce poste comprend :

- Les annulations de créances incluant notamment celles au titre du Fonds de Solidarité Logement (FSL Eau) ;
- Les provisions pour créances douteuses ;
- Les frais d'actes et de contentieux.

3) RESULTAT AVANT IMPOT

Il s'agit de la différence entre les produits et les charges.

4) IMPOT SUR LES SOCIETES

Cet impôt ne s'applique que pour les contrats ayant un Résultat avant Impôt bénéficiaire. Le taux d'impôt sur les sociétés appliqué au résultat des contrats est de 33.33%.

5) RESULTAT

Il s'agit du Résultat restant après éventuel Impôt sur les Sociétés.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026



7 BILAN DE L'ACTIVITE DE CETTE ANNEE

Un regard sur notre activité

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

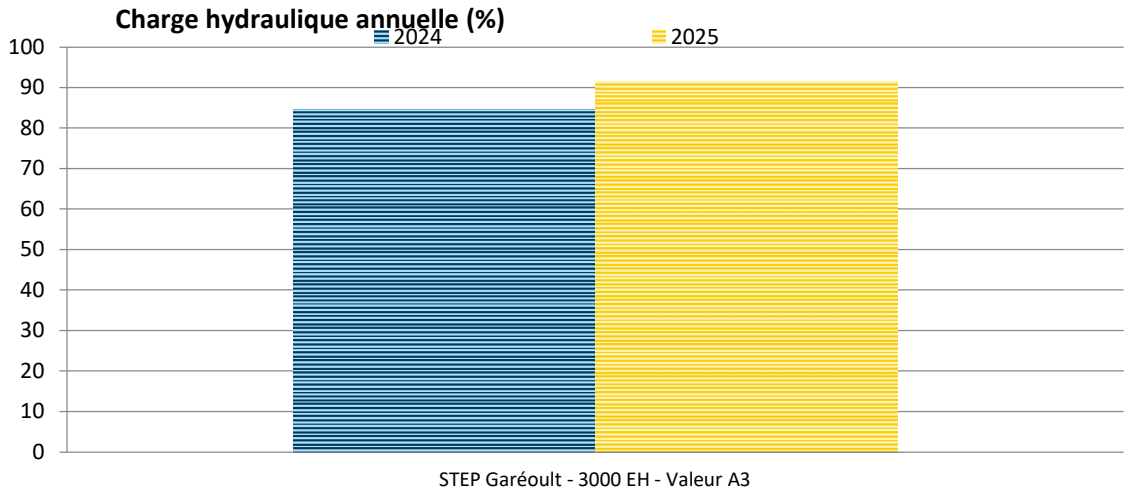
QUALITE DU TRAITEMENT

La charge hydraulique annuelle

Charge hydraulique annuelle = moyenne [Volumes entrants journaliers (m^3/j) / Débit nominal* de la station (m^3/j) x 100].

Selon les volumes journaliers enregistrés au débitmètre en entrée A3 de la station

Libellé de l'installation	2024	2025
STEP Garéoult - 3000 EH	84,29%	91,43%

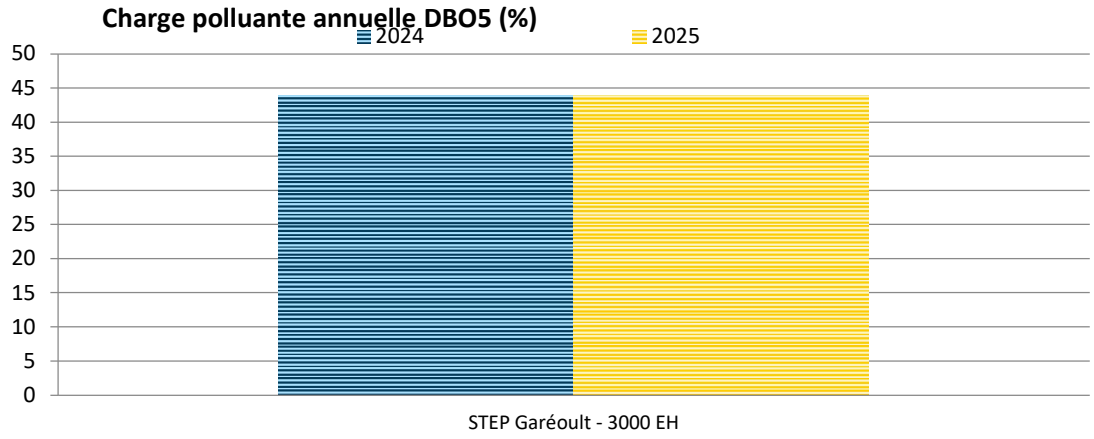


**Charge nominale définie dans l'acte préfectoral de la station.*

La charge polluante annuelle

Charge polluante annuelle = moyenne [(Volumes entrants journaliers (m^3/j) x concentration DBO5 (mg/l) /1000) / capacité nominale* DBO5 de la station x 100].

Libellé de l'installation	2024	2025
STEP Garéoult - 3000 EH	43,91%	43,81%



**Capacité nominale définie dans l'acte préfectoral de la station.*

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Les volumes d'effluents épurés dans l'année

Nom de l'installation	Situation du point mesuré	2024 m³	2025 m³
STEP Garéoult - 3000 EH	Entrée	144 373	156 182
STEP Garéoult - 3000 EH	Sortie	133 008	148 773

LES CONSOMMATIONS ENERGETIQUES

Les consommations d'énergie calculées à partir de la facturation

Calcul à partir de la facturation du distributeur pour l'ensemble du contrat au cours de l'exercice, prise en compte de toutes les corrections de facturation : avoirs et rattrapages.

	2024	2025
Consommation en KWh	126 470	139 866

CONSOMMATION D'ENERGIE

Consommation électrique en kWh	2024	2025
GAREOULT (83) - PR Aire des Dames	956	999
GAREOULT (83) - PR Alfred Tilleul	1 526	0
GAREOULT (83) - PR CES	415	420
GAREOULT (83) - PR de Clastre	14 229	15 030
STEP Garéoult - 3000 EH	109 344	123 417
Total	**126 470**	**139 866**

Les consommations d'énergie présentées ci-dessus sont établies à partir de la facturation du distributeur pour l'ensemble du contrat au cours de l'exercice, et prennent en compte toutes les corrections de facturation : avoirs et rattrapages.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

LES BOUES ET LES SOUS-PRODUITS

Production de boues

Nom de l'installation	2024 (tMS)	2025 (tMS)
STEP Garéoult - 3000 EH	59,059	68,23

Evacuation des boues

Nom de l'installation	Destination	2024 (tMS)	2025 (tMS)
STEP Garéoult - 3000 EH	Boues traitées évacuées vers STEP	3,882	14,354
STEP Garéoult - 3000 EH	Boues traitées évacuées vers transit	32,271	20,227

Destination des boues évacuées

Destinations	Tonnes de MS	%MS total	Observations
Boues traitées évacuées vers transit	16,560	47,50%	Plateforme compostage Fayence
Boues traitées évacuées vers transit	18,301	52,50%	Plateforme compostage Manosque

L'intégralité des boues déshydratées a été évacuée en compostage.

Les sous-produits : Refus de Dégrillage

Nom de l'installation	Destination	2024 Kg	2025 Kg
STEP Garéoult - 3000 EH	Refus dégrillage évacué vers compostage produit (F)	2 085	2 130

Les sous-produits : Graisses

Nom de l'installation	Destination	2024 (Kilogrammes)	2025 (Kilogrammes)
STEP Garéoult - 3000 EH	Graisses évacuées en Transit	8 000	16 400

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

DETAIL DE LA CONFORMITE PAR SYSTEME DE TRAITEMENT

Nombre de bilans 24h acceptables par système de traitement durant l'année

Remarque : Pour les installations dont la capacité est inférieure à 30 kg de DBO5/j, le bilan de fonctionnement et les évaluations de conformité n'interviennent que tous les deux ans.

Libellé de l'installation	2024	2025
STEP Garéoult - 3000 EH	12	12

Taux de conformité par système de traitement

Libellé de l'installation	2024	2025	Evaluation de la conformité par l'exploitant
STEP Garéoult - 3000 EH	100%	100%	Conforme

Le taux de conformité est calculé en divisant le nombre de bilans réalisés et conformes par le nombre total de bilans réalisés par système de traitement.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026



8 LES INTERVENTIONS REALISEES

Préserver et moderniser votre patrimoine

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION

Les opérations d'hydrocurage du réseau

Opérations d'hydrocurage préventif programmés

Synthèse de l'hydrocurage préventif réalisé durant l'année :

Commune	Total (ml)
GAREOULT	1531

Détail de l'hydrocurage préventif réalisé durant l'année :

Commune	Date	Adresse	Linéaire curé
GAREOULT	03/12/25	64 Avenue du Docteur Francis Bosio	573
	04/12/25	49 Avenue Etienne Gueit	568
	23/12/25	2c Rue Martin Luther-king	240
	23/12/25	3lot 12 Avenue du Docteur Francis Bosio	150

Opérations d'hydrocurage préventif non programmés et débouchages

Synthèse des opérations d'hydrocurage préventif non programmés effectuées sur le réseau et les branchements au cours de l'année :

Commune	Type	Nombre	Linéaire hydrocuré (mL)
GAREOULT	Curage EU	5	245
	Débouchage Hydro Branchement	8	110
	Débouchage Hydro EU	1	100
	Débouchage Rior Branchement	1	0
	Débouchage Rior EU	1	0
Total		**16**	**455**

Détail des opérations d'hydrocurage préventif non programmés effectuées sur le réseau et les branchements au cours de l'année :

Commune	Date	Adresse
GAREOULT	23/01/25	6 Rue des Molières
	24/01/25	5 Boulevard du Mourillon
	29/01/25	1 Rue du 11 Novembre 1918
	25/02/25	19 Rue Aires des Dames
	03/04/25	40 Boulevard Louis Brémond
	18/04/25	1 Avenue Etienne Gueit
	14/05/25	Place Jules Ferry
	19/05/25	Place Jules Ferry
	10/06/25	3lot 1 Avenue du Docteur Francis Bosio
	16/06/25	3lot 1 Avenue du Docteur Francis Bosio
	07/07/25	5a Avenue du Docteur Francis Bosio
	13/09/25	Impasse des Figuiers
	27/10/25	40 Boulevard Louis Brémond
	18/12/25	Av. du Dr Francis Bosio

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Opérations de débouchage ponctuel

Détails des interventions ponctuelles de désobstruction de réseaux et/ou de branchements à l'aide d'un équipement tel qu'un RIOR, une canne ou une aspiratrice

Commune	Date	Adresse
GAREOULT	24/05/25	18 Boulevard du Mourillon
	17/10/25	61 Boulevard du Mourillon

Opération de passage caméra

Synthèse des passages caméra réalisés durant l'année :

Commune	Linéaire inspecté (ml)
GAREOULT	1117

Détail des passages caméra réalisés durant l'année :

Commune	Date	Adresse	Linéaire inspecté (ml)
GAREOULT	03/12/25	3lot 11 Avenue du Docteur Francis Bosio	544
	04/12/25	77 Avenue Etienne Gueit	573

Opération sur postes de relevage

Synthèse des interventions sur les postes de relevage réalisées durant l'année :

Commune	Nombre
GAREOULT	12

Détail des interventions sur les postes de relevage réalisées durant l'année :

Commune	Date	Adresse
GAREOULT	24/02/25	GAREOULT (83) - PR Aire des Dames
	24/02/25	GAREOULT (83) - PR Alfred Tilleul
	24/02/25	GAREOULT (83) - PR CES
	06/06/25	GAREOULT (83) - PR Aire des Dames
	06/06/25	GAREOULT (83) - PR Alfred Tilleul
	06/06/25	GAREOULT (83) - PR CES
	06/06/25	GAREOULT (83) - PR de Clastre
	17/07/25	GAREOULT (83) - PR CES
	17/07/25	GAREOULT (83) - PR de Clastre
	03/10/25	GAREOULT (83) - PR Aire des Dames
	03/10/25	GAREOULT (83) - PR CES
	02/12/25	GAREOULT (83) - PR de Clastre

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

LES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE

Les interventions de maintenance 2ème niveau

Synthèse des interventions de maintenance 2ème niveau :

Commune	Nombre d'interventions de type curatif	Nombre d'interventions de type préventif	Total
GAREOULT	23	1	24

Détail des interventions de maintenance 2ème niveau :

Commune	Libellé de l'installation	Equipement concerné	Date	Type d'intervention
GAREOULT	STEP Garéoult - 3000 EH	STEP Garéoult - 3000 EH	16/01/25	Curatif
	STEP Garéoult - 3000 EH	Pompe à boues n°1	21/01/25	Curatif
	STEP Garéoult - 3000 EH	Pompe de relevage des MV vers cuve coagulation	21/01/25	Curatif
	STEP Garéoult - 3000 EH	Débitmètre électromagnétique boues liquides	05/03/25	Curatif
	STEP Garéoult - 3000 EH	Surpresseur air à lobes n°1	05/03/25	Curatif
	STEP Garéoult - 3000 EH	Pompe à boues n°2	05/03/25	Curatif
	STEP Garéoult - 3000 EH	Pompe à boues n°1	18/04/25	Curatif
	GAREOULT (83) - PR de Clastre	Compresseur	18/04/25	Préventif
	STEP Garéoult - 3000 EH	STEP Garéoult - 3000 EH	13/05/25	Curatif
	STEP Garéoult - 3000 EH	Coffret de dépotage avec badgeuse	19/06/25	Curatif
	STEP Garéoult - 3000 EH	Sofrel S4W + ADSL + routeur (FDD)	25/06/25	Curatif
	STEP Garéoult - 3000 EH	Variateur pompe à boues n°1	24/07/25	Curatif
	STEP Garéoult - 3000 EH	Automate Télémécanique TSX	24/07/25	Curatif
	STEP Garéoult - 3000 EH	Pompe à rotor et vis verticale à flottants	05/08/25	Curatif
	STEP Garéoult - 3000 EH	Variateur pompe à boues n°1	19/08/25	Curatif
	GAREOULT (83) - PR CES	Potence sur pied nue (HS)	08/09/25	Curatif
	STEP Garéoult - 3000 EH	Monorail local centrifugeuse	08/09/25	Curatif
	STEP Garéoult - 3000 EH	Coffret de dépotage avec badgeuse	16/09/25	Curatif
	STEP Garéoult - 3000 EH	Armoire générale de commande	22/09/25	Curatif
	GAREOULT (83) - PR de Clastre	Sofrel S4W + fonction assainissement	23/09/25	Curatif
	STEP Garéoult - 3000 EH	Pompe doseuse 1 FeCl3 n°1 biologique	03/10/25	Curatif
	GAREOULT (83) - PR de Clastre	Armoire générale de commande	07/10/25	Curatif
	STEP Garéoult - 3000 EH	Pompe doseuse 1 FeCl3 n°1 biologique	14/11/25	Curatif
	STEP Garéoult - 3000 EH	Variateur pompe à boues n°1	23/12/25	Curatif

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Les interventions de contrôle réglementaire sur les installations électriques

Commune	Libellé de l'installation	Equipement concerné	Date
GAREOULT	STEP Garéoult - 3000 EH	STEP Garéoult - 3000 EH	11/12/25

Les interventions de contrôle réglementaire sur les appareils de levage

Commune	Libellé de l'installation	Equipement concerné	Date
GAREOULT	STEP Garéoult - 3000 EH	Potence de levage avec treuil + pied agitateur-recirculation	04/12/25
	STEP Garéoult - 3000 EH	Potence de levage avec treuil + pied agitateur-aération	04/12/25
	STEP Garéoult - 3000 EH	Potence de levage avec treuil + pied dégraisseur	04/12/25
	STEP Garéoult - 3000 EH	Potence + pied 150 Kg poste toutes eaux	04/12/25
	STEP Garéoult - 3000 EH	Monorail local centrifugeuse	04/12/25
	STEP Garéoult - 3000 EH	Potence de levage avec treuil eau traitée/dépotage	04/12/25
	STEP Garéoult - 3000 EH	Potence + pied avec treuil agitateur-zone de contact	04/12/25
	GAREOULT (83) - PR CES	Potence sur pied nue (HS)	04/12/25
	GAREOULT (83) - Bassin d'orage de Clastre	Potence + pied + cablette 320 Kg Hydroclean n°1	04/12/25
	GAREOULT (83) - Bassin d'orage de Clastre	Potence + pied + cablette 320 Kg Hydroclean n°2	04/12/25
	GAREOULT (83) - PR de Clastre	Potence sur pied + pied + treuil	04/12/25

Les interventions de contrôle réglementaire de la pression

Aucune intervention réalisée en 2025.

Les interventions de contrôle réglementaire des ouvrants automatiques

Commune	Libellé de l'installation	Equipement concerné	Date
GAREOULT	STEP Garéoult - 3000 EH	STEP Garéoult - 3000 EH	09/07/25
	STEP Garéoult - 3000 EH	Volet roulant motorisé local centrifugeuse	11/12/25
	STEP Garéoult - 3000 EH	Volet roulant motorisé benne à boues n°1	11/12/25
	STEP Garéoult - 3000 EH	Double porte local surpresseur	11/12/25
	STEP Garéoult - 3000 EH	Double porte local eau industrielle	11/12/25
	STEP Garéoult - 3000 EH	Volet roulant motorisé benne à boues n°2	11/12/25

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

LES OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT

Les Opérations de renouvellement dans le Cadre du programme contractuel :

Un **Programme Contractuel de Renouvellement** implique un engagement de la part du Délégataire à exécuter un programme préétabli d'opérations de renouvellement. Une dotation annuelle lissée est définie à partir d'un calendrier prévisionnel détaillé des opérations de renouvellement.
Le montant des dépenses effectuées correspond à l'affectation des dépenses au Programme Contractuel. Le tableau de suivi englobe toutes les années depuis la signature du contrat jusqu'à l'année en cours, y compris le solde actuel du Programme.

Dotations non actualisées en Programme au : 31/12/2025	2024	2025	2026	2027	2028	Total (€)
Dotations (€)	12 066	24 000	24 000	24 000	24 000	**108 066**

Coefficients en Programme au : 31/12/2025	2024	2025
Coefficient de la dotation	1,000000	1,007484
Coefficient de report de solde	1,000000	1,000000

Bilan financier en Programme au : 31/12/2025		2024	2025	Total (€)
Dotation actualisée (€)		12 066	24 180	**36 246**
Report de solde actualisé (€)		0	- 11 284	
Programmé au contrat	PARTIEL	600	22 606	**23 206**
	TOTAL	22 750	14 370	**37 120**
Total renouvellement (€)		**23 350**	**36 976**	**60 326**
Solde (€)		**- 11 284**	**- 24 081**	

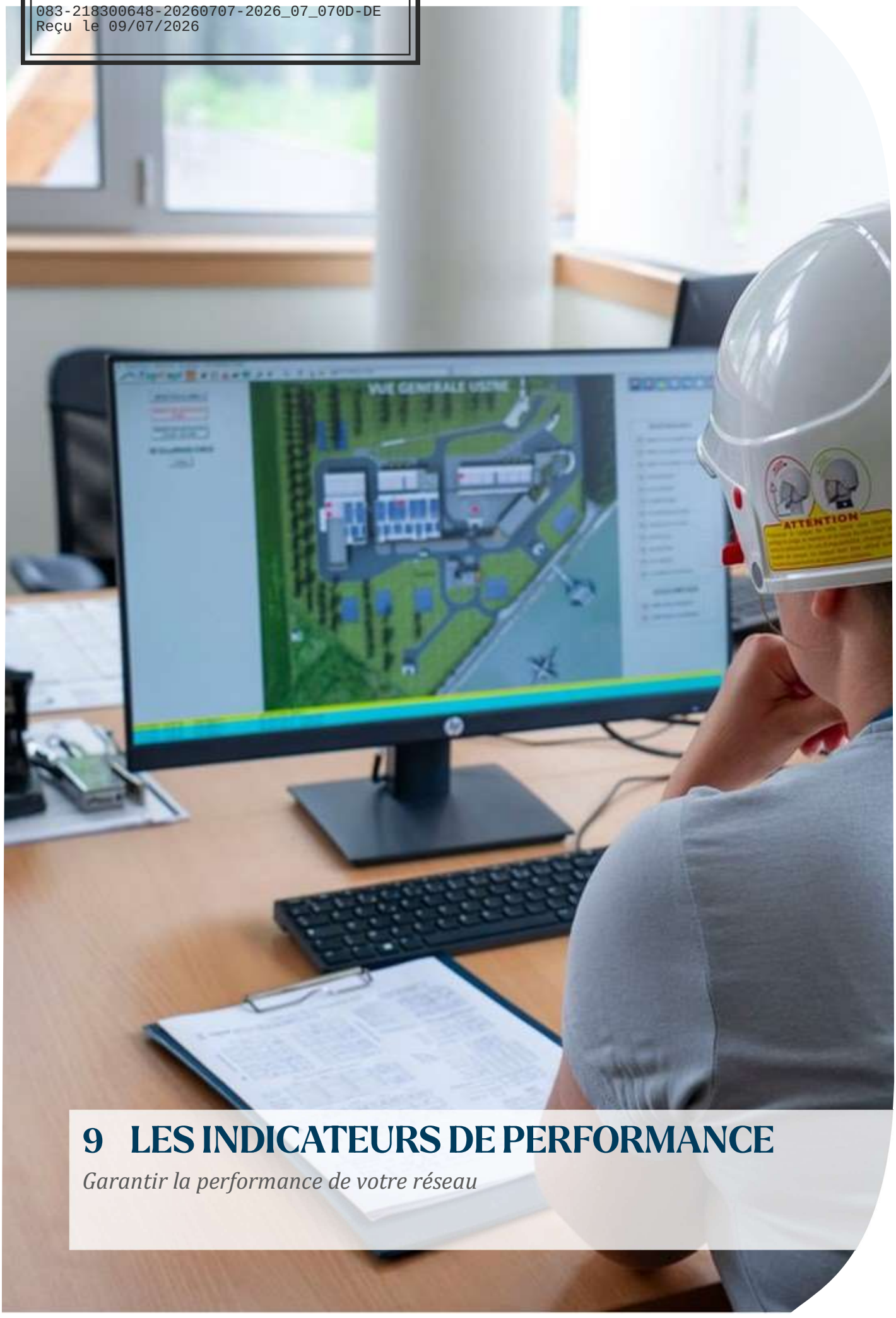
Renouvellement Réalisé en Programme année : 2025	Libellé Matériel	Type Renouvellement	Date réalisation	Montant
STEP Garéoult - 3000 EH	Ballon sous-pression 500 litres	Renouvellement complet du matériel	20/03/2025	2 846
STEP Garéoult - 3000 EH	Volet roulant motorisé benne à boues n°1	Remplacement de composants ou rénovation	01/02/2025	1 511
STEP Garéoult - 3000 EH	Logiciel de supervision	Renouvellement complet du matériel	26/04/2025	11 524
STEP Garéoult - 3000 EH	Automate Schneider M340	Remplacement de composants ou rénovation	05/08/2025	21 095
Total				**36 976**

La garantie pour la continuité de service :

Une **Garantie** est un renouvellement fonctionnel qui se traduit par un engagement contractuel visant à assurer le bon fonctionnement des installations. Elle est mise en place indépendamment d'un programme contractuel et ne nécessite pas le remboursement des montants non utilisés à la fin du contrat. C'est une « assurance » de bon fonctionnement pour la collectivité.

Pas d'opérations en 2025.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026



9 LES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Garantir la performance de votre réseau

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DE SERVICE :

Description du contrat
GAREOULT ASSAINISSEMENT
Délégation de service public
Début contrat : 1 juillet 2024 Fin contrat : 31 décembre 2028

D204.0 Tarification du service au m3 pour 120m3 au 01/01/N+1 pour l'année 2025			
Part communale et intercommunale			
VP.191	Montant annuel de la part fixe (abonnement) revenant à la collectivité	**26,36**	€HT/an
	Prix au m³ (Consommation) revenant à la collectivité	**0,2196**	€HT/m³
VP.178	**Montant HT de la facture 120m³ revenant à la collectivité** *(abonnement + consommation x 120)*	**66,93**	**€HT/120m³**
Part distributeur (délégataire)			
VP.190	Montant annuel de la part fixe (abonnement) revenant au délégataire	**34,56**	€HT/an
	Prix au m³ (Consommation) revenant au délégataire	**0,288**	€HT/m³
VP.177	**Montant de la facture 120m³ revenant au délégataire** *(abonnement + consommation x 120)*	**77,81**	**€HT/120m³**
Taxes des organismes publics			
VP.347	Montant de la redevance Consommation Part Performance (Agences de l'eau)	**0,0400**	€HT/m³
VP.218	Montant de la Redevance Voies Navigables de France (VNF) : Rejets	**0,0000**	€HT/m³
VP.219	Montant Autres taxes et redevances applicables sur le tarif	**0,3900**	€HT/m³
VP.213	Taux de TVA applicable sur l'ensemble de la facture	**5,50%**	
VP.179	**Montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³** *(VP.347+VP.218+VP.219) x 120 x (1+VP.213/100) + (VP.177+VP.178) x VP.213/100*	**62,40**	**€TTC/120m³**
	Montant total d'une facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1	**279,32**	**€TTC/120m³**
D204.0	**Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ au 1er janvier de l'année N+1**	**2,33**	**€TTC/m³**
DC.184	Montant HT des recettes liées à la facturation pour l'année N (hors travaux)	**252 618**	€HT

Réseau			
D202.0	Nombre d'arrêtés d'autorisation de déversement	**0**	unité
Données de consolidation			
VP.199	Linéaire de réseau de collecte unitaire (hors branchements et réseau pluvial)	**0,000**	km
VP.200	Linéaire de réseau de collecte séparatifs (hors branchements et réseau pluvial)	**6,21**	km
VP.077	Linéaire de réseau de collecte total (hors pluvial)	**6,213**	km
Point du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage			
VP.046	Nombre de points noirs	**3**	Nb
P252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	**48,285**	Nb/100km
Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte			
VP.141	Linéaire de réseaux renouvelés au cours de l'année (quel que soit le financeur)	**0**	km
VP.140	Linéaire de réseaux renouvelés au cours des 5 dernières années (quel que soit le financeur)	**0**	km
DC.195	Montant financier des travaux engagés	**Voir le CARE**	€HT
P253.2	**Taux de renouvellement des réseaux de collecte sur 5 ans**	**0%**	%

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

P202.2B: Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux				
Condition d'acquisition	**Code SISPEA**	**Descriptif**	**Résultats**	**Note**
PARTIE A : plan des réseaux				
Sur 10 points	VP.250	Existence d'un plan du réseau de collecte des eaux usées hors branchements	**OUI**	10 points
Sur 5 points	VP.251	Mise à jour au moins annuelle des plans du réseau de collecte des eaux usées hors branchements	**OUI**	5 points
		Total Partie A :	**15 points / 15 points**	
PARTIE B : Inventaire des réseaux				
	VP.252	Existence d'un inventaire avec mention de la catégorie de l'ouvrage	**OUI**	
	VP.254	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux d'eaux usées à partir d'une procédure formalisée pour les informations relatives aux tronçons de réseaux.	**OUI**	
Si les 2 conditions précédentes sont « Oui » alors les indicateurs suivants ont 10 points chacun. Les 5 points restants sont répartis ainsi : <60%=0 ; >60%=1 ; >70%=2 ; >80%=3 ; >90%=4 ;>95%=5 points				
Sur 15 points	VP.253	**Pourcentage de connaissance des informations structurelles**	**99,28%**	15 points
	Linéaire de réseau eaux usées avec diamètre / matériau renseigné pour l'année 2025 (excepté les réseaux typés "eaux pluviales")		**6,17**	Km
Sur 15 points	VP.255	**Pourcentage de connaissance de l'âge des canalisations**	**82,54%**	13 points
	Linéaire de réseau eaux usées avec période de pose renseignée pour l'année 2025 (excepté les réseaux typés "eaux pluviales")		**5,13**	Km
Pour évaluer	Linéaire de réseau eaux usées au 31/12 (excepté les réseaux typés "eaux pluviales")		**6,213**	Km
		Total Partie B :	**28 points / 30 points**	
Pour comptabiliser le total de la partie B, la partie A doit être à 15 points				
PARTIE C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux				
Calcul de VP.256 : Sur 10 points à partir de 50% Les 5 points restants sont répartis ainsi : <60%=0 ; >60%=1 ; >70%=2 ; >80%=3 ; >90%=4 ;>95%=5 points				
Sur 15 points	VP.256	**Connaissance de l'altimétrie des canalisations**	**80,01%**	13 points
	Linéaire de réseau eaux usées avec altimétrie renseigné au 31/12 (excepté les réseaux typés "eaux pluviales")		**4,97**	Km
	Linéaire de réseau eaux usées au 31/12 (excepté les réseaux typés "eaux pluviales")		**6,213**	Km
Sur 10 points	VP.257	Localisation complète de tous les ouvrages annexes du réseau d'eaux usées	**OUI**	10 points
Sur 10 points	VP.258	Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques	**OUI**	10 points
Sur 10 points	VP.259	Mention du nombre de branchements pour chaque tronçon (entre 2 regards de visite) du réseau d'eaux usées	**NON**	0 points
Sur 10 points	VP.260	Localisation et identification complète des interventions et travaux sur le réseau d'eaux usées	**OUI**	10 points
Sur 10 points	VP.261	Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau d'eaux usées et récapitulatif des travaux réalisés à leur suite	**OUI**	10 points
Sur 10 points si les 2 conditions sont « Oui »	VP.262	**Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de travaux**		0 points
	Existence d'un plan pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement en eaux usées		**NON**	
	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement en eaux usées		**NON**	
		Total Partie C :	**53 points / 75 points**	
Pour comptabiliser le total de la partie C, la somme des parties A+B doit être à minima de 40 points				
P202.2B		**VALEUR DE L'INDICE**	**96 points / 120 points**	

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Collecte			
Indice de Connaissance des Rejets au Milieu Naturel			
Partie A : Eléments communs à tous les types de réseaux			
VP.158 (20 points)	Identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejet potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement)	**OUI**	20 points
VP.159 (10 points)	Evaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés)	**NON**	0 points
VP.160 (20 points)	Réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaitre les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement	**NON**	0 points
VP.161 (30 points)	Réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 décembre 1994	**OUI**	30 points
VP.162 (10 points)	Réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration	**OUI**	10 points
VP.163 (10 points)	Connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur	**OUI**	10 points
Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs			
VP.164 (10 points)	Evolution de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	**NON**	0 points
Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes			
VP.165 (10 points)	Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage	**OUI**	10 points
P255.3	**Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées**	**20 points/120 points**	
VP.186	Pollution collectée estimée en DBO5 (informatif)	357,00	

Dans le Tableau A : <u>l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées</u>, la valeur de l'indice correspondant à <u>une progression</u> dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.
Les tableaux B et C ne sont pris en compte que si la somme des indicateurs mentionnés dans le tableau A atteint au moins 80 points.

Epuration			
P204.3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive EU	Cet indicateur s'obtient auprès des services de la DDT.	
P205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive EU	Cet indicateur s'obtient auprès des services de la DDT.	
VP.176	Charge totale entrante en DBO5 à l'échelle du contrat. *Le détail par installation est présenté ci-après*	**78,85**	kg/j
VP.210	Nombre de bilans sur 24h réalisés acceptables dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes	**12**	
VP.211	Nombre de bilans sur 24h réalisés acceptables dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire	**12**	
P254.3	**Conformité des performances des équipements d'épuration aux prescriptions de l'acte individuel***	**100**	**%**

*Le taux de conformité est calculé en divisant, pour chaque station, le nombre de bilans acceptables et conformes par le nombre total de bilans acceptables, puis en pondérant ce ratio par la charge entrante moyenne de DBO5 de la station, avant de faire la somme de ces résultats pour l'ensemble des stations

Données exploitation par installation			
	STEP Garéoult - 3000 EH		
VP.176	Charge entrante en DBO5	78,85	
VP.208	Boues évacuées en tMS	34,86	
VP.209	Tonnage total des boues admises par une filière conforme	34,86	
VP.210	Nombre de bilans sur 24h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes	12	
VP.211	Nombre de bilans sur 24h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire	12	

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Boues			
VP.208	Quantité totale des boues évacuées (en Tonnes de Matière Sèches)	**34,86**	tMS
D203.0	Quantité totale des boues issues des ouvrages d'épuration (en Tonnes de Matière Sèches)	**34,86**	tMS
VP.209	Quantité totale des boues admises par une filière conforme (en Tonnes de Matière Sèches)	**34,86**	tMS
P206.3	**Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation**	**100%**	

Abonnés			
VP.056	Nombre total d'abonnés (abonnements)	**926**	ab
VP.228	Densité linéaire d'abonnés (abonnements)	**149**	ab/Km
VP.229	Ratio habitants par abonnés (abonnements)	**6,42**	Hab/ab
D201.0	Estimation de la population desservie par le service public dans le périmètre du contrat	**5 948**	Hab
VP.124	Nombre potentiel d'abonnés (abonnements)de la zone relevant de l'assainissement collectif. Cette donnée relève du zonage de l'assainissement collectif (par enquête publique)	*Cette donnée relève de la responsabilité de la collectivité*	
P201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées. *Nombre potentiel d'abonnés / Nombre d'abonnés total x 100*	***Donnée à titre indicatif*** 100%	
VP.023	Nombre d'inondations dans les locaux des usagers	**0**	
P251.1	Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers	***Donnée à titre indicatif*** N.R.	Nb/ 1000Hab
VP.003	Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur	**0**	
VP.152	Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité	*Cette donnée relève de la responsabilité de la collectivité*	
P258.1	**Taux de réclamations pour 1000 abonnements**	**0**	**Nb/ 1000ab**

Gestion financière			
D204.0 Tarification du service au m3 pour 120m3 au 01/01/N+1 pour l'année 2025			
VP.068	Volumes assujettis pour l'année 2025	**101 870**	m^3
VP.119	Montant des abandons de créances et versements à un fond de solidarité (TVA exclue) pour l'année 2025	**0**	€HTVA
VP.207.0	*Montant des actions de solidarité (abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité).*	***Donnée à titre indicatif*** *0,0000*	€HTVA/m^3
VP.182	Encours total de la dette	*Cette donnée relève de la responsabilité de la collectivité*	
VP.183	Epargne brute annuelle	*Cette donnée relève de la responsabilité de la collectivité*	
P256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	*Cette donnée relève de la responsabilité de la collectivité*	
VP268	Montant restant impayé au 31/12/2025 sur les factures émises au titre de l'année 2024	**0**	€TTC
VP.185	Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) au 31/12/2025 sur les factures émises au titre de l'année 2024	**277 880**	€TTC
P257.0	**Taux d'impayés sur les factures d'assainissement**	**0**	**%**

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026



10 PRESENTATION DE L'ENTREPRISE

Préserver la ressource la plus précieuse de notre planète

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

NOTRE RAISON D'ETRE, NOTRE BOUSSOLE A LONG TERME

La raison d'être de notre entreprise est de militer pour que tous les acteurs (municipalités, industriels, citoyens, agriculteurs, associations, société civile dans son ensemble) accordent à l'eau la valeur qu'elle mérite. Au-delà de notre métier d'origine, gérer l'eau de façon responsable, en qualité et en quantité suffisantes, nous nous engageons à agir et à convaincre, afin qu'ensemble, nous investissions pour économiser l'eau et que nous inventions de nouveaux modèles pour préserver la ressource la plus précieuse de notre planète. »

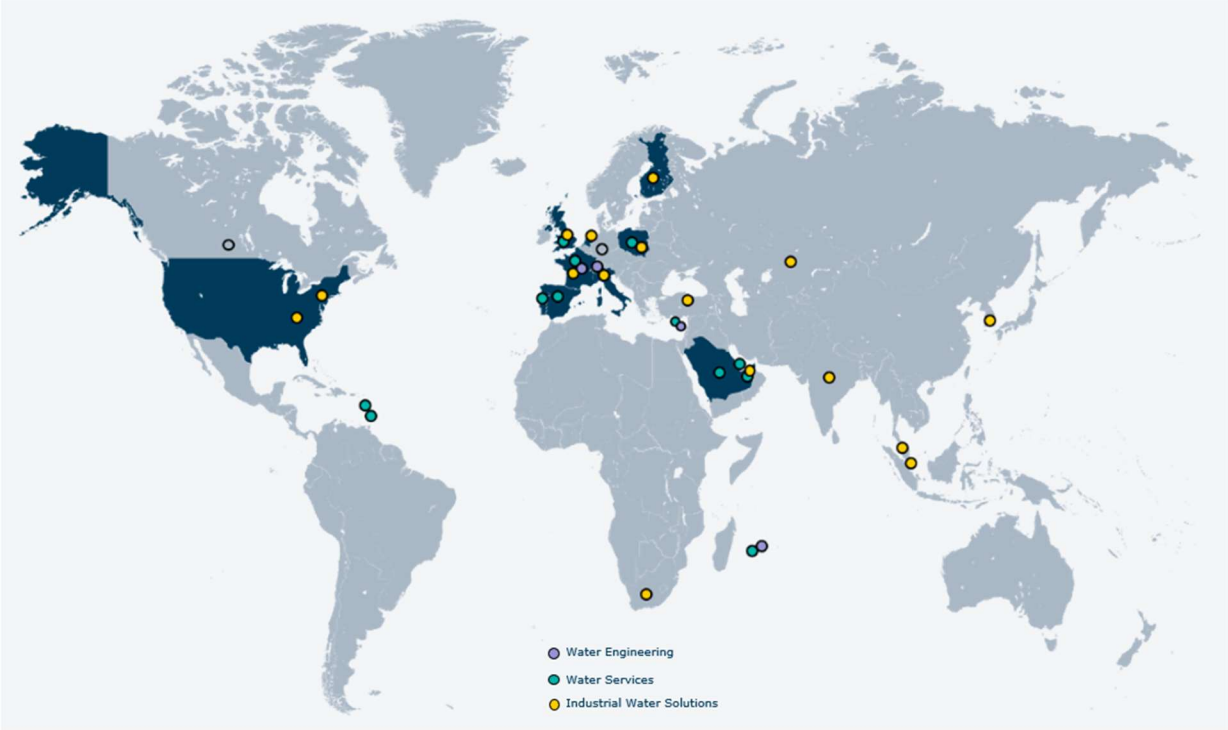
Lutter contre le stress hydrique mondial grâce à une approche client personnalisée

Les fortes précipitations, les cyclones, les sécheresses, les inondations, ou encore les variations de qualité de l'eau constituent autant de défis qui appellent des solutions adaptées.

Le Groupe Saur, acteur exclusif du secteur de l'eau en France et à l'international met son expertise au service de territoires très divers et contribue, sur plusieurs continents, à relever les défis du stress hydrique.

Doté d'une présence forte en **Péninsule ibérique, à Chypre, aux Antilles, au Moyen-Orient** et dans d'autres régions, Saur est un opérateur de pointe en infrastructures et en technologies hydriques**. En France**, Saur est le premier fournisseur d'eau des zones rurales confrontées à des enjeux majeurs de disponibilité et de qualité de la ressource.

En **Amérique du Nord comme en Europe,** le Groupe est un leader reconnu en solutions technologiques de pointe pour ses clients industriels.



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

4 POLES POUR AGIR SUR CHAQUE ETAPE DU CYCLE DE L'EAU :

Municipal Water Services

- Gestion complète du service public de l'eau et/ou de l'assainissement, selon différents modèles contractuels (délégation, affermage, régie intéressée, PPP).
- Conception, entretien et modernisation des installations et systèmes de traitement de l'eau potable et des eaux usées.
- Prise en charge de la relation avec les usagers et du suivi des abonnements, de la qualité de service et de la satisfaction client.

Water Engineering

- Conception et réalisation d'ouvrages de traitement de l'eau potable et des eaux usées, en France et à l'international.
- Ingénierie technique, études, maîtrise d'œuvre et pilotage de projets clés en main.
- Développement de solutions innovantes et durables répondant aux enjeux climatiques et aux besoins locaux.

Industrial Water Solutions

- Solutions sur mesure pour la gestion et le traitement des eaux industrielles, adaptées aux spécificités de chaque secteur (agroalimentaire, chimie, énergie, etc.).
- Conception, exploitation et optimisation d'installations visant à améliorer la performance environnementale et opérationnelle des sites.
- Services contractuels flexibles (BOT, BOOT, O&M, etc.) intégrant innovation, conformité réglementaire et économie circulaire.

Saur Services

- Offre complémentaire aux activités cœur de métier, pour renforcer chaque étape du cycle de l'eau.
- Services spécialisés pour les collectivités, les industriels et les promoteurs : hydrocurage, valorisation des boues, réutilisation des eaux grises, gestion et traitement des déchets, etc.

Solutions ciblées pour renforcer la résilience des territoires et accompagner la transition écologique.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

saur France

ACCELERATEUR DE LA TRANSITION HYDRIQUE

Nous travaillons quotidiennement pour faire en sorte que ceux que nous desservons disposent de l'eau dont ils ont besoin, en quantité et en qualité adéquates.

Nous nous engageons pour la sobriété en amont et l'optimisation en aval, où chaque goutte d'eau prélevée est une goutte d'eau utile.

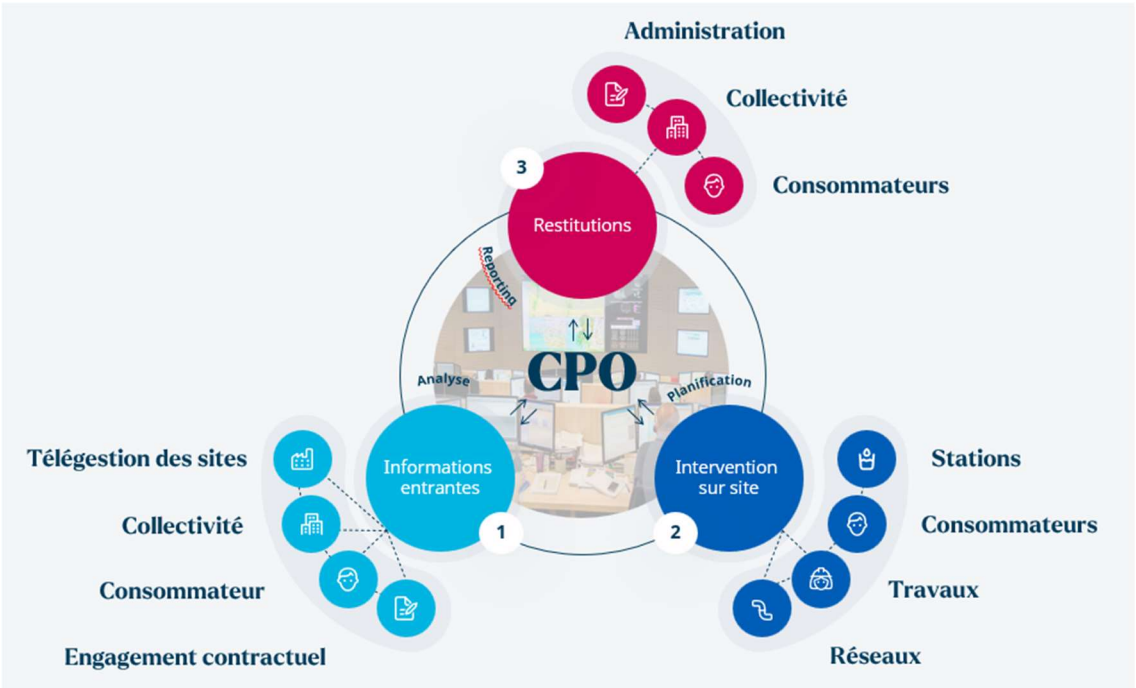


Nos forces pour une performance durable

Nos Centres de Pilotage Opérationnel (CPO) sont présents sur tout le territoire pour faciliter, optimiser et moderniser la gestion de l'eau par les collectivités.

Le CPO, c'est tout d'abord des milliers de capteurs judicieusement installés qui vont récolter, qualifier et détecter la moindre anomalie ou défaillance sur les installations.

Toutes ces données sont alors centralisées au CPO, véritable cerveau garant de chaque opération menée sur les installations.



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

LA RESPONSABILITE SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE (RSE)

Pour un impact positif sur la société et l'environnement

Si notre raison d'être, #MissionWater, est la boussole qui guide nos choix stratégiques, notre feuille de route RSE - Responsabilité Sociétale de l'Entreprise - en est son incarnation opérationnelle. Guidés par des engagements RSE concrets, nous accélérons notre transformation pour vous proposer des modèles plus durables et plus résilients de gestion et d'usage de la ressource en eau.

Preuve de son engagement Saur a **lié sa performance financière à sa performance RSE** : en réalisant l'émission d'obligations durables, via notamment l'émission des premières Obligations Bleues du marché privé tricolore qui lient le coût de financement de notre dette à l'atteinte d'objectifs RSE sur le climat, la diversité et la transition hydrique.

Auditée chaque année, notre expertise RSE est garantie par **nos certifications ISO sur les 4 volets Qualité - Sécurité – Environnement - Énergie** et par **Ecovadis,** Agence référente pour l'évaluation de la performance de la **Responsabilité Sociétale de l'Entreprise.**

Des enjeux environnementaux

Le cœur de notre savoir-faire

Améliorer les rendements et optimiser l'assainissement : deux priorités pour conjuguer performance opérationnelle et respect de l'environnement.

Agir pour le climat

Nous accompagnons la transition énergétique et climatique des territoires. Notre objectif : réduire de 15 % nos émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation d'électricité (scopes 1 et 2) d'ici 2032. Pour atteindre cette ambition, nous activons neuf leviers majeurs, dont la décarbonation de la mobilité, le développement et l'approvisionnement à 100 % en énergies renouvelables, l'amélioration des rendements des usines et réseaux, l'optimisation des processus d'assainissement et la décarbonation de notre chaîne d'approvisionnement. À horizon 2050, nous visons le "net zero".

Décarboner la mobilité

Saur France a par exemple engagé une politique d'électrification de sa flotte de véhicules légers, avec l'objectif d'atteindre un taux de 40% du parc en véhicules électriques, d'ici 2030.

Décarboner la consommation d'électricité

En complément d'actions d'efficacité énergétique, depuis 2023, SAUR a déployé une stratégie de décarbonation de sa consommation d'électricité. Ainsi, 100% de la consommation du Groupe est couverte par l'achat de certificats de garantie d'origine renouvelable.

SAUR accélère également la mise en place de projets de production d'électricité in-situ, avec par exemple l'inauguration de 25 nouvelles centrales solaires en 2025, soutenue par la création d'une cellule interne dédiée. Ces solutions permettent de produire de l'électricité verte, locale, et de limiter l'impact de potentielles futures crises énergétiques.

Notre enjeu est de consommer moins mais également mieux. Grâce à l'effacement électrique et à la tarification en « spot », SAUR peut ajuster ses usages pour soutenir le réseau national en période de tension. En été, consommer en journée est plus avantageux, car l'électricité solaire y est plus abondante, moins chère et moins carbonée qu'en heures creuses nocturnes.

Des enjeux sociaux

Assurer la sécurité des collaborateurs



La santé et la sécurité sont des valeurs fondamentales chez Saur, avec un objectif unique : zéro accident. L'entreprise déploie une politique proactive incluant :

- Formations et tests sur les 10 règles vitales pour les équipes terrain.
- Formation continue et vigilance partagée : chaque collaborateur est acteur de sa sécurité et celle des autres.
- Événements annuels (*Safety Event*) et journées sécurité pour sensibiliser à la prévention, aux risques métiers, au bien-être et aux gestes de secours.
- Intégration sécurisée des nouveaux arrivants via un accompagnement structuré par des mentors pendant 6 mois.

Engagement fort : respect strict des procédures, management impliqué, traitement des presqu'accidents et promotion d'une culture sécurité

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Contribuer à l'insertion et l'emploi local

Chez Saur, nous plaçons le développement et l'épanouissement de nos talents au cœur de nos priorités. Former, accompagner et faire grandir les jeunes générations, c'est aussi contribuer à l'ancrage territorial de notre entreprise. Nous facilitons l'accès à l'emploi pour tous, via le recrutement sans période d'essai, des partenariats avec des acteurs locaux, des missions auprès d'ESAT, et la participation régulière à des événements emploi.

Saur s'engage aussi pour la formation locale, en accueillant des jeunes en stage ou alternance, organisant des visites de sites et menant des actions de sensibilisation scolaire pour mieux faire connaître les métiers et les enjeux de l'eau.

Favoriser la mixité et l'égalité

Depuis 2009, Saur est signataire de la charte de la diversité de l'IMS. La Charte de la diversité contribue à développer un management respectueux des différences et fondé sur la confiance. Elle améliore la cohésion des équipes, source d'un meilleur vivre ensemble et donc de performances.

Saur favorise la diversité et la parité via des politiques actives et une démarche continue pour l'égalité professionnelle. Depuis plusieurs année, Saur obtient la note globale de **99/100** pour **l'index de l'égalité professionnelle Femmes-Hommes** défini par le ministère du travail.

Favoriser l'inclusion

Le Groupe SAUR a signé en 2025 une convention de partenariat avec l'Agefiph (Association chargée de soutenir le développement de l'emploi des personnes en situation de handicap), afin de renforcer son accompagnement en matière de recrutement, de maintien dans l'emploi et de sensibilisation au handicap. Ainsi, par exemple, 100 % des recruteurs de Saur ont été sensibilisés au handicap.

Valoriser l'engagement professionnel

Un partenariat national avec le SDIS permet à nos collaborateurs de concilier leurs missions chez Saur et leur engagement comme sapeurs-pompiers volontaires, renforçant ainsi la sécurité des territoires et la solidarité au sein de nos équipes

Sensibiliser à la RSE

À l'occasion de la semaine du développement durable, plus de 1 700 collaborateurs ont participé à un challenge RSE collectif, via une application dédiée favorisant les éco-gestes, la mobilité douce et la sensibilisation aux enjeux environnementaux.

Des enjeux sociétaux

Accompagner les clients fragiles et donner un accès équitable à l'eau

Nous veillons à garantir l'accès au service pour tous, en adaptant nos modalités d'accompagnement aux situations de fragilité, notamment par la possibilité de plans de paiement personnalisés et la généralisation de prélèvements mensuels pour mieux gérer le budget. Nous multiplions également les actions de sensibilisation à la maîtrise des consommations d'eau.

Les conseillers clientèle sont également formés à l'accueil des personnes en situation de handicap, par notamment l'application des pratiques recommandées dans le guide élaboré par le ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires « Bien accueillir les personnes handicapées ».

Réaliser des achats durables

Nous privilégions les achats locaux et responsables, en intégrant systématiquement des critères de développement durable et en favorisant les acteurs de l'économie sociale et solidaire dans nos partenariats.

Solidarité & Engagement



Notre fonds Saur Solidarités soutient, via l'engagement de nos collaborateurs, des projets favorisant l'accès à l'eau, l'insertion et l'aide aux personnes en situation de handicap, en partenariat avec les associations locales.

Éthique et conformité

Saur garantit la transparence et l'intégrité de ses pratiques via sa certification ISO 37 001 et des programmes de formation à l'éthique et à la lutte contre la corruption. Un dispositif de signalement sécurisé est mis à disposition de tous les collaborateurs et partenaires.

Neutralité & Service public

Conformément aux dispositions de la Loi n°2021-1109 du 24 août 2021, nous sommes tenus d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. A cette fin, nos collaborateurs sont tenus lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, de s'abstenir notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, de traiter de façon égale toutes les personnes et de respecter leur liberté de conscience et leur dignité.

Dans le cadre du dispositif de signalement public de Saur, un processus spécifique a été ajouté pour remonter les manquements éventuels concernant la neutralité du service public.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

GESTION ET COLLECTE DES EAUX RESIDUAIRES URBAINES

La nouvelle Directive européenne sur les eaux résiduaires urbaines (DERU) renforce les exigences d'exploitation des services d'assainissement, en élargissant la collecte et en encadrant la gestion des rejets par temps de pluie. Elle vise un assainissement universel et durable, garantissant la protection des milieux aquatiques.

Obligation de collecte : ce qu'en dit la DERU

La DERU abaisse le seuil d'application de la collecte à 1 000 équivalents-habitants, afin d'inclure les petites et moyennes agglomérations (article 3). D'ici 2035, 100% des agglomérations concernées devront disposer d'un réseau de collecte adapté ou, lorsque cela n'est pas possible, de systèmes individuels assurant un traitement équivalent.

Lorsque la topographie ou les coûts rendent un raccordement collectif impossible, des systèmes individuels appropriés pourront être mis en place, à condition d'assurer un niveau de traitement équivalent.

Réduction des rejets directs d'eaux usées par temps de pluie

Lors des épisodes pluvieux, les réseaux d'assainissement unitaires peuvent être saturés, entraînant le rejet direct d'eaux usées non traitées vers le milieu naturel.

La DERU (article 5) fixe des seuils maximaux de pollution pour les rejets d'eaux usées lors des épisodes pluvieux. Les collectivités devront :

- identifier les zones à risque où ces rejets se produisent ;
- mesurer les charges polluantes (matières organiques, nutriments, micropolluants) émises par les systèmes d'eaux usées ;
- mettre en œuvre des actions correctives : création ou agrandissement de bassins de rétention, gestion optimisée des déversoirs d'orage, désimperméabilisation ou infiltration à la source.

Objectif : réduire la pollution diffuse en milieu urbain et renforcer la résilience des réseaux d'assainissement.

Suivi et performance environnementale

La DERU renforce également les exigences de surveillance et de transparence environnementale, imposant aux exploitants un suivi plus précis des volumes collectés, des rejets et des performances énergétiques. Ces données devront alimenter les plans intégrés de gestion des eaux résiduaires urbaines, afin de permettre un pilotage plus efficace du service et une amélioration continue de sa performance environnementale.

Plans intégrés de gestion des eaux résiduaires urbaines (ERU)

Les États doivent élaborer des plans intégrés de gestion des eaux résiduaires urbaines, visant à réduire la pollution par temps de pluie (ruissellement, déversoirs d'orage).

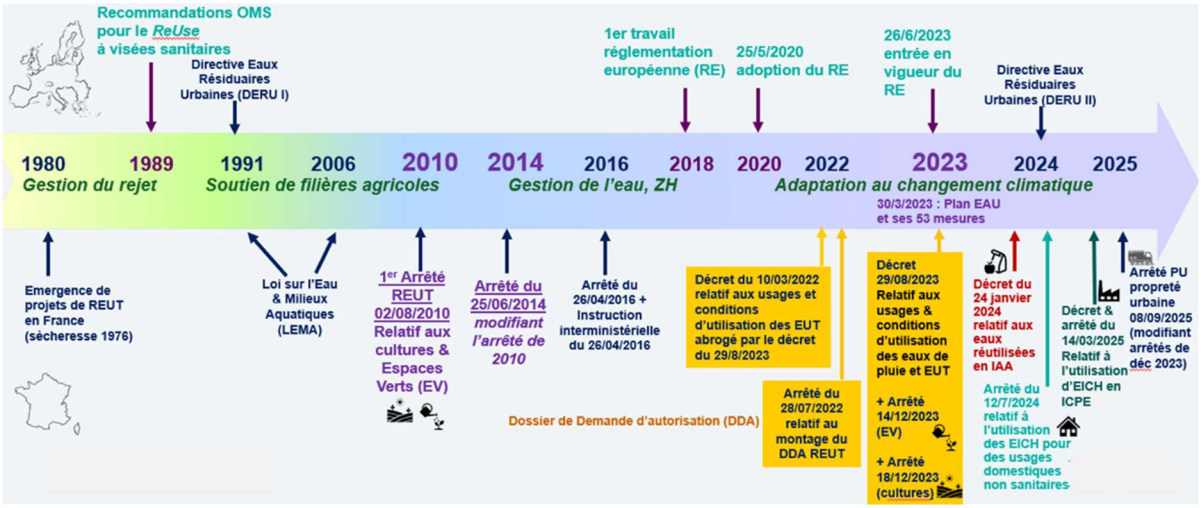
Ces plans comportent :

- un diagnostic complet de la situation existante ;
- des mesures de prévention contre l'introduction d'eaux pluviales non polluées ;
- des actions d'optimisation des réseaux et de réduction des macroplastiques.

Les agglomérations de plus de 100 000 EH devront avoir établi leur plan avant 2033, celles de 10 000 à 100 000 EH avant 2039, avec une révision tous les 6 ans.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

FOCUS REUTILISATION DES EAUX USEES TRAITEES (REUT)



Frise historique de la législation européenne et française : cas du recyclage des EUT et des ENC pour des usages variés

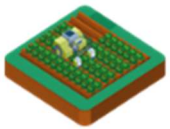
La réglementation concernant la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) et le recours aux eaux non conventionnelles (ENC) au sens large, est en pleine évolution depuis ces dernières années, avec un Règlement Européen (RE) entré en vigueur le 25 juin 2023, ainsi que plusieurs décrets et arrêtés français publiés de 2022 à 2025, concernant tous types d'ENC pour de nombreux usages.

Historique des textes :

- 1er arrêté REUT français du **2 aout 2010 révisé le 25 juin 2014**, relatif au recyclage des EUT pour des usages « cultures » et « espaces verts EV ».
- Plan EAU gouvernemental du **30 mars 2023** et ses 53 mesures : *Réutiliser 10% des EUT d'ici 2030* (contre moins d'1% actuel)
- Arrêté du **28 juillet 2022** relatif aux modalités administratives de montage du DDA dossier de Demande d'Autorisation REUT
- Décret 2023-835 du **29 août 2023** (abrogeant le décret du **10 mars 2022)** relatif aux usages et conditions d'utilisation des eaux de pluie et des EUT, pour des usages non domestiques, appuyé par l'arrêté DDA du **28 juillet 2022**.
- **Arrêté du 14 décembre 2023 relatif aux conditions de production et d'utilisation des EUT pour l'arrosage d'espaces verts**
- **Arrêté du 18 décembre 2023 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation de cultures**
- **Projets** de décret et arrêté du **19 décembre 2023** relatifs à l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine (EICH) pour des usages domestiques non sanitaires
- Décret no 2024-33 du **24 janvier 2024** relatif aux eaux réutilisées dans les entreprises du secteur alimentaire (IAA) et portant diverses dispositions relatives à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine (EDCH)
- Arrêté du **12 juillet 2024** relatif à l'utilisation d'EICH pour des usages domestiques non sanitaires
- **Dernier texte** : l'Arrêté du **8 septembre 2025** (modifiant les arrêtés des 14 et 18 décembre 2023) fixant les prescriptions applicables à l'utilisation d'EUT pour les usages liés à la propreté urbaine (PU), qui visent à garantir la protection de la santé publique, humaine et animale, et de l'environnement.







			Synthèse arrêtés 14 et 18 décembre 2023 et arrêté du 8 septembre 2025 (usages urbains)				
	Paramètres	Classes d'eaux / unités	A+	A	B	C	D
Physico-chimiques	MES (mg/l)	mg/l	< 10	< 10	= valeurs arrêté de la lastep concernée (hors période irrigation)		
	DBO5 (mg/l)	mg/l	<= 10	<= 10			
	Turbidité (NFU)	NFU	<= 5	<= 5			
Bactério, viro, parasitologiques	Ecoli	Nb/100 ml	**< 1**	<= 10	<= 100	<= 100	<= 10 000
		Abatt log	>= 5	>= 5	>= 3	>= 2	>= 2
	Bactériophages ARN-f	Nb/100 ml	<= 10	<= 10	<= 100	<= 100	<= 10 000
		Abatt log	>=6	>=6	>= 3	>= 2	>= 2
	Clostridium Perfringens ou spores ASR	Nb/100 ml	<= 10	<= 10	<= 100	<= 100	<= 10 000
		Abatt log	>= 4 ou 5	>= 4 ou 5	>= 3	>= 2	>= 2
	Œufs d'Helminthe	Nb œufs/l	< 1 pour irrigation des pâturages et fourrages frais				
	Légionella spp	Nb/l	< 1000 si risque de formation d'aérosols				
Usages	**Propreté urbaine :**		Nettoyage des voiries **avec** aspersion Nettoyage d'ougrages d'art **ouverts** au public Nettoyages d'accottements **ouverts** au public	Nettoyage des voiries **sans** aspersion Nettoyage d'ougrages d'art **fermés** au public Nettoyages d'accottements **fermés** au public	**Sans traitement complémentaire à celui de la step :** - hydrocurage des réseaux EU - hydrocurage des réseaux eaux pluviales Opérations sur installations ANC Nettoyage des bennes à ordure Nettoyage des quais de déchetterie		
	Arrosage des espaces verts			EV ouvert au public	EV ouvert au public + barrière (accès restreint)	EV ouvert au public + barrière (accès restreint)	Interdit
	Irrigation agricole			Toute culture en contact avec eau	Toute culture en contact avec eau si barrière	Toute culture en contact avec eau si barrières renforcées	Cultures industrielles, énergétique et à semences

Exigences de qualité pour la REUT relative aux usages PU (arrêté septembre 2025), EV et cultures (arrêtés de décembre 2023

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Les niveaux de qualité exigées en 2023 et 2025 sont bien plus drastiques que les exigences initiales de l'arrêté EV et cultures de 2010 révisé en 2014. Pour atteindre de tels niveaux de qualité, il est souvent nécessaire de compléter la filière d'épuration par un procédé de désinfection qui peut être mis en place sous forme de skid ou d'unité REUT.

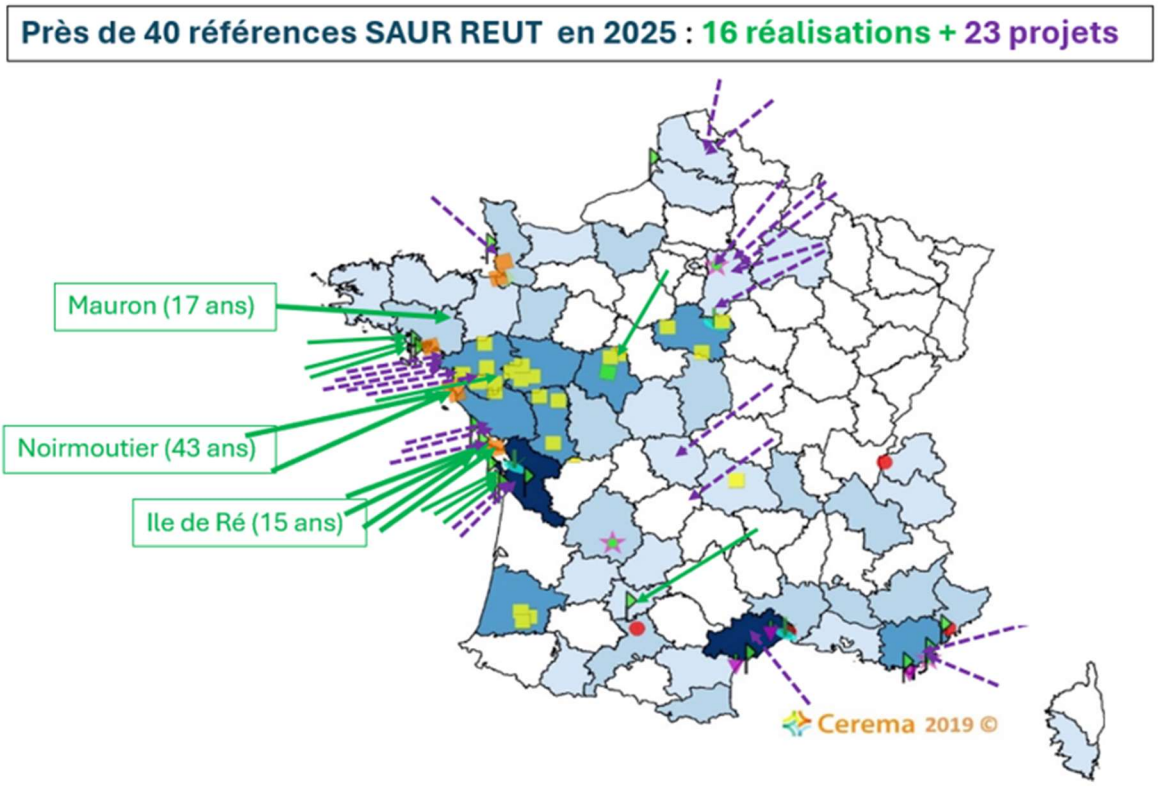
Le Groupe Saur développe donc des skids REUT afin de pouvoir répondre à ces exigences.
En région Sud Est, notamment le département de l'hérault (34) étant en souffrance hydrique depuis de longues années, des essais ont été menés sur deux stations d'épuration exploitées par Saur.
Ces tests ont mis en évidence une qualité B respectée sous conditions (doses UV…), un paramètre bactériologique déclassant (spores de BASR), et l'importance de l'hydraulique des réacteurs UV pour une efficience maximale.
Des essais complémentaires sont en discussion afin d'atteindre les qualités B, A, voire A+.

Références du groupe Saur en France et à l'international
Le savoir-faire REUT de Saur date de plusieurs décennies, avec 3 références historiques notables :

- **Noirmoutier (85)** avec ses 2 STEUs (La Salaisière et la Casie) pour irriguer ses pommes de terre primeurs « Bonnottes », depuis 43 ans
- **Mauron (56)** avec sa STEU du bois de la Roche pour irriguer de grandes cultures, depuis 17 ans
- **L'ile de Ré (17)** avec ses 4 STEUs (La flotte en Ré, Ars en Ré, St Clément des Baleines, Sainte Marie de Ré) pour pratiquer du multi-usages dont l'irrigation des pommes de terre primeurs, depuis 15 ans.

Les volumes REUT ont tendance à augmenter, mais dépendent des besoins, du nombre de sites et des conditions météorologiques, aussi bien en France qu'à l'international, avec des volumes plus conséquents en Europe du Sud et au Moyen Orient qu'en France :

- **2022 :**
  - 1.5 Mm3 en France concernant 18 réalisations
  - 6,8 Mm3 à Chypre concernant 2 réalisations
  - 7.4 Mm3 sur Las Palmas (Gran Canaria, Espagne) concernant 2 réalisations
- **2024 :**
  - 1,7 Mm3 en France en 2024 concernant 18 réalisations
  - 9,5 Mm3 à Chypre concernant 2 réalisations
  - 7.9 Mm3 sur Las Palmas (Gran Canaria, Espagne) concernant 2 réalisations
- **2025 :**
  - 2.2 Mm3 en France concernant 16 réalisations
  - 9,4 Mm3 à Chypre concernant 2 réalisations
  - 7.4 Mm3 sur Las Palmas (Gran Canaria, Espagne) concernant 2 réalisations
- **Et bientôt en 2026 au Qatar :** 90 à 95 Mm3 de TSE (treated Sewage Effluent) estimés



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

ANNEXES COMPLEMENTAIRES

ATTESTATIONS D'ASSURANCES

Attestation Dommages aux Biens

Docusign Envelope ID: 6D7AF395-DF16-8677-8040-81E75E80023C

XL Insurance

ATTESTATION D'ASSURANCE

XL Insurance Company SE, Tour Majunga – La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 PUTEAUX, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 6416866, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), en sa qualité d'Apériteur ou de Société apéritrice, agissant tant pour son compte que pour celui des autres sociétés ayant la qualité d'Assureur du contrat d'assurance visé ci-dessous atteste que la société :

SAUR SAS
11 Chemin de Bretagne
CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

A souscrit auprès de notre Société un contrat d'assurance Dommages et Pertes d'exploitation portant le n° **FR00046587PR** (LCI : 19.900.000 EUR).

Ce contrat garantit l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers :

- En propriété ou loués,
- Vendus avec une clause de réserve de propriété,
- Appartenant à autrui, lorsque l'assuré en est, à titre onéreux ou gratuit, utilisateur, occupant, gardien ou détenteur à quelque titre que ce soit,
- Appartenant au personnel de l'Assuré, lorsque que lesdits biens sont situés dans les établissements assurés,
- Tous titres de paiement désignés sous le titre générique de valeurs,

Ainsi que les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les évènements suivants :

Incendie, Foudre, Explosions, Implosions et électricité, Chute d'appareils de navigation aérienne et franchissement du mur du son, Tempêtes, ouragans, cyclones, tornades, Grêle, chute et/ou poids de la neige et/ou de la glace, Ruissellement d'eau, de boue ou de lave, Glissements et effondrements de terrains, Inondation, Séismes, Eruption volcanique, Raz-de-marée, Chocs de véhicules terrestres à moteur, Fumées, Bris de glaces, Dégâts des eaux, Emeutes, Mouvements populaires, Vandalisme, Malveillance, Sabotage, Terrorisme et Attentats en France (art.L126-2 et L126-3 du Code des Assurances), Vol, Détériorations immobilières consécutives à un vol ou une tentative de vol, Gel (dommages aux installations), Bris de Machines, Catastrophes naturelles (art.L125-1 et suivants du Code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions du contrat cité en référence ci-dessus.

La présente attestation d'assurance, valable du 1er Avril 2026 au 31 Mars 2027 inclus, *sous réserve du paiement de la prime, est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager les assureurs au-delà des limites de garanties de la police à laquelle elle se réfère*

Fait à Puteaux, le 1 avril 2026

Signed by:
XL CATLIN SERVICES SE
06BE1026E8D64F9...

XL Insurance Company SE
Tour Majunga – La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 PUTEAUX
Telephone: +33 1 56 92 80 00 **axaxl.com**

XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie)
XL Insurance Company SE, Succursale française : Tour Majunga – La Défense 9, 6 Place de la Pyramide - 92800 PUTEAUX, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927.
Directors: X. Veyry (FR), D. Guest, D. Palici-Chehab (FR), J. O'Neill, H. Browne, P.H. Rastoul (FR)

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Responsabilité civile

Allianz

Attestation d'Assurance

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

SAUR SAS
11, Chemin de Bretagne - CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL002815** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Responsabilité Civile Exploitation			
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)	20 000 000	EUR	Par sinistre et par année d'assurance
Responsabilité Civile Après Livraison			
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)	20 000 000	EUR	Par sinistre et par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.
Période d'assurance du 01/04/2026 au 31/03/2027

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 31/03/2026

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :

S. PERREAU
Allianz
Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet
CS 30051
92076 Paris La Défense
487 424 608 RCS Nanterre

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Attestation Responsabilité civile décennale obligatoire (bâtiment)

GENERALI

ATTESTATION D'ASSURANCE

L'entreprise d'assurance GENERALI Iard, dont le siège social est situé89 rue Taitbout - 75009 Paris, atteste que :

STE SAUR
11, CHEMIN DE BRETAGNE
CS40082
92442 ISSY MOULINEAUX CEDEX
SIREN 339.379.984

est titulaire d'un contrat d'assurance de responsabilité de nature décennale n° **AP392620** pour la période de validité **du 01/01/2026 au 31/12/2026** couvrant les activités professionnelles suivantes :

ENTREPRISE GÉNÉRALE
Réalisation de la totalité des travaux d'une opération de construction réalisés en tout ou partie par le personnel d'exécution de l'entreprise.

TERRASSEMENT
Défrichement, remise à niveau des terres, réalisation à ciel ouvert de creusement et de blindage de fouilles provisoire dans des sols, ainsi que des travaux de rabattement de nappes nécessaires à l'exécution des travaux, de remblai, d'enrochement non lié et de comblement (sauf des carrières) ayant pour objet soit de constituer par eux-mêmes un ouvrage soit de permettre la réalisation d'ouvrages. Cette activité comprend les sondages et forages.

VOIRIES RÉSEAUX DIVERS (V.R.D.)
Réalisation de réseaux de canalisations, de tous types de réseaux enterrés ou aériens, de systèmes d'assainissement autonome, de voiries, de poteaux et clôtures.
Réalisation d'espaces verts, y compris les travaux complémentaires de maçonnerie.
Cette activité comprend les travaux accessoires ou complémentaires de terrassement et de fouilles.

CONTRACTANT GENERAL
Réalisation d'une opération de construction portant sur la maitrise d'oeuvre et l'exécution des travaux tous corps d'état, cette exécution étant donnée intégralement en sous-traitance.
Ces marchés sont pris uniquement dans le cadre de réalisation d'ouvrage de :
Voiries Réseaux Divers:
- réseaux et canalisation d'eau potable ou incendie,
- réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales,
- les ouvrages de voiries y compris fondations et terrassements

Ouvrages d'hygiène publique :
- stations de pompage, réservoirs et château d'eau,
- stations d'épuration des eaux usées et résiduaires,
- Usines de traitement de résidus ou d'effluents urbains,
- Collecteurs d'eaux usées ou pluviales,
- Usines de traitement d'eau potable,
- ouvrages liés à des opérations de traitement et de valorisation des déchets dont la construction d'unité de tri, compostage, incinération, plateforme de traitement de boues.

1. PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

GENERALI
Generali Iard, Société anonyme au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_01NBYI
Generali Vie, Société anonyme au capital de 341 059 488 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_01NBYI
Generali Retraite, Société anonyme au capital de 213 541 820 euros - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des assurances - 880 265 418 RCS Paris - UDI ADEME FR232327_01NBYI
Siège social : 89 rue Taitbout - 75009 Paris - Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

GENERALI

• aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.

• aux travaux réalisés en France Métropolitaine ou dans les Départements d'Outre-Mer.

• aux chantiers dont le coût total de construction TTC tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 15.000.000 €.

• aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P[1] ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P[2],

pour des procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
- d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Évaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P[3] ,
- d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEx) avec avis favorable,
- d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

([1]) Les Règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en oeuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).
([2]) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 ») sont consultables sur le site internet du programme RAGE (www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr) et les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).
([3]) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

2.ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie

GENERALI
Generali Iard, Société anonyme au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_01NBYI
Generali Vie, Société anonyme au capital de 341 059 488 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_01NBYI
Generali Retraite, Société anonyme au capital de 213 541 820 euros - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des assurances - 880 265 418 RCS Paris - UDI ADEME FR232327_01NBYI
Siège social : 89 rue Taitbout - 75009 Paris - Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code. La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires. Elle est gérée en capitalisation.	○ **En Habitation :** Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage. ○ **Hors habitation :** Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances. ○ **En présence d'un CCRD :** Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.
Durée et maintien de la garantie	
La garantie couvre, pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3.GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.	6.000.000 € par sinistre
Durée et maintien de la garantie	
Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.	

Fait pour servir et valoir ce que de droit à PARIS, le 02/01/2026

Generali Iard, Société anonyme au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_01NBYI
Generali Vie, Société anonyme au capital de 341 059 488 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_01NBYI
Generali Retraite, Société anonyme au capital de 213 541 820 euros - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des assurances - 880 265 418 RCS Paris - UDI ADEME FR232327_01NBYI
Siège social : 89 rue Taitbout - 75009 Paris - Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

AR Prefecture

083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Generali Iard
89 rue Taitbout
75009 Paris
Entreprise régie par le Code des Assurances
RCS PARIS B 552 062 663

Generali Iard, Société anonyme au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_01NBYI
Generali Vie, Société anonyme au capital de 341 059 488 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_01NBYI
Generali Retraite, Société anonyme au capital de 213 541 820 euros - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des assurances - 880 265 418 RCS Paris - UDI ADEME FR232327_01NBYI
Siège social : 89 rue Taitbout - 75009 Paris - Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Attestation Responsabilité civile Atteinte à l'Environnement

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, AIG Europe SA - Succursale pour la France – Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets,92913 Paris La Défense Cedex, attestons par la présente que

SAUR SAS
11 Chemin de Bretagne - CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales, sont assurés par la police n° **7 201 983**, souscrite par SAUR SAS contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant leur incomber en raison d'atteintes à l'environnement soudaines et accidentelles et/ou graduelles, de nuisances, de préjudice écologique ou de dommages environnementaux imputables à l'exercice de leurs activités et sites visés au contrat.

Garanties et limites :

Garanties	Limites par sinistre	Limites pour la période de garantie *
Tous dommages confondus :	**25.000.000 €**	**25.000.000 €**
- **dont Garantie Responsabilité Civile (A)** *y compris au titre du* ***préjudice écologique***	25.000.000 €	25.000.000 €
- *dont dommages matériels et immatériels*	*25.000.000 €*	*25.000.000 €*
- *dont dommages aux biens confiés et biens des préposés*	*5.000.000 €*	*15.000.000 €*
- *dont préjudice écologique du fait des produits, ouvrages ou déchets livrés*	*10.000.000 €*	*25.000.000 €*
- **dont Garantie Responsabilité Environnementale (B)**	15.000.000 €	15.000.000 €
- *dont dommages environnementaux en l'absence de pollution*	*15.000.000 €*	*15.000.000 €*
- **dont Garantie Frais de dépollution du Site (C)**	15.000.000 €	15.000.000 €
- *dont frais de décontamination et reconstruction y compris suite à une pollution subie*	*5.000.000 €*	*15.000.000 €*
- *dont frais relatifs à une pollution subie*	*15.000.000 €*	*15.000.000 €*
- **dont Garantie Frais de Prévention de dommages garantis (D)**	25.000.000 €	25.000.000 €
- **dont pour tout dommage ou tout frais généré par les substances perfluoroalkylées et/ou polyfluoroalkylées (PFAS) ou par tout produit qui résulterait de leur dégradation.**	2.500.000 €	2.500.000 €
- **dont garanties relevant de l'annexe « Etudes et travaux »**	25.000.000 €	25.000.000 €
- **dont garantie du fait des activités d'épandage de boue**	5.000.000 €	15.000.000 €
- **dont dommages causés par l'amiante** selon les dispositions de l'article 12.1. ci-après	2.500.000 €	5.000.000 €
- **dont extension communication de crise en cas de fait de pollution ou de dommages environnementaux garantis**	150.000 €	500.000 €

** il est rappelé que la capacité est accordée en une seule enveloppe pour la* ***période d'assurance*** *sans renouvellement annuel des capacités.*

Il est rappelé que sont inclus pour chaque garantie les Frais de défense associés (sans préjudice des dispositions de l'article 3.1.6. des Conditions générales relatif aux frais de défense lors de la mise en cause de la Responsabilité des dirigeants).

Territorialité : Monde hors Etats-Unis et Canada

Cette attestation est délivrée pour la période du **1er avril 2026** au **1er avril 2029 à zéro heure** pour servir et valoir ce que de droit. Elle est valable dans la seule limite des montants et conditions de garantie, franchises et exclusions du contrat précité et n'implique qu'une présomption de garanties à la charge de l'assureur sous réserve des règlementations locales applicables.

En cas de sinistre, les sommes dues par l'assureur au titre de la police citée ci-dessus seront payées au souscripteur du contrat.

Fait à Paris La Défense le 30 mars 2026

AIG Europe SA
Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets,
CS 60234 - 92913 Paris La Défense Cedex
Tel : 01 49 02 42 22
Facsimile : 01 49 02 44 04

AIG Europe S.A. – compagnie d'assurance au capital de 47 176 225 euros, immatriculée au Luxembourg (RCS n° B 218806).
Siège social : 35 D Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg.
Succursale pour la France : Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets, 92400 Courbevoie - RCS Nanterre 838 136 463
Adresse Postale : Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets, CS 60234, 92913 Paris La Défense Cedex - Téléphone : +33 1.49.02.42.22 - Facsimile : +33 1.49.02.44.04.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Attestation Tous risques chantiers

GENERALI Iard

Police Tous Risques Chantier / Tous Risques Montage Essais

Police N° AH 116929 - Attestation

Assuré :
SAUR SAS
11 Chemin de Bretagne - CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

Police n° AH 116929

Période de validité :	Du 1er avril 2026 au 31 mars 2027
Fonctionnement de la garantie :	L'assurance s'applique aux marchés qui, au 1er avril 2026, sont en cours d'exécution ou de maintenance et/ou aux marchés dont l'exécution commencera après cette date, dès lors que, pour chaque chantier : • le coût estimé est inférieur à 40 000 000 euros. • la durée des travaux est inférieure à 40 mois • la durée des essais n'excède pas 12 mois Après réception (période de maintenance), les garanties se poursuivent sur une période de 12 mois.
Biens Assurés :	Tous travaux de construction, extension, réhabilitation, etc. de stations d'épuration, installations de traitement des eaux, usines de traitement de déchets, installations de traitement des résidus d'épuration, y compris par incinération.
Etendue de la garantie :	La prise en charge des frais de remplacement et/ou de remise en état des biens assurés et/ou de tout ou partie de ceux-ci qui seraient physiquement endommagés, détruits ou perdus de quelque manière et pour quelque cause que ce soit, sous réserve des exclusions spécifiques dans le contrat.
Territorialité :	Site du chantier ou abords immédiats pour les aires d'entreposage, pour des chantiers situés dans le monde entier, à l'exception : • des ETATS-UNIS D'AMERIQUE, CANADA et AUSTRALIE • des pays sous embargo, et notamment des pays suivants : CORÉE DU NORD, SYRIE, CRIMÉE, IRAN et VENEZUELA

La présente attestation est valable pour la période du 1er avril 2026 au 31 mars 2027.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager **GENERALI Iard** au-delà des clauses, conditions et limites du contrat d'assurance auquel elle se réfère.

Fait à Paris, le 24 mars 2026

GENERALI Iard
Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris
RCS PARIS B 552 062 663

Generali Iard, Société anonyme au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_03PBRV
Generali Vie, Société anonyme au capital de 341 059 488 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris - IDU ADEME FR232327_03PBRV
Generali Retraite, société anonyme au capital de 213 041 820 euros - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des assurances - 880 26b 416 HUS Paris - IDU ADEME FR232327_03PBRV
Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris - Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

INVENTAIRE

83064BR00001 - GAREOULT (83) - Bassin d'orage de Clastre

83064BR00001-1750-01 - EQUIPEMENTS DE MANUTENTION

Code	Libellé	Marque
TLV00028902	Potence + pied + cablette 320 Kg Hydroclean n°1	FLYGT
TLV00028903	Potence + pied + cablette 320 Kg Hydroclean n°2	FLYGT

83064BR00001-3020-01 - STOCKAGE D'EAUX CHARGEES

Code	Libellé	Marque
API00001306	Hydroclean n°1	ABS
API00001307	Hydroclean n°2	ABS
GDD00027435	Barres de guidage et chaine de levage hydroclean n°1	-
GDD00027436	Barres de guidage et chaine de levage hydroclean n°2	-
ICA00049702	Sonde US	-
ICT00039064	Jeu de poires de niveau	-
JHD00003566	Distributeur d'air vanne	-
JHD00003567	Circuit air comprimé	-
VAN03665874	Vanne électropneumatique	-
XTU00098352	Ensemble canalisation	-

83064BR00001-9700-01 - EQUIPEMENTS COMMUNS

Code	Libellé	Marque
GBT00072382	Clôture	-
GOU00020758	Porte local	-
GOU00020759	Portail deux ventaux n°1	-
GOU00020760	Portail deux ventaux n°2	-

83064PR00001 - GAREOULT (83) - PR Alfred Tilleul

Code	Libellé	Marque
IQW00039192	Compteur électrique PR Alfred Tilleul	SAGEM

83064PR00001-1000-01 - RELEVAGES D'EAUX

Code	Libellé	Marque
EPD00006824	Panier de dégrillage	FLYGT
GDD00027437	Barre de guidage + chaine inox pompe n°1	FLYGT
GDD00027438	Barre de guidage + chaine inox pompe n°2	FLYGT
GRC03288367	Capot résine (fosse)	-
GSB00023209	Pied d'assise pompe n°1	FLYGT
GSB00023210	Pied d'assise pompe n°2	FLYGT
ICA00049703	Sonde piézométrique	SOFREL
ICT00039065	Jeu de poires de niveau qté 4	FLYGT
PSB00074522	Pompe relevage n°1	FLYGT
PSB00074523	Pompe relevage n°2	FLYGT
VAN03665875	Vanne refoulement pompe n°1	BAYARD
VAN03665876	Vanne refoulement pompe n°2	BAYARD
VAN03733995	VANNE RETOUR VERS PR	-
VAN03733996	Vanne retour PR	BAYARD
VCL00087858	Clapet pompe n°1	BAYARD
VCL00087859	Clapet pompe n°2	BAYARD
XTU00098353	Canalisations refoulement	-

83064PR00001-9000-01 - ELECTRICITE COMMANDE

Code	Libellé	Marque
KST00100232	Sofrel S550 IP + fonction assainissement	SOFREL
NCA00072091	Armoire générale de commande	-
NPD00012102	Disjoncteur général BT	LEGRAND

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

83064PR00001-9700-01 - EQUIPEMENTS COMMUNS

Code	Libellé	Marque
GBT00072383	Clôture	-
GOU00020761	Portillon	-

83064PR00003 - GAREOULT (83) - PR de Clastre

Code	Libellé	Marque
IQW00039191	Compteur électrique PR de Clastre	SAGEM

83064PR00003-1000-01 - RELEVAGES D'EAUX

Code	Libellé	Marque
CCO00007319	Compresseur #REF!	ABAC
DAM00014341	Cuve galva antibélier 50 l	MASSAL
EPD00006698	Panier de dégrillage	-
GDD00027431	Trémie déversoir en tête	-
GDD00027432	Barre de guidage + chaine inox pompe n°1	FLYGT
GDD00027433	Barre de guidage + chaine inox pompe n°2	FLYGT
GDD00027434	Barre de guidage + chaine inox pompe bassin d'orage	KSB
GRC03288359	Trappe alu pompe relevage n°1	-
GRC03288360	Trappe alu pompe relevage n°2	-
GRC03288361	Trappe alu pompe relevage bassin d'orage	-
GRC03288365	Trappe alu regard chambre de vannes	-
GRC03288366	Trappe alu panier de dégrillage	-
GSB00023206	Pied d'assise pompe n°1	FLYGT
GSB00023207	Pied d'assise pompe n°2	FLYGT
GSB00023208	Pied d'assise pompe bassin d'orage	KSB
ICA00049701	Sonde US	ENDRESS HAUSER
ICT00039063	Poires de niveau qté 4	-
PSB00074519	Pompe relevage n°1	FLYGT
PSB00074520	Pompe relevage n°2	FLYGT
PSB00074521	Pompe de relevage bassin d'orage	KSB
VAN03665870	Vanne refoulement pompe n°1	BAYARD
VAN03665871	Vanne refoulement pompe n°2	BAYARD
VAN03665872	Vanne retour vers bassin	-
VCL00087855	Clapet pompe n°1	BAYARD
VCL00087856	Clapet pompe n°2	BAYARD
VPP00003979	Soupage de décharge	-
XTU00098349	Canalisations refoulement	-
XTU00098350	Hydraulique refoulement pompe orage	-
XTU00098351	Canalisation ballon antibélier	-
XTU00108180	Canalisation retour vers bassin	-

83064PR00003-1750-01 - EQUIPEMENTS DE MANUTENTION

Code	Libellé	Marque
TLV00028901	Potence sur pied + pied + treuil	FLYGT

83064PR00003-9000-01 - ELECTRICITE COMMANDE

Code	Libellé	Marque
KNA00009186	Automate	SIEMENS
KST00100231	Sofrel S4W + fonction assainissement	SOFREL
NAC00001285	Onduleur	-
NCA00072090	Armoire générale de commande	-
NPD00012101	Disjoncteur général BT	MERLIN GERIN
NPV00019586	Variateur ATV31 Pompe de relevage n°1 - 7,5 Kw	SCHNEIDER ELECTRIC
NPV00019587	Variateur ATV31 Pompe de relevage n°2 - 7,5 Kw	SCHNEIDER ELECTRIC

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

83064PR00004 - GAREOULT (83) - PR CES		
Code	Libellé	Marque
IQW00039190	Compteur électrique PR CES	ITRON
83064PR00004-1000-01 - RELEVAGES D'EAUX		
Code	Libellé	Marque
GDD00027429	Barre de guidage + chaine inox pompe n°1 (HS)	-
GDD00027430	Barre de guidage + chaine inox pompe n°2 (hs)	-
GRC03288358	Capot alu (fosse)	-
GSB00023204	Pied d'assise pompe n°1	KSB
GSB00023205	Pied d'assise pompe n°2	KSB
ICA00049700	Sonde de niveau (piézométrique)	VEGA
ICT00039062	Poires de niveau x3	-
PSB00074517	Pompe relevage n°1	KSB
PSB00074518	Pompe relevage n°2	KSB
VAN03665868	Vanne refoulement pompe n°1	-
VAN03665869	Vanne refoulement pompe n°2	-
VCL00087853	Clapet pompe n°1	-
VCL00087854	Clapet pompe n°2	-
XTU00098348	Canalisations refoulement	-
83064PR00004-1750-01 - EQUIPEMENTS DE MANUTENTION		
Code	Libellé	Marque
TLV00028900	Potence sur pied nue (HS)	FLYGT
83064PR00004-9000-01 - ELECTRICITE COMMANDE		
Code	Libellé	Marque
KST00100230	Sofrel S550 IP + fonction assainissement	SOFREL
NCA00072089	Armoire générale de commande	-
NPD00012100	Disjoncteur général BT	SCHNEIDER ELECTRIC
NPD00012317	Sectionneur	SOCOMEC
83064PR00005 - GAREOULT (83) - PR Aire des Dames		
Code	Libellé	Marque
IQW00039189	Compteur électrique PR Aire des Dames	ITRON
83064PR00005-1000-01 - RELEVAGES D'EAUX		
Code	Libellé	Marque
GBT00072381	Echelle d'accès relevage (HS)	-
GDD00027427	Barre de guidage + chaine inox pompe n°1	FLYGT
GDD00027428	Barre de guidage + chaine inox pompe n°2	FLYGT
GRC03288356	Capot alu (fosse)	-
GRC03288357	Barreaudage antichute	-
GSB00023202	Pied d'assise pompe n°1	-
GSB00023203	Pied d'assise pompe n°2	-
ICA00049699	Sonde de niveau (piézométrique)	SOFREL
ICT00039061	Poires de niveau x3	-
PSB00074515	Pompe relevage n°1	FLYGT
PSB00074516	Pompe relevage n°2	FLYGT
VAN03665866	Vanne refoulement pompe n°1	-
VAN03665867	Vanne refoulement pompe n°2	-
VCL00087851	Clapet pompe n°1	-
VCL00087852	Clapet pompe n°2	-
XTU00098347	Canalisations refoulement PEHD	-
83064PR00005-1750-01 - EQUIPEMENTS DE MANUTENTION		
Code	Libellé	Marque

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

TLV00028899	Potence sur pied nue (HS)	-

83064PR00005-9000-01 - ELECTRICITE COMMANDE

Code	Libellé	Marque
KST00100229	Télésurveillance	SOFREL
NCA00072088	Armoire générale de commande	ITECOM
NPD00012099	Disjoncteur général BT	SCHNEIDER ELECTRIC
NPD00013136	Sectionneur (HS)	SOCOMEC

83064SE00001 - STEP Garéoult - 3000 EH

Code	Libellé	Marque
IQW00039193	Compteur électrique STEP Garéoult - 3000 EH	ITRON

83064SE00001-1100-03 - PRETRAITEMENTS

Code	Libellé	Marque
API00001308	Turbine de dégraissage aéroflow	SULZER
GDD00027439	Clifford	-
SFS00001187	Racleur de surface	FORNES
VAN03665877	Electrovannes de lavage	TECOFI
VAN03665878	Vanne arrivée PR Beauséjour	BAYARD
VCL00087860	Clapet arrivée PR Beauséjour	BAYARD
XTU00098356	Ensemble canalisation dégraisseur/déshuileur	-
ZMR00002556	Motoréducteur racle à graisse 0.12 kW	NORD
EPD00006699	Dégrilleur fixe de secours Inox	-
RBE00000754	Poubelle	-
SDG00003399	Tamis dégrilleur compacteur	WAM
XTU00098354	Conduite inox arrivée des effluents	-
XTU00098355	Ensemble canalisation dégrillage	-
ZMR00002555	Motoréducteur tamis 1.1 kW	-

83064SE00001-1120-01 - RECEPTION DE SOUS-PRODUITS

Code	Libellé	Marque
ATB00009979	Agitateur fosse MV	KSB
ATB00009980	Agitateur coagulation (HS)	MIXEL
ATB00009981	Agitateur floculation	MIXEL
GDD00027440	Barre de guidage agitateur MV	-
GDD00027441	Guidage pompe de relevage des MV vers cuve coagulation	-
GDD00027442	Barre de guidage agitateur coagulation	-
GDD00027443	Barre de guidage agitateur floculation	-
GPR00001755	Coffret de dépotage avec badgeuse	-
GRC03288368	Trappe alu accès bâche des matières de Vidanges	-
GSB00023211	Pied d'assise	-
GSB00023212	Assise pompe de relevage des MV vers cuve coagulation	-
GSB00023213	Pied d'assise	-
GSB00023214	Pied d'assise	-
ICA00049704	Sonde US de mesure de niveau bâche MV	VEGA
ICT00039066	Poires de niveau x2	-
PGA00005346	Pompe de relevage des MV vers cuve coagulation	SEEPEX
RBE00000755	Poubelle	-
SDG00003400	Dégrilleur MV (compacteur + ensacheur)	WAM
VAN03665879	Vanne motorisée admission MV	TECOFI
VAN03665880	Electrovannes de lavage tamis	-
VAN03665881	Vanne refoulement relevage des MV vers cuve coagulation	-
VCL00087861	Clapet pompe de relevage des MV vers cuve coagulation	-
XTU00098357	Canalisation (liaison)	-
XYR00002783	Raccord pompier (arrivée)	-

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

83064SE00001-1750-01 - EQUIPEMENTS DE MANUTENTION

Code	Libellé	Marque
TLV00028905	Potence de levage agitateur fosse MV	-
TLV00028906	Potence de levage avec treuil + pied agitateur-aération	FLYGT
TLV00028907	Potence de levage avec treuil + pied agitateur-recirculation	FLYGT
TLV00028908	Potence + pied avec treuil agitateur-zone de contact	FLYGT
TLV00028909	Potence de levage avec treuil + pied dégraisseur	FLYGT
TLV00028910	Potence de levage avec treuil eau traitée/dépotage	-
TLV00028911	Monorail local centrifugeuse	EXO INTERNATIONAL
TLV00028912	Potence + pied 150 Kg poste toutes eaux	FLYGT

83064SE00001-2020-01 - RELEVAGE TOUTES EAUX

Code	Libellé	Marque
GDD00027455	Barre de guidage pompe poste toutes eaux n°1	KSB
GDD00027456	Barre de guidage pompe poste toutes eaux n°2	KSB
GRC03288373	Trappe alu poste toutes eaux	-
GRC03288374	Grille antichute poste toutes eaux	-
GSB00023221	Pied d'assise pompe poste toutes eaux n°1	-
GSB00023222	Pied d'assise pompe poste toutes eaux n°2	-
PSB00074528	Pompe poste toutes eaux n°1	KSB
PSB00074529	Pompe poste toutes eaux n°2	KSB
VAN03665892	Vanne refoulement pompe poste toutes eaux n°1	-
VAN03665893	Vanne refoulement pompe poste toutes eaux n°2	-
XTU00098363	Ensemble canalisation poste toutes eaux	-

83064SE00001-3000-01 - TRAITEMENTS PRIMAIRES

Code	Libellé	Marque
GRC03288369	Trappe alu poste colatures MV	-
GRC03288370	Grille antichute poste colatures MV	-
GSB00023215	Assise pompe de reprise MV décantées vers Biologique	-
GSB00023216	Assise pompe de reprise boues primaires vers centrif	-
PGA00005089	Pompe de reprise des boues primaires vers centrif	SEEPEX
PSB00074525	Pompe de reprise des MV décantées vers Biologique	KSB
VAN03665882	Vanne refoulement reprise MV décantées vers Biologique	-
VAN03665883	Vanne refoulement reprise boues primaires vers centrif	-
VCL00087862	Clapet pompe reprise des MV décantées vers Biologique	-
VCL00087863	Clapet pompe reprise des boues primaires vers centrif	-

83064SE00001-4000-04 - TRAITEMENTS SECONDAIRES

Code	Libellé	Marque
CCO00007127	Compresseur à vide #REF!	ABAC
GBT00072388	Garde-corps	-
GDD00027448	Lame déversante	-
GDD00027449	Clifford central	-
GDD00027450	Cloison siphoïde	-
GDD00027451	Cloison crénelée	-
GDD00027452	Trémie d'évacuation de surnageant	-
GDD00027453	Barres de guidage pompe n°1	-
GDD00027454	Barres de guidage pompe n°2	-
GRC03288371	Caillebotis	-
GSB00023219	Pied d'assise pompe n°1	-
GSB00023220	Pied d'assise pompe n°2	-
ICA00049705	Sonde de niveau (piézométrique)	ENDRESS HAUSER
ICT00039067	Poire de niveau	-
JCC00008788	Jeu de roue pont tournant	-

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

ONG00000195	Racles de surface	-
ONG00000196	Collecteur électrique central du pivot	-
PGA00005090	Pompe à rotor et vis verticale à flottants	SEEPEX
PSB00074526	Pompe de recirculation n°1	KSB
PSB00074527	Pompe de recirculation n°2	FLYGT
SFS00001188	Racles de fond (hs)	-
SGT00002225	Pont racleur	FORNES
VAN03665886	Vanne refoulement pompe n°1	-
VAN03665887	Vanne refoulement pompe n°2	-
VCL00087864	Clapet pompe n°1	-
VCL00087865	Clapet pompe n°2	-
XTU00098361	Canalisations recirculation	-
ZMR00002557	Motoréducteur pont racleur 0.37 kW	NORD
ATB00009982	Agitateur immergé zone de contact	KSB
ATB00009983	Agitateur immergé Zone aérobie	KSB
BDG00001714	Diffuseurs d'air fines bulles	-
BDG00001715	Diffuseurs d'air fines bulles	-
BDG00001716	Diffuseurs d'air fines bulles	-
CSP00003933	Surpresseur air à lobes n°1	ROBUSCHI
CSP00003934	Surpresseur air à lobes n°2	ROBUSCHI
GBT00072384	Escalier alu accès bassin d'aération	-
GBT00072385	Garde-corps alu bassin d'aération	-
GBT00072386	Echelle à crinoline accès dessableur	-
GDD00027446	Barres de guidage agitateur immergé zone de contact	-
GDD00027447	Barres de guidage agitateur immergé Zone aérobie	-
GRD00001282	Rampe de distribution + système de guidage	-
GRD00001283	Rampe de distribution + système de guidage	-
GRD00001284	Rampe de distribution + système de guidage	-
GSB00023217	Pied d'assise agitateur immergé zone de contact	-
GSB00023218	Pied d'assise agitateur immergé Zone aérobie	-
VAN03665885	Vannes d'isolement rampes (x3)	TECOFI
XTU00098360	Canalisations air surpressée	-
BPD00018949	Pompe doseuse 1 FeCl3 coagulation des MV	MILTON ROY
BPD00018950	Pompe doseuse 2 FeCl3 coagulation des MV	MILTON ROY
BPD00018951	Pompe doseuse 1 FeCl3 n°1 biologique	MILTON ROY
BPD00018952	Pompe doseuse 2 FeCl3 n°2 biologique	MILTON ROY
BPD00018953	Dosatron pour injection polymère	DOSATRON
GPR00001756	Coffret de dépotage	-
GPR00001757	Armoire de protection	-
GPR00001758	Armoire de protection	-
GPR00001759	Coffret de dépotage	-
GPR00001760	Armoire de protection	-
GPR00001761	Armoire de protection	-
RCB00011057	Cuve fermée FeCl3	-
RCB00011058	Bac de rétention	-
UES00001770	Douche de sécurité	-
VAN03665884	Jeu de vannes manuelles	-
XTU00098358	Canalisations injection FeCl3 MV	-
XTU00098359	Canalisations injection FeCl3 Biologique	-

83064SE00001-5000-01 - TRAITEMENTS TERTIAIRES

Code	Libellé	Marque
DAM00014342	Ballon sous-pression 500 litres	SALMSON

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

ICT00039068	Pressostat (pression basse)	-
ICT00039069	Pressostat (pression haute)	-
ICT00039070	Pressostat (régulation)	-
PCS00031367	Pompe SALMSON eau industrielle 1	SALMSON
PCS00031368	Pompe SALMSON eau industrielle 2	SALMSON
SBF00000530	Filtre tertiaire	-
VAN03665888	Jeu de vannes eau industrielle	-
VAN03665889	Vanne manuelle	-
VAN03665890	Vanne manuelle	-
VAN03665891	Vanne isolement ballon anti-bélier	-
VCL00087866	Jeu de clapets eau industrielle	-
VCL00087867	Clapet anti-retour	-
VCL00087868	Clapet anti-retour	-
XTU00098362	Canalisation ballon anti-bélier	-

83064SE00001-7000-01 - EQUIPEMENTS DE TRAITEMENT DE L'AIR

Code	Libellé	Marque
DTA00001090	Cassettes de charbon local centrifugeuse	-
DTA00001091	Cassettes de charbon local Matières de vidanges	-

83064SE00001-8500-04 - TRAITEMENTS DES SOUS PRODUITS ET BOUES

Code	Libellé	Marque
ATB00009984	Agitateur cuve mélange	MILTON ROY
BPD00018954	Pompe de préparation Polymère	MILTON ROY
BPO00001335	Unité préparation polymère	MILTON ROY
GRC03288377	Caillebotis	-
ICA00049706	Capteur détection niveau haut trèmis	-
IME00006896	Anti-marche à sec	-
IME00006897	Anti-marche à sec	-
IME00006898	Capteur de marche à sec gavo	-
PGA00005091	Pompe doseuse polymère 1	SEEPEX
PGA00005092	Pompe doseuse polymère 2	SEEPEX
PGA00005093	Pompe à boues n°1	SEEPEX
PGA00005094	Pompe à boues n°2	SEEPEX
PGA00005095	Gavopompe	SEEPEX
SEG00000756	Centrifugeuse	ANDRITZ
SEG00000757	Vis centrifugeuse	-
SEG00000758	Paliers et réducteur	-
SEG00000759	Chassis centrifugeuse	-
VAN03665895	Vanne prélèvement boues liquides	AKO
VAN03665896	Electrovanne (eau de lavage)	-
VAN03665898	Vanne martelière electropneumatique Refoul Gavo	AKO
XTU00098364	Equipement dilution polymère en ligne	-
XTU00098365	Circuit d'injection polymère	-
XTU00098366	Canalisation boues liquides	-
XTU00098367	Canalisations boues deshydratées	-
XTU00098368	Pivots tournant gavage benne	-
XTU00098369	Manche souple et raccord BAUER	-
XTU00098370	Canalisation eau lavage	-
ZME00002770	Moteurs centrifugeuse	-
PCS00031369	Pompe d'extraction des sables	EVA
SCS00000297	Classificateur de sable	WAM
VAN03665894	Vanne manuelle	BAYARD
VCL00087871	Clapet anti-retour	-

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

GRC03288375	Trappe alu bâche à graisses	-
GRC03288376	Grille antichute bâche à graisses	-

83064SE00001-9000-01 - ELECTRICITE COMMANDE

Code	Libellé	Marque
CCO00007596	Compresseur air de service	ABAC
HEC00001069	Cumulus 200 litres	-
JCJ00003377	Grilles de ventilation local surpresseur + piège à son	-
JCJ00003378	Grilles de ventilation bâtiments	-
JHD00003568	Chauffage aérotherme local eau industrielle	NOIROT
JHD00003569	Climatiseur	HITACHI
JHD00003570	Chauffage aérotherme local centrif	NOIROT
JHD00003571	Extracteur d'air local surpresseur	-
JHD00003572	Extracteur d'air local MAV	-
JHD00003573	Extracteur d'air local centrifuge	-
KAA00005321	Caméra de surveillance du local MV	-
KIS00003034	Ordinateur de supervision	-
KIS00003035	Logiciel de supervision	PC VUE
KIS00003036	Covistar	ANDRITZ
KNA00009188	Automate Télémécanique TSX	SIEMENS
KNA00009189	Programmation automate	-
KNA00009190	Programmation supervision	-
KST00100233	Sofrel S4W + ADSL + routeur (FDD)	SOFREL
NAC00001286	Onduleur (FDD)	-
NCA00072092	Armoire générale de commande	-
NCA00072093	Armoire de commande centrifugeuse	-
NEP00009899	Eclairage intérieur local	-
NEP00009900	Projecteur	-
NPA00003217	Liaisons électriques	-
NPD00012103	Disjoncteur général BT	MERLIN GERIN
NPV00019588	Démarreur ATS surpresseur n°1	SCHNEIDER ELECTRIC
NPV00019589	Démarreur ATS surpresseur n°2	TELEMECANIQUE
NPV00019590	Variateur pompe de recirculation n°1	TELEMECANIQUE
NPV00019591	Variateur pompe de recirculation n°2	TELEMECANIQUE
NPV00019592	Variateur 1 centrif	DANFOSS
NPV00019593	Variateur 2 centrif	ANDRITZ
NPV00019594	Variateur pompe à boues n°1	SEEPEX
NPV00019595	Variateur pompe à boues n°2	SEEPEX

83064SE00001-9500-04 - EQUIPEMENTS DE MESURE

Code	Libellé	Marque
LAB00002656	Balance de précision laboratoire	-
IAN00024535	Sonde Redox	HACH
IAN00024536	Sonde Oxygène	HACH
GDD00027457	Déversoir en V	-
GDD00027458	Canal Venturi de comptage sortie	ENDRESS HAUSER
GRC03288378	Caillebotis canal de sortie	-
IAN00024532	Sonde IJINUS	-
IAN00024533	Transmetteur	HACH
IAN00024534	Transmetteur	HACH
ICA00049707	Sonde de niveau (US)	ENDRESS HAUSER
ICA00049708	Sonde US Canal de sortie	ENDRESS HAUSER
IFA00001938	Débitmètre électromagnétique boues liquides	ENDRESS HAUSER
IFE00034913	Débitmètre électromagnétique d'entrée	ENDRESS HAUSER

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

IME00006899	Pluviomètre	-
IRP00004117	Préleveur réfrigéré, thermostaté Entrée	HACH
IRP00004118	Préleveur réfrigéré, thermostaté sortie	ENDRESS HAUSER
IRP00004119	Préleveur régrigéré des Matières de Vidanges	HACH

83064SE00001-9700-01 - EQUIPEMENTS COMMUNS

Code	Libellé	Marque
GBT00072389	Clôture STEP	-
GOA00001434	Volet roulant motorisé local centrifugeuse	-
GOA00001435	Volet roulant motorisé benne à boues n°1	-
GOA00001436	Volet roulant motorisé benne à boues n°2	-
GOA00001437	Volet roulant motorisé local dépotage (HS)	-
GOA00001438	Double porte local surpresseur	-
GOA00001439	Double porte local eau industrielle	-
GOU00020762	Porte d'entrée local d'exploitation	-
GOU00020763	Porte d'entrée local d'exploitation côté escalier	-
GOU00020764	Porte atelier	-
GOU00020765	Porte entrée local centrif coté escalier	-
GOU00020766	Porte entrée local centrif coté dépotage	-
GOU00020767	Porte accès local bennes	-
GOU00020768	Porte d'accès local dépotage coté Badgeuse	-
GOU00020769	Porte accès déssableur dégraisseur	-
GOU00020770	Portail double ventaux	-
PXX00000056	Nettoyeur haute pression pour local camion de dépotage	-
UGD00002897	Détecteur H2S CH4	-

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

BILAN DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT

A. INFORMATION GÉNÉRALES

B. IDENTIFICATION ET DESCRIPTION SUCCINCTE

Agglomération d'assainissement			**Code Sandre**	060000183064
Commune	GAREOULT			
Taille de l'agglomération	Semaine 34 : 120,6kg DBO5/j soit 2 010EH (CBPO)			
Système de collecte			**Code Sandre**	060883064002
Nom	STEP Garéoult - 3000 EH			
Type(s) de réseau	Séparatif			
Industriels raccordés	NON			
Exploitant	SAUR			
Personne à contacter	Emmanuel GIMFARRE			
Station de traitement des eaux usées			**Code Sandre**	060983064002
Nom	STEP Garéoult - 3000 EH			
Lieu d'implantation	GAREOULT			
Date de mise en œuvre	2009			
Maître d'ouvrage	Commune de Garéoult			
Capacité Nominale	Organique en kg/jour de DBO5	Hydraulique en m^3/jour	Q Pointe en m^3/heure	Equivalent habitant
Temps sec	180	468	20	3 000
Temps pluie		468		
Débit de référence	557 m^3/j			
Charge entrante en DBO5 maximale (année 2025)			120,58 kg/jour	2 010 eq. Hab.
File Eau	Type de traitement		Boue activée faible charge	
	Filière de traitement		Traitement secondaire	
File Boue	Type de traitement		Centrifugeuse	
	Filières de traitement		Compostage	
Exploitant	SAUR			
Personne à contacter	Emmanuel GIMFARRE			
Milieu récepteur				
Nom	L'Issole			
Masse d'eau	FRDR12004 L'Issole			
Type	Rejet superficiel			

CPBO = La taille de l'agglomération correspond à la **charge brute de pollution organique** contenue dans les eaux usées produites par les populations et activités économiques rassemblées dans l'agglomération d'assainissement, c'est-à-dire par l'ensemble des zones d'assainissement collectif comprises dans le périmètre de l'agglomération d'assainissement défini précédemment. Ils sont exprimés en Equivalent-Habitant ou en kg par jour de DBO5 avec 1 EH = 60 g/jour de DBO5. Elle correspond à la charge journalière de la semaine la plus chargée de l'année à l'exception des situations inhabituelles.

Débit de référence = débit journalier associé au système d'assainissement au-delà duquel le traitement exigé par la directive du 21 mai 1991 susvisée n'est pas garanti. Conformément à l'article R. 2224-11 du code général des collectivités territoriales, il définit le seuil au-delà duquel la station de traitement des eaux usées est considérée comme étant dans des situations inhabituelles pour son fonctionnement. Il correspond au percentile 95 des débits arrivant à la station de traitement des eaux usées (c'est-à-dire au déversoir en tête de station).

Afin de tenir compte de cette situation, ce percentile 95 est calculé chaque année à partir des données d'autosurveillance des 5 dernières années. Ainsi, le débit de référence utilisé pour l'évaluation de la conformité réglementaire au titre de l'année N est déterminé à partir des données de débit des années N-1 à N-5.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

C. RAPPEL DES EXIGENCES REGLEMENTAIRES

D. Le diagnostic permanent des systèmes d'assainissement

Présentation générale :

La gestion des systèmes d'assainissement entre dans une nouvelle aire avec l'échéance du 31 décembre 2021. En effet, à cette date, les maîtres d'ouvrage des systèmes d'assainissement vont devoir mettre en œuvre les diagnostics permanents des systèmes d'assainissement.

L'arrêté de 07/2015 qui fait référence pour la première fois à la mise en place réglementaire du « diagnostic permanent », est complété par 2 documents clés précisant les objectifs et contenu de ce diagnostic permanent selon les enjeux propres au système d'assainissement et à la sensibilité de la masse d'eau réceptrice, dans laquelle s'effectue le rejet :

Dès 2017, la fiche n° 11 « Diagnostic permanent » du commentaire technique de l'arrêté du 21 juillet 2015 précise à ce titre que le diagnostic permanent doit être porté et coordonné par le ou les maîtres d'ouvrages d'un système d'assainissement, c'est-à-dire les collectivités compétentes en matière d'assainissement.

En février 2020, l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement) a publié un guide technique qui précise les modalités techniques de la mise en œuvre du diagnostic permanent ainsi que les restitutions attendues.

Le 10 octobre 2020 a été publié l'arrêté du 31 juillet 2020 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015.

Le renforcement des contraintes en matière de diagnostic des systèmes d'assainissement est clairement stipulé. Il a été annoncé que, pour les systèmes d'assainissement :

- Pour les systèmes d'assainissement existants destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 600 kg/j de DBO5, ce diagnostic est établi au plus tard le 31 décembre 2021.
- Pour les systèmes d'assainissement existants destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique inférieure à 600 kg/j de DBO5 et supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO5, ce diagnostic est établi au plus tard le 31 décembre 2024. Pour l'application de l'article R. 2224-15 du code général des collectivités territoriales, le ou les maîtres d'ouvrage mettent en place et tiennent à jour le diagnostic permanent du système d'assainissement.

Délai du diagnostic permanent ou périodique :

- Pour l'application de l'Article R. 2224-15 du code général des collectivités territoriales, **le maître d'ouvrage établit un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées suivant une fréquence n'excédant pas dix ans**
- Dans le cas où plusieurs maîtres d'ouvrage interviennent sur le système d'assainissement, **le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées coordonne la réalisation et la mise en œuvre de ce diagnostic permanent et veille à la cohérence du diagnostic à l'échelle du système d'assainissement**



Modification sur les analyses de risques et de défaillance :

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

L'arrêté du 31/07/2020 rend obligatoire la mise en place des analyses de risques et de défaillance sur le système de collecte. Auparavant, il était obligatoire uniquement sur les systèmes de traitement supérieur à 2 000 EQH.

Avec cette modification en 2020 :

- Les systèmes d'assainissement des eaux usées destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique **supérieure ou égale à 12 kg/j de DBO5 font l'objet d'une analyse des risques de défaillance,** de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles.

Cette analyse est transmise au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau.

Les systèmes d'assainissement avec CPBO ≥ **600 kg/j de DBO5** **≥ 10 000 EQH**	**Réaliser une ARD** Réseau + STEP	Cette analyse est transmise au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau	**Au plus tard le 31 décembre 2021**
Les systèmes d'assainissement avec CPBO < **à 600 kg/j de DBO5 et ≥ 120 kg/j de DBO5** **< 10 000 EQH et ≥ 2 000 EQH**	**Réaliser une ARD** Réseau + STEP	Cette analyse est transmise au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau	**Au plus tard le 31 décembre 2023**
Les systèmes d'assainissement avec CPBO ≥ à 12 kg/j de DBO5 **≥ 200 EQH**	**Réaliser une ARD** **Réseau + STEP**	Cette analyse est transmise au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau	**Au plus tard le 31 décembre 2025**

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

E. Diagnostic permanent

Depuis l'arrêté du 21 juillet 2015 et avec l'arrêté du 31juillet 2020.

Démarche de progrès continu :

L'arrêté du 21 juillet 2015 propose d'aborder désormais la gestion des systèmes d'assainissement dans une logique de progrès continu basée sur une gestion patrimoniale.

Le document technique de l'ASTEE rappelle les principes généraux du diagnostic permanent.

Le diagnostic permanent constitue une démarche globale qui vise la bonne gestion du système d'assainissement. Il ne se limite donc pas au diagnostic, il intègre l'ensemble des actions qui jalonnent cette démarche.

Le diagnostic permanent peut porter sur une large gamme de problématiques à identifier au cas par cas, en fonction des enjeux propres à chaque collectivité. On peut citer à titre d'exemple les thèmes suivants, regroupés en trois grandes classes :

- Le fonctionnement du système assainissement avec la connaissance et maitrise des entrants
- La connaissance du patrimoine et de l'état structurel des ouvrages
- Le suivi et la maitrise des nuisances environnementales

Quelle que soit la problématique suivie, le principe du diagnostic permanent repose invariablement sur le cycle d'amélioration continue que résume l'acronyme anglo-saxon PDCA (*Plan-Do-Check-Act*) ou encore sa transposition graphique appelée « Roue de Deming » qu'illustre la « boucle de rétroaction » suivante (*Figure 3 : Boucle de rétroaction*).



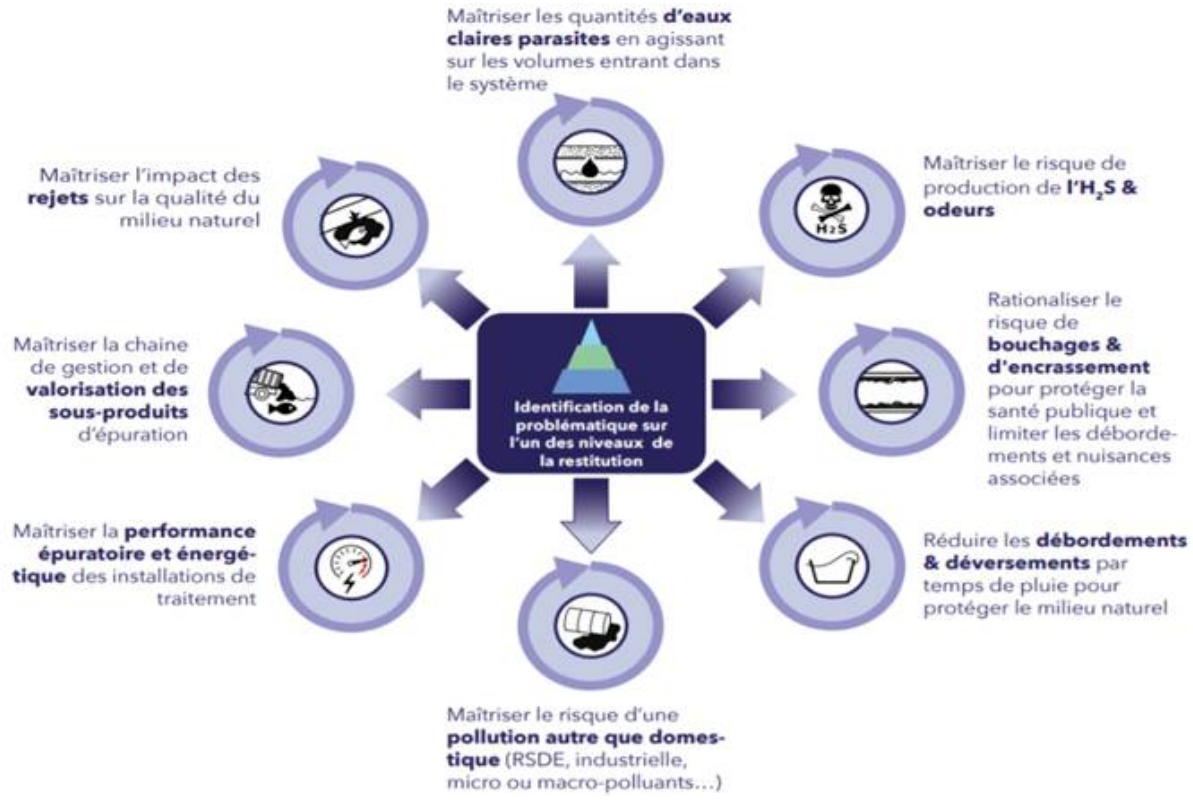
Figure 3 : *Boucle de rétroaction*

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Le diagnostic permanent doit offrir une vision **rétrospective** et **prospective** de l'état et des performances du système d'assainissement :

- L'analyse rétrospective a pour but de vérifier si les objectifs initialement visés, notamment lors du précédent SDA, sont atteints ou en voie de l'être, et quelles sont les raisons des éventuelles difficultés ou retards rencontrés (évolutions des hypothèses de travail, pertinence des actions engagées, moyens alloués…).
- L'analyse prospective consiste en l'actualisation de l'analyse réalisée lors du schéma directeur d'assainissement, en tenant compte du réalisé, à la fois du point de vue des hypothèses (projets urbains, population, usages et développement économique… prises en compte initialement et de celui des actions effectivement mises en œuvre entre temps.

Ces analyses doivent déboucher le cas échéant sur une redéfinition des priorités et un redéploiement voire une augmentation de moyens de manière à atteindre l'objectif visé sur différentes problématiques rappelées ci-dessous.



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

F. ETUDES GENERALES ET DOCUMENTS ADMINISTRATIFS RELATIFS AU SYSTEME DE COLLECTE

Communes	Année du dernier schéma directeur d'assainissement	Année de la dernière étude diagnostic	Date du zonage Eaux usées	Date du zonage Eaux pluviales	Date d'annexion du zonage EU et EP au PLU
GAREOULT	2002	2002	2002	2007 et 2009	Prévu mi 2015

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

G. BILAN ANNUEL SUR LE SYSTEME DE COLLECTE

H. LES RACCORDEMENTS

I. Les raccordements domestiques

Commune	Code INSEE	Nombre abonnés EU	Nombre abonnés AEP
Garéoult	83064	926	3 089

NB : Les données de raccordés assainissements **actifs** sont à jour à la date d'extraction et à la date de réalisation du Bilan du Système d'Assainissement.

J. Les raccordements non domestiques : liste des établissements

Il n'y a aucun raccordement non domestique sur le réseau.

K. LES TRAVAUX REALISES SUR LE SYSTEME DE COLLECTE

Pannes et dysfonctionnements – Système de collecte Garéoult

Désignation	Date
Eaux parasites grosse entrée au niveau des Services techniques	24/03/2025 – Traité par la commune (septembre 2025)
Eaux parasites grosse entrée par regards de visite Bd du Mourillon et Rue Font de Clastres	25/03/2025 – Pas encore traité par la commune
Remplacement batterie PR CES	12/06/2025
Contrôle débits des pompes PR des Clastres	17/07/2025
Foudre PR des Clastres S4W HS	22/09/2025
Débouché pompe 2 PR des Clastres	10/10/2025
SOFREL PR C.E.S HS	15/10/2025

L. LE CONTROLE ET LA SURVEILLANCE DU SYSTEME DE COLLECTE

M. Les contrôles de raccordements

Pas de contrôle en 2025.

N. Surveillance de l'état du réseau : Passage caméra

Synthèse des passages caméra

Commune	Linéaire inspecté (ml)
GAREOULT	1 117

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Détail des passages caméra

Commune	Date	Adresse	Linéaire inspecté (ml)
GAREOULT	03/12/25	3lot 11 Avenue du Docteur Francis Bosio	544
GAREOULT	04/12/25	77 Avenue Etienne Gueit	573

O. Diagnostics eaux claires parasites

L'identification des effluents présents dans le réseau d'eaux usées de la commune passe par une étude du fonctionnement des postes de relevage communaux appelé le diagnostic EPOUSE. Ce diagnostic s'applique aux temps de fonctionnement et aux sondes effectuant des mesures de débit.
De nombreux paramètres peuvent influencer les mesures des sondes, notamment la présence de flottants ou de sable dans le réseau. De plus, pour obtenir une valeur de débit, une loi hydraulique, différente pour chaque point, est utilisée. Chaque loi est définie grâce à des mesures de débit sur site. Même si ces lois sont régulièrement vérifiées, des biais peuvent parfois être constatés lors de la réalisation des diagnostics.
Cette étude permet de définir la présence, ou non, des effluents suivants dans le réseau :

- EU domestiques,
- Eaux Claires Parasites (ECP) Permanentes : provenant d'infiltrations de nappe,
- ECP pluviales : issues d'infiltrations d'eaux pluviales dans le réseau.

Grâce à la télégestion des postes de relevage, un diagnostic est réalisé depuis les temps de pompage horaires des groupes électropompes. Pour les sondes de niveau, les débits sont calculés à partir des mesures de hauteurs d'eau. Les résultats sont donc à prendre avec plus de précautions.

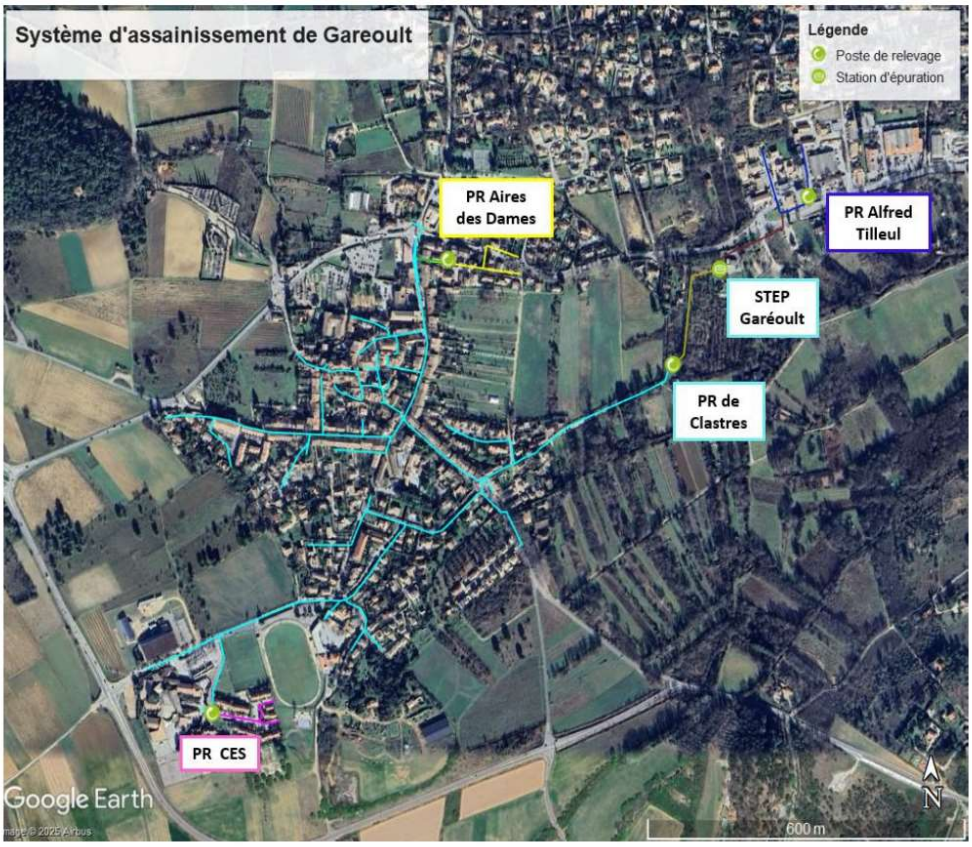
Un diagnostic des eaux claires parasite a été réalisé en 2025 :

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

2. Description de votre système d'assainissement

Le périmètre du présent diagnostic porte sur le système d'assainissement de Garéoult :

- 855 abonnés
- 1 station d'épuration d'une capacité de 3000 EH (468 m^3/j) : STEP Garéoult
- Réseau type unitaire et séparatif,
- 4 postes de relevage



Les données exploitées pour le diagnostic eaux claires parasites sont issues des données débitmétriques disponibles (entrée station d'épuration, poste de relevage équipé de débitmètres, points de mesures sur les réseaux) ou des données de fonctionnements sur les postes de relevage (temps de marche des pompes). Ces éléments sont dénommés points caractéristiques.

Le système de collecte de la commune de Garéoult contient 4 Postes de relevage :

- PR Alfred Tilleul
- PR Clastres
- PR Aires des Dames
- PR CES

Le diagnostic eaux claires parasites a été réalisé sur les bassins de la STEP, Aire des Dames et CES.

En effet, en raison de manque de données sur le PR Alfred Tilleul le diagnostic a été écarté.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

3. Synthèse des résultats obtenus

Les résultats d'un diagnostic eaux claires parasites peuvent être appréhendés au travers de l'évolution de différents indicateurs de performance.

Analyse des volumes collectés par bassins de collecte

Le tableau ci-dessous détaille les volumes collectés par nature par bassin de collecte.

TABLEAU VOLUMES COLLECTES PAR BASSINS DE COLLECTE (EN M^3)

Bassin de collecte	Linéaire (km)	Volume total (m^3)	Eaux usées (m^3)	Eaux claires parasites d'infiltration (m^3)	Eaux claires parasites de captage (m^3)
SA Garéoult					
Ces	0.20	2 281	1 638	519	124
Aire des Dames	0.29	7 813	3 074	3 293	1 446
STEP Garéoult	5.00	157 542	61 423	73 989	22 130
Total SA		**167 636**	**66 135**	**77 800**	**23 701**

TABLEAU VOLUMES COLLECTES PAR BASSINS DE COLLECTE (EN %)

Bassin de collecte	Linéaire (km)	Volume total (%)	Eaux usées (%)	Eaux claires parasites d'infiltration (%)	Eaux claires parasites de captage (%)
SA Garéoult					
Ces	0.20	100	72	23	5
Aire des Dames	0.29	100	39	42	19
STEP Garéoult	5.00	100	39	47	14
Total SA		**100**	39	46	14

La part d'eaux claires parasites collectées sur le système d'assainissement :

- 46% d'eaux claires parasites d'infiltration ;
- 14% d'eaux claires parasites de captage.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Les tableaux suivants illustrent les indicateurs de performance clés pour les bassins de collecte en matière d'eau claires parasites :

- **Indicateur de sensibilité aux eaux claires parasites d'infiltration :**
  - Indice linéaire d'infiltration (m^3/jour/km) : Ce ratio illustre l'importance des apports en eaux claires parasites d'infiltration par rapport au linéaire total du bassin de collecte. Plus cet indicateur est élevé, plus le réseau présente une sensibilité importante aux infiltrations.
- **Indicateurs de sensibilité aux eaux claires parasites de captage :**
  - Surface active estimée (m^2) : Ce ratio illustre l'importance des surfaces imperméabilisées directement raccordées au réseau.
  - Indice linéaire de captage (m^2/km) : Ce ratio illustre l'importance des surfaces actives raccordées au réseau par rapport au linéaire total du bassin de collecte.

INDICATEUR PERFORMANCE EAUX CLAIRES PARASITES TEMPS SEC

Bassin de collecte	Linéaire (Km)	Eaux claires parasites d'infiltration (m^3)	Débit d'eaux claires parasites d'infiltration moyen (L/S)	Taux de contribution aux apports totaux (en %)	ILI (m^3/jour/km)
SA Garéoult					
Ces	0.20	519	0.016	1	7.12
Aire des Dames	0.29	3 293	0.105	4	31.19
STEP Garéoult	5.00	73 989	2.35	95	40.65

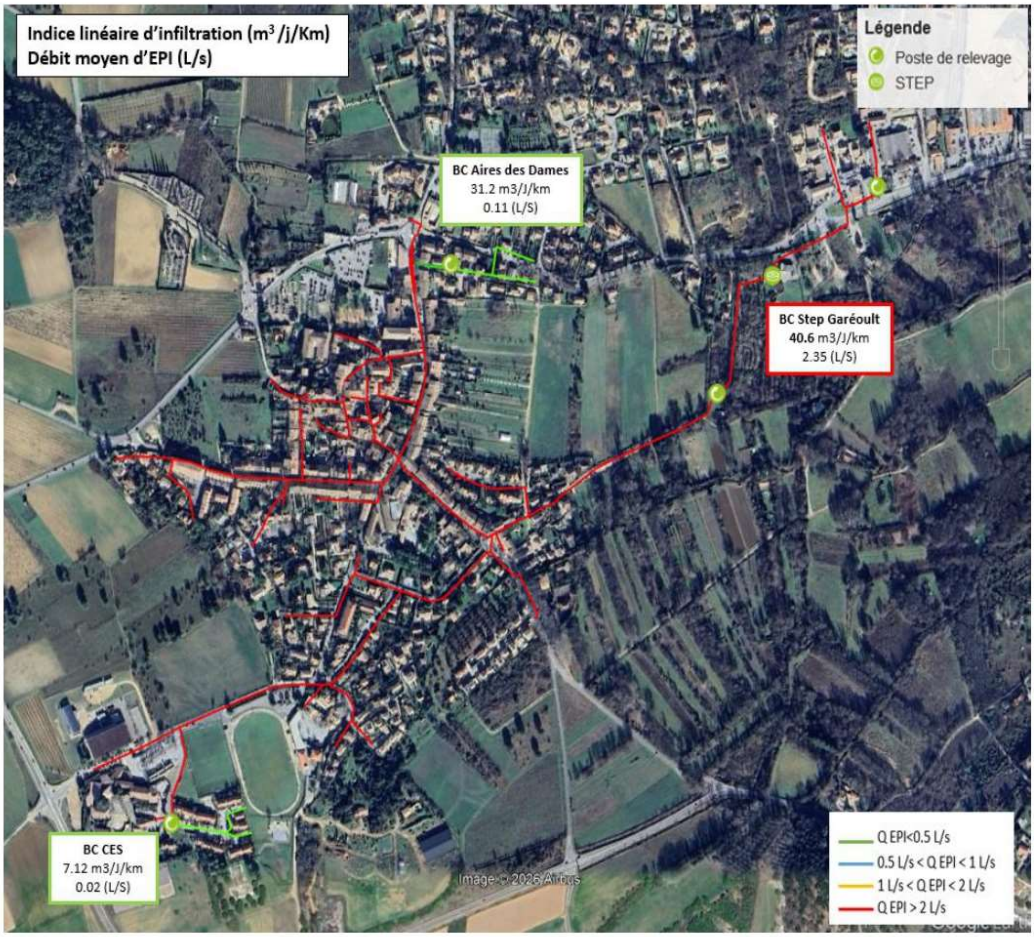
INDICATEUR PERFORMANCE EAUX CLAIRES PARASITES TEMPS DE PLUIE

Bassin de collecte	Linéaire (Km)	Eaux claires parasites de captage (m^3)	Surface active (m2)	Taux de contribution aux apports totaux (en %)	ILC (m^2/km)
SA Garéoult					
Ces	0.20	124	34	1	170
Aire des Dames	0.29	1 446	93	6	321
STEP Garéoult	5.00	22 130	3 434	93	687

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

La carte ci-dessous illustrent la répartition de l'importance des apports en eaux claires parasites d'infiltration sur vos réseaux.

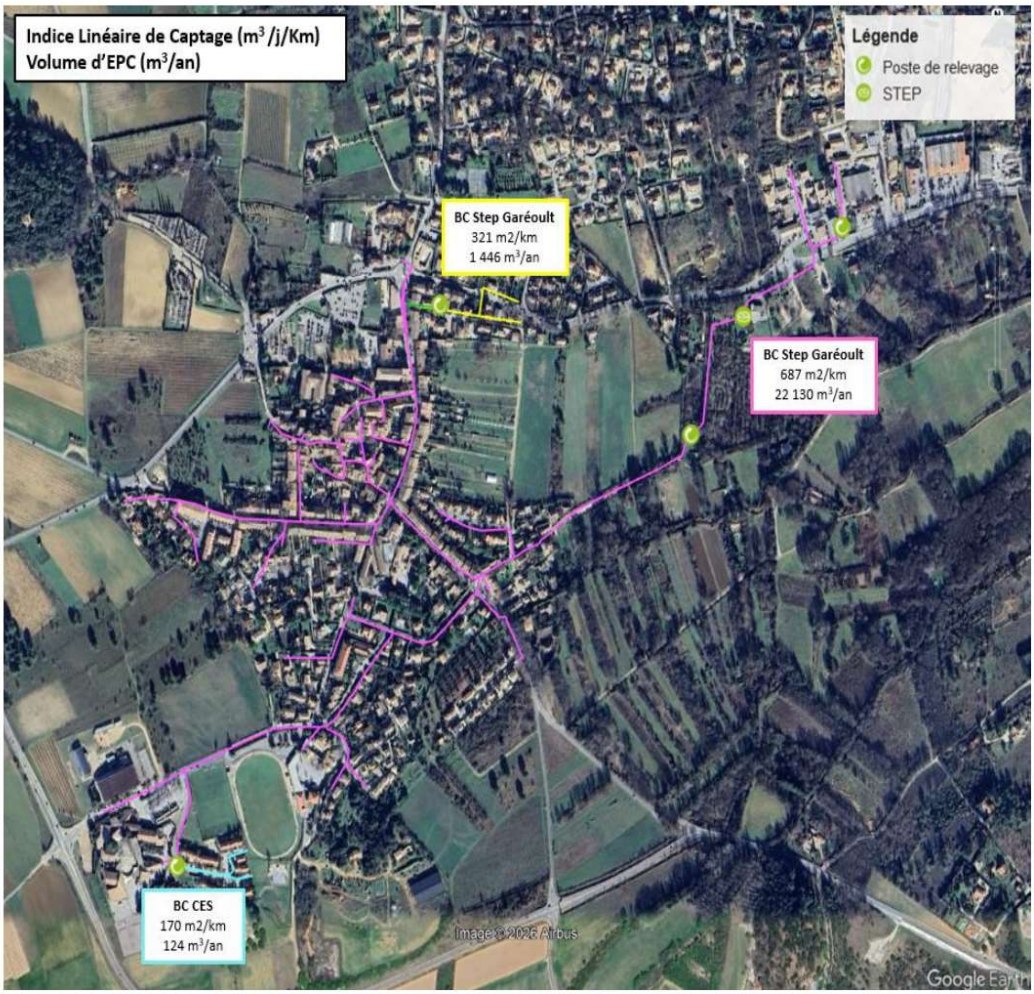
CARTE DES INDICES LINEAIRES D'INFILTRATION



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

La carte ci-dessous illustre la répartition de l'importance des apports en eaux claires parasites de captage sur vos réseaux.

CARTE DES INDICES LINEAIRES DE CAPTAGE



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

4. Conclusion et actions proposées

Les principales problématiques en matière d'apports en eaux claires parasites sont donc les suivantes :

Environ 95% des eaux claires parasites sont collectées par le bassin de la Step, ce dernier est très sensible aux eaux d'infiltration.

- Le bassin de collecte Ces est sensible aux eaux claires parasites d'infiltration.
- Le bassin de collecte Aire des Dames est sensible aux eaux claires parasites d'infiltration et de captage.

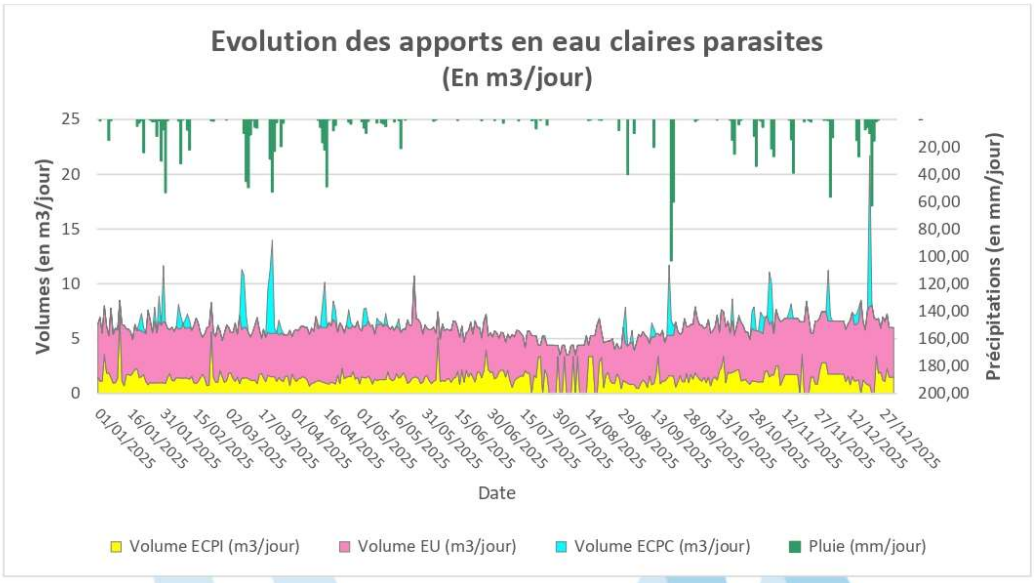
Sur la base de ce constat, les actions suivantes sont proposées pour déterminer l'origine exacte des apports en eaux claires parasites.

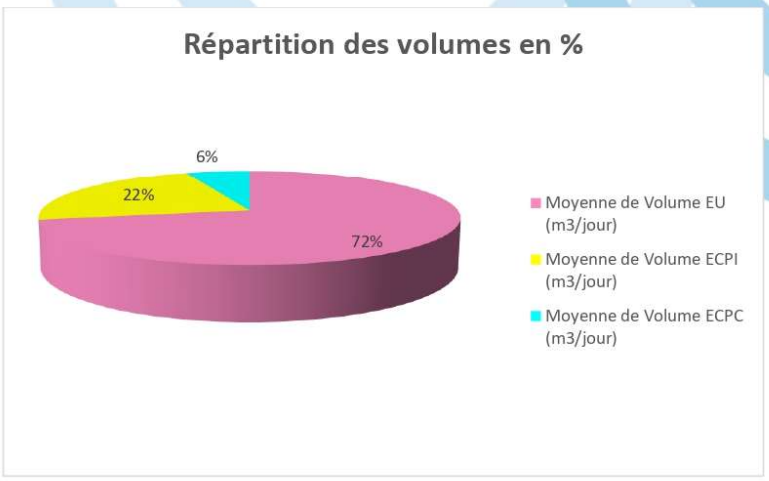
Bassin de collecte	Investigations à mener	Priorité
SA Garéoult		
Ces	Remontées nocturnes, inspections ITV	3
Aire des Dames	Remontées nocturnes, inspections ITV et test à la fumée	2
STEP Garéoult	Remontées nocturnes, inspections ITV et test à la fumée	1

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

5. Annexes : Résultats détaillés par points de mesures caractéristiques

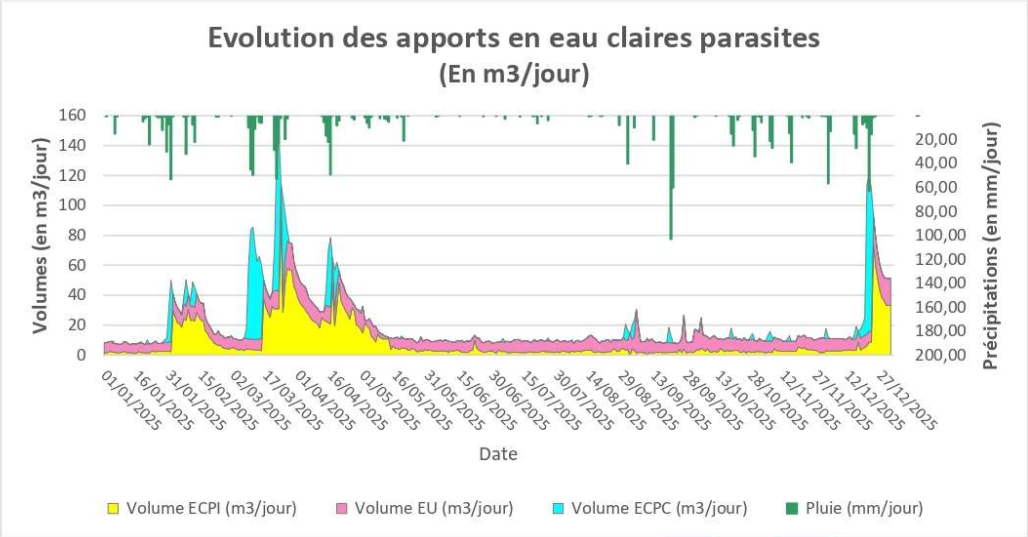
BC CES SA-Garéoult

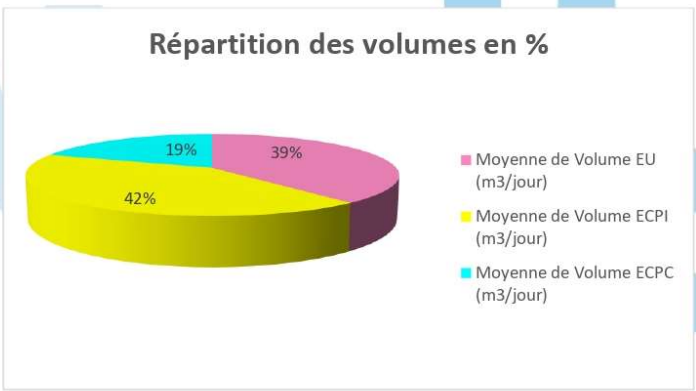




AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

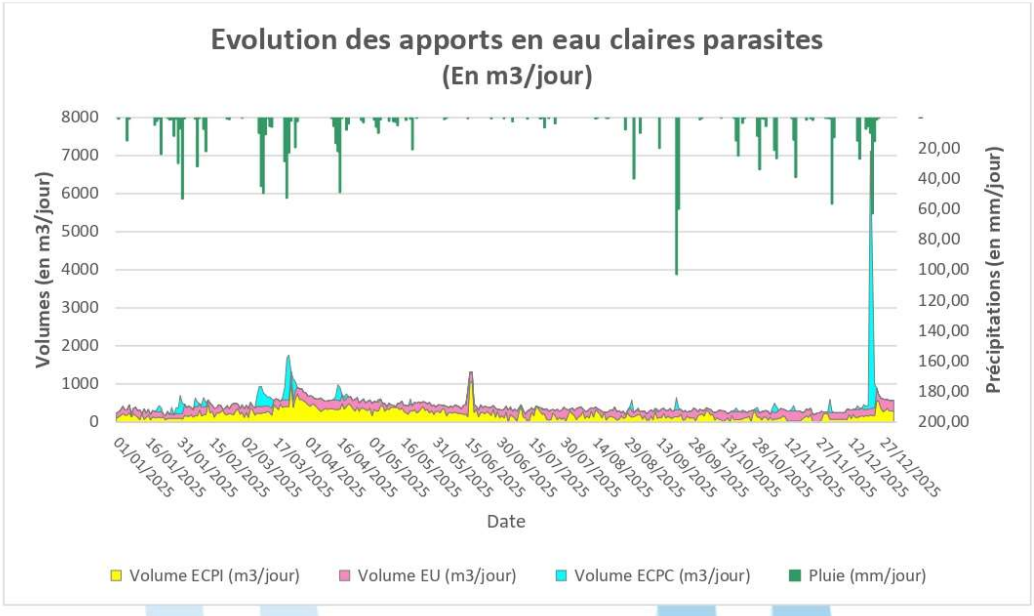
BC Aires des Dames SA-Garéoult

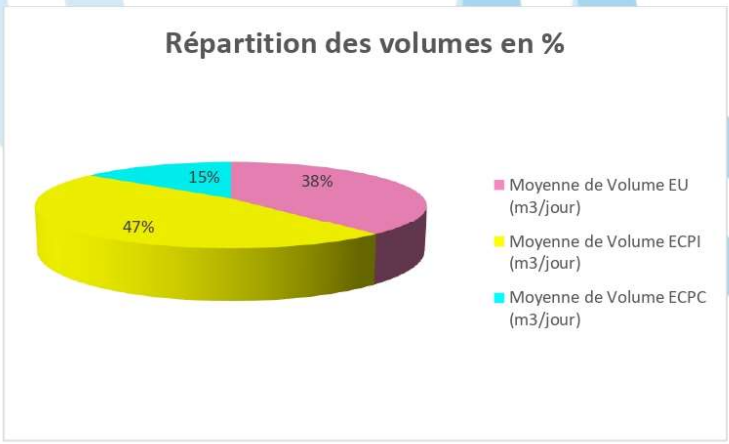




AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Entrée Step SA-Garéoult





Le graph de la Step représente l'ensemble des eaux qui arrivent à la Step.

P. Les ouvrages de gestions des eaux pluviales

Sans objet

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Q. L'ENTRETIEN DU SYSTEME DE COLLECTE

R. Les postes de relèvement

Commune	Libellé	Date de mise en service	Télésurveillance	Groupe électrogène
GAREOULT	GAREOULT (83) - PR Aire des Dames	1986	Oui	Non
GAREOULT	GAREOULT (83) - PR Alfred Tilleul	2009	Oui	Non
GAREOULT	GAREOULT (83) - PR CES	1988	Oui	Non
GAREOULT	GAREOULT (83) - PR de Clastre *	2009	Oui	Non

*Ce PR fait partie du système de traitement.

S. Récapitulatif des opérations d'entretien

NB : *Les données de débouchage et hydro curage assainissement sont à jour à la date d'extraction et à la date de réalisation du Bilan du Système d'Assainissement. Ces données sont donc susceptibles d'être différentes des Rapports Annuels du Délégataire rédigés au plus tard le 1er juin.*



Opérations d'hydrocurage préventif

Synthèse des interventions d'hydrocurage préventif

Commune	Total (ml)
GAREOULT	1531

Détail des interventions d'hydrocurage préventif

Commune	Date	Adresse	Linéaire curé
GAREOULT	03/12/25	64 Avenue du Docteur Francis Bosio	573
GAREOULT	04/12/25	49 Avenue Etienne Gueit	568
GAREOULT	23/12/25	2c Rue Martin Luther-king	240
GAREOULT	23/12/25	3lot 12 Avenue du Docteur Francis Bosio	150

Opérations de débouchage et d'hydrocurage ponctuelles du réseau

Synthèse des interventions de débouchage ponctuel de réseaux/branchements

Commune	Type	Nombre	Linéaire hydrocuré (mL)
GAREOULT	Curage EU	5	245
GAREOULT	Débouchage Hydro Branchement	8	110
GAREOULT	Débouchage Hydro EU	1	100
GAREOULT	Débouchage Rior Branchement	1	0
GAREOULT	Débouchage Rior EU	1	0
Total		**16**	**455**

Intervention de débouchage ponctuel de réseaux/branchements avec camion hydrocureur

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Commune	Date	Adresse
GAREOULT	23/01/25	6 Rue des Molières
GAREOULT	24/01/25	5 Boulevard du Mourillon
GAREOULT	29/01/25	1 Rue du 11 Novembre 1918
GAREOULT	25/02/25	19 Rue Aires des Dames
GAREOULT	03/04/25	40 Boulevard Louis Brémond
GAREOULT	18/04/25	1 Avenue Etienne Gueit
GAREOULT	14/05/25	Place Jules Ferry
GAREOULT	19/05/25	Place Jules Ferry
GAREOULT	10/06/25	3lot 1 Avenue du Docteur Francis Bosio
GAREOULT	16/06/25	3lot 1 Avenue du Docteur Francis Bosio
GAREOULT	07/07/25	5a Avenue du Docteur Francis Bosio
GAREOULT	13/09/25	Impasse des Figuiers
GAREOULT	27/10/25	40 Boulevard Louis Brémond
GAREOULT	18/12/25	Av. du Dr Francis Bosio

Interventions de débouchage ponctuel de réseaux/branchements avec RIOR/Cannes/Aspiratrice :

Commune	Date	Adresse
GAREOULT	24/05/25	18 Boulevard du Mourillon
GAREOULT	17/10/25	61 Boulevard du Mourillon

Synthèse des interventions d'entretien des postes de relevage

Commune	Nombre
GAREOULT	12

T. Quantité et destination des sous-produits évacués au cours de l'année

Il n'y a eu aucun sous-produit évacué au cours de l'année sur système de collecte.

U. Bilan des deversements au milieu par le systeme de collecte

Il n'y a pas de point A1 sur le réseau.

V. Synthese du suivi metrologique du dispositif d'autosurveillance du systeme de collecte

Il n'y a pas de point d'autosurveillance sur le système de collecte.

W. Conclusion du bilan annuel sur le systeme de collecte

Il n'y a pas de point de déversement sur le milieu. Le système de collecte est donc jugé conforme.

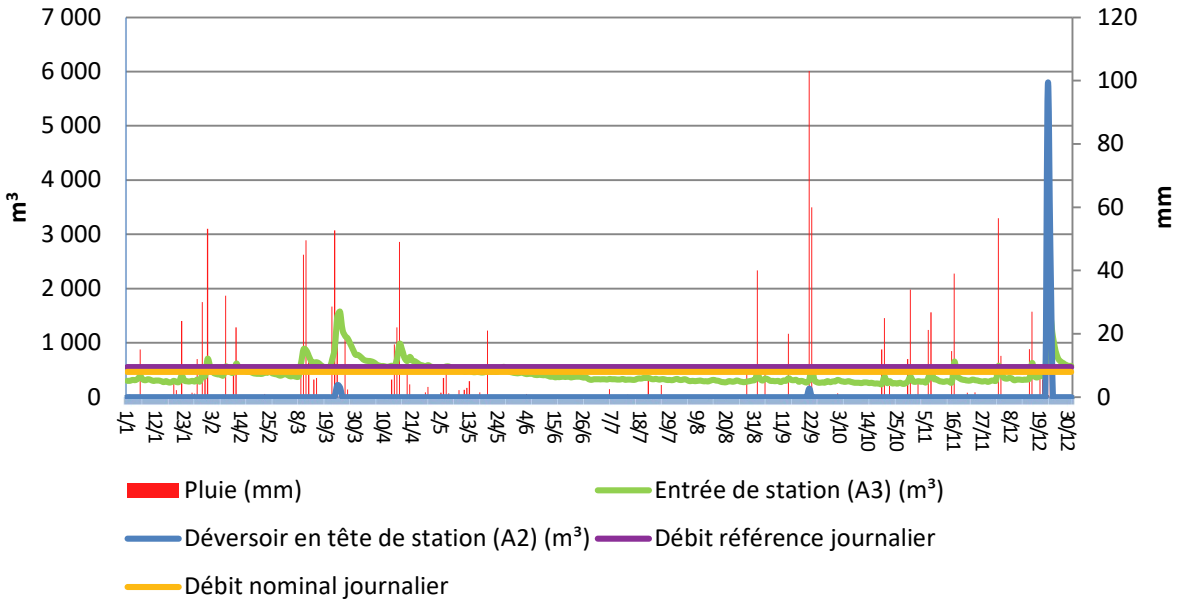
AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

X. BILAN ANNUEL SUR LE SYSTEME DE TRAITEMENT

Y. BILAN SUR LES VOLUMES

Z. Volume entrant dans le système de traitement

Volume journalier au niveau du déversoir en tête de station (A2) et de l'entrée de la station (A3) en m³/j



Les volumes traités sont influencés par les précipitations. À chaque événement pluvieux, un pic hydraulique est observé.

Sur l'année, le débit moyen s'élève à 427,9 m³/j, soit 91 % de la capacité hydraulique nominale de la station, fixée à 468 m³/j.

Tableau récapitulatif des déversements journaliers en tête de station :

DATE RELEVE	Entrée de station en m3	Déversoir en tête station en m3	Pluie en mm
22/03/2025	894	24	52,7
23/03/2025	1486	222	23
24/03/2025	1576	179	2
21/09/2025	328	163	103
22/12/2025	1455	5748	68
23/12/2025	1483	2719	43

Synthèse des déversements :

6 déversements en tête de station ont été enregistrés par temps de pluie en 2025, représentant un volume total de 9 055 m³ :

Bilan annuel

Temps Sec / Temps Pluie	Temps Pluie		Temps Sec		**Total**	
Libellé Installation Principale	Nb Déversements	Volumes déversés	Nb Déversements	Volumes déversés	**Nb Déversements**	**Volumes déversés**
STEP Garéoult - 3000 EH	6	9 055	0	0	**6**	**9 055**

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Ci-dessous, les fiches de dysfonctionnement associées aux différents déversements :

- **Surverses STEP par temps de pluie du 22 au 24/03/2025 :**



Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Var
Service de l'Eau et Biodiversité

FICHE DE NON CONFORLMITE, D'INTERVENTIONS ET/OU D'INCIDENTS SUR UN SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES
RESEAU DE COLLECTE ET STATION D'EPURATION. V240216

~~- **INTERVENTIONS PROGRAMMEES (1)**~~ - Arrêté du 21/07/2015 -
~~Prévenir au moins 1 **mois** à l'avance~~ - Arrêté préfectoral du 09/11/2016

- INCIDENTS OU PANNES (1)
(sur les dispositifs de traitement, d'acheminement des eaux…)

~~**- NON RESPECT DE L'AUTOSURVEILLANCE (1)**~~
~~(volume prélevé non représentatif des 24 heures, …)~~

(1) Rayer la mention inutile

Contact du Bureau de lutte contre les pollutions urbaines :	ddtm-assainissement@var.gouv.fr tél.04.94.46.83,83 dominique.maumont@var.gouv.fr tél : 04 94 46 83 35 0786603177 daniel.stroher@var.gouv.fr tél. 04.94.46.82.12-0672253325 estelle.wagner@var.gouv.fr tél. 04 94 46 80 68 - 06.02.00.94.72
Collectivité concernée : Station concernée :	Garéoult PR Clastres
Date et heure de début du dysfonctionnement :	Le 22 Mars 2025 à 20h00
Date et heure de la connaissance du dysfonctionnement :	Le 22 Mars 2025 à 20h00
Elément du système d'assainissement concerné (description ; cause) et localisation précise (joindre une carte si le dysfonctionnement ne se situe pas sur la STEP)	Surverses PR Clastres (A2) par temps de pluie : Le 22/03/2025 : 57,2 mm Le 23/03/2025 : 23 mm Le 24/03/2025 : 2 mm
Indiquer si le dysfonctionnement a entraîné l'arrêt du traitement ou une altération de la qualité du traitement :	Sans objet.
Lieu du déversement ou du by-pass : (joindre une carte si le dysfonctionnement ne se situe pas sur la STEP)	Fontaine de Clastres.

Date et heure prévisionnelles de retour à un fonctionnement normal :	Le 24 Mars 2025 à 11h42
Estimation du volume déversé (eaux by passées ou insuffisamment traitées) et évaluation des flux : Volume traité durant la période :	Surverses A2 : 24 m³ le 22 Mars 2025 de 20h00 à 20h30 222 m³ du 23 au 24 Mars 2025 de 20h00 à 00h00 179 m³ le 24 Mars 2025 de 00h00 à 11h42 Volumes Journaliers Entrée STEP : 935 m³ Le 22/03/2025 1 487 m³ Le 23/03/2025 1 558 m³ Le 24/03/2025
Action curative mise en œuvre immédiate :	Sans objet.
Quelles seront les actions envisagées ultérieurement pour un retour à la normale ?	Sans objet.
Évaluation de l'impact du rejet sur le milieu récepteur et mesures pour en limiter les effets :	Sans objet.
Observations :	Faible impact compte tenu de la teneur en eau claire parasite.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

- **Surverses STEP par temps de pluie le 21/09/2025 :**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DU VAR

Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Var
Service de l'Eau et Biodiversité

FICHE DE NON CONFORLMITE, D'INTERVENTIONS ET/OU D'INCIDENTS SUR UN SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES
RESEAU DE COLLECTE ET STATION D'EPURATION. V240216

- ~~**INTERVENTIONS PROGRAMMEES (1)**~~ - Arrêté du 21/07/2015 -
~~Prévenir au moins 1 **mois** à l'avance~~ - Arrêté préfectoral du 09/11/2016

- **INCIDENTS OU PANNES (1)**
(sur les dispositifs de traitement, d'acheminement des eaux…)

- ~~**NON RESPECT DE L'AUTOSURVEILLANCE (1)**~~
~~(volume prélevé non représentatif des 24 heures, …)~~

(1) Rayer la mention inutile

Contact du Bureau de lutte contre les pollutions urbaines :	ddtm-assainissement@var.gouv.fr tél.04.94.46.83,83 dominique.maumont@var.gouv.fr tél : 04 94 46 83 35 0786603177 daniel.stroher@var.gouv.fr tél. 04.94.46.82.12-0672253325 estelle.wagner@var.gouv.fr tél. 04 94 46 80 68 - 06.02.00.94.72
Collectivité concernée : Station concernée :	Garéoult PR Clastres
Date et heure de début du dysfonctionnement :	Le 21 septembre 2025 à 20h56
Date et heure de la connaissance du dysfonctionnement :	Le 21 septembre 2025 à 20h56
Elément du système d'assainissement concerné (description ; cause) et localisation précise (joindre une carte si le dysfonctionnement ne se situe pas sur la STEP)	Surverses PR Clastres (A2) par temps de pluie et à la suite d'une coupure d'électricité : Le 21/09/2025 : 103 mm
Indiquer si le dysfonctionnement a entraîné l'arrêt du traitement ou une altération de la qualité du traitement :	Sans objet.
Lieu du déversement ou du by-pass : (joindre une carte si le dysfonctionnement ne se situe pas sur la STEP)	Fontaine de Clastres.
Date et heure prévisionnelles de retour à un fonctionnement normal :	Le 21 septembre 2025 à 23h49
Estimation du volume déversé (eaux by passées ou insuffisamment traitées) et évaluation des flux : Volume traité durant la période :	Surverses A2 : 163 m³ le 21 septembre 2025 de 20h56 à 23h49 Volumes Journaliers Entrée STEP : 328 m³ le 21/09/2025
Action curative mise en œuvre immédiate :	Sans objet.
Quelles seront les actions envisagées ultérieurement pour un retour à la normale ?	Sans objet.
Évaluation de l'impact du rejet sur le milieu récepteur et mesures pour en limiter les effets :	Sans objet.
Observations :	Faible impact compte tenu de la teneur en eau claire parasite.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

- **Surverses STEP par temps de pluie du 22 au 23/12/2025 :**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DU VAR

Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Var
Service de l'Eau et Biodiversité

FICHE DE NON CONFORLMITE, D'INTERVENTIONS ET/OU D'INCIDENTS SUR UN SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES
RESEAU DE COLLECTE ET STATION D'EPURATION. V240216

- ~~**INTERVENTIONS PROGRAMMEES (1)**~~ - Arrêté du 21/07/2015 -
~~Prévenir au moins 1 **mois** à l'avance~~ - Arrêté préfectoral du 09/11/2016

- **INCIDENTS OU PANNES (1)**
(sur les dispositifs de traitement, d'acheminement des eaux…)

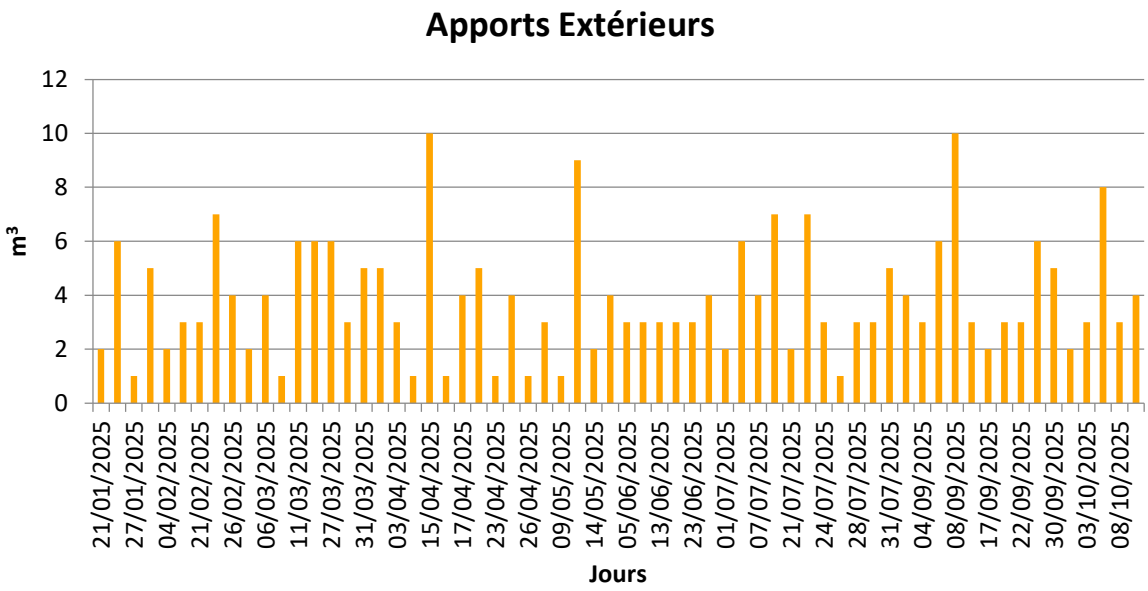
- ~~**NON RESPECT DE L'AUTOSURVEILLANCE (1)**~~
~~(volume prélevé non représentatif des 24 heures, …)~~

(1) Rayer la mention inutile

Contact du Bureau de lutte contre les pollutions urbaines :	ddtm-assainissement@var.gouv.fr tél.04.94.46.83,83 dominique.maumont@var.gouv.fr tél : 04 94 46 83 35 0786603177 daniel.stroher@var.gouv.fr tél. 04.94.46.82.12-0672253325 estelle.wagner@var.gouv.fr tél. 04 94 46 80 68 - 06.02.00.94.72
Collectivité concernée : Station concernée :	Garéoult PR Clastres
Date et heure de début du dysfonctionnement :	Le 22 décembre 2025 à 10h46
Date et heure de la connaissance du dysfonctionnement :	Le 23 décembre 2025 à 08h00
Elément du système d'assainissement concerné (description ; cause) et localisation précise (joindre une carte si le dysfonctionnement ne se situe pas sur la STEP)	Surverses PR Clastres (A2) par temps de pluie et à la suite d'une coupure d'électricité : Le 22/12/2025 : 68 mm Le 23/12/2025 : 43 mm
Indiquer si le dysfonctionnement a entraîné l'arrêt du traitement ou une altération de la qualité du traitement :	Sans objet.
Lieu du déversement ou du by-pass : (joindre une carte si le dysfonctionnement ne se situe pas sur la STEP)	Fontaine de Clastres.
Date et heure prévisionnelles de retour à un fonctionnement normal :	Le 23 décembre 2025 à 07h36
Estimation du volume déversé (eaux by passées ou insuffisamment traitées) et évaluation des flux : Volume traité durant la période :	Surverses A2 : 5 748 m³ du 22 au 23 décembre 2025 de 10h46 à 00h00. 2 719 m³ le 23 décembre 2025 de 00h00 à 07h36. Volumes Journaliers Entrée STEP : 1 455 m³ le 22/12/2025 1 483 m³ le 23/12/2025
Action curative mise en œuvre immédiate :	Sans objet.
Quelles seront les actions envisagées ultérieurement pour un retour à la normale ?	Sans objet.
Évaluation de l'impact du rejet sur le milieu récepteur et mesures pour en limiter les effets :	Sans objet.
Observations :	Faible impact compte tenu de la teneur en eau claire parasite.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

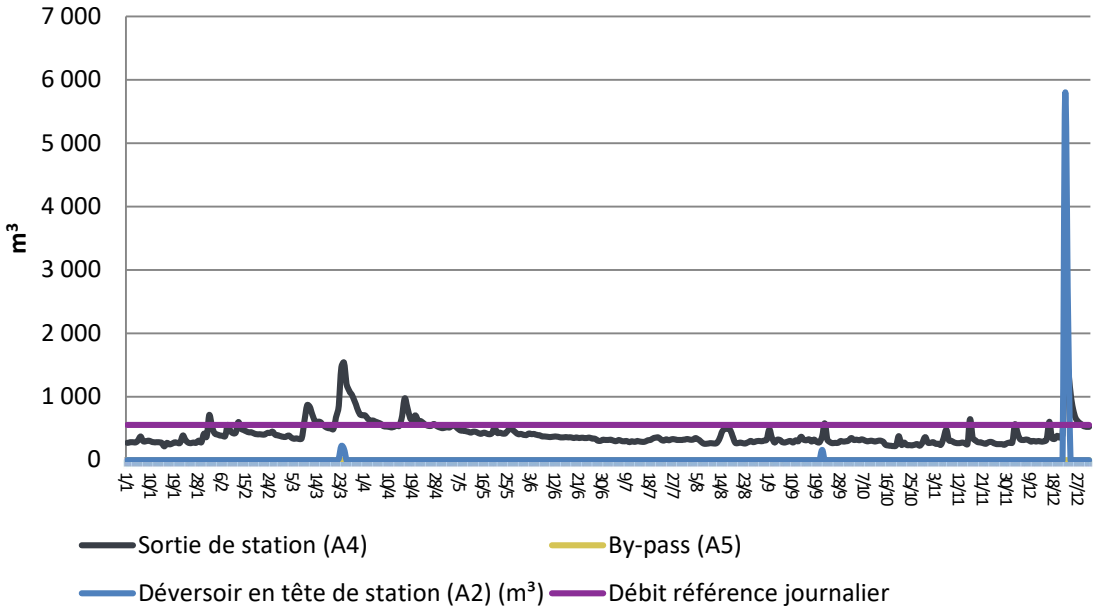
Volume journalier au niveau des Apports Extérieurs (A7) en m3/j



Les apports extérieurs présentent une variabilité journalière notable sur l'ensemble de l'année. Les volumes demeurent majoritairement faibles à modérés, avec une grande partie des valeurs comprises entre 1 et 4 m³/j. La plupart des apports restent inférieurs à 6 m³/j. Quelques épisodes ponctuels plus élevés sont néanmoins observés, atteignant jusqu'à environ 9 à 10 m³/j.

AA. Volume sortant du système de traitement

Volume journalier au niveau du déversoir en tête de station (A2), de la sortie (A4) et du Bypass (A5) en m³/j



Le débit de référence est de 557 m³/j. Il a été dépassé 67 fois au cours de l'année 2025.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Les écarts entrée / sortie sont inférieurs à 10% :

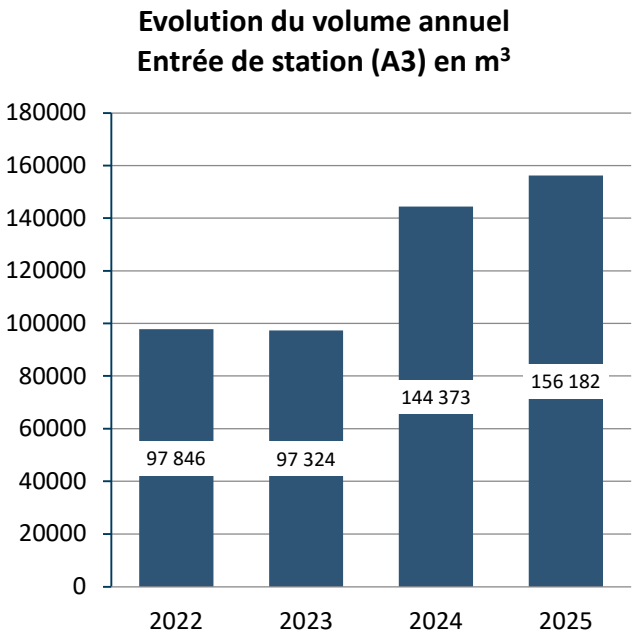
Synthèse des volumes

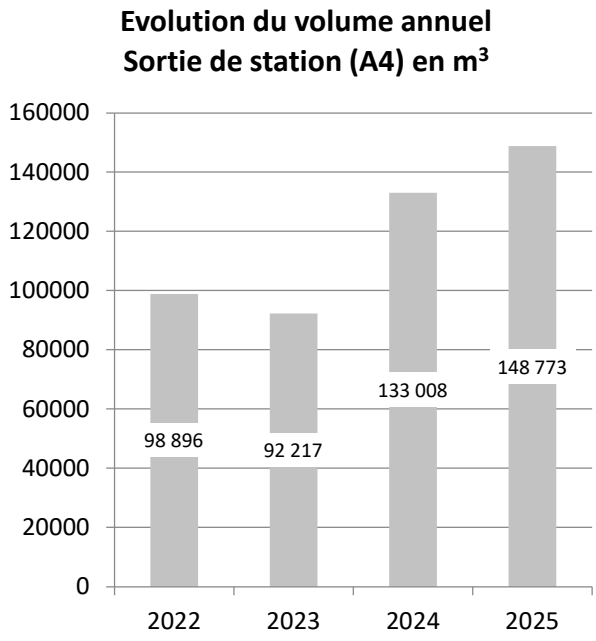
Mois	Pluviométrie (mm)	Volumes A2 (m3)	Volumes A3 (m3)	Volumes A4 (m3)	Ecart Entrée/Sortie (%)
janvier	101	0	9 773	9 117	6,95%
février	118	0	13 324	12 526	6,17%
mars	255	425	22 626	21 335	5,87%
avril	110	0	19 363	18 220	6,08%
mai	54	0	15 412	14 149	8,55%
juin	2	0	11 661	10 911	6,65%
juillet	15	0	10 285	9 732	5,53%
août	9	0	9 336	9 924	-6,11%
septembre	233	163	9 427	9 604	-1,86%
octobre	92	0	8 644	8 772	-1,47%
novembre	179	0	9 751	8 890	9,24%
décembre	281	8 467	16 580	15 593	6,14%
Total	**1 449**	**9 055**	**156 182**	**148 773**	**4,86%**

BB. Evolutions des volumes totaux annuels entrant et sortant

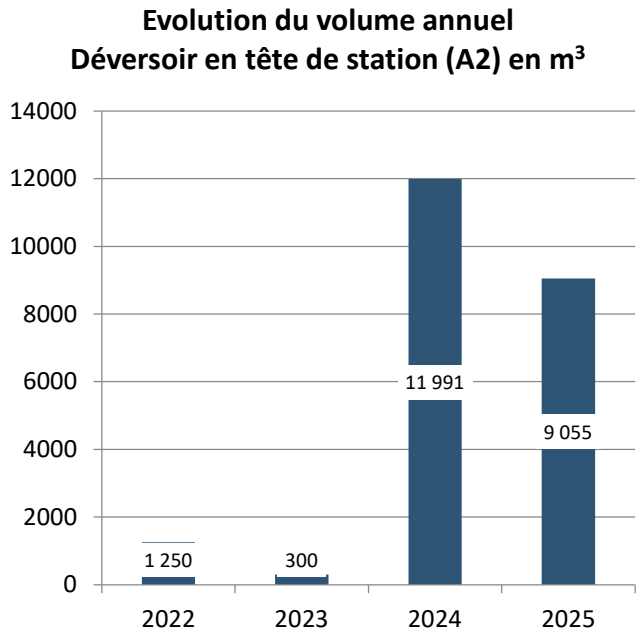
Mesure	Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Jui.	Aout	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
Entrée de station (A3) (m3)	2022	10 570	8 390	8 390	8 498	8 574	7 308	7 335	7 280	7 150	6 768	6 919	10 664	97 846
	2023	8 868	7 542	8 384	7 645	8 074	8 806	8 378	7 688	8 126	8 774	7 128	7 911	97 324
	2024	8 102	9 750	25 020	22 617	14 615	10 076	8 802	8 070	7 835	9 904	9 888	9 694	144 373
	2025	9 773	13 324	22 626	19 363	15 412	11 661	10 285	9 336	9 427	8 644	9 751	16 580	156 182
Sortie de station (A4) (m3)	2022	10 084	8 196	8 082	8 019	8 481	7 860	7 717	7 717	6 803	6 954	7 225	11 758	98 896
	2023	8 190	7 154	8 309	8 066	9 007	8 187	7 552	6 823	7 300	8 135	6 504	6 990	92 217
	2024	7 276	8 905	23 884	21 316	13 268	9 052	7 665	7 167	7 275	9 339	9 101	8 760	133 008
	2025	9 117	12 526	21 335	18 220	14 149	10 911	9 732	9 924	9 604	8 772	8 890	15 593	148 773
Déversoir en tête station (A2) (m3)	2022	0	190	962	19	0	0	0	0	0	0	79	0	1 250
	2023	0	27	0	0	0	115	0	158	0	0	0	0	300
	2024	0	0	6 887	5 072	0	0	0	0	10	22	0	0	11 991
	2025	0	0	425	0	0	0	0	0	163	0	0	8 467	9 055
Apports extérieurs (A7) (m3)	2022	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19	19
	2023	10	20	47	39	14	24	12	25	36	34	21	18	300
	2024	20	10	58	12	24	57	43	17	26	13	27	13	320
	2025	14	19	33	35	15	23	43	0	45	20	0	0	247
Pluie (mm)	2022	0,5	37,7	18,5	52,7	31,7	9,1	0,5	41,7	46,9	9,1	82,3	169,4	500,1
	2023	14,7	52,7	5,6	27,9	127	209,2	2,7	20,6	57,4	105,5	23,1	72,9	719,3
	2024	33,8	121,9	373,1	31,5	37,8	38	32,3	10,7	98,9	228,7	64,6	9,2	1 080,5
	2025	100,6	117,9	255,4	110,4	54,3	2,1	15,1	8,9	233	91,6	179,3	281,1	1 449,7

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026



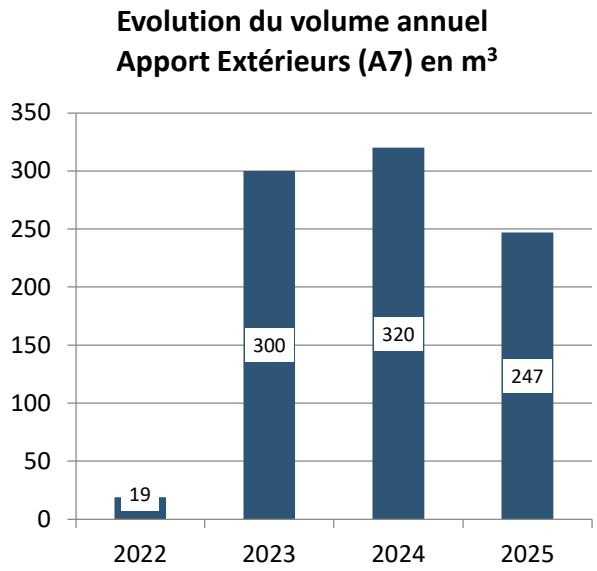


Augmentation importante de 8,2% des volumes entrants entre 2024 et 2025. Ceci est lié à l'augmentation de 34,2% de la pluviométrie entre 2024 et 2025. En effet, par temps de pluie des volumes excédentaires sont comptabilisés en entrée de station.



Diminution de 24,5% des déversements en tête de station (A2) entre 2024 et 2025.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026



Diminution de 22,8% des apports extérieurs entre 2024 et 2025.

CC. BILAN SUR LA POLLUTION TRAITEE ET REJETEE

Ci-dessous la description des termes qui seront utilisés dans ce chapitre en fonction des caractéristiques de l'installation :

Volume réglementaire entrée Ve = Volume (A2 + A3 +A7)

- Déversoir entrée STEP (A2) le cas échéant
- Entrée de la STEP (A3)
- Et Apports extérieurs(A7) le cas échéant

Volume réglementaire sortie Vs = Volume (A2 + A4 + A5)

- Sortie de la station (A4)
- Bypass intermédiaire (A5) le cas échéant
- Déversoir entrée STEP (A2) le cas échéant

Flux réglementaire entrée Fe = Flux (A2 + A3 +A7)

- Déversoir entrée STEP (A2) le cas échéant
- Entrée de la STEP (A3)
- Et Apports extérieurs(A7) le cas échéant

Flux réglementaire sortie Fs = Flux (A2 + A4 + A5)

- Sortie de la station (A4)
- Bypass intermédiaire (A5) le cas échéant
- Déversoir entrée STEP (A2) le cas échéant

Concentration réglementaire Cr = 1000 * Fr/Vr (Ce : entrée ; Cs : sortie)

- Fr : Flux réglementaire (Fe : entrée ; Fs : sortie)
- Vr : Volume réglementaire (F=Ve : entrée ; Vs : sortie)

Rendement réglementaire Rdtr = 100 x [1 – (Fs / Fe)]

- Fs : Flux réglementaire sortie
- Fe : Flux réglementaire entrée

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

DD. Evolutions des charges entrantes annuelles

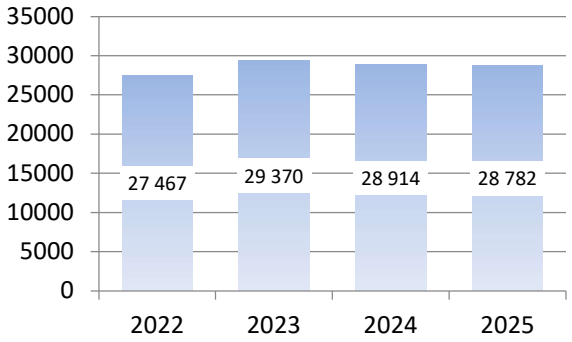
Charge annuelle pour les paramètres DCO, MES, DBO5, NTK, NGL et Pt correspondant aux points réglementaires :

- Déversoir entrée STEP (A2) le cas échéant
- Entrée de la STEP (A3)
- Et Apports extérieurs (A7) le cas échéant

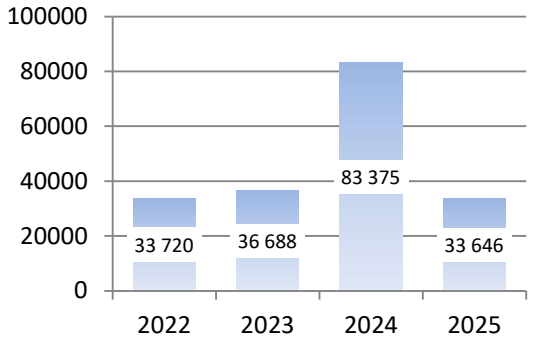
Charge annuelle pour les paramètres DCO, MES, DBO5, NTK, NGL et Pt :

- Charge kg /an = [moyenne (Concentration (A2) mg/L x Volume déversé (A2) m³) + moyenne (Concentration (A3) mg/L x Volume entrée (A3) m³) + moyenne (Concentration (A7) mg/L x Volume apports (A7) m³)] x 365 /1000

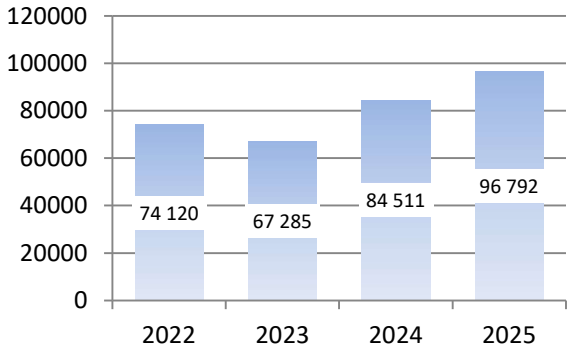
Evolution des charges entrantes totales annuelles DBO5 en kg/an



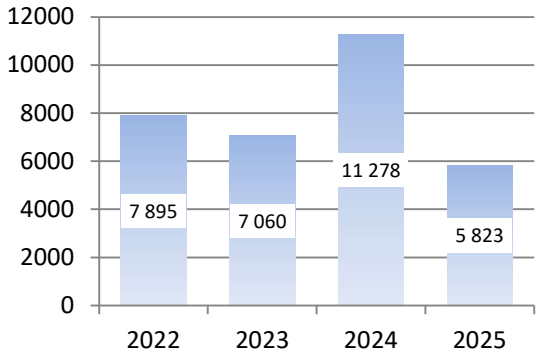
Evolution des charges entrantes totales annuelles MES en kg/an



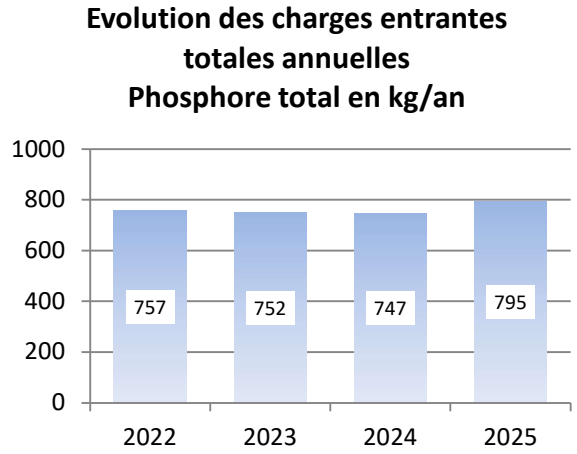
Evolution des charges entrantes totales annuelles DCO en kg/an

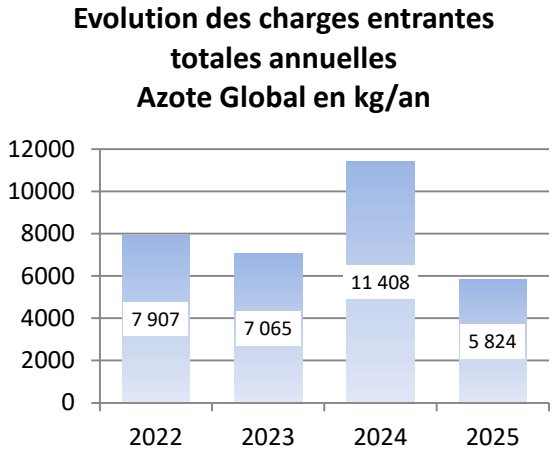


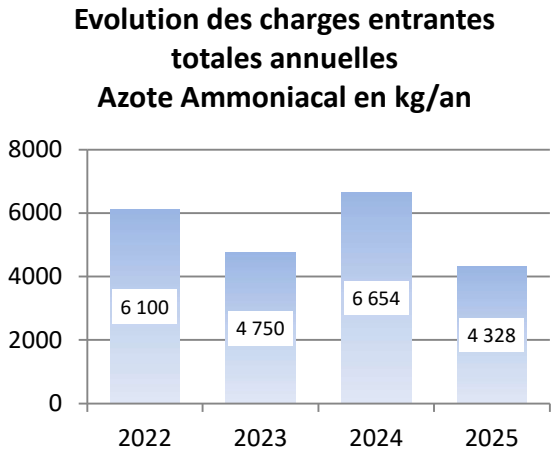
Evolution des charges entrantes annuelles Azote Kjeldahl en kg/an



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026







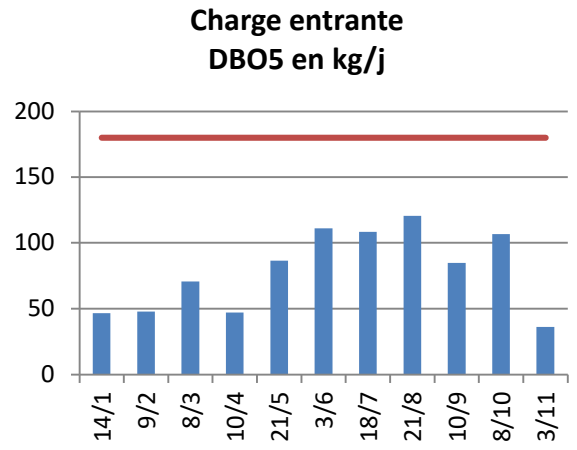
Une diminution significative de l'ensemble des charges entrantes est observée entre 2024 et 2025, à l'exception de la DCO et du phosphore total, qui présentent une augmentation.

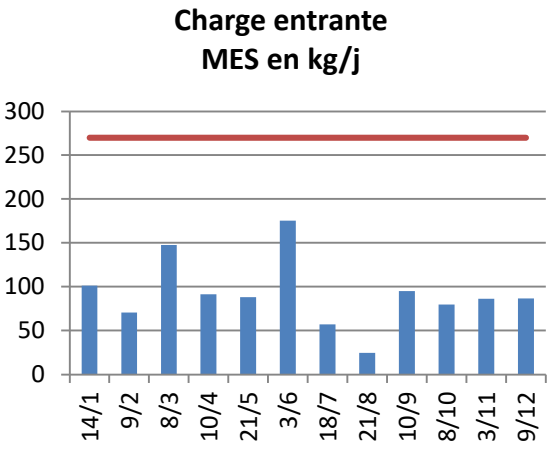
EE. La pollution entrante dans le système de traitement

Charge annuelle pour les paramètres DCO, MES, DBO5, NTK, NGL et Pt correspondant aux points réglementaires :

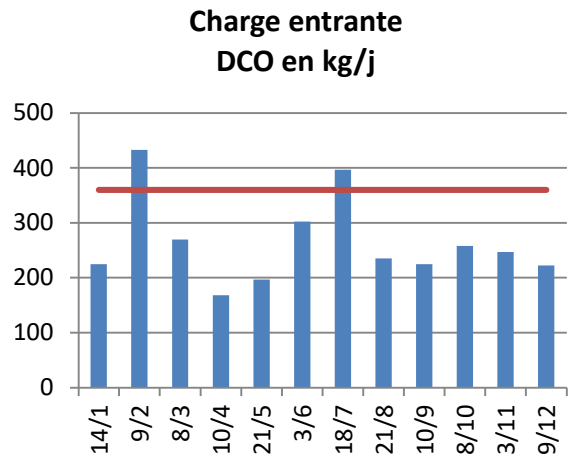
- Déversoir entrée STEP (A2) le cas échéant
- Entrée de la STEP (A3)
- Et Apports extérieurs (A7) le cas échéant

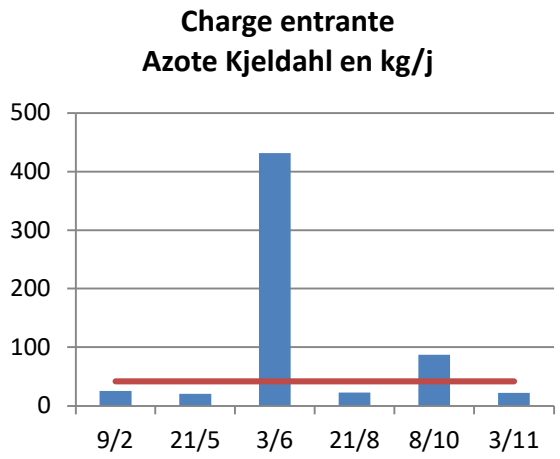
Flux entrée réglementaire Fe kg/j = Concentration réglementaire Ce (mg/L) x Volume réglementaire entrée Ve (m^3) / 1000

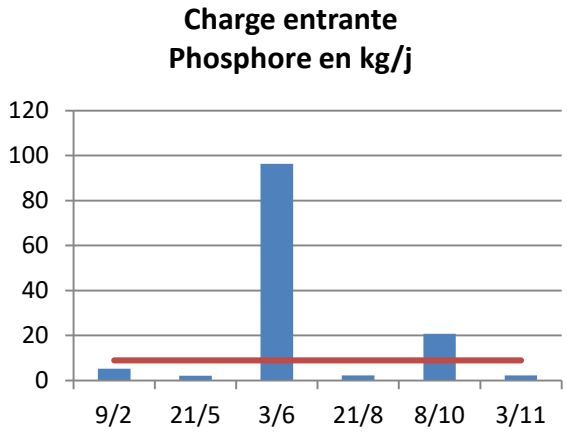


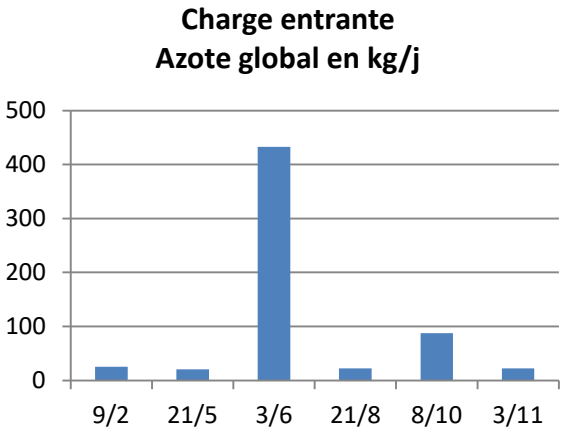


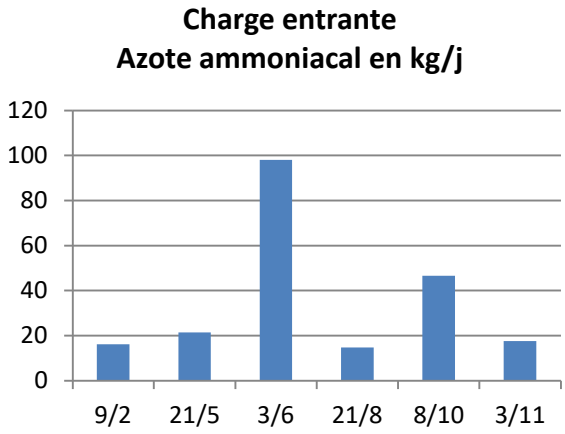
AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026











A noter quatre surcharges organiques en 2025, soit :

- Bilan du 09/02/2025 : surcharge en DCO de 20,2%.

- Bilan du 03/06/2025 : surcharge en NTK de 927,9% et en Phosphore total de 970,6%.

- Bilan du 18/07/2025 : surcharge en DCO de 10,2%.

- Bilan du 08/10/2025 : surcharge en NTK de 108,1% et en Phosphore total de 130,4%.

Ces dépassements de charge n'ont pas eu d'impact sur la qualité du rejet de la station d'épuration.

La pollution moyenne traitée, au cours de l'année 2025 est d'environ 1 312 EH.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

FF. La pollution déversée en tête de station

Flux Déversoir en tête de station (A2) kg/j = Concentration réglementaire Cr en A2 (mg/L) x Volume Déversoir en tête de station (A2) (m^3) / 1000

Le calcul des charges déversées par temps de pluie, hors bilan 24 h, a été réalisé à partir des concentrations minimales issues d'un bilan 24 h de l'année n-1 (2024).

Ci-dessous, une estimation de la charge surversée lors de surverse par temps de pluie ou à la suite d'un épisode pluvieux :

Point A2	Volume surverse par temps de pluie en m3	Concentration MES en mg/l	Concentration DCO en mg/l	Concentration DBO5 en mg/l	Flux MES en kg/j	Flux DCO en kg/j	Flux DBO5 en kg/j
Déversoir en tête	9 055	92	287	35,9	833,09	2 598,88	325,09
				TOTAL en kg/an	**833,09**	**2 598,88**	**325,09**

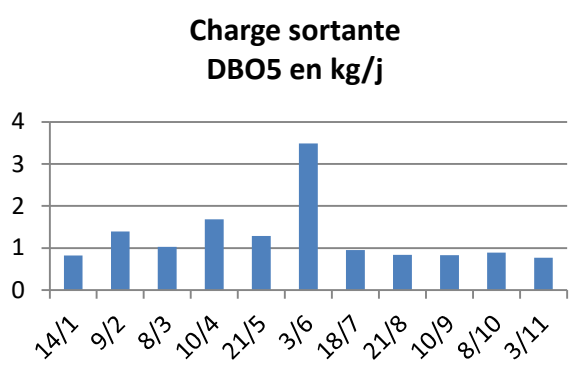
Soit un total annuel déversé en tête de station (A2) estimé à :

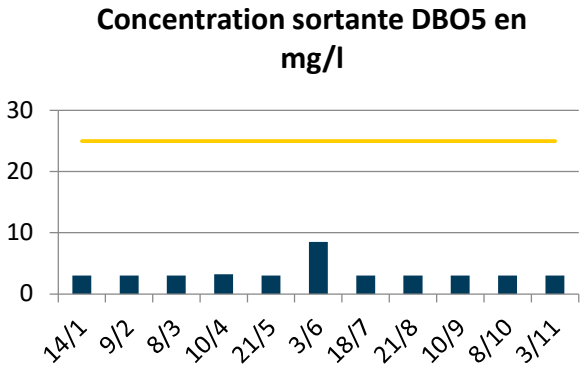
- **833,09 kg/an en MES, soit 2,48% de la charge entrante.**
- **2 598,88 kg/an en DCO, soit 2,69% de la charge entrante.**
- **325,09 kg/an en DBO5, soit 1,13% de la charge entrante.**

GG. La pollution sortante du système de traitement

Flux réglementaire sortie Fs kg/j = Concentration réglementaire sortie Cs (mg/L) x Volume réglementaire sortie Vs (m^3)/x 1000

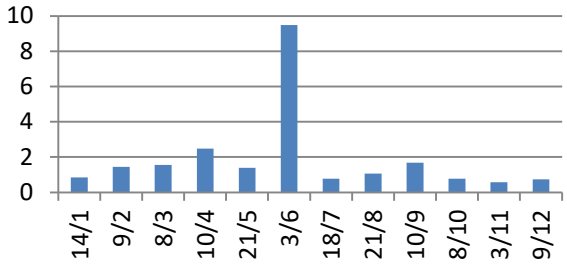
- Sortie de la station (A4)
- Bypass intermédiaire (A5) le cas échéant
- Déversoir entrée STEP (A2) le cas échéant



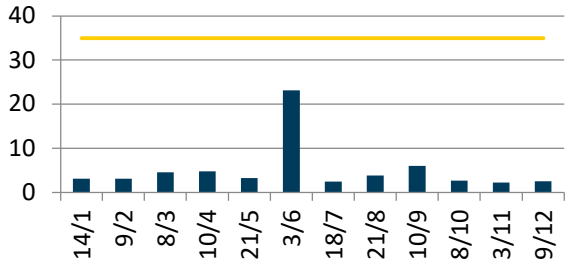


AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

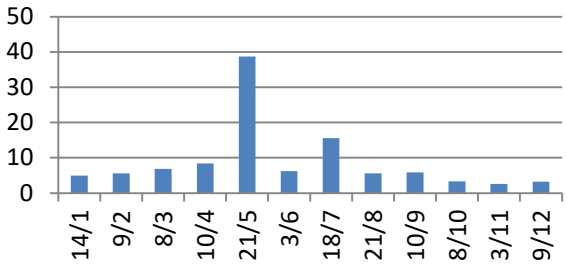
Charge sortante MES en kg/j



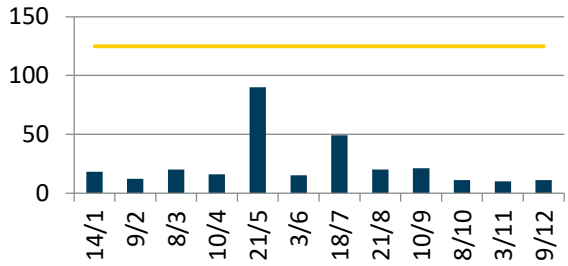
Concentration sortante MES en mg/l



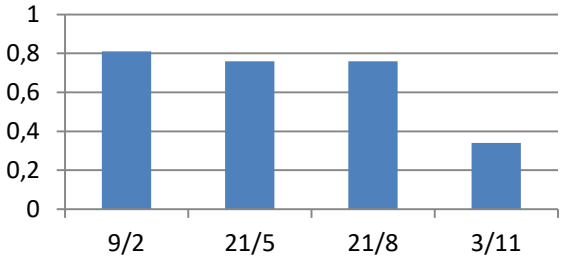
Charge sortante DCO en kg/j



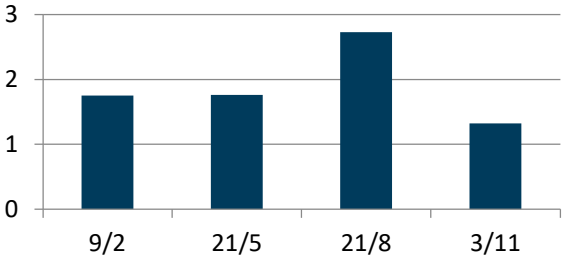
Concentration sortante DCO en mg/l



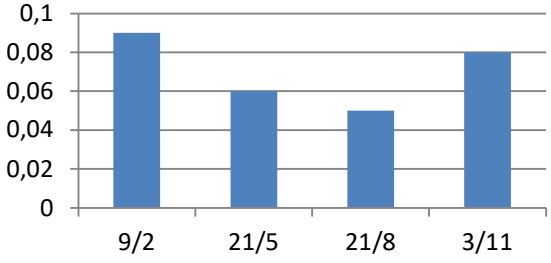
Charge sortante Azote Kjeldahl en kg/j



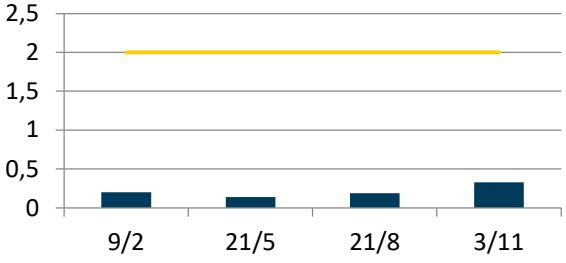
Concentration sortante Azote Kjeldahl en mg/l



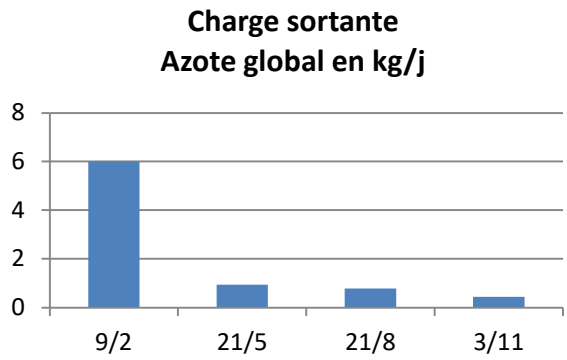
Charge sortante Phosphore en kg/j

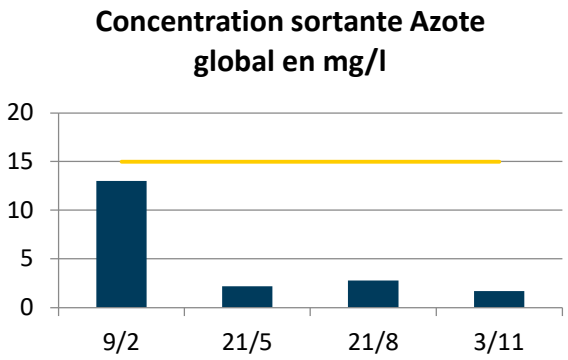


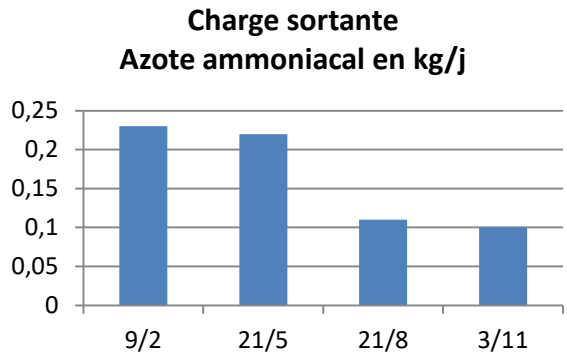
Concentration sortante Phosphore en mg/l

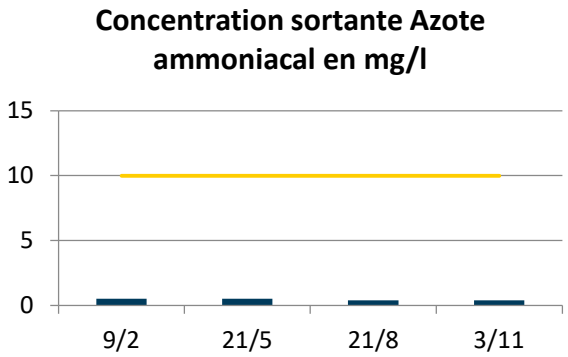


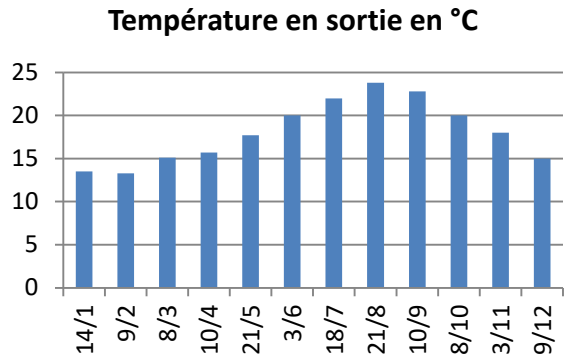
AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

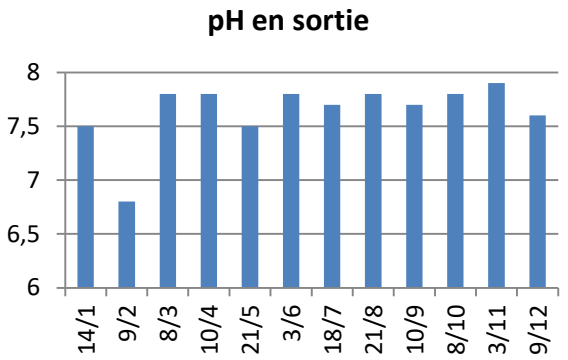












L'ensemble des bilans 24h est conforme à la réglementation en vigueur.

Les paramètres DBO_5 n'a pas été mesuré lors du bilan de décembre en raison d'un incident au laboratoire. Cette absence d'analyses a fait l'objet de fiches de non-conformité, présentée ci-dessous :

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

- **Absence du paramètre DBO_5 sur le bilan du 09/12/2025 :**

SAUR DIRECTION REGIONALE ALPES MEDITERRANEE
AGENCE : PACA
Fiche de suivi de non-conformité - Eau Usée

AGENCE :	PACA	SECTEUR :	CENTRE VAR-n°03/2025
DESIGNATION			
Ouvrage : STEP, PR, Réseau	Commune ou lieu-dit concernée :	Date d'apparition :	Origine : AutoS, AutoC	Causes : Report de bilan, Résultats d'analyses,...
STEP	GAREOULT	08/01/2026	Auto S	Résultats d'analyses

Initiateur / Observateur NC	Nom : Annaëlle MOHOVIC	Date : 08/01/2026

1. OUVERTURE DE LA FICHE (Volume, impact, durée...)	Nom : Annaëlle MOHOVIC	Date : 08/01/2026
DESCRIPTION	**Bilan du 09/12/2025 :** **D'après l'arrêté du 14/06/2007, les résultats de sortie du bilan 24 h du 09/12/2025 sont conformes pour les paramètres DCO et MES.** **Cependant, un incendie survenu au sein du laboratoire EUROFINS le 19/12/2025 a entraîné une coupure d'électricité et interrompu les analyses. En conséquence, le paramètre DBO_5 n'a pas pu être analysé et figure en tant que « non mesuré » sur le rapport, rendant ainsi le bilan incomplet.**	

2. TRAITEMENT NC	Nom : Annaëlle MOHOVIC	Date : 08/01/2026
	Une lettre justificative a été demandée à EUROFINS pour expliquer cet incident et est jointe à la présente fiche.	

3. CLOTURE FICHE	Nom : Annaëlle MOHOVIC	Date : 08/01/2026
DESCRIPTION	**L'année de suivi étant close, il n'a pas été possible de réaliser un nouveau bilan 24h. Le bilan du 09/12/2025 est donc utilisé malgré l'absence du résultat en DBO_5.**	

SE/AM/EXPLOIT/IT/003/05

eurofins | Hydrologie

Incendie sur notre site d'Aix-en-Provence

Aix en Provence, Lundi 22 décembre 2025,

Chère Cliente, Cher Client,

Nous faisons suite à la communication au sujet de notre incendie intervenu le 19/12/25. Comme mentionné, la coupure d'électricité par les pompiers a irréversiblement interrompu les incubations et a impacté la fiabilité de nos analyses.

Les résultats ont été rendus "non mesurés" afin de vous permettre d'avoir une trace de cette première tentative d'analyse en cas de contrôle. De plus, les réceptions arrivées sur site le samedi 20 décembre n'ont pu être enregistrées, l'ensemble du site étant fermé à toutes activités.

Nous vous prions de bien vouloir accepter nos excuses et soyez assurés que nous mettons tout en œuvre pour retrouver un fonctionnement normal au plus vite.

Le présent courrier peut être transmis aux autorités pour valoir ce que de droit.

Nous savons que dans ces moments difficiles, nous pouvons compter sur votre compréhension et votre confiance et vous en remercions sincèrement par avance,

Vanessa Cordier
Présidente d'Eurofins LEA
Vanessa.Cordier@etfr.eurofins.com

Julien Bartoli
Responsable Commercial
Julien.bartoli@etfr.eurofins.com

P/O

Bartoli Julien

EUROFINS LEA SAS
505 Rue Louis BERTON - Bâtiment 2
13290 AIX EN PROVENCE

Copyright ©2025, Eurofins Environnement France, All rights reserved.
Modifier vos informations | Se désinscrire | Nous contacter

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

HH. Le calcul des rendements

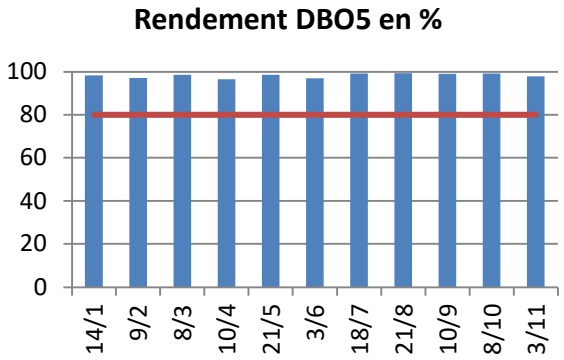
Rendement réglementaire Rdtr = 100 x [1 – (Flux réglementaire sortie Fs / Flux réglementaire entrée Fe)

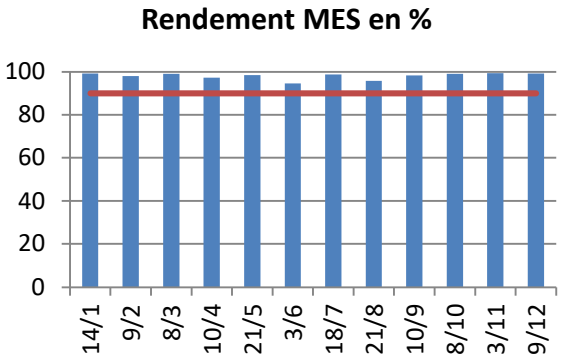
Flux réglementaire entrée Fe = Flux (A2 + A3 +A7)

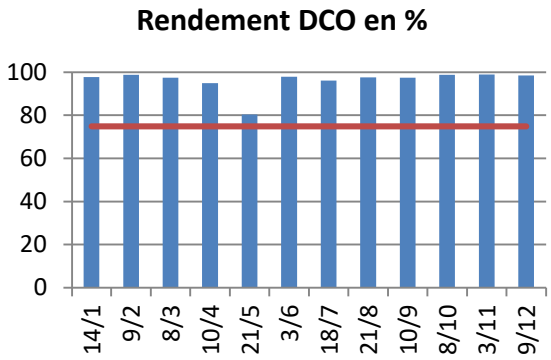
- Déversoir entrée STEP (A2) le cas échéant
- Entrée de la STEP (A3)
- Et Apports extérieurs(A7) le cas échéant

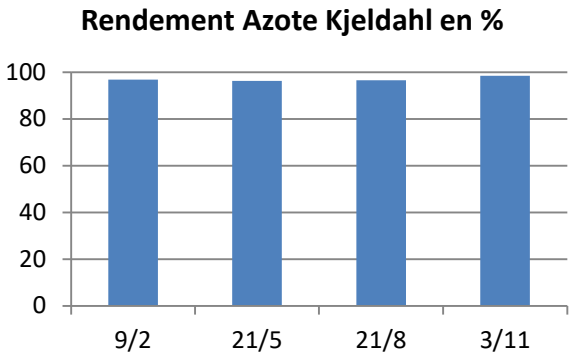
Flux réglementaire sortie Fs = Flux (A2 + A4 + A5)

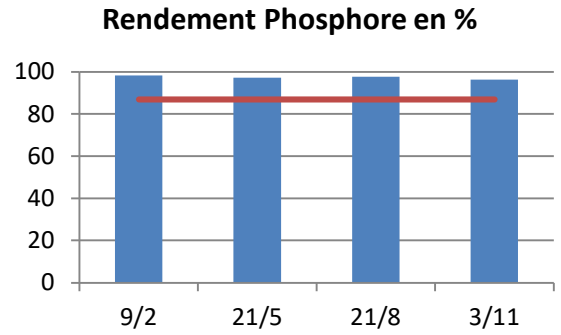
- Sortie de la station (A4)
- Bypass intermédiaire (A5) le cas échéant
- Déversoir entrée STEP (A2) le cas échéant

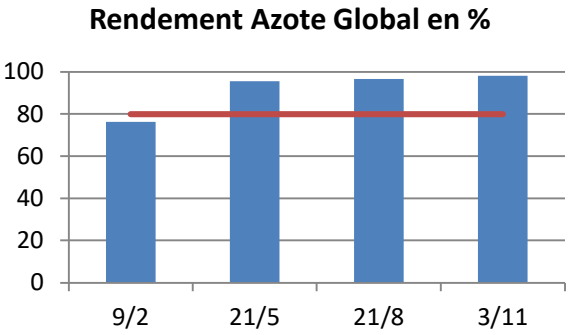


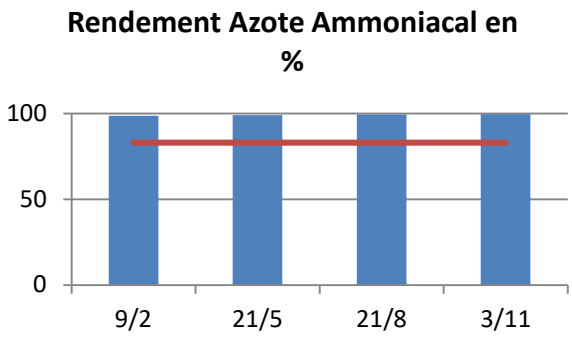












La station présente des rendements épuratoires satisfaisants.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

II. Le suivi bactériologique

Sans objet.

JJ. Le suivi du milieu récepteur

Le suivi du milieu récepteur se fait en 3 points :

- M1 : Amont rejet
- M2 : Aval immédiat rejet
- M3 : Aval éloigné rejet
-

		DBO5	DCO	MES	Azote ammoniacal (en N-NH4)	Nitrates (en N-NO3)	Nitrites (en N-NO2)	Azote Kjeldahl (en N)	Orthophosphate total (en P)	Phosphore total (en P)	Oxygène dissous	Conductivité à 25°C	Potentiel en hydrogène (pH)	Coliformes	Coliformes thermotolérants	Escherichia coli (E.coli)	Entérocoques
		mg/L	mg/L	mg/L	mg/L	mg/L	mg/L	mg/L	mg/L	mg/L	mg/L	µS/cm	unité pH	N/100 mL	N/100 mL	N/100 mL	N/100 mL
10/02/2025	PPE M1 STEP Garéoult	1,5	2,5	1	0,019	1,931	0,002	0,5	0,024	0,025	9,94	690	7,6	2 800	200	330	220
	PPE M2 STEP Garéoult	1,5	2,5	2	0,019	1,946	0,002	0,5	0,024	0,025	10,08	690	7,7	2 400	260	350	93
	PPE M3 STEP Garéoult	1,5	2,5	12	0,019	1,901	0,002	0,5	0,024	0,025	9,86	690	7,7	1 800	260	250	45
22/05/2025	PPE M1 STEP Garéoult	1,5	74	45	0,019	2,958	0,004	1,94	0,024	0,102	6,55	620	7,5	24 000	5 800	6 100	230
	PPE M2 STEP Garéoult	1,5	71	8	0,019	2,868	0,002	1,23	0,024	0,025	8,3	670	7,6	24 000	2 900	1 100	200
	PPE M3 STEP Garéoult	1,5	75	38	0,072	2,845	0,002	0,5	0,024	0,025	8,95	670	7,7	24 000	2 900	3 000	290
22/08/2025	PPE M1 STEP Garéoult	1,5	6	3	0,019	2,687	0,002	1,06	0,024	0,025	9,3	650	7,5	8 200	430	350	360
	PPE M2 STEP Garéoult	1,5	2,5	3	0,019	2,665	0,002	1,24	0,024	0,025	8,89	650	7,7	7 300	720	630	460
	PPE M3 STEP Garéoult	5,4	8	9	0,019	2,687	0,002	1,48	0,024	0,059	9,23	660	7,7	7 300	480	460	510
04/11/2025	PPE M1 STEP Garéoult	1,5	2,5	37	0,019	2,552	0,005	0,5	0,024	0,025	8,61	710	7,4	20 000	86	140	330
	PPE M2 STEP Garéoult	1,5	2,5	4	0,048	2,552	0,005	7,51	0,024	0,025	8,8	710	7,7	20 000	98	45	110
	PPE M3 STEP Garéoult	1,5	2,5	4	0,019	2,506	0,006	0,5	0,024	0,025	8,17	710	7,7	24 000	590	530	370

Sur demande de la DDTM, le suivi du milieu récepteur a été réalisé qu'une fois par trimestre en 2025.

Les concentrations en DBO5 sont généralement faibles sur toutes les campagnes, autour de 1,5 mg/L. Seule la campagne d'août au point M3 montre une augmentation, avec 5,4 mg/L.

Pour la DCO, les valeurs sont faibles en février, août et novembre (entre 2,5 et 8 mg/L). En revanche, en mai, un pic important est observé, avec des concentrations allant de 71 à 75 mg/L sur les trois points de prélèvement, indiquant un apport important en matière organique.

Les MES sont généralement faibles, inférieures à 10 mg/L, sauf en mai (jusqu'à 45 mg/L en M1 et 38 mg/L en M3) et en novembre (37 mg/L en M1). Ces augmentations peuvent être liées à la remise en suspension des sédiments ou à des apports lors d'événements pluvieux. Les pics de MES en mai correspondent aux hausses de DCO, ce qui suggère un transport de matière organique particulaire, probablement à cause de l'épisode pluvieux du 20/05/2025.

Les concentrations en orthophosphates restent stables sur toutes les campagnes, autour de 0,024 mg/L. Le phosphore total est généralement faible (0,025 mg/L), avec deux hausses ponctuelles : en mai au point M1 (0,102 mg/L) et en août au point M3 (0,059 mg/L).

Les concentrations bactériologiques sont relativement élevées sur toutes les campagnes. Les coliformes thermotolérants et E. coli sont particulièrement importants en mai. Cela pourrait être dû aux pluies survenues deux jours avant les prélèvements, qui ont entraîné une remise en suspension des particules et un lessivage.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

KK. BILAN SUR LES BOUES, LES AUTRES SOUS-PRODUITS ET LES APPORTS EXTERIEURS

LL. Les boues

Boues	Quantité annuelle brute (m^3)	Quantité annuelle de matière sèche (tonnes de MS)
Boues produites (point A6)	8 668	68,23
Boues évacuées (point S6 et S17)	173	34,86

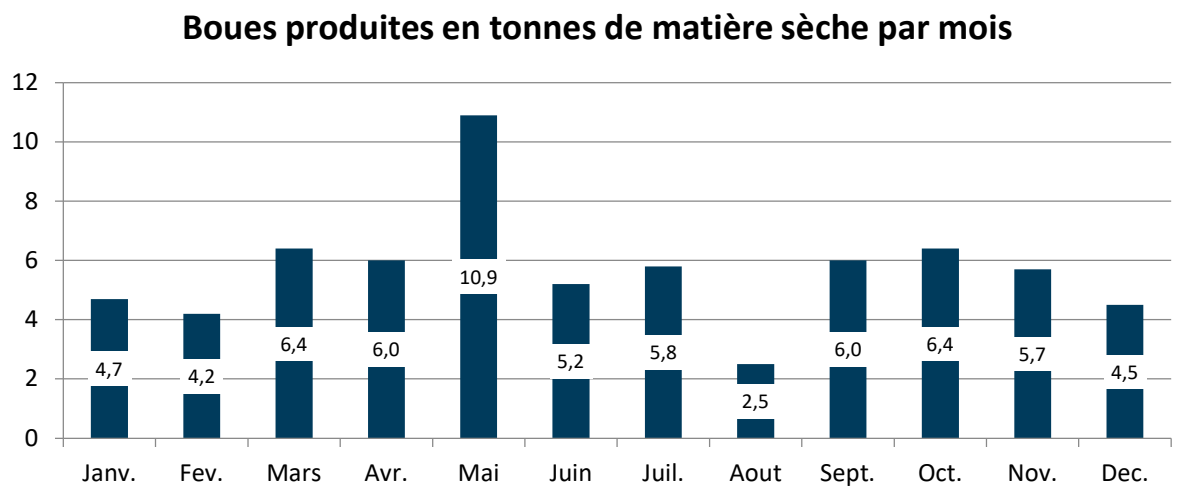
L'écart entre les boues produites et évacuées est de 48,91%. Cet écart est en partie dû aux prises d'échantillons sur le point A6 qui peuvent varier durant le cycle de déshydratation (représentativité générale de la benne).

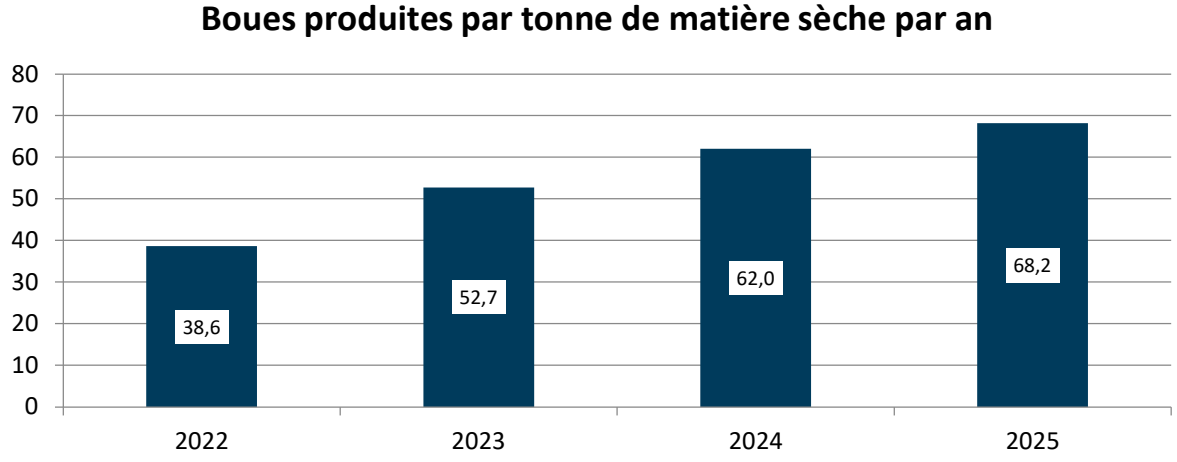
La production théorique de boues s'élève à 22,98 tMS, tandis que 34,86 tMS ont été évacuées. Cette différence est cohérente et laisse supposer que la siccité des boues produites est probablement à l'origine d'un surcomptage des boues exprimées en kg MS.

La production théorique de boues est calculée en fonction de la charge moyenne de DBO5 en entrée station.

Il est à prendre en compte que 40 m³ de boues ont été apportées depuis la station d'épuration de Garéoult afin d'ensemencer la nouvelle STEP de Méounes. L'ensemencement a débuté le 15/01/2025.

Répartition de la quantité annuelle de boues produites et son évolution (point A6)





AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Augmentation de 10% de la production de boues entre 2024 et 2025.

Pour être acceptées en compostage, les boues doivent être régulièrement analysées selon la fréquence prévue par la réglementation en vigueur en fonction des quantités de boues produites annuellement. Les paramètres analysés sont :

- Valeur Agronomique,
- Eléments Traces Métalliques (ETM),
- Composés Traces Organiques (CTO).

4 analyses de boues ont été réalisées et étaient conforme en 2025.

Tonnes de matière sèche produites	< 32	32 à 160	161 à 480	481 à 800	801 à 1 600	1601 à 3 200
Valeur agronomique des boues	2	4	6	8	10	12
Eléments-traces	2	2	4	6	9	12
Composés organiques	1	2	2	3	4	6

Destinations des boues évacuées

Destinations	Tonnes de MS	%MS total	Observations
Boues traitées évacuées vers transit	16,560	47,50%	Plateforme compostage Fayence
Boues traitées évacuées vers transit	18,301	52,50%	Plateforme compostage Manosque

L'intégralité des boues déshydratées a été évacuée en compostage.

Attestations de prise en charge des boues :

valbé

Attestation de prise en charge de boues

(Zones grisées à renseigner)

M. Jérôme RABOURDIN *RESPONSABLE D'EXPLOITATIONS VALBE EST* agissant pour le compte du centre de traitement de boues SAUR -FAYENCE Compostage (CODE SANDRE CENTRE : 062383138001), localisé sur la commune de *TOURRETTES - 83.*

Atteste que les boues du producteur :

Maître d'ouvrage : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA PROVENCE VERTE
Station d'épuration de : GAREOULT
Code SANDRE de la station : 060983064002
ont été admises dans les conditions suivantes :

Tonnage de boues brutes réceptionné pour la période du *01/01/2025* au *31/12/2025* : 92,94 tonnes de boues brutes

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

ALLIANCE ENVIRONNEMENT
EAU - ASSAINISSEMENT - VALORISATION

Attestation de prise en charge de boues[37]

M. *Benjamin BERTIER, Responsable d'exploitation Compostage* agissant pour le compte du centre de traitement de boues *ALLIANCE ENVIRONNEMENT EXPLOITATION Plate-forme de Compostage de Manosque (Code SANDRE : 0623041120006)*, localisé sur la commune de Manosque *(04 100)*

Atteste que les boues du producteur :

Maître d'ouvrage : *CENTRE ALPES MEDITERRANEE*
Station d'épuration de : *GAREOULT*
Code SANDRE de la station : *060983064002*

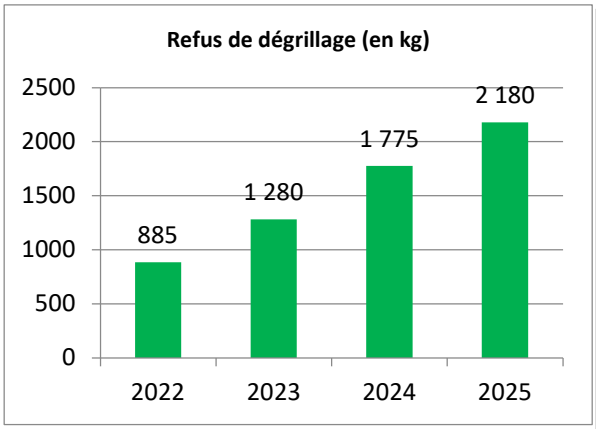
ont été admises dans les conditions suivantes :

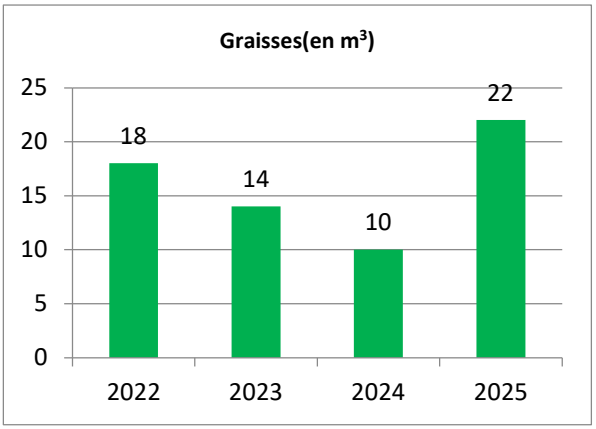
Tonnage de boues brutes réceptionné pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2025 : *95,88* tonnes de boues brutes

MM. Les autres sous-produits

Quantités annuelles et destinations des sous-produits évacués au cours de l'année

Sous-produits évacués	Quantité annuelle brute en kg	Destination(s) (Parmi la liste Sandre du tableau des boues)
Refus de dégrillage (S11) en kg	2 130	Refus dégrillage évacué vers compostage produit
Sables (S10) en kg	0	Sable produit évacué vers transit
Huiles/Graisses (S9) en m3	22	Graisses évacuées en Transit





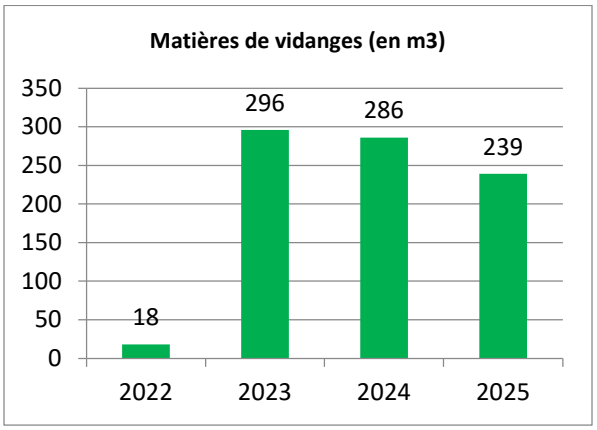
Augmentation générale de l'évacuation des sous-produits entre 2024 et 2025.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

NN. Les apports extérieurs sur la file EAU

Quantités annuelles de sous-produits apportés au cours de l'année

Sous-produits apportés	Quantité annuelle brute	Précisions : origine des apports, traitement, éventuel…
Matières de vidanges (S12)	239 m3	Fosse septique



Une diminution du dépotage des matières de vidange en 2025 est visible comparé à 2024.

Quantité des apports extérieurs au cours de l'année et quantité de pollution correspondante

Sous-produits apportés	Quantité annuelle brute	Quantité de pollution
Matières de vidanges (S12)	239 m3	740,2 kg/an DBO5

Calcul de la charge annuelle en fonction des analyses de matières de vidanges réalisées au cours de l'année :

STEP Garéoult	Volume annuel en m^3	Moyenne annuelle DBO5 en mg/l	Charge DBO5 en kg/an
Matières de vidanges	239,0	3 097,2	**740,2**
		TOTAL	**740,2**

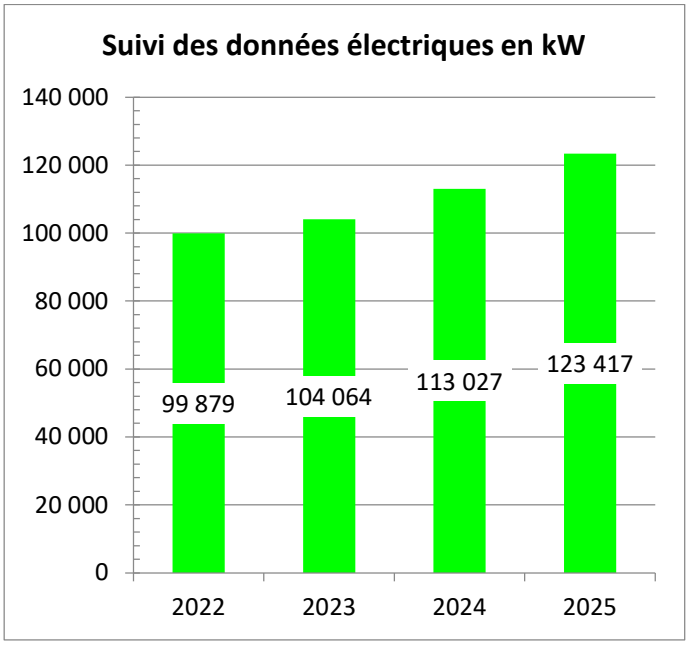
AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

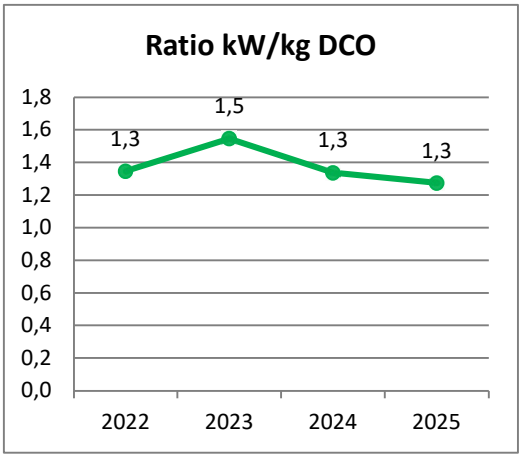
OO. BILAN DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE ET DE REACTIFS

PP. Quantités d'énergie consommée au cours de l'année

Energie	Consommation (en kWh)
Electricité	123 417

Les consommations présentées ci-dessus sont basées sur la facturation du distributeur d'énergie



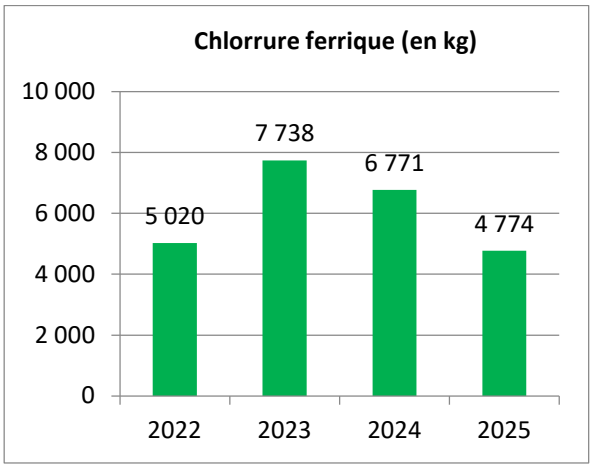


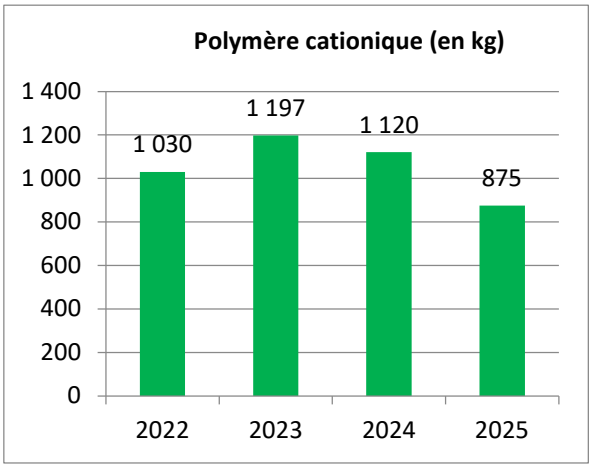
Augmentation de 9,2% de la consommation d'électricité avec un ratio kW/kg DCO qui se stabilise entre 2024 et 2025.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

QQ. Quantités de réactifs consommés sur l'année

Réactifs utilisés	Filière de traitement	Consommation annuelle (kg)
Poly cation liquide	Boues	875
Chlorure ferrique	Eau	4 774

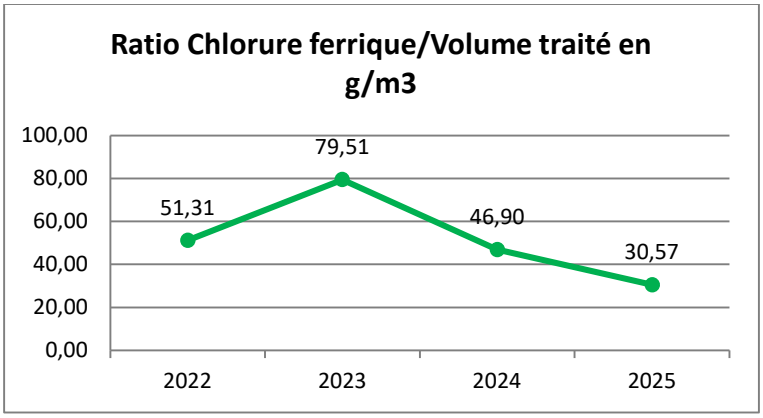




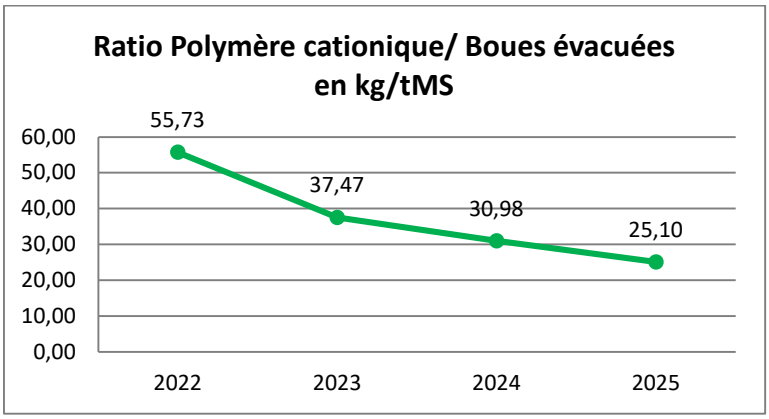
Une diminution de la consommation en réactifs de la file eau et de la file boues est observée entre 2024 et 2025, soit :

- Diminution de 29,5% de la consommation en chlorure ferrique avec une diminution du taux de traitement de 34,8%.

La moyenne annuelle de 2025 est de 0,21 mg/L en phosphore total pour une norme à 2 mg/L. La qualité du rejet a été respectée sur ce paramètre.



- Diminution de 21,9% de la consommation en polymère cationique pour une production de boues en légère hausse en 2025 et un taux de traitement en baisse de 19%. La siccité moyenne de 22,1% en 2025 est satisfaisante.



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

RR. LES FAITS MARQUANTS SUR LE SYSTEME DE TRAITEMENT, Y COMPRIS LES FAITS RELATIFS A L'AUTO-SURVEILLANCE

SS. Liste des faits marquants sur le système de traitement

Pannes et dysfonctionnements – STEP Gareoult :

Désignation	Date	Résolu
Clapet polymère bloqué	06/01	
Clapet polymère bloqué	07/01	Le 21/01 remplacé
Pompe 1 extraction boue variateur hs	21/01	
Pompe 2 extraction boue axe	21/01	Le 21/01 remplacement goupille
Pompe M.V bouchée	06/02	06/02
Pompe M.V bouchée	24/02	24/02
Pompe M.V bouchée	04/03	04/03
Débitmètre Rec	06/03	Réinitialisé 06/03
Pompe M.V bouchée	12/03	12/03
Pompe M.V bouchée	21/03	25/03
Pompe M.V bouchée	04/04	04/04
Pompe M.V bouchée	09/05	09/05
Pompe M.V bouchée	22/05	22/05
Pompe M.V bouchée	11/06	11/06
Pompe M.V bouchée	19/06	19/06
Pompe à mousse désamorcée	30/06	30/06
Pompe M.V bouchée	30/06	30/06
Pompe M.V bouchée	07/07	07/07
Conduite rejet bouchée	17/07	17/07
Préleveur ENT groupe froid HS	29/07	13/08
Pompe extraction boue M.V bouchée	31/07	31/07
Tuyau injection chlorure ferrique percé	01/08	01/08
Pompe M.V bouchée	04/08	04/08
Pompe à mousse bouchée	06/08	06/08
PR des CLASTRES S4W HS	22/09	23/09
Pompe chlorure HS	29/09	03/10
Pompe M.V bouchée	14/10	14/10
Rampe 3 AER BA défectueuse	18/11	

Travaux réalisés - STEP Gareoult :

Désignation	Date
Volet roulant motorisé benne à boues n°1	01/02
Remplacement ballon surpresseur eaux industriel (500 litres)	20/03
Logiciel de supervision	26/04
Remplacement Super Vision	16/06
Remplacement potentiomètre P2 Rec	05/08
Remplacement vanne douche sécurité chlorure ferrique	06/08
Remplacement groupe froid ENT préleveur	13/08
Remplacement s4w	23/09
Remplacement pompe 1 extraction boue	14/11
Remplacement pompe 2 chlorure ferrique	17/11
Installation d'un variateur déporté dans armoire électrique pour P1 extraction boue	17/11

Ci-dessous les fiches d'incidents relatives aux faits marquants :

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

- **Report bilan du 13/05/2025 au 21/05/2025 :**

SAUR DIRECTION REGIONALE ALPES MEDITERRANEE
AGENCE : PACA
Fiche de suivi de non-conformité - Eau Usée

AGENCE :	PACA	SECTEUR :	CENTRE VAR-n°01/2025

DESIGNATION				
Ouvrage : STEP, PR, Réseau	Commune ou lieu-dit concernée :	Date d'apparition :	Origine : AutoS, AutoC	Causes : Report de bilan, Résultats d'analyses,...
STEP	GAREOULT	19/05/2025	Auto S	Report bilan

Initiateur / Observateur NC	Nom : Delphine PEREZ	Date : 19/05/2025

1. OUVERTURE DE LA FICHE (Volume, impact, durée...)	Nom : Delphine PEREZ	Date : 19/05/2025

DESCRIPTION

Bilan du 13/05/2025 :

Le 14/05/2025, sur la STEP Garéoult était programmé un ramassage par le transporteur du laboratoire de Eurofins (TSE) pour le bilan 24h et un ramassage par le transporteur du laboratoire CARSO (TNT) pour les analyses d'eau potable. Les 2 glacières (bilan 24h du 13/05/2025 + suivi du milieu récepteur du 14/05/2025) ont été ramassées par le mauvais transporteur vers le laboratoire CARSO. Les échantillons n'ont donc pas été analysés.

2. TRAITEMENT NC	Nom : Delphine PEREZ	Date : 19/05/2025

Report bilan

3. CLOTURE FICHE	Nom : Delphine PEREZ	Date : 19/05/2025

DESCRIPTION

Bilan du 13/05/2025 reporté au 21/05/2025 et le suivi du milieu récepteur sera réalisé le 22/05/2025.

SE/AM/EXPLOIT/IT/003/05

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

- **Panne préleveur entrée et Report bilan du 07/08/2025 au 21/08/2025 :**

SAUR DIRECTION REGIONALE ALPES MEDITERRANEE
AGENCE : PACA
Fiche de suivi de non-conformité - Eau Usée

AGENCE :	PACA	SECTEUR :	CENTRE VAR-n°02/2025

DESIGNATION				
Ouvrage : STEP, PR, Réseau	Commune ou lieu-dit concernée :	Date d'apparition :	Origine : AutoS, AutoC	Causes : Report de bilan, Résultats d'analyses,…
STEP	GAREOULT	29/07/2025	Auto S	Panne préleveur Entrée et report Bilan

Initiateur / Observateur NC	Nom : Delphine PEREZ	Date : 29/07/2025

1. OUVERTURE DE LA FICHE (Volume, impact, durée…)	Nom : Delphine PEREZ	Date : 29/07/2025
DESCRIPTION	Bilan du 07/08/2025 : Le 25/07/2025, lors de sa tournée, l'exploitant s'est aperçu que la température de l'enceinte du préleveur d'entrée était non-conforme.	

2. TRAITEMENT NC	Nom : Delphine PEREZ	Date : 29/07/2025
	Le 29/07/2025, diagnostic mettant en évidence la panne du groupe froid. Le groupe froid ayant été renouvelé en novembre 2024, nous attendons une intervention du fournisseur Hach lange pour réparation. Report bilan 24h.	

3. CLOTURE FICHE	Nom : Delphine PEREZ	Date : 18/08/2025
DESCRIPTION	Réparation du groupe froid le 13/08/2025, avec remise en service du préleveur. Bilan du 07/08/2025 reporté au 21/08/2025. Le suivi du milieu récepteur sera réalisé le 22/08/2025.	

SE/AM/EXPLOIT/IT/003/05

TT. Déversements dans le milieu consécutifs aux faits marquants sur le système de traitement

Il n'y a pas eu de déversements consécutifs aux faits marquants en 2025.

UU. Bilan des alertes du protocole de protection des usages sensibles en aval du rejet

Il n'y a pas eu d'alerte en 2025.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

VV. RECAPITULATIF ANNUEL DU FONCTIONNEMENT DU SYSTEME DE TRAITEMENT ET EVALUATION DE LA CONFORMITE

WW. Paramètres physicochimiques

Ces calculs sont réalisés sur le système de traitement, c'est-à-dire en prenant en compte le déversoir en tête de station :

- La concentration en sortie est calculée à partir de la sortie générale (A4), des by-pass intermédiaires (A5) et du déversoir en tête de station (A2),
- Pour le rendement l'entrée est calculée à partir de l'entrée de station (A3), des apports extérieurs (A7) et du déversoir en tête de station (A2).

			MES		DCO		DBO5		NGL		NTK		N-NH4	N-NO2	N-NO3	PT	
	Débit journalier de référence (m3/j)	557	Rendement (%)	Concentration(mg/l)	Rendement (%)	Concentration(mg/l)	Rendement (%)	Concentration (mg/l)	Rendement (%)	Concentration(mg/l)	Rendement (%)	Concentration (mg/l)	Concentration (mg/l)	Concentration (mg/l)	Concentration (mg/l)	Rendement (%)	Concentration(mg/l)
	Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)	180															
Ensemble des mesures	**Nombre réglementaire de mesures par an (1)**		12		12		12		-		4		4	4	4	-	
	Nombre de mesures réalisées		12		12		11		4		4		4	4	4	4	
	Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées		98	5,1	96,2	24,42	98,2	3,52	91,6	4,92	97,1	1,89	0,45	0,08	2,98	97,4	0,21
Conditions normales d' exploitation (*)	Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation		12		12		11		4		4		4	4	4	4	
	Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation		98	5,1	96	23,2	98,2	3,52	-	-	97,1	1,89	-	-	-	97,4	0,21
	Valeur rédhibitoire (1)		85		250		50		-		-		-	-	-	-	
	Nombre de résultats non conformes à la valeur rédhibitoire		0		0		0		0		0		0	0	0	0	
	Valeurs limites (1) en moyenne journalière		90	35	75	125	80	25	80	15	-	-	10	-	-	87	2
	Nombre maximum de non-conformités aux valeurs limites par an (1)		2		2		2		1		0		1	0	0	1	
	Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)		0		0		0		0		0		0	0	0	0	
	Valeurs limites (1) en moyenne annuelle		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre :		Conforme		Conforme		Conforme		Conforme		-		Conforme	-	-	Conforme	
Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :			**Conforme**														

(1) : ces valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 Juillet 2015. **(2)** : le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures, réalisées dans des conditions normales d'exploitation **(*)**, dont les résultats sont non conformes à la fois à la valeur limite en concentration et en rendement.

(*) Les conditions normales d'exploitation sont atteintes les jours où le débit de référence n'est pas dépassé et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 2 de l'arrêté du 21 Juillet 2015.

Le système de traitement est donc jugé conforme à la réglementation en vigueur.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

XX. SYNTHESE DU SUIVI METROLOGIQUE DU DISPOSITIF D'AUTOSURVEILLANCE

Audit autosurveillance réalisé par DEKRA le 11/04/2025 :

VI- DIAGNOSTICS DE FONCTIONNEMENT ET D'ENTRETIEN DES MATERIELS

VI-1 MESURE DE DEBIT ET ECHANTILLONNAGE - POINT A2 (DEVERSOIR EN-TETE)

	GAREOULT (83) le 11/04/2025	Point 1 Déversoir en-tête	
	Mesure de débit en écoulement à surface libre	Oui	Non
1	L'étanchéité, la propreté et l'état d'entretien du point de mesure, sont-ils satisfaisants ?	X	
2	L'implantation du point de mesure est elle judicieuse ? (absence d'influence amont / aval, etc...)	X	
3	Le dispositif de mesure est-il adapté à l'étendue des débits à mesurer ?	X	
4	Le capteur de mesure est-il adapté au type d'effluent et à l'environnement rencontrés (mousses, température, etc...) ?	X	
5	L'implantation du capteur est elle conforme aux normes en vigueur et/ou aux prescriptions du constructeur ?	X	
6	Existe t-il un système de contrôle adapté de la hauteur d'eau et/ou du débit ?	X	
7	La loi hydraulique Q=f(h) utilisée, est-elle cohérente avec les caractéristiques de l'organe de mesure ?	X	
8	Y a-t-il un affichage sur site de la hauteur, du débit et du volume ?	X	
9	Si une simulation de la hauteur et/ou du débit est possible, y a-t-il cohérence entre les données simulées et mesurées ?	X	
10	Le report des informations en supervision est il cohérent avec les données lues sur site ?	X	
11	Le capteur de mesure a-t-il fait l'objet d'un contrôle électronique ? (nécessaire uniquement en cas d'impossibilité de contrôle métrologique)		
12	Le capteur de mesure dispose t'il d'un certificat d'étalonnage sur banc de moins de 7 ans ? (nécessaire uniquement en cas d'impossibilité de contrôle métrologique)		
13	La nature et la fréquence des contrôles internes définies dans le manuel sont-elles respectées et sont-elles conformes aux prescriptions de l'agence de l'eau ?	X	
14	Existe il une fiche de suivi ?	X	
	CONFORMITÉ	Oui	

Commentaires Une mesure comparative a été réalisée entre le débitmètre installé au Point A2 (Déversoir en-tête) et une simulation d'une hauteur de surverse à l'aide d'un leurre métallique. L'écart constaté entre les 2 mesures est inférieur à l'EMT fixé à 10%. **Le dispositif en place** est donc en capacité de produire des données fiables.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

VI-2 MESURE DE DEBIT ET ECHANTILLONNAGE - POINT A3 (ENTREE STATION)

	GAREOULT (83) le 11/04/2025		Point 2 Entrée station	
	Mesure de débit en écoulement en charge	**Coef.**	**Oui**	**Non**
1	Le **débitmètre est-il adapté vis à vis de l'étendue des débits à mesurer**, est-il **installé conformément** aux **normes** en vigueur et/**ou** aux **prescriptions** du **constructeur** ? **Existe-t-il un afficheur à proximité** (Débit + Volume) ?	2	X	
2a	Si une **mesure comparative est possible, l'écart (*)** entre les résultats de mesures obtenus sur le point de mesure et de manière déportée d'une part, et par l'organisme de contrôle d'autre part, **est il ≤ à 5 % ? Pour les débits < 10 m3, le fonctionnement sera apprécié par l'intervenant**	8	X	
2b	Si une **mesure comparative est possible, l'écart (*)** entre les résultats de mesures obtenus sur le point de mesure et de manière déportée d'une part, et par l'organisme de contrôle d'autre part, **est il > 10 % ?**	0		
3	**Si une mesure comparative est impossible ou que l'écart se situe entre 5 et 10%** et qu'un **bilan eau** (entrée / sortie ou autre) peut-être établi **(**)**, est-il cohérent **(≤ 10 %) ?**	8		
4	**Si une mesure comparative est impossible ou que l'écart se situe entre 5 et 10%** et qu'un **contrôle électronique du débitmètre** est réalisé le rapport d'intervention atteste t-il d'un bon fonctionnement du débitmètre ?			
5	**Si une mesure comparative est impossible ou que l'écart se situe entre 5 et 10%** et qu'un **étalonnage du débitmètre** par un laboratoire accrédité est régulièrement réalisé (< 7 ans), l'incertitude de mesure est-elle conforme aux prescriptions du constructeur ?			
	Résultat de la cotation sur 10 ➔		**10,0**	

Commentaires : Une mesure comparative a été réalisée entre le débitmètre installé au Point A3 (Entrée Station) et un débitmètre portable à temps de transit (type Chronoflo). L'écart constaté (-0,16 %) entre les 2 appareils est inférieur à l'EMT fixé à 5 %. **Le dispositif en place est donc en capacité de produire des données fiables.**

	GAREOULT (83) le 11/04/2025		Point 2 Entrée station	
	Dispositifs de Prélèvement	**Coef.**	**Oui**	**Non**
1	Le **point de prélèvement** est-il correctement **implanté et situé dans un milieu homogène et brassé ?**	2	X	
2	Le **circuit de prélèvement**, y compris la **boucle primaire**, présente t-il un **état de fonctionnement satisfaisant, son diamètre est-il ≥ à 9 mm ?**	1	X	
3	Le **volume de prélèvement** par cycle est-il **≥ à 50 ml et est-il répétable à ± 5 % ?**	1	X	
4	La **vitesse d'aspiration,** y compris celle de la boucle primaire, est-elle **≥ à 0,5 m/s ?**	1	X	
5	Le **préleveur** est-il **asservi** au **débit, ou au volume écoulé,** assure-t-il un **nombre** de **prélèvements égal, en moyenne, au moins à 4 (***) par heure de rejet effectif ?** Les **horaires** de prélèvement et de totalisation des débits sont-ils **synchronisés ?**	2	X	
6	**La température de l'enceinte de prélèvement est-elle adaptée? Si elle est réfrigérée, sa température est-elle maîtrisée à 5°C ± 3°C ?**	2	X	
7	**L'écart** entre le **volume théorique** et le **volume prélevé** est-il **≤ à 10% ?**	5	X	
	Résultat de la cotation sur 10 ➔		**10,0**	

Commentaires : L'échantillonneur installé au point A3 (Entrée Station) respecte les prescriptions de la norme NF T90-523-2 et les exigences de l'agence de l'eau. Par ailleurs, l'écart constaté (0,45 %) entre le volume théorique et le volume prélevé est inférieur à l'EMT fixé à 10%. **Le dispositif en place est donc en capacité d'effectuer des prélèvements représentatifs des rejets.**

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

VI-3 MESURE DE DEBIT ET ECHANTILLONNAGE - POINT A4 (SORTIE STATION)

	GAREOULT (83) le 11/04/2025		Point 3 Sortie station	
	Mesure de débit en écoulement à surface libre	Coef.	Oui	Non
1	**Le dimensionnement de l'organe de mesure vis-à-vis de l'étendue des débits à mesurer**, y compris celui des **canaux d'approche et de fuite,** sont-ils **conformes** aux normes en vigueur et/ou aux prescriptions des **constructeurs ?**	5	X	
2	La **planéité et l'horizontalité** de l'**organe de mesure**, y compris pour les **canaux d'approche et de fuite,** sont-elles **conformes** aux normes en vigueur et/ou aux prescriptions des **constructeurs ?**	5	X	
3	**L'étanchéité**, la **propreté** et **l'état** d'entretien de l'**organe de mesure**, y compris ceux des **canaux d'approche et de fuite,** sont-ils **satisfaisants ?**	1	X	
4	Le **fonctionnement hydraulique** de l'**organe de mesure**, en **amont** et en **aval,** est-il **satisfaisant ?**	5	X	
5	Le **capteur** de mesure est-il **adapté** au type d'**effluent** et à l'environnement rencontrés (mousses, température, etc..) **et présente t-il un état de propreté satisfaisant ?**	2	X	
6	**L'implantation** du **capteur respecte** t-elle les **normes** en vigueur et/**ou les prescriptions** des **constructeurs ?**	1	X	
7	**Existe t-il** un **système de contrôle** adapté de la **hauteur d'eau et/ou du débit ?** **Existe-t-il un afficheur à proximité** (Hauteur + Débit + Volume) **?**	1	X	
8	La **loi hydraulique Q = f (h)** utilisée, est-elle **cohérente** avec les **caractéristiques** de l'**organe de mesure ?**	5	X	
9	**L'écart (*)** entre d'une part les **résultats** de mesures obtenus **à partir des dispositifs en place et ceux mesurés** par l'**organisme de contrôle** d'autre part est-il : ≤ à 10% pour un volume mesuré ≤ à 50 m^3 ? **≤ à 5%** pour un **volume** mesuré **> à 50 m^3** par un **organe calibré ?** **Pour les débits < 10 m^3, le fonctionnement sera apprécié par l'intervenant**	10	X	
	Résultat de la cotation sur 10 ➔		10,0	

Commentaires : Une mesure comparative a été réalisée entre le débitmètre installé au Point A4 (Sortie Station) et un débitmètre portable bulle à bulle (type BubbleFlo2). L'écart constaté (-4,77 %) entre les 2 appareils est inférieur à l'EMT fixé à 5 %. **Le dispositif en place est donc en capacité de produire des données fiables.**

	GAREOULT (83) le 11/04/2025		Point 3 Sortie station	
	Dispositifs de Prélèvement	Coef.	Oui	Non
1	Le **point de prélèvement** est-il correctement **implanté et situé dans un milieu homogène et brassé ?**	2	X	
2	Le **circuit de prélèvement**, y compris la **boucle primaire**, présente t-il un **état de fonctionnement satisfaisant, son diamètre est-il ≥ à 9 mm ?**	1	X	
3	Le **volume de prélèvement** par cycle est-il **≥ à 50 ml et est-il répétable à ± 5 % ?**	1	X	
4	La **vitesse d'aspiration,** y compris celle de la boucle primaire, est-elle **≥ à 0,5 m/s ?**	1	X	
5	Le **préleveur** est-il **asservi** au **débit, ou au volume écoulé**, assure-t-il un **nombre** de **prélèvements égal**, **en moyenne, au moins à 4 (***) par heure de rejet effectif ?** Les **horaires** de prélèvement et de totalisation des débits sont-ils **synchronisés ?**	2	X	
6	**La température de l'enceinte de prélèvement est-elle adaptée? Si elle est réfrigérée, sa température est-elle maîtrisée à 5°C ± 3°C ?**	2	X	
7	**L'écart** entre le **volume théorique** et le **volume prélevé** est-il **≤ à 10% ?**	5	X	
	Résultat de la cotation sur 10 ➔		10,0	

Commentaires : L'échantillonneur installé au Point A4 (Sortie Station) respecte les prescriptions de la norme NF T90-523-2 et les exigences de l'agence de l'eau. Par ailleurs, l'écart constaté (-1,27 %) entre le volume théorique et le volume prélevé est inférieur à l'EMT fixé à 10%. **Le dispositif en place est donc en capacité d'effectuer des prélèvements représentatifs des rejets.**

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

VI-4 MESURES SUR LES BOUES - POINT A6 (BOUES PRODUITES)

DEBITMETRE ÉLECTROMAGNETIQUE (DEM)	COMMENTAIRES	
Le débitmètre est-il adapté vis à vis de l'étendue des débits à mesurer ?	Oui	
Le débitmètre est-il installé conformément aux normes et aux prescriptions du constructeur ?	Oui	
Existe-t-il un afficheur à proximité (Débit + Volume) ?	Oui	
Si une mesure comparative (temps de transit ou empotage) est possible, l'écart (*) entre les résultats de mesures obtenus sur le point de mesure (Va) et de manière déportée, et par l'organisme de contrôle d'autre part, est-il ≤ à ± 10 % ? (**)	Oui	Ecart : 0,10 %.

(*) Calcul de l'écart par rapport à la moyenne (Vm) des 2 valeurs : 100 x (Va - Vm) / Vm

MODALITES DE CONTROLE INTERNE DU DEBITMETRE BOUES UTILISE PAR L'EXPLOITANT (*)
L'exploitant se sert de la mesure annuelle réalisée dans le cadre de l'audit autosurveillance en complément d'un contrôle comparatif trimestriel du débit par le biais du temps de marche des pompes.

BOUES LIQUIDES PRODUITES	LABO STATION (Va)	LABO DE CONTROLE	ÉCART / MOYENNE EN % (*)	CONFORMITE EMT ± 20%
Concentration (en MS)	9,840 g/L	10,696 g/L	4,17 %	Oui

(*) Calcul de l'écart par rapport à la moyenne (Vm) des 2 valeurs 100 x (Va - Vm) / Vm

Commentaires :

- Mesure de débit : Conforme
- Analyse des Matières Sèches : Conforme

VI-5 POINTS DIVERS

- **Comparaison des volumes Entrée/Sortie station :**
  - Les bilans mensuels Entrée/Sortie station sont-ils cohérents ? Oui
  - L'écart volume mensuel entrée/sortie est de 6,19 % pour la période du 01/01/2025 au 31/03/2025.

MOIS	VOLUME MENSUEL ENTREE (Ve = VA3)	VOLUME MENSUEL SORTIE (Vs = VA4)	ÉCART / MOYENNE EN % (*)	CONFORMITE EMT± 10 %
JANVIER 2025	9 773 m³	9 117 m³	6,95 %	Oui
FEVRIER 2025	13 324 m³	12 526 m³	6,17 %	Oui
MARS 2025	22 626 m³	21 335 m³	5,87 %	Oui
TOTAUX	45 723 m³	42 978 m³	6,19 %	Oui

(*) Écart en % = 100 x (Ve - Vs) / [(Ve + Vs) / 2]

Commentaires : COMPARATIF CONFORME

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

X- CONCLUSIONS

SYNTHÈSE DES COTATIONS	
1 - Cotation des dispositifs de mesure de débit (sur 10)	10,0
2 - Cotation des dispositifs de prélèvement (sur 10)	10,0
3 - Cotation du comparatif analytique (sur 10)	10,0
4 - Existe-t-il un système qualité performant et les résultats analytiques sont ils déposés selon le scénario d'échange en vigueur	Oui
Cotation globale sur 10 = Moyenne (①+②+③) x ④ (1 ou 0,9)	10,0

Débits :

- Entrée station : Conforme
- Sortie Station : Conforme
- Déversoir en-tête : Conforme
- Apports extérieurs : Conforme
- Boues : Conforme

Prélèvements :

- Entrée station : Conforme
- Sortie station : Conforme
- Fractionnement : Conforme

Analyses :

- Température de la glacière à réception : Conforme
- Délais de mise en analyse : Conforme
- Analyses : Conforme

Points divers :

- Comparaison des volumes Entrée / Sortie Station : Conforme
- Température de rejet : Conforme
- Pluviométrie : Conforme

Qualité :

- Manuel d'autosurveillance : En attente de validation.
- Contrôles internes : R.A.S.

XI- DATES ET VISAS

Rapport produit et validé le 27/06/2025
Par M. POUSSE - DEKRA INDUSTRIAL



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

YY. BILAN ANNUEL SUR LE SYSTEME DE TRAITEMENT

① - Commentaires sur les charges hydrauliques de la station de traitement des eaux usées :

Les données de débits collectées proviennent de la supervision sur site.

Sur l'année, le débit moyen s'élève à 427,9 m³/j, soit 91 % de la capacité hydraulique nominale de la station, fixée à 468 m³/j.

A noter la présence de volumes excédentaires lors notamment de phénomènes pluvieux importants.

② - Commentaire sur la charge polluante mesurée en tête de station de traitement des eaux usées :

Les concentrations ainsi que les ratios montrent que l'effluent est majoritairement de nature urbaine.
Rapport moyen de biodégradabilité : DCO= 264,8 kg/j / DBO5 = 78,7 kg/j ≈ 3,4

A noter la station a reçu sur l'année une charge organique moyenne de 78,7 kg DBO5/j, soit 43,7 % de sa charge nominale (180 kg DBO5/j).

③ - Commentaire sur le respect du planning d'auto surveillance :

Les bilans 24 heures ont été lancés à la date convenue sur la base des plannings transmis en fin d'année n-1 à la Police de l'eau.

A noter deux reports de bilan 24h qui ont fait l'objet de fiches incidents :

- Bilan du 13/05/2025 au 21/05/2025
- Bilan du 07/08/2025 au 21/08/2025.

④ - Synthèse :

Appréciation sur la conformité du traitement au regard des analyses réalisées sur le rejet au regard des prescriptions du rejet :
Les normes de rejet sont respectées, conformes à l'arrêté d'autorisation et l'effluent traité est de bonne qualité.

Cotation globale de **10** lors du CDA.

La CBPO de l'année 2024 est inférieure à la capacité nominale de la station ce qui confirme que la station n'est pas en saturation organique.

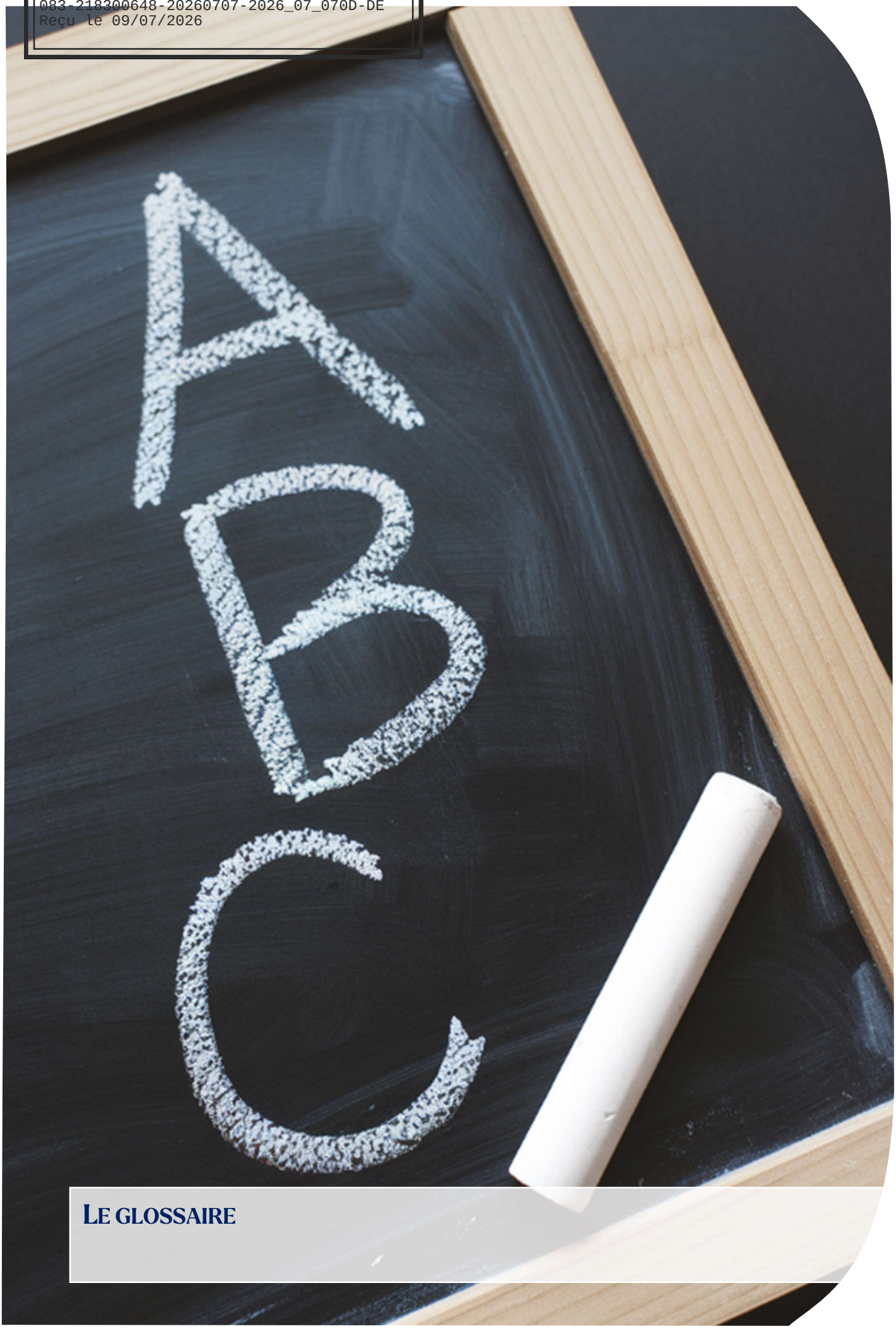
→ La station respecte les règles de conformité de son arrêté.

Points sensibles :
Station d'épuration et réseau de collecte fortement sensibles aux Eaux Claires Parasites.

Ci-dessous, les propositions d'améliorations pour 2026 :

Désignation	Demande amélioration
Pompes soutirage des boues	Pose d'un abri pour remplacer les protections antigel
Chlorure ferrique	Remplacement de 3 pompes + reprise de l'installation + pose de porte protection éclaboussure
Local M.V	Remplacement pompe extraction M.V Remplacement pompe extraction boues M.V

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026



LE GLOSSAIRE

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Ce glossaire récapitule pour les principaux termes utilisés dans les métiers de l'eau, et plus particulièrement dans ce rapport annuel du délégataire, la définition et éventuellement le mode de calcul des informations transmises :

Analyse de pilotage AEP : c'est un ensemble d'analyses effectuées par l'exploitant avec pour objectif d'améliorer et d'optimiser la configuration des installations liées à l'Approvisionnement en Eau Potable (AEP). Ces données peuvent être obtenues à partir de diverses sources, notamment :

- des instruments portables ou appareils installés en des emplacements fixes dédiés à la mesure de la qualité de l'eau.
- des analyses de la qualité de l'eau réalisées en utilisant des méthodes rapides adaptées aux conditions sur le terrain ou effectuées dans des laboratoires d'analyses spécialisés.

Autosurveillance EU : elle correspond à toutes les actions entreprises par l'exploitant sur la station de traitement et sur le réseau pour garantir le bon fonctionnement de l'épuration. Cela consiste notamment à effectuer des analyses sur une période de 24h selon un calendrier défini à l'avance et à transmettre les résultats d'analyse à la police et à l'agence de l'eau.

Biens financés par la collectivité : il s'agit de biens qui sont la propriété de la collectivité et qui sont mis à la disposition du délégataire dans le cadre d'un contrat. À la fin de ce contrat, ces biens reviennent automatiquement et gratuitement à la collectivité.

Biens de retour : ce sont des biens qui ont été financés par le délégataire, qui sont affectés au service et qui sont essentiels à son bon fonctionnement. À la fin du contrat, ces biens reviennent automatiquement et sans frais à la collectivité.

Biens de reprise : ce sont des biens financés par le délégataire, qui sont utilisés pour le service. À la fin du contrat, la collectivité a la possibilité de les racheter selon les modalités financières préalablement établies dans le contrat, sans que le délégataire puisse s'y opposer.

Bilan journalier EU : ce rapport évalue l'efficacité du traitement d'une installation d'épuration des eaux usées en se basant sur des échantillons prélevés à l'entrée et à la sortie de l'installation sur une période de 24 heures, en fonction du débit. Différents paramètres sont analysés et comparés, notamment les concentrations de certains composants et/ou le rendement de l'épuration, par rapport aux performances que l'installation doit atteindre conformément aux normes établies.

Bilan annuel EU : ce rapport résume l'efficacité de traitement sur une année donnée en se basant sur des échantillons prélevés à l'entrée et à la sortie de l'installation tout au long de l'année. Il évalue la conformité de certains paramètres en utilisant les bilans journaliers, en prenant en compte une marge de tolérance établie par la réglementation. Pour d'autres paramètres, la conformité est évaluée en calculant la moyenne des mesures effectuées. En fin de compte, l'exploitant évalue la conformité de l'installation sur l'année, paramètre par paramètre, puis pour l'ensemble de l'installation. La police de l'eau a pour mission de donner son avis officiel sur la conformité de l'installation en se basant sur les données fournies par l'exploitant.

Branchement AEP : il s'agit de l'ensemble de canalisations et d'équipements qui relient la partie publique du réseau de distribution d'eau au réseau de distribution intérieur d'un client. Les équipements installés comprennent au minimum un robinet d'arrêt d'eau situé avant le compteur, ainsi qu'un compteur général.

Branchements EU : Il s'agit de canalisations distinctes pour les eaux usées et les eaux pluviales, qui se connectent au réseau public d'assainissement collectif. Ces canalisations partent des regards de branchement ou boîtes de branchement situés en limite de propriété, auxquels les installations privatives de l'usager sont raccordées.

CARE : compte Annuel de Résultat de l'Exploitation. Pour un contrat déterminé, les chiffres de l'année en cours sont indiqués, et ceux de l'année précédente sont rappelés. Le cadre de ce CARE a été établi par la FP2E, dans le respect strict du décret 2005-236 du 18 mars 2005.

Client : personne physique ou morale consommant de l'eau et ayant au moins un contrat abonné le liant avec le service de distribution de l'eau.

Compte (ou fonds contractuel) de renouvellement : il s'agit des opérations de renouvellement réalisées sans programmation contractuelle, imputées sur un compte de tiers qui correspond à la mise en place de fonds prélevés sur les produits du délégataire, pour couvrir les aléas de fonctionnement des équipements.

Compteur : équipement faisant partie intégrante du branchement et qui permet de comptabiliser les volumes consommés par le branchement.

Contrat abonnés AEP : contrat associé à un branchement liant un client au service de distribution de l'eau.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Contrôle sanitaire AEP : ensemble des analyses réalisées par les ARS afin de contrôler la qualité des eaux. Ces analyses sont effectuées dans des laboratoires agréés à partir d'échantillons prélevés sur différents points de contrôle (captage, installations de production/traitement, réseaux de distribution, points de consommation).

Echantillon AEP : volume d'eau prélevé dans le but d'analyser les caractéristiques de l'eau à l'endroit et au moment précis du prélèvement. Les caractéristiques de l'eau sont décomposées et quantifiées/évaluées par paramètre lors de leur analyse.

Garantie pour continuité de service (dite de renouvellement) : il s'agit d'un renouvellement, où le Délégataire prend à sa charge, et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation ou de renouvellement des équipements, nécessaires à la continuité du service.

Indice linéaire de pertes en réseau AEP : l'indice linéaire de pertes en réseau correspond aux volumes perdus dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors branchements) et est exprimé en m^3/km/jour. Les volumes perdus sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Cet indicateur, qui rapporte les volumes des pertes en eau à une grandeur caractéristique du réseau, traduit directement l'état physique de ce réseau.

Indice linéaire des volumes non comptés AEP : l'indice linéaire des volumes non comptés correspond aux volumes non comptés dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors branchements) et est exprimé en m^3/km/jour. Les volumes non comptés est égal à la différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés comptabilisés.

Paramètre d'une analyse AEP : un paramètre correspond à une caractéristique précise ou à un composé spécifique dont la teneur dans l'échantillon d'eau est quantifiée/évaluée. Certains paramètres font l'objet d'une réglementation. Un paramètre réglementé peut donc pour un échantillon donné être conforme ou non-conforme.

Paramètre d'une analyse EU : un paramètre correspond à une caractéristique précise ou à un composé spécifique dont la teneur dans l'échantillon d'eau est quantifiée/évaluée. Certains paramètres font l'objet d'une réglementation. Un paramètre réglementé peut donc pour un échantillon donné être conforme ou non-conforme. Si un jour donné, la station reçoit plus d'effluent à traiter que prévu, la conformité du paramètre ne peut pas être établie et la donnée est exclue des calculs.

Patrimoine immobilier : il s'agit du patrimoine immobilier nécessaire à la réalisation du service. Le Délégataire fournit un état de variation de ce patrimoine en intégrant trois types de mouvements :

- les investissements concessifs (achat de terrain, mise en service d'un ouvrage financé par le Délégataire, destruction d'un ouvrage…).
- les opérations de renouvellement d'une telle importance qu'elles s'assimilent à la construction d'un bâtiment neuf.
- les investissements immobiliers du Délégataire (bureaux) entièrement dédiés au service.

Période de relève des compteurs AEP : les compteurs permettant de connaître la consommation de chaque branchement d'un client sont relevés régulièrement. La relève pour une année donnée de tous les compteurs de tous les clients s'étale sur plusieurs jours ou plusieurs semaines en fonction du nombre de compteurs concernés. Pour une relève donnée, la date moyenne de la campagne de relève peut ainsi être calculée. C'est cette date moyenne qui est utilisée année après année pour calculer la consommation moyenne d'une commune ou d'un contrat sur une période correspondant sensiblement à une année.

Point de mise en distribution AEP : point de prélèvement d'échantillon pour lequel la qualité de l'eau en ce point est considérée comme représentative de la qualité de l'eau sur le réseau de distribution d'une zone géographique déterminée (en sortie d'installations de traitement dans la plupart des cas). A ce point, les eaux peuvent provenir d'une ou plusieurs sources mais leur qualité peut être considérée comme uniforme en distribution.

Programme contractuel de renouvellement : il s'agit de l'ensemble des opérations de renouvellement, effectuées par le Délégataire dans le cadre d'un programme technique contractuel, évalué financièrement sur la durée du contrat.

Programme d'investissement : il s'agit des engagements pris par le Délégataire de réaliser certains investissements sur le patrimoine, afin d'améliorer la qualité du service, ou le fonctionnement des installations. Ce programme est défini dans un inventaire contractuel.

Qualité eau au point de mise en distribution AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau au point de mise en distribution. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Qualité eau brute AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau brute prélevée dans le milieu naturel avant tout traitement visant à la rendre potable. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

Qualité eau distribuée AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau au point de consommation (robinet) par le client. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Qualité eau traitée AEP : évaluation qualitative de la qualité de l'eau en sortie des installations de production/traitement avant admission sur le réseau de distribution. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Rapport bactériologique AEP : ensemble des paramètres de type bactériologique qui caractérisent un échantillon d'eau analysé. Un rapport bactériologique est déclaré conforme si tous les paramètres unitaires qui le composent sont en conformité avec la réglementation.

Rapport physico-chimique AEP : ensemble des paramètres de type physico-chimique qui caractérisent un échantillon d'eau analysé. Un rapport physico-chimique est déclaré conforme si tous les paramètres unitaires qui le composent sont en conformité avec la réglementation.

Rendements hydrauliques d'une installation AEP : correspondent au rapport entre les volumes d'eau produite et les volumes d'eau brute admis dans l'installation. Ils traduisent le rendement de conversion de l'eau potable à partir de l'eau brute.

Rendements du réseau de distribution AEP : correspondent au rapport entre, d'une part, les volumes consommés autorisés, augmentés des volumes exportés ou vendus en gros, et d'autre part, les volumes produits, augmentés des volumes importés ou achetés en gros. Les rendements constituent de bons indicateurs environnementaux, mais ils ne traduisent que de manière indirecte l'état du réseau, car ils dépendent de la consommation et des volumes exportés ou vendus en gros.

Réseau de distribution public AEP : ensemble de canalisations transportant l'eau produite par les installations de production jusqu'au compteur général des clients, partie publique des branchements inclus.

Réseau de distribution intérieur AEP : ensemble de canalisations et d'équipements placés sous la responsabilité d'un client. Le réseau intérieur d'un client commence après le compteur général permettant d'évaluer la consommation du branchement associé à ce client.

Réseau de collecte des eaux usées EU : ensemble des canalisations et ouvrages annexes acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées issues des branchements publics des usagers ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution.

Réseau de collecte privatif EU: ensemble de canalisations et d'équipements placés sous la responsabilité d'un client permettant de collecter ses effluents. Le réseau intérieur d'un client est raccordé au branchement (généralement situé en limite de propriété).

Surveillance de l'exploitant AEP : elle comprend un examen régulier des installations, un programme de tests ou d'analyses et la tenue par l'exploitant d'un fichier sanitaire. Ces analyses viennent en complément de celles réalisées par les ARS et contribue à la surveillance de la qualité des eaux.

Taux de mobilisation d'une installation AEP : rapport exprimé en % entre le volume de pointe journalier constaté et la capacité nominale d'une installation. Un rapport proche de 100% est le signe d'une installation dont les réserves de capacité sont minimes, voire insuffisantes.

Taux d'eaux parasites EU: il représente la part d'eaux claires parasites véhiculée par le réseau de collecte d'eaux usées par rapport à l'eau potable consommée par l'ensemble des clients, qui est rejetée dans ce même réseau. Ces eaux claires parasites peuvent être classées selon diverses typologies, la plus simple opposant les eaux parasites d'infiltration (EPI) aux eaux parasites de captage (EPC). Les EPI résultent d'une mauvaise étanchéité du réseau tandis que les EPC sont le signe de mauvais raccordements.

Terre de décantation AEP : ensemble des résidus de traitement collectés sur certains ouvrages (décanteurs, filtres, …) des installations de production. Ces résidus, bien souvent connus sous le terme de boues d'eau potable, sont régulièrement évacués des installations.

Volumes consommés comptabilisés AEP : volumes d'eau potable consommés par des clients du périmètre du contrat et résultant des relevés des appareils de comptage . Ces volumes n'incluent pas les volumes exportés ou vendus en gros (VEG).

Volumes consommateurs sans comptage AEP : correspondent aux volumes utilisés sans comptage par des usagers connus, avec autorisation ; ces volumes estimés incluent notamment :

- l'eau nécessaire à la défense incendie (Essais des PI/BI et manœuvres incendie),

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

- l’eau utilisée pour les espaces verts et le lavage de la voirie,
- l’eau utilisée par les fontaines (non équipées de compteurs)

Volumes de service du réseau AEP : correspondent aux volumes utilisés pour l’exploitation du réseau de distribution ; ces volumes estimés incluent notamment :

- l’eau utilisée pour le nettoyage des réservoirs,
- l’eau utilisée lors d’opérations de purge ou de nettoyage des conduites
- l’eau utilisée pour la désinfection et le rinçage des conduites après travaux

Volumes consommés autorisés AEP : il s'agit des volumes d'eau potable consommés tels qu'enregistrés par les compteurs, auxquels on ajoute les volumes nécessaires au fonctionnement du réseau (appelés volumes de service) consommés par les usagers. Ces volumes autorisés reflètent la quantité totale d'eau potable qui peut être consommée dans le périmètre couvert par le contrat, y compris l'eau nécessaire au bon fonctionnement du réseau.

Volumes consommés hors Vente En Gros AEP : font référence aux quantités d'eau potable consommées par les clients situés dans la zone couverte par le contrat, à l'exclusion des ventes d'eau en gros (VEG) et des volumes d'eau exportés. Ces volumes correspondent uniquement à la consommation d'eau potable par les usagers locaux du réseau, à l'exclusion de toute distribution d'eau à des tiers ou d'exportation.

Volume de pointe AEP : volume maximum journalier mesuré pendant l’année sur l’installation concernée.

Volumes d'eaux brutes AEP : font référence à l'eau prélevée directement dans des sources naturelles telles que des rivières, des lacs, des barrages, des nappes phréatiques, etc. L'eau est qualifiée de "brute" pour indiquer qu'elle n'a subi aucun traitement visant à la rendre potable. En plus des volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel à l'intérieur du périmètre du contrat, les volumes d'eaux brutes incluent également les éventuels achats d'eau brute en dehors du périmètre du contrat, auxquels on soustrait les éventuels volumes d'eau brute vendus en dehors du périmètre du contrat. En résumé, il s'agit du volume global d'eau non traitée prélevée, achetée, vendue, ou transférée dans le contexte de l'approvisionnement en eau potable.

Volumes exportés (ou vendus en gros) AEP : font référence aux quantités d'eau produites livrées à un client extérieur au périmètre du contrat. Ce client peut être une autre collectivité, un syndicat, ou une commune distincte de celle couverte par le contrat.

Volumes importés (ou achetés en gros) AEP : correspondent aux quantités d'eau achetées à un client extérieur au périmètre du contrat. Le client peut être une autre collectivité, un syndicat ou une commune distincte de celle couverte par le contrat.

Volumes produits AEP : correspondent à la quantité d'eau provenant des installations de production d'eau potable. Il s'agit des volumes d'eau qui ont été traités et préparés pour la distribution aux usagers. Il est possible de soustraire de ces volumes les besoins de l'usine (s'ils sont mesurés après le compteur de production) pour obtenir la quantité nette d'eau potable produite et disponible pour la distribution.

Volumes besoin usine AEP : correspondent à la quantité d'eau traitée au sein des installations de production d'eau potable, mais qui est utilisée à l'intérieur de ces mêmes usines pour divers usages, tels que la préparation de réactifs chimiques, le nettoyage, et d'autres processus internes.

Volumes mis en distribution AEP : représentent l'eau potable qui est introduite dans le réseau de distribution d'eau en vue d'être consommée par les clients situés à l'intérieur du périmètre du contrat. Les volumes mis en distribution résultent de la somme des volumes produits auxquels on ajoute les volumes importés ou achetés en gros, puis duquel on soustrait les volumes exportés ou vendus en gros.

Volumes d'eau traitée AEP : ce sont les volumes d'eau fournis par les installations grâce à des traitements plus ou moins complexes en fonction de la nature des eaux brutes que l'on souhaite rendre potables.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

LES NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES ASSAINISSEMENT 2025

La présente veille réglementaire présente, sous la forme d'une liste, les textes parus en 2025 accompagnée d'un bref commentaire de leur objet. Cette liste n'a pas pour ambition d'être exhaustive, il s'agit avant tout d'attirer votre attention sur les évolutions réglementaires de l'année qui, notamment, pourraient avoir des incidences sur le service.

GESTION DES EFFLUENTS
ENVIRONNEMENT

➔ **Décret n° 2025-804 du 11 août 2025 portant diverses dispositions de simplification du droit de l'environnement**

Le décret met notamment en place une procédure dématérialisée pour la transmission de la déclaration et des rapports accident/incident à l'inspection des installations classées (R.512-69) avec une entrée en vigueur différée au 1er janvier 2026

Une autre mesure concerne les inventaires faune-flore réalisés pour l'évaluation environnementale des projets (ajout d'un article R.411-21-4 au code de l'environnement). Le texte fixe à cinq ans la durée de validité de ces inventaires réalisés dans le cadre de la description de l'état initial et de l'évaluation des incidences notables directes et indirectes d'un projet sur la biodiversité. Le cas échéant, l'autorité compétente peut solliciter des compléments ou actualisations nécessaires.

EXPLOITATION DES OUVRAGES

➔ **DICT**

Rappel :

À partir du 1er janvier 2026, la réglementation dite « anti-endommagement » évolue et franchit une nouvelle étape à travers l'entrée en vigueur de nouvelles exigences en matière de cartographie des réseaux, visant à renforcer la sécurité des chantiers et la fiabilité des données de localisation des ouvrages.

Cartographie en classe A : réseaux sensibles : classe A obligatoire sur tout le territoire/ Réseaux non sensibles : au 1er janvier 2026 pour les exploitants de réseaux non sensibles en unité urbaine ; au 1er janvier 2032 pour les exploitants de réseaux non sensibles hors unité urbaine

Généralisation de l'usage du PCRS (Plan Corps de Rue Simplifié) : Dès qu'il existe dans la zone géographique concernée, les réponses aux DT/DICT devront s'appuyer sur ce référentiel cartographique.

➔ **Arrêté du 3 septembre 2025 relatif à l'analyse de substances per- et polyfluoroalkylées dans les eaux en entrée et sortie de stations de traitement des eaux usées urbaines**

Cet arrêté prescrit une campagne de 3 prélèvements et analyses de PFAS pour les STEU de plus de 10 000 EH à réaliser au plus tard le 31 décembre 2026. 22 PFAS seront obligatoirement recherchés, et la surveillance est complétée par l'analyse des PFAS qui ont été retrouvés dans les rejets des ICPE raccordées au réseau des STEU de +10 000EH lors de la campagne de l'AM du 20 juin 2023

Il est également demandé une analyse pour estimer la quantité totale de PFAS dans les eaux (par la méthode « AOF »)

La transmission des résultats au service en charge de la police de l'eau est attendue un mois au plus tard après réception des résultats d'analyse

➔ **Arrêté du 8 septembre 2025 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour la propreté urbaine et modifiant l'arrêté du 14 décembre 2023 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'arrosage d'espaces verts et l'arrêté du 18 décembre 2023 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation de cultures**

Pour certains des usages mentionnés, à l'exemple du nettoyage de quais de déchetterie, l'hydrocurage de réseaux d'assainissement, les opérations sur installation d'assainissement non collective et le nettoyage de bennes à ordures, qui "ne requièrent pas de traitement complémentaire des eaux usées traitées" en sortie

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

de station d'épuration, l'arrêté prévoit un dossier simplifié avec moins de pièces requises et des conditions d'utilisation moins exigeantes.
Il a été décidé de lever l'interdiction de l'utilisation d'eaux usées traitées au sein d'un périmètre de protection rapproché (PPR) pour le nettoyage de voiries, d'accotements ou d'ouvrages d'art réalisé sur des surfaces imperméabilisées avec drainage des eaux de ruissellement vers le réseau pluvial, sans risque notable d'infiltration dans la nappe.
Des modifications ont été apportées afin que le rinçage et le nettoyage des camions-citernes dédiés aux EUT ne se fassent pas avec de l'eau potable (sous certaines conditions) : temps de séjour dans le matériel, vidange et rinçage avec des eaux usées traitées de qualité A lorsqu'il est temporairement mis hors service pendant une période prolongée de 72 heures.
L'obligation d'établir un programme de surveillance des virus entériques a été supprimée.
L'arrêté modifie également l'arrêté du 14 décembre 2023 s'agissant de la Reut pour l'arrosage d'espaces verts, et l'arrêté du 18 décembre 2023 pour l'irrigation de cultures. Des précisions sont également ajoutées à l'arrêté du 14 décembre 2023 (espaces verts) s'agissant d'élargir la liste des EUT issues des ICPE pouvant être autorisées, en supprimant le critère du rejet dans le milieu naturel.

➔ **Instruction du Gouvernement du 4 juillet 2025 relative à la collecte et au traitement des eaux résiduaires urbaines.**

Cette instruction du Gouvernement vise à rappeler la nécessité de porter une attention particulière aux dispositions en vigueur concernant la conformité des systèmes d'assainissement et le respect des exigences réglementaires relatives à la collecte et au traitement des eaux usées urbaines. Les niveaux d'investissements financiers demandés aux communes et leurs groupements et les risques financiers associés aux procédures contentieuses en cours ou à venir avec la Commission européenne nécessitent une forte implication des préfets afin d'accompagner les collectivités au bon niveau

➔ **RÈGLEMENT (UE) 2025/1988 DE LA COMMISSION du 2 octobre 2025 – Substances per- et polyfluoroalkylées dans les mousses anti-incendie**

La réglementation européenne et française (UE 2025/1988) entrée en vigueur fin 2025 va **interdire progressivement l'usage et la mise sur le marché des extincteurs contenant des agents fluorés (PFAS).** Le calendrier prévoit des dates clés : à partir de 2026 pour la mise sur le marché et une interdiction générale d'utilisation à partir de 2030.

➔ **Accise électricité : nouveaux tarifs réduits 2026 (PLF)** :

Fin de l'ARENH. L'article Article L336-8 - Code de l'énergie - **Article L336-8 - Code de l'énergie - Légifrance** dispose que : *« Le dispositif transitoire d'accès régulé à l'électricité nucléaire historique est mis en place à compter de l'entrée en vigueur du décret mentionné à l'article L. 336-10 et jusqu'au 31 décembre 2025. (…) »*
L'accise électricité du PLF précise en son article 18 précise :
Le tarif réduit à 0,5 €/MWh tel qu'il existe aujourd'hui prend fin au 31 décembre 2025.
Dès le 1er janvier 2026, quatre catégories fiscales sont introduites, avec des seuils d'intensité énergétique plus structurés.
Le Conseil constitutionnel a été saisi du projet de loi de finances les 4, 5 et 6 février 2026. La loi de finances n'a donc pas encore été promulguée à date d'élaboration de cette veille.

DROIT DE LA COMMANDE PUBLIQUE

➔ **Décret n° 2025-1386 du 29 décembre 2025 modifiant certains seuils relatifs aux marchés publics**

Le décret modifie les seuils prévus par les articles R. 2122-8 et R. 2132-2 du code de la commande publique. Plus précisément, le décret rehausse le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de faible montant, de 40 000 euros à 60 000 euros hors taxes (HT) pour les marchés de fournitures ou de services et de 40 000 euros à 100 000 euros pour les marchés de travaux

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE – ÉGALITE – FRATERNITE

Extrait des registres des délibérations
Du Conseil Municipal du mardi 7 juillet 2026
De la Commune de Garéoult

Date de convocation : 01/07/2026
Date d'affichage de la convocation : 01/07/2026
Date de dépôt en Préfecture :
Date de publication de la délibération :

L'an deux mille vingt-six, le sept juillet à dix-neuf heures et huit minutes,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de séance, sous la présidence de Monsieur Jérôme TESSON Maire.

Nombre de membres :
Composant le conseil : 29 membres
En exercice : 29 membres
Ayant pris part à la délibération : 21 membres présents et 8 membres ayant donné pouvoir.

Étaient présents :
Messieurs Jérôme TESSON, Jean-Marc CAMUS, Luc VAISSIERE, José BONACHE, Thibault MARCHANT, Jean-Michel CROMBEZ, Patrick HENRY-HAYE, Quentin SCANNAPIECO, Pascal THIBAULT, Quentin VALENTE, Nicolas SINTES, Gilles TREMOLIERE, Yann LAFONT, Sébastien TRUC.

Mesdames Anna ALCAZAR, Hélène SAVIGNY, Corinne SLUFCIK, Christelle GALLOU, Marie-Paule BREDOUX, Anne DUPIN, Maria BORRELLI.

Ont donné pouvoir :
Mme Amandine BOURREAU a donné pouvoir à Mme Anna ALCAZAR,
Mme Angélita PAGLIAI a donné pouvoir à Mme Corinne SLUFCIK,
M Luc DE MARIA a donné pouvoir à M Thibault MARCHANT,
Mme Jennifer LAURON a donné pouvoir à M le Maire,
Mme Naïs COURSOL a donné pouvoir à M Jean-Marc CAMUS,
Mme Françoise BEST a donné pouvoir à M Patrick HENRY-HAYE,
Mme Marie-Laure PONCHON a donné pouvoir à Mme Marie-Paule BREDOUX,
Mme Pascale ULRICH a donné pouvoir à M Gilles TREMOLIERE,

Secrétaire de séance : M Jean-Michel CROMBEZ

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_070D-DE
Reçu le 09/07/2026

OBJET DE LA DELIBERATION N°2026/070

SAUR – SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT - PRÉSENTATION DU RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE 2025

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
VU la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 07 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'État et les textes réglementaires pris pour son application,
VU le rapport annuel du délégataire pour l'année 2025 sur le service public de l'assainissement confié à la SAUR,

CONSIDÉRANT que la SAUR, doit produire chaque année à la Commune de Garéoult un rapport annuel de contrôle du service public de l'assainissement, retraçant les actions et les temps forts de l'année 2025,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur José BONACHE,
Adjoint délégué aux travaux, à la voirie et aux bâtiments communaux,
Le Conseil Municipal,

PREND ACTE

Du rapport de contrôle du service public de l'assainissement 2025 de la SAUR.

Le Secrétaire de séance,

Jean-Michel CROMBEZ.

MAIRIE DE GAREOULT
SECRETARIAT GENERAL (83136)

Le Maire,

Jérôme TESSON.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_071D-DE
Reçu le 09/07/2026

GARÉOULT
83-VAR

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE – ÉGALITE – FRATERNITE

Extrait des registres des délibérations
Du Conseil Municipal du mardi 7 juillet 2026
De la Commune de Garéoult

Date de convocation : 01/07/2026
Date d'affichage de la convocation : 01/07/2026
Date de dépôt en Préfecture :
Date de publication de la délibération :

L'an deux mille vingt-six, le sept juillet à dix-neuf heures et huit minutes,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de séance, sous la présidence de Monsieur Jérôme TESSON Maire.

Nombre de membres :
Composant le conseil : 29 membres
En exercice : 29 membres
Ayant pris part à la délibération : 21 membres présents et 8 membres ayant donné pouvoir.

Étaient présents :
Messieurs Jérôme TESSON, Jean-Marc CAMUS, Luc VAISSIERE, José BONACHE, Thibault MARCHANT, Jean-Michel CROMBEZ, Patrick HENRY-HAYE, Quentin SCANNAPIECO, Pascal THIBAULT, Quentin VALENTE, Nicolas SINTES, Gilles TREMOLIERE, Yann LAFONT, Sébastien TRUC.

Mesdames Anna ALCAZAR, Hélène SAVIGNY, Corinne SLUFCIK, Christelle GALLOU, Marie-Paule BREDOUX, Anne DUPIN, Maria BORRELLI.

Ont donné pouvoir :
Mme Amandine BOURREAU a donné pouvoir à Mme Anna ALCAZAR,
Mme Angélita PAGLIAI a donné pouvoir à Mme Corinne SLUFCIK,
M Luc DE MARIA a donné pouvoir à M Thibault MARCHANT,
Mme Jennifer LAURON a donné pouvoir à M le Maire,
Mme Naïs COURSOL a donné pouvoir à M Jean-Marc CAMUS,
Mme Françoise BEST a donné pouvoir à M Patrick HENRY-HAYE,
Mme Marie-Laure PONCHON a donné pouvoir à Mme Marie-Paule BREDOUX,
Mme Pascale ULRICH a donné pouvoir à M Gilles TREMOLIERE,

Secrétaire de séance : M Jean-Michel CROMBEZ

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_071D-DE
Reçu le 09/07/2026

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N°2026/071

APPROBATION DE LA MODIFICATION DES STATUTS DU SIVU DES ESPACES NATURELS DU MASSIF DE LA LOUBE

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5211-17 et suivants et L.5211-20,
VU la délibération n° 06/2026 du conseil syndical du Syndicat à Vocation Unique des espaces naturels du massif de la Loube en date du 29 avril 2026 approuvant la modification de ses statuts,
VU le projet de statuts modifiés annexé à la présente délibération,

CONSIDÉRANT que la Commune est membre du Syndicat à Vocation Unique des espaces naturels du massif de la Loube,
CONSIDÉRANT que le conseil syndical a approuvé une actualisation de ses statuts afin de les adapter aux évolutions législatives et aux modalités actuelles de fonctionnement du syndicat,
CONSIDÉRANT que ces modifications concernent notamment :

- Les modalités de réunion du conseil syndical,
- Les modalités de convocation des membres,
- Les modalités de rédaction et de signature des procès-verbaux,
- Les délégations pouvant être consenties par le président,
- Les modalités de participation financière des communes membres,
- La possibilité d'intervention du syndicat pour des collectivités ou établissements non-membres dans le cadre de conventions,

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.5211-20 du Code général des collectivités territoriales, les conseils municipaux des communes membres disposent d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération du syndicat pour se prononcer,

Après entendu le rapport de Monsieur Jean-Marc CAMUS,
Adjoint délégué à l'économie locale, aux commerces, à l'artisanat et à la sécurité,
Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré, au scrutin ordinaire,
A l'unanimité,

APPROUVE

La modification des statuts du Syndicat à Vocation Unique des espaces naturels du massif de la Loube telle qu'annexée à la présente délibération.

Le Secrétaire de séance, Le Maire,

MAIRIE DE GARÉOULT
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (83136)
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Jean-Michel CROMBEZ. Jérôme TESSON.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_072D1-DE
Reçu le 09/07/2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE – ÉGALITE – FRATERNITE

Extrait des registres des délibérations
Du Conseil Municipal du mardi 7 juillet 2026
De la Commune de Garéoult

Date de convocation : 01/07/2026
Date d'affichage de la convocation : 01/07/2026
Date de dépôt en Préfecture :
Date de publication de la délibération :

L'an deux mille vingt-six, le sept juillet à dix-neuf heures et huit minutes,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de séance, sous la présidence de Monsieur Jérôme TESSON Maire.

Nombre de membres :
Composant le conseil : 29 membres
En exercice : 29 membres
Ayant pris part à la délibération : 21 membres présents et 8 membres ayant donné pouvoir.

Étaient présents :
Messieurs Jérôme TESSON, Jean-Marc CAMUS, Luc VAISSIERE, José BONACHE, Thibault MARCHANT, Jean-Michel CROMBEZ, Patrick HENRY-HAYE, Quentin SCANNAPIECO, Pascal THIBAULT, Quentin VALENTE, Nicolas SINTES, Gilles TREMOLIERE, Yann LAFONT, Sébastien TRUC.

Mesdames Anna ALCAZAR, Hélène SAVIGNY, Corinne SLUFCIK, Christelle GALLOU, Marie-Paule BREDOUX, Anne DUPIN, Maria BORRELLI.

Ont donné pouvoir :
Mme Amandine BOURREAU a donné pouvoir à Mme Anna ALCAZAR,
Mme Angélita PAGLIAI a donné pouvoir à Mme Corinne SLUFCIK,
M Luc DE MARIA a donné pouvoir à M Thibault MARCHANT,
Mme Jennifer LAURON a donné pouvoir à M le Maire,
Mme Naïs COURSOL a donné pouvoir à M Jean-Marc CAMUS,
Mme Françoise BEST a donné pouvoir à M Patrick HENRY-HAYE,
Mme Marie-Laure PONCHON a donné pouvoir à Mme Marie-Paule BREDOUX,
Mme Pascale ULRICH a donné pouvoir à M Gilles TREMOLIERE,

Secrétaire de séance : M Jean-Michel CROMBEZ

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_072D1-DE
Reçu le 09/07/2026

OBJET DE LA DELIBERATION N°2026/072

MISE EN PLACE DU REFERENT DEONTOLOGUE POUR L'ELU LOCAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code Général de la Fonction Publique,
VU le décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,
VU l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,
VU la délibération du Centre de Gestion de la Fonction Publique du Var n°2026-42 du 21 mai 2026 portant renouvellement de la convention du référent déontologue de l'élu local,

CONSIDÉRANT que la commune doit désigner depuis le 1er juin 2023 un référent déontologue de l'élu local,
CONSIDÉRANT que les textes permettent à plusieurs collectivités territoriales, groupements de collectivités territoriales ou syndicats mixtes de désigner un même référent déontologue pour leurs élus par délibérations concordantes,
CONSIDÉRANT que le collège a pour mission d'apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans le statut de l'élu local,
CONSIDÉRANT :

- d'une part l'expertise du Centre de Gestion du Var en matière de déontologie et de l'absence de cette expertise dans la collectivité,
- d'autre part de la nécessaire impartialité et indépendance des personnes choisies,

CONSIDÉRANT qu'il est proposé d'adhérer au collège référent déontologue de l'élu local mis en place par le Centre de Gestion du Var. Ledit collège est composé de personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences dans le respect des textes.
CONSIDÉRANT que les élus locaux de la collectivité ont accès au collège référent déontologue de l'élu local mis en place par le Centre de Gestion du Var dans les conditions fixées par l'arrêté du Président du Centre de Gestion,
CONSIDÉRANT que la durée et le renouvellement des fonctions des membres du collège référent déontologue sont fixés par l'arrêté du Président du Centre de Gestion du Var et le règlement intérieur dudit collège,
CONSIDÉRANT que le collège référent déontologue de l'élu local peut être saisi par tout élu local de la collectivité, les modalités de saisine du collège et de son examen ainsi que les conditions dans lesquelles sont rendus les avis étant définies dans le règlement intérieur dudit collège,
CONSIDÉRANT que les moyens matériels mis à disposition du collège sont prévus par le Centre de Gestion du Var,
CONSIDÉRANT que l'indemnisation des membres du collège référent déontologue de l'élu local prend la forme d'une vacation dont le montant ne peut pas dépasser un plafond fixé par arrêté du Ministre chargé des Collectivités Territoriales,

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_072D1-DE
Reçu le 09/07/2026

CONSIDÉRANT qu'il pourra être procédé au remboursement des frais de transport et d'hébergement des membres dudit collège dans les conditions applicables aux personnels de la Fonction Publique Territoriale,
CONSIDÉRANT que les modalités sont prévues par le Centre de Gestion du Var et les dépenses affectées sur le budget de fonctionnement,
CONSIDÉRANT que cette délibération ainsi que les informations permettant de consulter le collège référent déontologue de l'élu local du Centre de Gestion du Var sont portées par tout moyen à la connaissance des élus locaux intéressés,
CONSIDÉRANT qu'il est demandé à l'assemblée délibérante d'autoriser Monsieur Le Maire à signer la convention de partenariat avec le Centre de Gestion du Var jointe en annexe.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Le Maire,
Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré, au scrutin ordinaire,
A l'unanimité,

AUTORISE

Monsieur Le Maire à signer la convention de partenariat « **Référent déontologue de l'élu local** » avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var.

Le secrétaire de séance,

Jean-Michel CROMBEZ.

MAIRIE DE GARÉOULT
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (83136)

Le Maire,

Jérôme TESSON.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_073D-DE
Reçu le 09/07/2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE – ÉGALITE – FRATERNITE

Extrait des registres des délibérations
Du Conseil Municipal du mardi 7 juillet 2026
De la Commune de Garéoult

Date de convocation : 01/07/2026
Date d'affichage de la convocation : 01/07/2026
Date de dépôt en Préfecture :
Date de publication de la délibération :

L'an deux mille vingt-six, le sept juillet à dix-neuf heures et huit minutes,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de séance, sous la présidence de Monsieur Jérôme TESSON Maire.

Nombre de membres :
Composant le conseil : 29 membres
En exercice : 29 membres
Ayant pris part à la délibération : 21 membres présents et 8 membres ayant donné pouvoir.

Étaient présents :
Messieurs Jérôme TESSON, Jean-Marc CAMUS, Luc VAISSIERE, José BONACHE, Thibault MARCHANT, Jean-Michel CROMBEZ, Patrick HENRY-HAYE, Quentin SCANNAPIECO, Pascal THIBAULT, Quentin VALENTE, Nicolas SINTES, Gilles TREMOLIERE, Yann LAFONT, Sébastien TRUC.

Mesdames Anna ALCAZAR, Hélène SAVIGNY, Corinne SLUFCIK, Christelle GALLOU, Marie-Paule BREDOUX, Anne DUPIN, Maria BORRELLI.

Ont donné pouvoir :
Mme Amandine BOURREAU a donné pouvoir à Mme Anna ALCAZAR,
Mme Angélita PAGLIAI a donné pouvoir à Mme Corinne SLUFCIK,
M Luc DE MARIA a donné pouvoir à M Thibault MARCHANT,
Mme Jennifer LAURON a donné pouvoir à M le Maire,
Mme Naïs COURSOL a donné pouvoir à M Jean-Marc CAMUS,
Mme Françoise BEST a donné pouvoir à M Patrick HENRY-HAYE,
Mme Marie-Laure PONCHON a donné pouvoir à Mme Marie-Paule BREDOUX,
Mme Pascale ULRICH a donné pouvoir à M Gilles TREMOLIERE,

Secrétaire de séance : M Jean-Michel CROMBEZ

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_073D-DE
Reçu le 09/07/2026

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N° 2026/073

RECOURS AUX COLLABORATEURS BENEVOLES DU SERVICE PUBLIC COMMUNAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifié relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

CONSIDÉRANT qu'une collectivité publique peut bénéficier occasionnellement de la collaboration bénévole de personnes tiers pour l'exécution des missions dont elle a la charge,
CONSIDÉRANT que pour être régulière, la collaboration doit s'inscrire dans le cadre de l'exécution d'une **mission de service public et être gratuite**,
CONSIDÉRANT que certaines missions ponctuelles peuvent nécessiter le concours de personnes bénévoles afin de contribuer au bon fonctionnement du service public communal,
CONSIDÉRANT que la collectivité souhaite offrir à ses administrés la possibilité de participer à l'action de la commune en leur permettant de mettre leur temps et leur savoir-faire à disposition des services au public,
CONSIDÉRANT que ces personnes, autorisées par Monsieur Le Maire à intervenir, qui agissent de façon temporaire et gratuite, ont alors le statut de **collaborateur occasionnel bénévole du service public**,
CONSIDÉRANT que les collaborateurs occasionnels bénévoles n'occupent pas un emploi permanent ou non permanent de la collectivité et n'ont pas vocation à se substituer aux agents publics et que leur intervention demeure ponctuelle, accessoire et limitée à des missions précisément définies,
CONSIDÉRANT que la Commune veillera à ce que les collaborateurs occasionnels soient couverts par les garanties d'assurance adaptées,
CONSIDÉRANT qu'une convention de bénévolat devra être conclue entre l'autorité territoriale et les bénévoles retenus,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Le Maire,
Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré, au scrutin ordinaire,
A l'unanimité,

APPROUVE

Le recours aux **collaborateurs occasionnels du service public** pour assurer bénévolement des missions de service public communal.

AUTORISE

Monsieur Le Maire à signer les conventions qui préciseront les conditions d'organisation et le déroulement du bénévolat notamment le cadre d'intervention, la nature des activités, la durée et les droits et devoirs du collaborateur occasionnel bénévole.

Le Secrétaire de séance,

Jean-Michel CROMBEZ.

MAIRIE DE GARÉOULT
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (83136)
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Maire,

Jérôme TESSON.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_075-DE
Reçu le 09/07/2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE – ÉGALITE – FRATERNITE

Extrait des registres des délibérations
Du Conseil Municipal du mardi 7 juillet 2026
De la Commune de Garéoult

Date de convocation : 01/07/2026
Date d'affichage de la convocation : 01/07/2026
Date de dépôt en Préfecture :
Date de publication de la délibération :

L'an deux mille vingt-six, le sept juillet à dix-neuf heures et huit minutes,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de séance, sous la présidence de Monsieur Jérôme TESSON Maire.

Nombre de membres :
Composant le conseil : 29 membres
En exercice : 29 membres
Ayant pris part à la délibération : 21 membres présents et 8 membres ayant donné pouvoir.

Étaient présents :
Messieurs Jérôme TESSON, Jean-Marc CAMUS, Luc VAISSIERE, José BONACHE, Thibault MARCHANT, Jean-Michel CROMBEZ, Patrick HENRY-HAYE, Quentin SCANNAPIECO, Pascal THIBAULT, Quentin VALENTE, Nicolas SINTES, Gilles TREMOLIERE, Yann LAFONT, Sébastien TRUC.

Mesdames Anna ALCAZAR, Hélène SAVIGNY, Corinne SLUFCIK, Christelle GALLOU, Marie-Paule BREDOUX, Anne DUPIN, Maria BORRELLI.

Ont donné pouvoir :
Mme Amandine BOURREAU a donné pouvoir à Mme Anna ALCAZAR,
Mme Angélita PAGLIAI a donné pouvoir à Mme Corinne SLUFCIK,
M Luc DE MARIA a donné pouvoir à M Thibault MARCHANT,
Mme Jennifer LAURON a donné pouvoir à M le Maire,
Mme Naïs COURSOL a donné pouvoir à M Jean-Marc CAMUS,
Mme Françoise BEST a donné pouvoir à M Patrick HENRY-HAYE,
Mme Marie-Laure PONCHON a donné pouvoir à Mme Marie-Paule BREDOUX,
Mme Pascale ULRICH a donné pouvoir à M Gilles TREMOLIERE,

Secrétaire de séance : M Jean-Michel CROMBEZ

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_075-DE
Reçu le 09/07/2026

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N°2026/075

ACHAT D'UN VEHICULE PORTEUR D'EAU POUR LA RESERVE COMMUNALE DE SECURITE CIVILE - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE LA REGION SUD- ANNÉE 2026.

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
VU la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat et les textes réglementaires pris pour son application,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le projet d'acquisition d'un véhicule porteur d'eau de marque Ford Ranger 3.0 EcoBlue Vp 240C, pour un montant global de 43 903.52 HT se décomposant comme suit :

- Ford Ranger 37 703.52€ HT
- Equipements 6 200.00€ HT

CONSIDÉRANT que les équipements portent sur une citerne 600 litres avec un groupe motopompe haute pression, un dévidoir acier et une lance eau à haute pression avec raccord rapide,
CONSIDÉRANT que la Commune de Garéoult peut bénéficier d'une subvention pour l'année 2026 émanant de la Région pour mener à bien ce projet,
CONSIDÉRANT que le taux de subvention est calculé sur le montant HT de la dépense est de 50% pour les communes de 5 001 à 20 000 habitants,
CONSIDÉRANT que le montant de l'aide régionale est plafonné à 35 000€ par demande,

Après avoir entendu le rapport de Madame SAVIGNY
Adjointe Déléguée aux Finances
Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré, au scrutin ordinaire,
A l'unanimité,

PROPOSE

Le plan de financement suivant :

Montant global du projet	43 903,52 € HT
Montant demandé à la Région Sud	21 951.76 € HT
Autofinancement Commune	21 951.76 € HT

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_075-DE
Reçu le 09/07/2026

AUTORISE

Monsieur le Maire à solliciter une subvention auprès de la Région Sud pour l'année 2026 pour le projet indiqué ci-avant.

Le Secrétaire de séance, Le Maire,

MAIRIE DE GARÉOULT SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (83136)

Jean-Michel CROMBEZ. Jérôme TESSON.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_076D-DE
Reçu le 09/07/2026

GARÉOULT
83-VAR

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE – ÉGALITE – FRATERNITE

Extrait des registres des délibérations
Du Conseil Municipal du mardi 7 juillet 2026
De la Commune de Garéoult

Date de convocation : 01/07/2026
Date d'affichage de la convocation : 01/07/2026
Date de dépôt en Préfecture :
Date de publication de la délibération :

L'an deux mille vingt-six, le sept juillet à dix-neuf heures et huit minutes,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de séance, sous la présidence de Monsieur Jérôme TESSON Maire.

Nombre de membres :
Composant le conseil : 29 membres
En exercice : 29 membres
Ayant pris part à la délibération : 21 membres présents et 8 membres ayant donné pouvoir.

Étaient présents :
Messieurs Jérôme TESSON, Jean-Marc CAMUS, Luc VAISSIERE, José BONACHE, Thibault MARCHANT, Jean-Michel CROMBEZ, Patrick HENRY-HAYE, Quentin SCANNAPIECO, Pascal THIBAULT, Quentin VALENTE, Nicolas SINTES, Gilles TREMOLIERE, Yann LAFONT, Sébastien TRUC.

Mesdames Anna ALCAZAR, Hélène SAVIGNY, Corinne SLUFCIK, Christelle GALLOU, Marie-Paule BREDOUX, Anne DUPIN, Maria BORRELLI.

Ont donné pouvoir :
Mme Amandine BOURREAU a donné pouvoir à Mme Anna ALCAZAR,
Mme Angélita PAGLIAI a donné pouvoir à Mme Corinne SLUFCIK,
M Luc DE MARIA a donné pouvoir à M Thibault MARCHANT,
Mme Jennifer LAURON a donné pouvoir à M le Maire,
Mme Naïs COURSOL a donné pouvoir à M Jean-Marc CAMUS,
Mme Françoise BEST a donné pouvoir à M Patrick HENRY-HAYE,
Mme Marie-Laure PONCHON a donné pouvoir à Mme Marie-Paule BREDOUX,
Mme Pascale ULRICH a donné pouvoir à M Gilles TREMOLIERE,

Secrétaire de séance : M Jean-Michel CROMBEZ

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_076D-DE
Reçu le 09/07/2026

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N°2026/076

RETROCESSION D'UNE CASE COLUMBARIUM A LA COMMUNE

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
VU la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 07 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat et les textes règlementaires pris pour son application,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la délibération n° 22 du 21 juin 2018 fixant les tarifs des concessions et columbariums,
VU la demande écrite en date du 8 juin 2026 de Madame Chantal MONNIER,

CONSIDÉRANT que Madame Chantal MONNIER, demeurant 7 impasse des Câpriers 83047 La Crau, en sa qualité de fondatrice de la sépulture acquise le 12 mars 2009 pour une durée de 50 ans pour la somme de 810 euros, située dans l'espace cinéraire du nouveau cimetière (case columbarium N° 1A) propose la rétrocession à la Commune,
CONSIDÉRANT que la concession dont elle est titulaire est vide de toute sépulture,
CONSIDÉRANT qu'il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la rétrocession à la Commune de la case columbarium n°1A dont le titulaire n'en n'a plus l'usage,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur le Maire,
Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré, au scrutin ordinaire,
A l'unanimité,

APPROUVE

La rétrocession à la Commune de la case columbarium N° 1A.

DIT

Que le remboursement se calculera au prorata temporis de sa période d'utilisation.

DIT

Que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la ville.

Le secrétaire de séance

Jean-Michel CROMBEZ.

Le Maire,

MAIRIE DE GARÉOULT (83136) SERVICE PUBLIC FRANÇAIS ETAT CIVIL

Jérôme TESSON.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_076D-DE
Reçu le 09/07/2026

GARÉOULT
83-VAR

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE – ÉGALITE – FRATERNITE

Extrait des registres des délibérations
Du Conseil Municipal du mardi 7 juillet 2026
De la Commune de Garéoult

Date de convocation : 01/07/2026
Date d'affichage de la convocation : 01/07/2026
Date de dépôt en Préfecture :
Date de publication de la délibération :

L'an deux mille vingt-six, le sept juillet à dix-neuf heures et huit minutes,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de séance, sous la présidence de Monsieur Jérôme TESSON Maire.

Nombre de membres :
Composant le conseil : 29 membres
En exercice : 29 membres
Ayant pris part à la délibération : 21 membres présents et 8 membres ayant donné pouvoir.

Étaient présents :
Messieurs Jérôme TESSON, Jean-Marc CAMUS, Luc VAISSIERE, José BONACHE, Thibault MARCHANT, Jean-Michel CROMBEZ, Patrick HENRY-HAYE, Quentin SCANNAPIECO, Pascal THIBAULT, Quentin VALENTE, Nicolas SINTES, Gilles TREMOLIERE, Yann LAFONT, Sébastien TRUC.

Mesdames Anna ALCAZAR, Hélène SAVIGNY, Corinne SLUFCIK, Christelle GALLOU, Marie-Paule BREDOUX, Anne DUPIN, Maria BORRELLI.

Ont donné pouvoir :
Mme Amandine BOURREAU a donné pouvoir à Mme Anna ALCAZAR,
Mme Angélita PAGLIAI a donné pouvoir à Mme Corinne SLUFCIK,
M Luc DE MARIA a donné pouvoir à M Thibault MARCHANT,
Mme Jennifer LAURON a donné pouvoir à M le Maire,
Mme Naïs COURSOL a donné pouvoir à M Jean-Marc CAMUS,
Mme Françoise BEST a donné pouvoir à M Patrick HENRY-HAYE,
Mme Marie-Laure PONCHON a donné pouvoir à Mme Marie-Paule BREDOUX,
Mme Pascale ULRICH a donné pouvoir à M Gilles TREMOLIERE,

Secrétaire de séance : M Jean-Michel CROMBEZ

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_076D-DE
Reçu le 09/07/2026

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N°2026/076

RETROCESSION D'UNE CASE COLUMBARIUM A LA COMMUNE

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
VU la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 07 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat et les textes règlementaires pris pour son application,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la délibération n° 22 du 21 juin 2018 fixant les tarifs des concessions et columbariums,
VU la demande écrite en date du 8 juin 2026 de Madame Chantal MONNIER,

CONSIDÉRANT que Madame Chantal MONNIER, demeurant 7 impasse des Câpriers 83047 La Crau, en sa qualité de fondatrice de la sépulture acquise le 12 mars 2009 pour une durée de 50 ans pour la somme de 810 euros, située dans l'espace cinéraire du nouveau cimetière (case columbarium N° 1A) propose la rétrocession à la Commune,
CONSIDÉRANT que la concession dont elle est titulaire est vide de toute sépulture,
CONSIDÉRANT qu'il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la rétrocession à la Commune de la case columbarium n°1A dont le titulaire n'en n'a plus l'usage,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur le Maire,
Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré, au scrutin ordinaire,
A l'unanimité,

APPROUVE

La rétrocession à la Commune de la case columbarium N° 1A.

DIT

Que le remboursement se calculera au prorata temporis de sa période d'utilisation.

DIT

Que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la ville.

Le secrétaire de séance

Jean-Michel CROMBEZ.

Le Maire,

MAIRIE DE GARÉOULT (83136) SERVICE PUBLIC FRANÇAIS ETAT CIVIL

Jérôme TESSON.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_077D-DE
Reçu le 09/07/2026

COMMUNE DE GARÉOULT

Département du Var

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

entre la Commune de Garéoult et l'Association « Comité des fêtes de Garéoult »

Entre les soussignés :

La Commune de Garéoult, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme TESSON, dûment habilité par délibération du Conseil municipal n° 10 en date du mardi 7 juillet 2026,

ci-après désignée « la Commune »,

d'une part,

Et l'association « Comité des fêtes de Garéoult », association régie par la loi du 1er juillet 1901, déclarée à la Sous-Préfecture de Brignoles le 23 mars 2026, dont le siège social est situé 20A Chemin Rolland Garros, 83136 Garéoult (Var), représentée par son Président, Hervé CIERP.

ci-après désignée « l'Association »,

d'autre part,

Ensemble désignées « les Parties ».

Préambule

La Commune de Garéoult souhaite encourager l'animation locale, le lien social et la valorisation du patrimoine festif et culturel de la Commune. À cette fin, elle reconnaît l'intérêt local du projet associatif porté par l'Association, dont l'objet statutaire est l'organisation de manifestations festives, culturelles et populaires au bénéfice des habitants de Garéoult.

Considérant que les activités de l'Association concourent à l'animation de la commune, à l'attractivité du territoire et au renforcement du lien social entre les habitants, la Commune entend lui apporter un soutien financier dans le cadre fixé par la présente convention, dans le respect des principes de transparence, de bonne gestion des deniers publics et d'égalité de traitement entre les associations.

Vu :

- Le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1611-4, L.2311-7 et L.2541-12-10 ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi précitée ;
- La loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, notamment son article 59 ;
- La circulaire du Premier ministre n° 5811-SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;
- La délibération du Conseil municipal n° 10 en date du 7 juillet 2026 approuvant l'attribution d'une subvention à l'Association et autorisant le Maire à signer la présente convention ;
- Les statuts de l'Association ;
- Le dossier de demande de subvention déposé par l'Association en date du 3 juin 2026 ;

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_077D-DE
Reçu le 09/07/2026

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Commune apporte son soutien financier à l'Association pour la réalisation de son programme d'activités tel que défini à l'article 2, ainsi que les engagements réciproques des Parties.

Elle précise les modalités de versement de la subvention, les obligations comptables et de transparence à la charge de l'Association, ainsi que les modalités de contrôle et d'évaluation par la Commune.

Article 2 – Programme d'activités et objectifs

L'Association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le programme d'activités qui est en cours d'élaboration, comprenant notamment :

- La participation et/ou l'organisation des fêtes traditionnelles et patronales de la commune ;
- La participation et/ou l'organisation de manifestations culturelles, festives et populaires ouvertes à l'ensemble de la population ;
- La participation à l'animation du calendrier communal en lien avec les temps forts de l'année ;
- Toute action concourant au lien social et à la convivialité entre les habitants.

Les manifestations organisées dans le cadre de la présente convention devront être ouvertes à l'ensemble du public sans discrimination, conformément aux principes républicains de neutralité, de laïcité et d'égalité.

La Commune n'exerce aucun pouvoir hiérarchique ou de direction sur l'Association.

Article 3 – Montant et modalités de versement de la subvention

Pour la réalisation du programme d'activités défini à l'article 2, la Commune attribue à l'Association, au titre de l'exercice 2026-2027, une subvention de fonctionnement d'un montant de quatre mille euros (4 000 €).

Le versement sera effectué par virement administratif sur le compte bancaire de l'Association dont le relevé d'identité bancaire est annexé à la présente convention.

Article 4 – Affectation de la subvention

La subvention est strictement affectée au financement des actions définies à l'article 2. Elle ne peut en aucun cas être reversée à un tiers, sous quelque forme que ce soit, sauf accord exprès et préalable de la Commune.

L'Association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de son objet et à utiliser la subvention exclusivement pour les fins ci-dessus définies.

Article 5 – Autres engagements de l'Association

L'Association s'engage à :

- Respecter scrupuleusement les obligations légales, fiscales et sociales attachées à son statut, notamment en matière de déclaration des manifestations, d'assurance, de sécurité du public et de droits d'auteur (SACEM) ;
- Souscrire toutes les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à ses activités (responsabilité civile, dommages aux biens) et à en justifier auprès de la Commune sur simple demande ;
- Informer sans délai la Commune de toute modification de ses statuts, de la composition de ses organes dirigeants, de son siège social ou de tout événement de nature à affecter l'exécution de la présente convention ;

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_077D-DE
Reçu le 09/07/2026

- Faire mention du soutien de la Commune de Garéoult sur l'ensemble des supports de communication relatifs aux actions financées (affiches, programmes, flyers, site internet, réseaux sociaux), par l'apposition du logo issu du logo communal ;
- Se conformer aux contrôles prévus à l'article 7.

Article 6 – Obligations comptables et transparence financière

Conformément aux dispositions de l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'Association s'engage à fournir à la Commune, dans les six mois suivant la clôture de son exercice 2027 :

- Le rapport d'activité présentant le bilan détaillé des actions réalisées au titre de la présente convention ;
- Le compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément à l'arrêté du 11 octobre 2006 ;
- Le procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire ayant approuvé les comptes.

L'Association tient une comptabilité permettant d'identifier les recettes et dépenses afférentes aux actions financées par la subvention communale.

Article 7 – Contrôle de la Commune

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, la Commune se réserve le droit de procéder ou de faire procéder, à tout moment, à toute vérification sur pièces et sur place qu'elle jugerait utile, par toute personne dûment mandatée à cet effet, afin de s'assurer du respect des engagements contractuels et de la bonne utilisation de la subvention.

L'Association s'engage à faciliter ce contrôle en mettant à disposition tous documents et toutes informations nécessaires. Elle pourra notamment être amenée à présenter ses livres comptables, pièces justificatives de dépenses et tout autre document utile.

Article 8 – Évaluation

Une évaluation conjointe des actions menées au titre de la présente convention sera réalisée annuellement entre les Parties, sur la base des indicateurs définis en annexe 1, et portant notamment sur :

- La réalisation effective du programme d'activités ;
- La qualité de la gestion administrative et financière ;
- La conformité de l'utilisation de la subvention à son objet.

Les résultats de cette évaluation pourront conduire les Parties à réviser le programme d'activités ou les modalités de soutien pour les exercices ultérieurs.

Article 9 – Durée et reconduction

La présente convention est conclue pour une durée de dix-huit mois à compter de sa signature. Elle prendra fin de plein droit au 31 décembre 2027.

Elle ne se renouvelle pas par tacite reconduction. Toute reconduction ou renouvellement devra faire l'objet d'une nouvelle convention, précédée d'une nouvelle délibération du Conseil municipal et d'une nouvelle demande de subvention déposée par l'Association.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_077D-DE
Reçu le 09/07/2026

Article 10 – Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés et n'aura pas pour effet de remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 2.

Article 11 – Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre Partie à l'expiration d'un délai de trente (30) jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

En cas de manquement grave de l'Association à ses obligations, notamment en cas d'utilisation de la subvention non conforme à son objet, de refus de se soumettre au contrôle prévu à l'article 7, ou de cessation des activités, la Commune pourra exiger le reversement total ou partiel des sommes versées.

Article 12 – Reversement

En cas de non-exécution, d'exécution partielle, d'utilisation non conforme à son objet ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la présente convention sans accord préalable de la Commune, celle-ci pourra exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées, après que l'Association aura été mise en mesure de présenter ses observations.

Le reliquat éventuel de subvention non utilisé à la clôture de l'exercice devra être restitué à la Commune, sauf affectation à un projet validé par avenant.

Article 13 – Conflit d'intérêts

Les Parties s'engagent à respecter les dispositions légales et réglementaires en matière de prévention des conflits d'intérêts. Les élus municipaux membres de l'Association se déportent de toute délibération du Conseil municipal portant sur la présente convention ou son exécution, conformément à l'article L.2131-11 du Code général des collectivités territoriales.

L'Association garantit que sa gouvernance est indépendante de la Commune et que ses dirigeants exercent leurs fonctions de manière autonome.

Article 14 – Litiges

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend qui pourrait naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

À défaut d'accord amiable, tout litige sera porté devant le Tribunal administratif de Toulon, territorialement compétent.

Article 15 – Annexes

Sont annexés à la présente convention et en font partie intégrante :

- Annexe 1 : relevé d'identité bancaire de l'Association ;

Fait à Garéoult, en deux exemplaires originaux, le 7 juillet 2026.

Pour la Commune de Garéoult,
Le Maire,

Jérôme TESSON.

Pour l'Association,
Le Président,

Hervé CIERP.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_077D-DE
Reçu le 09/07/2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE – ÉGALITE – FRATERNITE

Extrait des registres des délibérations
Du Conseil Municipal du mardi 7 juillet 2026
De la Commune de Garéoult

Date de convocation : 01/07/2026
Date d'affichage de la convocation : 01/07/2026
Date de dépôt en Préfecture :
Date de publication de la délibération :

L'an deux mille vingt-six, le sept juillet à dix-neuf heures et huit minutes,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de séance, sous la présidence de Monsieur Jérôme TESSON Maire.

Nombre de membres :
Composant le conseil : 29 membres
En exercice : 29 membres
Ayant pris part à la délibération : 21 membres présents et 8 membres ayant donné pouvoir.

Étaient présents :
Messieurs Jérôme TESSON, Jean-Marc CAMUS, Luc VAISSIERE, José BONACHE, Thibault MARCHANT, Jean-Michel CROMBEZ, Patrick HENRY-HAYE, Quentin SCANNAPIECO, Pascal THIBAULT, Quentin VALENTE, Nicolas SINTES, Gilles TREMOLIERE, Yann LAFONT, Sébastien TRUC.

Mesdames Anna ALCAZAR, Hélène SAVIGNY, Corinne SLUFCIK, Christelle GALLOU, Marie-Paule BREDOUX, Anne DUPIN, Maria BORRELLI.

Ont donné pouvoir :
Mme Amandine BOURREAU a donné pouvoir à Mme Anna ALCAZAR,
Mme Angélita PAGLIAI a donné pouvoir à Mme Corinne SLUFCIK,
M Luc DE MARIA a donné pouvoir à M Thibault MARCHANT,
Mme Jennifer LAURON a donné pouvoir à M le Maire,
Mme Naïs COURSOL a donné pouvoir à M Jean-Marc CAMUS,
Mme Françoise BEST a donné pouvoir à M Patrick HENRY-HAYE,
Mme Marie-Laure PONCHON a donné pouvoir à Mme Marie-Paule BREDOUX,
Mme Pascale ULRICH a donné pouvoir à M Gilles TREMOLIERE,

Secrétaire de séance : M Jean-Michel CROMBEZ

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_077D-DE
Reçu le 09/07/2026

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N°2026/077

COMITE DES FETES DE GAREOULT – APPROBATION DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ET VERSEMENT D'UNE SUBVENTION

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
VU la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 07 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat et les textes réglementaires pris pour son application,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
VU l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, concernant l'attribution de subventions aux associations,
VU la convention d'objectifs et de moyens entre la ville de Garéoult et le Comité des Fêtes de Garéoult,

CONSIDÉRANT l'intérêt d'un Comité des Fêtes qui du fait de ses actions participera à la vie Communale et à son animation,
CONSIDÉRANT qu'il est proposé au Conseil Municipal d'approuver ladite convention et d'accorder au Comité des Fêtes de Garéoult une subvention de fonctionnement de 4 000 euros,

Après avoir entendu le rapport de Madame Anna ALCAZAR,
Adjointe déléguée à l'action sociale,
Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré, au scrutin ordinaire, à l'unanimité,

Non-participation de Madame Jennifer LAURON,

APPROUVE

La convention ci-jointe.

DECIDE

D'accorder au Comité des Fêtes de Garéoult une subvention de fonctionnement de 4 000 euros pour l'année 2026.

DIT

Que le Comité des Fêtes de Garéoult s'engage à présenter chaque année à la municipalité de Garéoult, un compte rendu de l'emploi des crédits et subventions assorties de toutes justificatifs utiles ou nécessaires, ainsi qu'un budget prévisionnel pour l'année suivante.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_077D-DE
Reçu le 09/07/2026

DIT EGALEMENT

Que le Comité des Fêtes de Garéoult prendra en charge les frais d'assurance de responsabilité civile liés à ses activités.

Le Secrétaire de séance

Jean-Michel CROMBEZ.

MAIRIE DE GARÉOULT
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (83136)

Le Maire,

Jérôme TESSON.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_078D-DE
Reçu le 09/07/2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE – ÉGALITE – FRATERNITE

Extrait des registres des délibérations
Du Conseil Municipal du mardi 7 juillet 2026
De la Commune de Garéoult

Date de convocation : 01/07/2026
Date d'affichage de la convocation : 01/07/2026
Date de dépôt en Préfecture :
Date de publication de la délibération :

L'an deux mille vingt-six, le sept juillet à dix-neuf heures et huit minutes,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de séance, sous la présidence de Monsieur Jérôme TESSON Maire.

Nombre de membres :
Composant le conseil : 29 membres
En exercice : 29 membres
Ayant pris part à la délibération : 21 membres présents et 8 membres ayant donné pouvoir.

Étaient présents :
Messieurs Jérôme TESSON, Jean-Marc CAMUS, Luc VAISSIERE, José BONACHE, Thibault MARCHANT, Jean-Michel CROMBEZ, Patrick HENRY-HAYE, Quentin SCANNAPIECO, Pascal THIBAULT, Quentin VALENTE, Nicolas SINTES, Gilles TREMOLIERE, Yann LAFONT, Sébastien TRUC.

Mesdames Anna ALCAZAR, Hélène SAVIGNY, Corinne SLUFCIK, Christelle GALLOU, Marie-Paule BREDOUX, Anne DUPIN, Maria BORRELLI.

Ont donné pouvoir :
Mme Amandine BOURREAU a donné pouvoir à Mme Anna ALCAZAR,
Mme Angélita PAGLIAI a donné pouvoir à Mme Corinne SLUFCIK,
M Luc DE MARIA a donné pouvoir à M Thibault MARCHANT,
Mme Jennifer LAURON a donné pouvoir à M le Maire,
Mme Naïs COURSOL a donné pouvoir à M Jean-Marc CAMUS,
Mme Françoise BEST a donné pouvoir à M Patrick HENRY-HAYE,
Mme Marie-Laure PONCHON a donné pouvoir à Mme Marie-Paule BREDOUX,
Mme Pascale ULRICH a donné pouvoir à M Gilles TREMOLIERE,

Secrétaire de séance : M Jean-Michel CROMBEZ

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_078D-DE
Reçu le 09/07/2026

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N°2026/078

FIXATION DES TARIFS DU REPAS DANSANT AVEC ORCHESTRE ORGANISÉ LE DIMANCHE 2 AOUT 2026

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
VU la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 07 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat et les textes réglementaires pris pour son application,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que dans le cadre de sa politique événémentielle, la ville de Garéoult a mis en place une programmation événementielle comprenant des concerts, des repas dansants et des animations diverses,
CONSIDÉRANT que dans le cadre de la Fête de la Saint Etienne définie pour l'année 2026, un repas dansant sera proposé le dimanche 02 août 2026 en soirée,
CONSIDÉRANT qu'il est proposé de mettre en place une billetterie comprenant deux tarifs pour permettre au public de participer à ce repas avec orchestre :

- Un tarif de 20 euros par adulte et enfant de plus de 12 ans,
- Un tarif de 12 euros par enfant de moins de 12 ans,

CONSIDÉRANT qu'il est compris dans le tarif adulte, un repas « Macaronade » comprenant : Apéritif, entrée, plat, fromage, dessert, eau et café, et qu'il est compris dans le tarif enfant, un repas composé d'un apéritif sans alcool, d'une entrée, du plat, des fromage, dessert et eau,

Après avoir entendu le rapport de Madame Anna ALCAZAR,
Adjointe déléguée à l'action sociale,
Le Conseil Municipal, au scrutin ordinaire,
A l'unanimité,

AUTORISE

Monsieur le Maire à mettre en place une billetterie à 20 euros par adulte et enfant de plus de 12 ans et à 12 euros par enfant de moins de 12 ans pour la participation à ce repas dansant avec orchestre.

Le Secrétaire de séance,

Jean-Michel CROMBEZ.

Le Maire,

Jérôme TESSON.

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_079D-DE
Reçu le 09/07/2026

GARÉOULT
83-VAR

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE – ÉGALITE – FRATERNITE

Extrait des registres des délibérations
Du Conseil Municipal du mardi 7 juillet 2026
De la Commune de Garéoult

Date de convocation : 01/07/2026
Date d'affichage de la convocation : 01/07/2026
Date de dépôt en Préfecture :
Date de publication de la délibération :

L'an deux mille vingt-six, le sept juillet à dix-neuf heures et huit minutes,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de séance, sous la présidence de Monsieur Jérôme TESSON Maire.

Nombre de membres :
Composant le conseil : 29 membres
En exercice : 29 membres
Ayant pris part à la délibération : 21 membres présents et 8 membres ayant donné pouvoir.

Étaient présents :
Messieurs Jérôme TESSON, Jean-Marc CAMUS, Luc VAISSIERE, José BONACHE, Thibault MARCHANT, Jean-Michel CROMBEZ, Patrick HENRY-HAYE, Quentin SCANNAPIECO, Pascal THIBAULT, Quentin VALENTE, Nicolas SINTES, Gilles TREMOLIERE, Yann LAFONT, Sébastien TRUC.

Mesdames Anna ALCAZAR, Hélène SAVIGNY, Corinne SLUFCIK, Christelle GALLOU, Marie-Paule BREDOUX, Anne DUPIN, Maria BORRELLI.

Ont donné pouvoir :
Mme Amandine BOURREAU a donné pouvoir à Mme Anna ALCAZAR,
Mme Angélita PAGLIAI a donné pouvoir à Mme Corinne SLUFCIK,
M Luc DE MARIA a donné pouvoir à M Thibault MARCHANT,
Mme Jennifer LAURON a donné pouvoir à M le Maire,
Mme Naïs COURSOL a donné pouvoir à M Jean-Marc CAMUS,
Mme Françoise BEST a donné pouvoir à M Patrick HENRY-HAYE,
Mme Marie-Laure PONCHON a donné pouvoir à Mme Marie-Paule BREDOUX,
Mme Pascale ULRICH a donné pouvoir à M Gilles TREMOLIERE,

Secrétaire de séance : M Jean-Michel CROMBEZ

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_079D-DE
Reçu le 09/07/2026

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N°2026/079

SUBVENTION ANNÉE 2026 – ASSOCIATION UNION SPORTIVE DU VAL D'ISSOLE

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
VU la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 07 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat et les textes réglementaires pris pour son application,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT l'intérêt de cette association qui, du fait de son action participe à la vie communale,
CONSIDÉRANT qu'il est proposé au Conseil Municipal de voter cette subvention,

Après avoir entendu le rapport de Madame Corinne SLUFCIK,
Adjointe déléguée aux associations, à l'enfance, à la jeunesse et à 'éducation,
Le Conseil Municipal, au scrutin ordinaire,
A l'unanimité,
Non-participation de Monsieur Yann LAFONT,

DÉCIDE

De voter la subvention ci-après :

- **Union Sportive du Val d'Issole 4 000,00 €**

DIT

Que les crédits nécessaires sont prévus au budget.

Le Secrétaire de séance, Le Maire,

Jean-Michel CROMBEZ. Jérôme TESSON.



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_080D-DE
Reçu le 09/07/2026

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_080D-DE
Reçu le 09/07/2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE – ÉGALITE – FRATERNITE

Extrait des registres des délibérations
Du Conseil Municipal du mardi 7 juillet 2026
De la Commune de Garéoult

Date de convocation : 01/07/2026
Date d'affichage de la convocation : 01/07/2026
Date de dépôt en Préfecture :
Date de publication de la délibération :

L'an deux mille vingt-six, le sept juillet à dix-neuf heures et huit minutes,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de séance, sous la présidence de Monsieur Jérôme TESSON Maire.

Nombre de membres :
Composant le conseil : 29 membres
En exercice : 29 membres
Ayant pris part à la délibération : 21 membres présents et 8 membres ayant donné pouvoir.

Étaient présents :
Messieurs Jérôme TESSON, Jean-Marc CAMUS, Luc VAISSIERE, José BONACHE, Thibault MARCHANT, Jean-Michel CROMBEZ, Patrick HENRY-HAYE, Quentin SCANNAPIECO, Pascal THIBAULT, Quentin VALENTE, Nicolas SINTES, Gilles TREMOLIERE, Yann LAFONT, Sébastien TRUC.

Mesdames Anna ALCAZAR, Hélène SAVIGNY, Corinne SLUFCIK, Christelle GALLOU, Marie-Paule BREDOUX, Anne DUPIN, Maria BORRELLI.

Ont donné pouvoir :
Mme Amandine BOURREAU a donné pouvoir à Mme Anna ALCAZAR,
Mme Angélita PAGLIAI a donné pouvoir à Mme Corinne SLUFCIK,
M Luc DE MARIA a donné pouvoir à M Thibault MARCHANT,
Mme Jennifer LAURON a donné pouvoir à M le Maire,
Mme Naïs COURSOL a donné pouvoir à M Jean-Marc CAMUS,
Mme Françoise BEST a donné pouvoir à M Patrick HENRY-HAYE,
Mme Marie-Laure PONCHON a donné pouvoir à Mme Marie-Paule BREDOUX,
Mme Pascale ULRICH a donné pouvoir à M Gilles TREMOLIERE,

Secrétaire de séance : M Jean-Michel CROMBEZ

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_080D-DE
Reçu le 09/07/2026

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION 2026/080

CHEMIN JEAN MERMOZ : ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE DE LA PARCELLE CADASTRÉE AL 128

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
VU la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat et les textes réglementaires pris pour son application,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de la parcelle cadastrée AL 128 d'une superficie totale de 21 m², afin de régulariser l'emprise foncière du chemin Jean Mermoz,
CONSIDÉRANT que la propriétaire de cette parcelle est actuellement Madame GHIGLION Paulette,
CONSIDÉRANT que son acquisition s'effectuera à l'euro symbolique,
CONSIDÉRANT qu'il convient de signer un acte original de transfert de propriété qui sera rédigé par la société AXES Ingénierie,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Luc VAISSIERE,
Adjoint délégué à l'Aménagement du Territoire, à l'Urbanisme et aux Affaires Foncières,
Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré, au scrutin ordinaire,
A l'unanimité,

DÉCIDE

De l'acquisition de la parcelle cadastrée AL 128 d'une superficie totale de 21 m² à l'euro symbolique.

DEMANDE

A la société AXES Ingénierie de rédiger l'acte officiel de transfert de propriété qui sera signé par Monsieur Jean Marc CAMUS, Premier Adjoint.

DIT

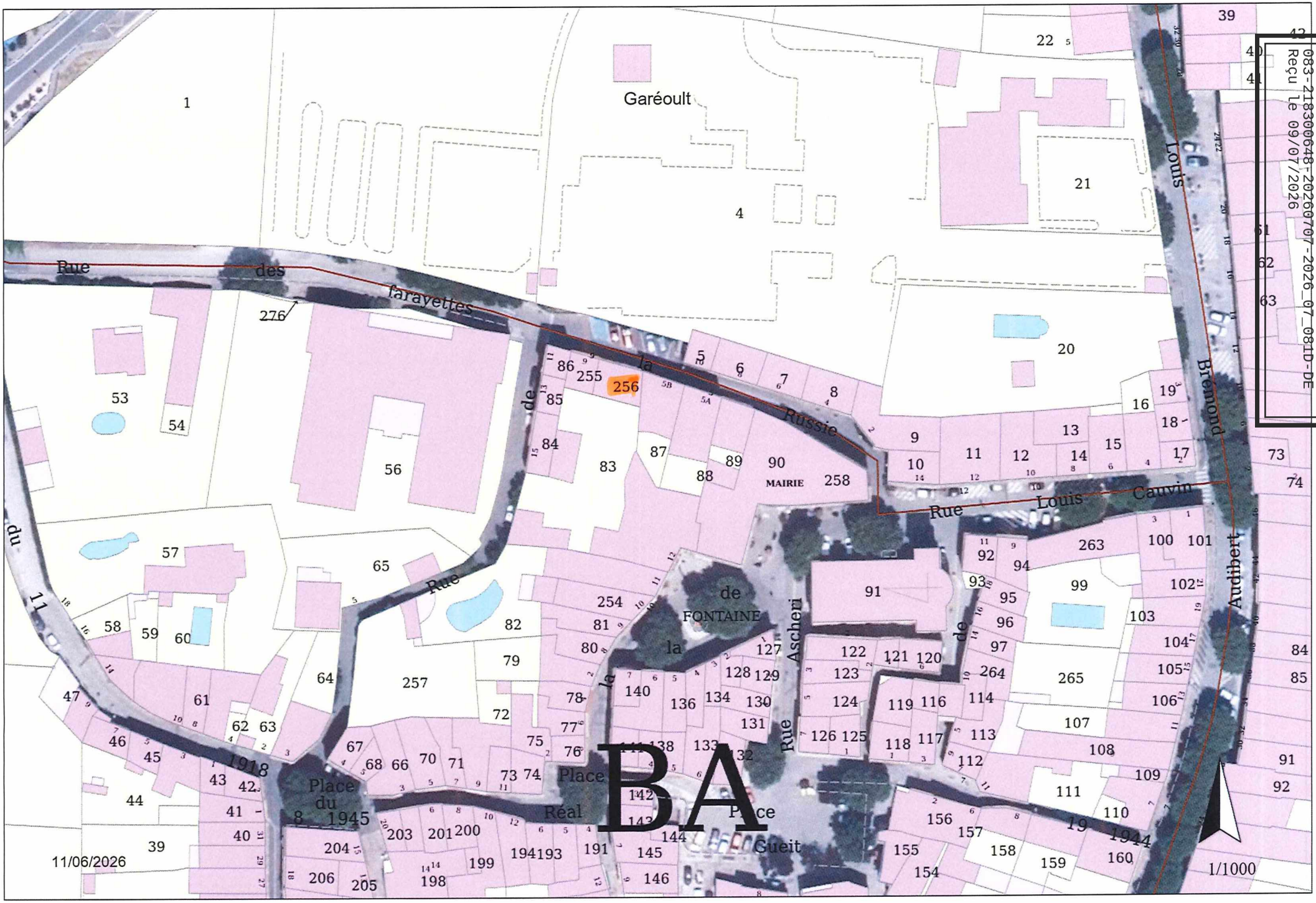
Que les frais de rédaction de l'acte sont à la charge de la Commune.

Le Secrétaire de séance,

Jean-Michel CROMBEZ.

Le Maire,

Jérôme TESSON.



AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_08ID-DE
Reçu le 09/07/2026

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_081D-DE
Reçu le 09/07/2026

GARÉOULT
83-VAR

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE – ÉGALITE – FRATERNITE

Extrait des registres des délibérations
Du Conseil Municipal du mardi 7 juillet 2026
De la Commune de Garéoult

Date de convocation : 01/07/2026
Date d'affichage de la convocation : 01/07/2026
Date de dépôt en Préfecture :
Date de publication de la délibération :

L'an deux mille vingt-six, le sept juillet à dix-neuf heures et huit minutes,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de séance, sous la présidence de Monsieur Jérôme TESSON Maire.

Nombre de membres :
Composant le conseil : 29 membres
En exercice : 29 membres
Ayant pris part à la délibération : 21 membres présents et 8 membres ayant donné pouvoir.

Étaient présents :
Messieurs Jérôme TESSON, Jean-Marc CAMUS, Luc VAISSIERE, José BONACHE, Thibault MARCHANT, Jean-Michel CROMBEZ, Patrick HENRY-HAYE, Quentin SCANNAPIECO, Pascal THIBAULT, Quentin VALENTE, Nicolas SINTES, Gilles TREMOLIERE, Yann LAFONT, Sébastien TRUC.

Mesdames Anna ALCAZAR, Hélène SAVIGNY, Corinne SLUFCIK, Christelle GALLOU, Marie-Paule BREDOUX, Anne DUPIN, Maria BORRELLI.

Ont donné pouvoir :
Mme Amandine BOURREAU a donné pouvoir à Mme Anna ALCAZAR,
Mme Angélita PAGLIAI a donné pouvoir à Mme Corinne SLUFCIK,
M Luc DE MARIA a donné pouvoir à M Thibault MARCHANT,
Mme Jennifer LAURON a donné pouvoir à M le Maire,
Mme Naïs COURSOL a donné pouvoir à M Jean-Marc CAMUS,
Mme Françoise BEST a donné pouvoir à M Patrick HENRY-HAYE,
Mme Marie-Laure PONCHON a donné pouvoir à Mme Marie-Paule BREDOUX,
Mme Pascale ULRICH a donné pouvoir à M Gilles TREMOLIERE,

Secrétaire de séance : M Jean-Michel CROMBEZ

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_081D-DE
Reçu le 09/07/2026

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N°2026/081

VENTE COMMUNE DE GARÉOULT/ SCI SAPHIR : PARCELLE CADASTRÉE BA 256 – 7 RUE DE LA RUSSIE

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
VU la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat et les textes réglementaires pris pour son application,
VU les articles L. 2241-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que le conseil municipal délibère sur la gestion des biens et des opérations immobilières effectuées par la Commune, que toute cession d'immeubles ou de droit réels immobiliers donne lieu à délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles,
VU la délibération n° 2024/005 en date du 12 décembre 2024 constatant la désaffectation de la « Maison de l'âge d'or » située 7 rue de la Russie, cadastrée BA 256 et approuvant son déclassement,
VU les rapports des diagnostics techniques immobiliers (constat amiante et termites, diagnostic énergétique et état des risques des sols et de la pollution) en date du 26 février 2024,
VU l'accord écrit de Monsieur SANIERE Thibault représentant de la SCI SAPHIR en date du 2 juin 2026,

CONSIDÉRANT la parcelle d'origine cadastrée BA 256, 7 rue de la Russie acquise par la commune de Garéoult à la Société d'Etudes et de Réalisations Immobilières de Garéoult, « SERIGAR » représentée par Monsieur SALABERT Numa le 7 juin 1979,
CONSIDÉRANT que le bien fait partie du domaine privé de la Commune,
CONSIDÉRANT l'estimation de la valeur vénale dudit bien d'un montant de 175 000 euros par la Direction Générale des Finances Publiques du Var par courrier en date du 20 octobre 2025,
CONSIDÉRANT que la vente de ce bien d'une superficie de 75 m² n'a aucune incidence négative sur la gestion du patrimoine communal à Garéoult,
CONSIDÉRANT qu'il convient de signer un acte original de transfert de propriété qui sera rédigé par Maître CHAUVEAU Magali, Notaire, domiciliée 350 route départementale 15 à Forcalqueiret,
CONSIDÉRANT qu'il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la cession de ce bien communal et d'en définir les conditions générales de vente,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Luc VAISSIERE,
Adjoint délégué à l'Aménagement du Territoire, à l'Urbanisme et aux Affaires Foncières,
Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré, au scrutin ordinaire,
A la majorité avec 1 abstention,

AR Prefecture
083-218300648-20260707-2026_07_081D-DE
Reçu le 09/07/2026

AUTORISE

La vente de ce bien situé 7 rue de la Russie cadastré BA 256 au prix de 175 000 euros à la SCI SAPHIR en son nom ou par le biais d'une société avec faculté de substitution.

DIT

Que les frais seront à la charge de l'acquéreur.

CHARGE

Monsieur le Maire, à faire toutes les diligences nécessaires pour aboutir à la cession de ce bien, dite amiable, dont l'acte sera dressé en l'étude de Maître CHAUVEAU, Notaire, dans les conditions de droit commun.

Le Secrétaire de séance,

Jean-Michel CROMBEZ.

Le Maire,

Jérôme TESSON.

MAIRIE DE GARÉOULT
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (83136)
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE